

*Numéro double*

*33 /34 - 2000*

المجلة المغربية  
للشؤون  
والسياسية  
والاقتصادية

# REVUE JURIDIQUE POLITIQUE ET ECONOMIQUE DU MAROC

Revue éditée par la Faculté des Sciences Juridiques  
Economiques et Sociales de Rabat

**Les opinions exprimées dans cette revue  
sont strictement personnelles à leurs auteurs**

Numéro du dépôt légal à la Bibliothèque Générale et Archives : 7/76  
*Composition : Société BABIL, Résidence Es-Saâda, Entrée 5, Avenue Hassan II,  
Rabat - Tél. 037 70 03 51*

# REVUE JURIDIQUE, POLITIQUE ET ECONOMIQUE DU MAROC

éditée par  
**La Faculté des Sciences Juridiques, Economiques  
et Sociales de Rabat**

<b>Directeur</b>	Abdelghani KADMIRI
<b>Comité Scientifique</b>	Moulay Driss ALAOUI, Saïd BELBACHIR, Mohamed BENNANI, Mohamed BENNOUNA, Abdelaziz BENJELLOUN, Ahmed CHOUKRI, Mohamed DRISSI ALAMI, Mohamed JALAL ESSAID, Amal JELLAL; Fathallah OUALALOU.
<b>Comité de Rédaction</b>	El Hadi MAKDAD; Aïcha CHERKAOUI MALKI, Rajae NAJH, Mohamed MOUMEN, Taher EL BAHBOUHI, Mohamed EL BERDOUZI, Ahmed BEN OTMANE EL OUDGHIRI, Lahcen OULHAJ, Noureddine EL AOUI.
<b>Secrétariat de Rédaction</b>	Khadija OUZZANI CHAHDI, Houria SOULEIMANI

## ADMINISTRATION

B. P. 721, Boulevard des Nations - Unies - Agdal -Rabat  
(2 numéros)

Maroc .....	40 DH
Etranger .....	60 DH
Tarif Etudiant .....	24 DH

Modes de paiement : Virement postal ou virement bancaire C.C.P. RABAT : 345634C

*FACULTE DES SCIENCES JURIDIQUES, ECONOMIQUES ET SOCIALES*

*B.P. 721, Agdal - Rabat*



# SOMMAIRE

## *En Langue française :*

### ETUDES ET DOCTRINE

<b>M'hamed EL HATIMI</b>	: Les sources étatiques et non étatiques du droit marocain .....	7
<b>Mohammed OUZGANE</b>	: La protection des programmes d'ordinateurs et des bases de données par le droit d'auteur au Maroc .....	19
<b>Brahim BENBRAHIM</b>	: La guerre de l'information à l'ère des chaînes satellitaires .....	31
<b>Omar MOUDDANI</b>	: L'Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications : organe de régulation du secteur des télécommunications .....	45
<b>Amina AOUCHAR</b>	: La crise franco-marocaine et ses solutions : Le point de vue de feu SM Mohammed V .....	71
<b>Abdelmajid BENJELLOUN</b>	: Le mouvement nationaliste marocain dans L'ex-Maroc khalifien et son refus, frisant parfois le bellicisme, du colonialisme .....	101
<b>Leila CHKOFF</b>	: La protection de l'enfant en Afrique .....	113
<b>Ahmadou Lô GUEYE</b>	: Emergence et fondements de l'Equilibre Général .....	127
<b>Fouad CHAJAI</b>	: Le dollar et l'Euro : enjeux et perspectives dans la prochaine décennie .....	165
<b>Farid LAKHDAR GHAZAL</b>	: La dette publique au centre des préoccupations des finances publiques .....	173
<b>Larbi HANANE</b>	: Firme apprenante et réceptivité de l'innovation .....	185

*En Langue Arabe :*

**ETUDES ET DOCTRINE**

<b>Mokhtar BEKKOUR</b>	: Loi relative aux groupements d'interêt économique au Maroc et l'expérience européenne .....	7
<b>Abdelaziz EL HILA</b>	: La nouvelle loi sur les établissements pénitentiaires en regard du dispositif international .....	21
<b>Aicha CHERKAOUI MALKI</b>	: La Titrisation au droit marocain (lecture de la nouvelle loi) .....	31
<b>Rajae NAJI MEKAOUI</b>	: Rôle des instruments juridiques dans le rapprochement entre les exigences de développement et l'orientation des recherches scientifiques .....	61
<b>Mbarka DOUNIA</b>	: La protection juridique du travail des mineurs dans la législation sociale marocaine ..	79
<b>Ibrahim ABRACH</b>	: Pourquoi les décisions sur le Moyen Orient n'ont pas été appliquées ? - la légitimité internationale et les enjeux de la force .....	93
<b>Mustapha KALOUCHE</b>	: L'inviolabilité parlementaire .....	123

# LES SOURCES ÉTATIQUES ET NON ÉTATIQUES DU DROIT MAROCAIN

*M'hamed EL HATIMI*<sup>(\*)</sup>

**L**e thème général sur «la Méthodologie des sources du droit» choisi par le VIème Congrès International de l'Association Internationale de Méthodologie Juridique<sup>(1)</sup>, m'a inspiré quelques réflexions sur «Les sources étatiques et non étatiques du droit marocain».

Les origines du droit, en général, ses fondements, ses sources<sup>(2)</sup>, ses naissances<sup>(3)</sup>, ses évolutions et ses transformations sont complexes et diverses. Au Maroc, comme ailleurs, cette diversité des sources du droit est vecue de manière très intense. En effet, le caractère composite du droit marocain nous met en présence d'une grande diversité des sources (I). Cette diversité nous conduit nécessairement aux choix de leur classification en sources étatiques et sources non étatiques (II). au plan de la méthodologie, on est amené à analyser la manière dont ces sources étatiques et non étatiques sont hiérarchisées pour assurer un

---

(\*) Professeur de droit civil, de droit civil comparé, de philosophie du droit et du droit islamique à la faculté de droit, Université Mohammed V - Agdal - Rabat, Vice - président de l'Association Internationale de Méthodologie Juridique, membre du Conseil Consultatif des Droits de l'Homme, Royaume du Maroc.

(1) Le VIème Congrès a été tenu à Pise (Italie) du 23 au 25 Septembre 1999.

(2) Le thème des «sources» du droit a fait l'objet du n° 27 des Archives de Philosophie du Droit, Sirey, Paris, 1982, cf également, à l'article «sources du droit», Dictionnaire encyclopédique de théorie et de sociologie du droit, 2ème édition, LGDJ, pp : 577-579.

(3) GAUDEMET (Jean), «les naissances du droit», le temps, le pouvoir et la science au service du droit, Montchrétien, Paris, 1977, p : V.

fonctionnement cohérent selon une structure unitaire de l'ensemble du système juridique marocain (III).

## **I- Diversité des sources en droit marocain :**

Le droit, fruit de la culture humaine, est très difficile à définir : en effet, le droit change de visage au gré des sociétés; même s'il semble universel dans son principe, il est relativisé par l'histoire de chaque société. Une des premières difficultés que l'on rencontre est de savoir quelles sont les véritables sources du droit. Celles-ci sont complexes, nombreuses et diverses. En effet, les différents projets juridiques que connaissent les cultures juridiques occidentales et non occidentales<sup>(4)</sup> sont marqués par une diversité des sources aussi bien d'un pays à l'autre qu'à l'intérieur d'un même pays.

Comme il n'y a pas de société sans droit, cette diversité apparaît au niveau des sources historiques, philosophiques, sociologiques, anthropologiques comme elle apparaît aussi au niveau des sources matérielles, formelles ou techniques. Ces sources peuvent être l'œuvre des souverains-législateurs, des juges et des différents théoriciens et praticiens du droit.

Ces diverses sources sont essentiellement inspirées par Dieu (sources divines), construites par des êtres humains (sources humaines) ou produites par la nature (sources coutumières). Cette diversité des sources revêt plusieurs modèles : du modèle coutumier dans les communautés primitives<sup>(5)</sup>, on est passé successivement, d'abord, au modèle de la sacralité et de la transcendance de la loi ensuite au modèle faisant du juge la seule source du droit valide exprimant l'immanence des intérêts en jeu et où l'Etat social du XXème siècle joue le rôle d'arbitre.

Aujourd'hui, le modèle est celui où le droit joue le rôle de médiateur universel et tente d'élargir la démocratie à la taille de la cité mondiale tout en

---

(4) Il faut signaler que dans les sociétés aux cultures juridiques non occidentales, l'Etat ne joue pas le même rôle que dans les sociétés aux cultures juridiques occidentales et que, même si on fait référence à l'Etat, dans les deux cas, au niveau de la norme juridique, de sa perception, de son effectivité, les choses ne sont pas perçues de la même façon; cf dans ce sens : «Une introduction aux cultures juridiques non occidentales». Autour de MASAJI CHIBA, sous la direction de WANDA CAPELLER/TAKANORI KITAMURA, Bruylant, Bruxelles, 1998; pp. 37-44.

(5) VANDERLINDEN (J) : «Anthropologie juridiques», Dalloz, Paris, 1996, p. 49.

ménageant le sort des générations futures. Cette diversité des sources transparait clairement au niveau des différentes composantes du droit marocain et un bref aperçu sur les éléments composant ce droit, actuellement en vigueur, peut être traduit selon la formule suivante :

$$dm = ch + f + k + \text{coutume}$$

en développant cette équation cela donne :

$$dm = c + s + fc + fm + kc + km + 'o + 'a + q$$

La légende pourrait se présenter comme suit :

dm = droit marocain actuellement en vigueur

ch = chari'ah c'est-à-dire le coran + la sounnah

c = coran

s = sounnah

fc = fiqh classique encore applicable dans plusieurs domaines notamment dans celui de la propriété immobilière non immatriculée.

fm = fiqh moderne c'est-à-dire le droit positif au sens occidental du terme, actuellement applicable et qui compose l'ensemble des dahirs portant lois, lois ordinaires, tous textes votés par le parlement etc...

kc = kawanin (singulier kanoun) classiques qui sont des règlements touchant les domaines non prévus par la chari'ah notamment en matière financière et en matière du maintien d'ordre.

km = kawanin modernes c'est-à-dire l'ensemble des règlements tels que définis dans les démocraties parlementaires et dont use le pouvoir exécutif (gouvernement) sous forme de décrets, d'arrêtés, de circulaires, de notes de service,... etc...

Les coutumes sont appelées :

'o : 'orf : c'est l'ensemble des us et coutumes et usages admis au sein d'une communauté donnée et qui produisent des effets appelés normes juridiques.

'a : 'amal : c'est l'ensemble des pratiques judiciaires ou jurisprudence .

q : qa'ida : c'est une règle de conduite qui correspondrait à ce que Pierre BOURDIEU appelle l'habitus.

De quelles sources relèvent donc ce conglomérat d'éléments divers et diversifiés composant le droit marocain? Cette question nous impose le choix d'une méthode de classification des sources.

## **II- Classification des sources étatiques et non étatiques :**

Si la plupart des sociétés occidentales ont élaboré des systèmes juridiques modernes fondés sur l'autorité légitime d'un Etat centralisé et que la source dominante de leurs droits a été limitée à la sphère étatique, les sociétés non occidentales<sup>(6)</sup>, dont le Maroc, semblent connaître un autre sort. En effet, au Maroc où le droit, qui domine la vie au quotidien, semble marqué par l'existence d'une diversité des sources, quelle place occupent les sources étatiques et non étatiques dans ce droit? Comme on rencontre dans ce pays un pluralisme juridique complexe et évolutif, la pluralité des sources nous incite à choisir le critère de classement des sources du droit en sources étatiques et non étatiques, lequel classement est largement diffusé et appliqué un peu partout, dans le monde.

Comment cette classification a-t-elle retenu notre attention? Le droit marocain est constitué par un ensemble d'éléments, en apparence, disparates mais dont le fil conducteur est régi par deux logiques implacables : la logique des sources étatiques et celle des sources non étatiques.

### **A. La logique des sources étatiques du droit marocain**

Le fiqh et les kawanin modernes correspondent au droit marocain moderne d'inspiration occidentale notamment française. Ce droit positif obéit à la logique

---

(6) BOTIVEAU (B), «Culture juridique islamique», in «Une introduction aux cultures juridiques non occidentales» Bruylant, Bruxelles, 1998, pp 197-203. L'auteur définit, sans référence à la notion d'Etat au sens occidental du terme, le droit islamique comme étant :

- un ensemble de normes et de valeurs
- un savoir et des techniques juridiques
- des modes de réalisation d'une justice conforme à l'exigence sociale.

des sources étatiques avec toutes les conséquences qui s'en suivent : un droit où la loi est l'expression de la volonté populaire avec, théoriquement, un parlement, émanation d'élections régulières et libres, suivi, d'un gouvernement représentant une majorité parlementaire. Cette logique étatique des sources est également dominée par une hiérarchie des normes telle qu'elle est définie par Hans KELSEN (1880-1973). Cette hiérarchie se fonde sur une norme centrale, une norme fondamentale appelée *grund norm*<sup>(7)</sup>.

Les sources étatiques du droit sont celles que l'Etat moderne déduit de l'Etat de droit : Un Etat de droit dont l'objectif ultime est d'assurer le respect des droits de l'Homme, le respect des règles du jeu de la démocratie et le respect des principes de la constitutionnalité des lois et des principes de la légalité civile et pénale.

L'Etat de droit se fonde, au Maroc, essentiellement sur le fiqh moderne c'est-à-dire sur le droit moderne d'inspiration occidentale. Ce droit moderne se réfère et tire ses sources des différentes normes suivantes : la constitution révisée de 1996, des dahirs portant lois, des règlements (décrets, arrêtés, circulaires, notes de service, etc), de la jurisprudence des tribunaux, de l'ensemble des activités des praticiens du droit (avocats, notaires, conseillers juridiques,... etc...), de la doctrine et surtout des coutumes dont certaines tiennent une place non négligeable aussi bien parmi les sources étatiques du droit que parmi les sources islamiques du droit.

### **B. La logique des sources non étatiques ou la science des sources du droit islamique ('ilm ouçoul al fiqh)**

Quelle est cette catégorie de sources? En quoi elles ne sont pas étatiques?

Tout d'abord, un inventaire des sources non étatiques nous est fournie par une science des sources du droit appelée 'ilm ouçoul al fiqh. On cite parmi les fondements du droit musulman, au moins dix sources<sup>(8)</sup> : le Coran, la Sounnah, le consensus (al ijmâ'), le raisonnement par analogie (al qiyas), le choix préférentiel

---

(7) BERQUE (J) : «Relire le Coran» Albin Michel, Paris, 1993 pp 80-81.

(8) Abd Al Wahhab KHALLAF, «'ilm ouçoul al fiqh», traduit de l'arabe sous le titre «des fondements du droit musulman» par DABBAK (C), GODIN (A) et LABIDI MAIZA (M), édition Al Qalam, Paris, 1997, pp : 33-140.

(l'istihsân), l'intérêt général indéterminé (al maslaha al moursala), l'usage (al 'orf), la présomption de continuité (al istishab), les lois des peuples monothéistes (char'man qablana) et l'opinion du Compagnon (madhab assahabi).

Ensuite, on peut remarquer que toutes ces sources ne sont pas étatiques, qui tout en faisant partie intégrante du droit marocain, relèvent et renvoient à la chari'ah c'est à dire au Coran<sup>(9)</sup> et à la Sounnah, au fiqh et aux kawanin classiques du droit musulman et aux droits coutumiers marocains communément appelés 'orf, 'amal et qa'ida.

Ces sources seraient donc des sources non étatiques et relèveraient, les unes, du droit divin, les autres du droit humain et les autres encore du droit naturel ou des lois propres à la nature telles qu'on les observe dans le cosmos.

Sur quoi se fonde la normativité de ses sources? On peut dire que cette science des sources non étatiques du droit se fonde principalement sur les Commandements d'Allah, sur un principe édicté par lui, sur une norme centrale dont découleraient toutes les autres. En effet, pour tous les pays musulmans, dont le Maroc, le droit islamique trouve sa source dans la norme centrale qu'est la Chari'ah c'est-à-dire dans le Coran et la Sounnah. A côté de cette norme centrale révélée existe un système juridique où tout se ramène, par niveaux, et par degrés, comparable à ce que Hans KELSEN appelle une norme centrale, une norme fondamentale : la norme juridique islamique tirée de la chari'h ou plus exactement tirée des «200 à 500 normes juridiques du Coran»<sup>(10)</sup>.

Quant aux autres sources non étatiques, leurs sources se trouvaient loties dans des modes de raisonnement spécifiquement islamique qui sont le qiyas, l'istihsan, l'istishab, et dans des arguments dont les principes sont tirés des pratiques anciennes (Char'man kablana) et des droits coutumiers ('orf ou 'ada).

---

(9) Il faut signaler que le Coran se compose de 6219 versets ou ayâ sur lesquels il n'y a que 200 à 500 versets du coran, qui traitent des questions de dogme, de spiritualité, d'éthique, d'esthétique, d'eschatologie, de morale, de conduites etc...

(10) BERQUE (J), «Relire le coran», ALBIN MICHEL, Paris, 1993, pp 88.

Ramené au contexte du droit marocain, actuellement en vigueur, on peut constater qu'existent et coexistent, côte à côte, deux normes : la norme juridique islamique et la norme juridique positive au sens occidental du terme. La première norme prend naissance dans la Révélation, donc, dans une source non étatique. La seconde est l'expression, par excellence, de la source étatique la plus connue et la plus répandue. Au plan de la méthodologie, comment assure-t-on le fonctionnement de toutes ces sources étatiques et non étatiques?

### **III- Méthodologie du fonctionnement de ces sources**

Comment fonctionnent ces diverses sources : droits divins issus de la Révélation, droits légal-rationnels issus des lois positives et droits coutumiers issus des usages et coutumes? Comment arrive-t-on à concilier toutes ces diverses normes issues de différentes sources? Sur quels critères se base-t-on pour les hiérarchiser et les harmoniser?

Pour assurer la cohésion de l'ensemble du système juridique, je prendrai quatre exemples pour illustrer mes propos :

#### **A. La prédominance de la norme juridique islamique pure tirée de la chari'ah.**

«Je veux un mariage charaïque et non un mariage conforme à la loi positive»  
clame un plaignant égyptien devant le tribunal.

En matière de statut personnel se pose le problème du choix entre l'une de deux normes : la conformité à la norme juridique islamique issue de la chari'ah ou à la norme juridique positive issue du constitutionalisme occidental<sup>(11)</sup>.

Dans ce cas précis, le choix se porte sur l'Etat de droit islamique plutôt que sur l'Etat de droit occidental<sup>(12)</sup>. La préférence va dans le sens de la conformité à la communauté islamique (oumma). En fait, c'est une option pour la source non étatique qu'est la chari'ah. Celle -ci continue à régir, dans une société musulmane, les

---

(11) BEN ACHOUR (Yadh) : «Politique, Religion et Droit dans le Monde Arabe», Eddif, Tunis, 1992, p 5.

(12) La notion d'Etat n'a pas la même signification ni le même contenu pratique dans les deux situations.

rapports de mariage au détriment du principe de la légalité conforme au code de la famille du code civil égyptien, d'inspiration légal-rationnelle.

Dans ce cas, c'est la prédominance de la norme juridique islamique tirée de la Chari 'ah qui joue pleinement.

### **B. La prédominance du constitutionalisme légal-rationnel.**

Les raisons du succès du constitutionnalisme et du légalisme au Maghreb notamment au Maroc sont dues à la tradition civiliste et administrativiste française. Le droit français présente des qualités évidentes, facilement adaptables à une partie seulement du droit marocain : celles des obligations et des contrats, celles aussi des techniques juridiques adaptées à l'économie de marché notamment aux sociétés et aux holding.

Ce succès apparaît évident aux modes de raisonnement juridiques et aux diverses méthodologies juridiques. Je précise que ces qualités et ces succès ne sont valables que pour une partie seulement du droit positif moderne marocain. C'est pour cette raison qu'AGNOUCHE parle de la constitution marocaine à deux étages: «l'étage supérieur» correspondant au droit califien tiré du droit sacré c'est-à-dire celui de la chari'ah et de «l'étage inférieur» qui exprime, le droit constitutionnel, c'est-à-dire l'ensemble des règles et techniques juridiques permettant le jeu parlementaire, se situant uniquement au niveau du gouvernement et du parlement, ne jouissant que d'une suprématie relative»<sup>(13)</sup>.

Dans cette sphère de l'étage inférieur, la comparaison du droit français au droit marocain se fait sans difficulté : même raisonnement, même déduction, on peut dire qu'il y a une parfaite vision des choses et que dans le champ du constitutionnalisme et du légalisme, le droit étatique joue pleinement son rôle d'autant plus que la source dominante de cette partie du droit marocain demeure nettement une source étatique.

Le champ de droit profane, légal-rationnel, est très large : il n'est limité que par la sphère du droit sacré (Chari 'ah) avec laquelle il ne doit pas entrer en conflit.

---

(13) TOZY (M), «Monarchie et Islam politique au Maroc», Presses de Sciences Po, 1999, p 90.

### **3- Le monarque chérifien**

La chérifibilité tient lieu de la tradition prophétique. Cette marque de chérifibilité dont bénéficie le Commandeur des Croyants, relève de la troisième sphère : la sphère coutumière, la sphère de la tradition prophétique qui va de l'expérience de Médine aux expériences des souverains chérifiens Alaouites. La généalogie chérifienne du Roi fait, de Hassan II, le 35<sup>ème</sup> descendant du prophète<sup>(18)</sup>. Cette filiation directe avec le prophète donne au pouvoir royal un caractère coutumier très particulier qui structure la relation d'obéissance des sujets à leur Roi.

La chérifibilité est l'origine d'une tradition ancestrale qui a marqué pendant des siècles le fonctionnement des monarchies. Cette pratique marocaine est la source d'une norme coutumière non étatique. Celle-ci renforce et appuie la norme juridique islamique non étatique et la norme juridique constitutionnelle étatique. Les trois normes n'entrent jamais en conflit entre elles mais fonctionnent de la manière la plus harmonieuse.

Le professeur TOZY écrit que : «la constitution fait de l'obéissance un devoir civique, la Chari 'ah en fait une obligation canonique, alors que le chérifisme la transforme en source de bénédiction»<sup>(19)</sup>.

On voit que, dans un même moule, en l'occurrence, la personne du Monarque marocain, se fondent diverses normes (divines, humaines et coutumières) et diverses sources (étatiques et non étatiques) pour assurer l'équilibre harmonieux de l'institution monarchique marocaine<sup>(20)</sup>.

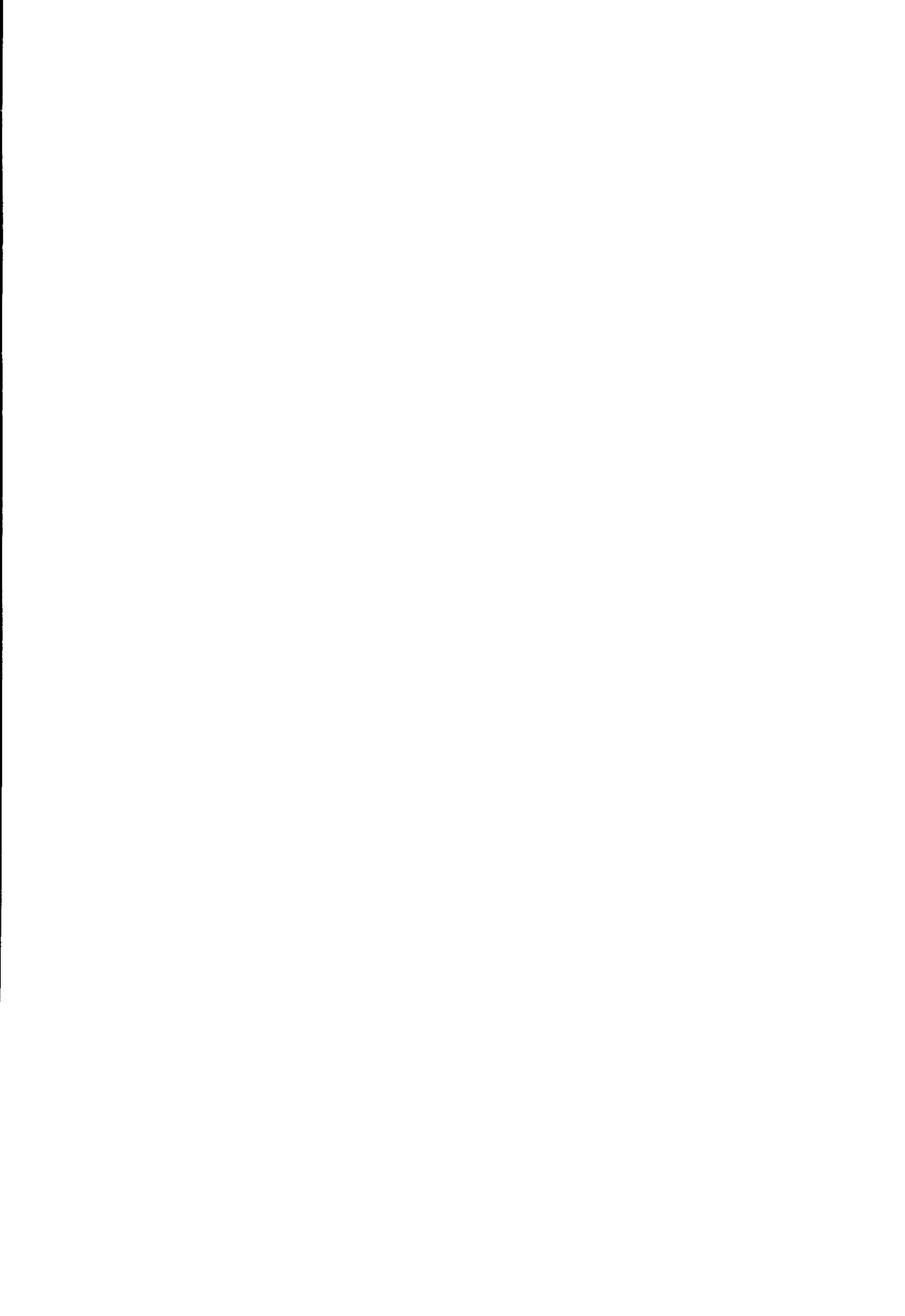
En conclusion, avec plus d'Etat ou moins d'Etat, l'objectif final est d'assurer un fonctionnement cohérent d'un système juridique unitaire quelconque grâce à un dosage des diverses normes juridiques qu'elles soient issues de sources divines, humaines ou coutumières, ou qu'elles soient des sources étatiques ou non étatiques.

---

(18) TOZY (M), «Monarchie et Islam politique au Maroc», Presses de Sciences Po. Paris, 1999, p 83.

(19) TOZY (M), op. cit. p 82.

(20) Cet équilibre harmonieux est vérifié lors des opérations d'allégeance (bay'a) faites à l'occasion de l'intronisation du nouveau souverain, Mohamed VI, et qui étaient répétitives, à l'occasion de la fête d'indépendance tous les 3 mars de chaque année.



# LA PROTECTION DES PROGRAMMES D'ORDINATEURS ET DES BASES DE DONNEES PAR LE DROIT D'AUTEUR AU MAROC

*Mohammed OUZGANE<sup>(\*)</sup>*

**01** - Le droit d'auteur est une discipline juridique où le progrès est en euphonie avec celui des sciences et de la technologie. Aujourd'hui, l'éclatement des formes d'art et des modes d'expression a induit une richesse prodigieuse d'œuvres nouvelles et complexes nécessitant d'adapter cette protection à la diversité des œuvres nouvelles que le législateur considère en tant que propriétés protégeables par le droit d'auteur telles que : les dessins de l'industrie de l'habillement, les lithographies, les impressions sur cuir, les œuvres audio visuelles y compris les cinématographiques et le vidéogramme, les programmes d'ordinateurs, les bases de données...

**02** - L'abrogation du dahir de 1970 relatif à la protection des œuvres littéraires ou artistiques a donné lieu à compter du 19 novembre 2000, l'entrée en vigueur du dahir n° 1-00-20 du 15 février 2000 portant promulgation de la loi n° 2-00 relative aux droits d'auteur et droits voisins (Bulletin Officiel n° 4810 du 6 juillet 2000) permettant ainsi à de nouvelles catégories d'auteurs de bénéficier d'une protection juridique similaire à celle dont bénéficiaient auparavant les écrivains, les peintres ou encore les compositeurs. C'est le cas notamment de programmes d'ordinateurs et de bases de données.

---

(\*) Docteur d'Etat en Droit, chargé d'enseignement à la Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales, Université Mohammed V - Agdal. Rabat.

Ces deux créations sont désormais considérées comme des réalisations intellectuelles susceptibles de faire l'objet d'une propriété; autrement dit pouvant rentrer en tant que biens dans le patrimoine d'une personne et de ce fait, protégées contre toute usurpation ou «piraterie» (terme consacré par la nouvelle loi).

**03** - Notre législateur en intervenant pour réformer la propriété littéraire et artistique, jusque là régie par le dahir du 7 octobre 1970 relatif à la protection des œuvres littéraires ou artistiques, a bien pris en considération l'insuffisance de ce texte qui ne consacrait de protection juridique que pour les œuvres de l'esprit telles que les livres, les œuvres dramatiques, cinématographiques, photographiques, de peinture ou encore les œuvres inspirées du folklore.

**04** - En effet, les procédés techniques de diffusion et de reproduction des œuvres se développent sans cesse, et c'est pourquoi l'énumération des œuvres susceptibles d'être protégées par la nouvelle loi n'est ni exhaustive ni limitative. Elle demeure purement indicative, puisque l'article 3 précise que la loi s'applique aux «œuvres littéraires et artistiques... telles que : ...». L'énumération suggère ici que tous les produits de l'activité créatrice de l'esprit humain sont susceptibles de constituer une œuvre de l'esprit au sens de la loi . Dès l'instant qu'une création de l'esprit naît et qu'elle est considérée au sens juridique comme originale, elle se trouve protégée par la loi qui en tant que propriété incorporelle.

**05** - De ce fait, la possibilité est désormais clairement ouverte aux tribunaux pour connaître des actions susceptibles d'être engagées par les titulaires des droits protégés.

Sur le plan civil, le montant des dommages intérêts serait fixé compte tenu de l'importance du préjudice subi ainsi que des gains que l'auteur de la violation aura retiré de celle-ci.

Sur le plan pénal, toute violation d'un droit protégé, si elle est commise intentionnellement ou par négligence et dans un but lucratif, expose son auteur aux peines prévues par le code pénal en matière de contrefaçon.

**06** - Au Maroc, la recherche d'une protection par le droit d'auteur des bases de données et surtout des programmes d'ordinateurs, a donné lieu à d'intenses

débats interprofessionnels, notamment au sein de l'APEBI (Association des Producteurs d'Équipements Bureautique et Informatiques), qui avait lancé en septembre 1998 une campagne de sensibilisation sur le thème «y'a-t-il en vous un pirate qui s'ignore?».

D'un autre côté, Microsoft Afrique du Nord et de l'Ouest, membre de la célèbre BSA (Business Software Alliance association qui regroupe dans le monde entier des éditeurs de logiciels) rappelle tambours battants, que le taux de piratage de logiciels au Maroc est l'un des taux les plus élevés du monde. Ce qui engendre nombre de conséquences : «Pas d'investissement de la part des éditeurs mondiaux de logiciels, pas de création d'emplois, perte de recettes fiscales pour l'Etat !... » (sic).

En marge de cette campagne de sensibilisation, MICROSOFT n'avait ménagé aucun effort à initier des contrôles par huissiers de justice auprès des revendeurs de matériels informatiques qu'elle accuse notamment de pré-charger les ordinateurs vendus de copies piratées de ses fameux WINDOWS ou OFFICE et par la même, à intenter des actions en justice à l'encontre de sociétés qui dupliquaient ou revendaient les copies de ses programmes d'ordinateurs.

Une proposition de loi a donc été déposée dans ce sens et nos élus n'ont pas tardé à s'accorder sur la nécessité de protéger ces nouvelles créations intellectuelles. La position qui a pu être approuvée a la double caractéristique d'être favorable au développement de la création et de l'industrie informatique tout en étant largement conforme aux principes du droit d'auteur définis par la Convention de Berne sur la protection des œuvres littéraires et artistiques.

Certes la création des programmes d'ordinateurs exige la mise en œuvre de ressources humaines, techniques et financières considérables, alors qu'il est possible de les copier à un coût très inférieur à celui qu'entraîne une conception autonome.

Mais comme beaucoup pourraient le penser, il n'y avait jamais eu de vide juridique en la matière, en témoigne la série de procès intentés pour contrefaçon et gagnés par Microsoft à l'encontre de sociétés casablancaises, sur la base des articles 575 à 578 du code pénal<sup>(1)</sup>.

---

(1) Mohammed OUZGANE et Abdelkrim GHALI «Protection des logiciels au Maroc, le vide juridique?» le Matin du Sahara du 1er décembre 1998. p.2.

07 - Certes et combien même le Maroc fait de plus en plus l'objet de la sollicitude des grandes firmes informatiques, il n'occupe encore à l'heure actuelle, qu'une portion minime du marché mondial, il était peut être temps de nous inscrire dans l'évolution de droit que connaissent bon nombre de pays dans le monde d'autant plus que notre pays en ratifiant l'accord de Marrakech en 1994 se trouvait dans l'obligation de promouvoir la protection de la propriété intellectuelle en «mettant à niveau» sa propre législation.

Cette nouvelle loi qui traite aussi bien du droit d'auteur que des droits des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion (droits voisins) nous interpelle sur ces deux créations que sont les programmes d'ordinateurs et les bases de données intégrées en tant qu'œuvres littéraires et artistiques mais qui restent marqués de nombreuses spécificités par rapport au droit commun de la protection des œuvres littéraires et artistiques tant au niveau du domaine de la protection, de la nature de celle-ci que de ses bénéficiaires.

## **I- Domaine de la protection légale des «bases de données».**

08 - La délimitation du domaine de la protection passe inéluctablement par la définition de l'œuvre. La protection du droit d'auteur est habituellement réservée aux œuvres qui ont une nature particulière en ce sens qu'elles sont des formes concrètes perceptibles par les sens de tout un chacun.

### **A - Qu'est ce qu'un programme d'ordinateur?**

09 - Au terme de la nouvelle loi, un programme d'ordinateur est défini comme étant **«un ensemble d'instructions exprimées par des mots, des codes, des schémas ou par toute autre forme pouvant, une fois incorporés dans un support déchiffrable par une machine, faire accomplir ou faire obtenir une tâche ou un résultat particulier par un ordinateur ou par un procédé électronique capable de faire du traitement de l'information»**. Cette définition reprend la terminologie internationale consacrée en la matière et tout particulièrement celle des dispositions types de l'Organisation Mondiale de la Protection Intellectuelle relatives à la protection du logiciel.

**10** - Plus techniquement, un programme est une suite d'opérations mathématiques exécutées dans un ordre prédéterminé, qui constitue des séquences appelées généralement algorithmes, afin de parvenir à un résultat.

Notons que l'expression «programme d'ordinateurs» retenue par le législateur intéresse donc des instructions rédigées dans un langage intelligible pour l'homme et pouvant être incorporées dans un support déchiffrable par une machine ou par un procédé électronique capable de faire du traitement de l'information. Peu importe que ces instructions soient conservées sur un disque, une bande ou sur une fiche.

D'emblée cette définition renvoie à une «œuvre de langage» susceptible d'être protégée par le droit d'auteur, tout comme l'avaient été auparavant, le livre, la pièce théâtrale, la composition musicale ou le tableau de maître : créations intellectuelles entrant dans le domaine littéraire et artistique.

**11** - Certes les programmes d'ordinateur ne sont pas immédiatement perceptibles par les sens de tout un chacun comme le sont les œuvres littéraires ou plastiques, ils sont néanmoins accessibles et intelligibles grâce à leur transcription sur divers supports matériels tels que listings, écrans ou enregistrements magnétiques.

**12** - Si à l'évidence, leur lecture n'est pas à la portée de tous et requiert une technicité certaine, cette seule particularité n'est pas de nature à les exclure de la catégorie des œuvres de l'esprit, pas plus que n'en sont exclues, par exemple, les compositions musicales qui sont elles aussi, exprimées en un langage codé et complexe dont la compréhension immédiate suppose une éducation spécialisée.

#### **B- Qu'est-ce qu'une base de données?**

**13** - Par base de données, la loi entend **«tout recueil d'œuvres, de données ou d'autres éléments indépendants, disposés de manière systématique ou méthodique et individuellement accessible par des moyens électroniques ou toute autre manière».**

Notons d'emblée que cette définition est très large puisqu'elle couvre non seulement des bases de données électroniques mais également celles qui seraient éditées sous quelque forme que ce soit et notamment sur papier. Ainsi, les

collections de textes, d'images et d'informations accessibles par des lignes téléphoniques ou mises sur disquettes ou sur CD ROM peuvent constituer des bases de données.

Le terme «donnée», (data en anglais) est défini par l'Association Française de Normalisation, comme tout «fait, notion ou instruction représentée sous une forme conventionnelle convenant à une communication, une interprétation ou un traitement, soit par l'homme, soit par des moyens automatiques».

A cette notion de donnée s'ajoute une autre notion qui lui est inséparable à savoir celle de : «l'information» qu'on définit comme la signification que l'homme attache aux données.

Les données organisées selon une certaine structure peuvent ainsi être interrogées en conversationnel par les utilisateurs : Données économiques, juridiques, données météo ou médicales autant de domaines pouvant servir à mettre en place des recueils. Il peut s'agir donc d'ouvrages composés d'articles, d'illustrations, de musiques, d'images fixes ou animées (le multimédia).

**14** - S'agissant d'œuvres et bien que la loi n'en énonce pas directement de définition, il y a lieu de retenir ce que l'article 3 de la loi considère comme œuvre de l'esprit : œuvres exprimées par écrit, conférences, œuvres dramatiques, audio visuelles, le livre, l'architecture... Il peut donc s'agir de fichiers contenant du texte, du son, des images...

La base est le support exploitable dans lequel sont disposées et mémorisées les œuvres ou les données en question par des moyens informatiques permettant à la fois de les restituer ou de les interroger directement ou via un réseau. Les bases de données peuvent être exploitées (ou consultées) soit "on line" soit "off line" sur des supports tels des CD.

Les programmes d'ordinateurs et les bases de données ainsi définies sont considérés comme des œuvres de l'esprit et donc protégeables par le droit d'auteur à condition de remplir la seule véritable condition à l'octroi d'œuvre protégeable par la loi à savoir : l'originalité.

### **C - Comment bénéficiaire de la protection par le droit d'auteur?**

**15** - Pour qu'un programme ou qu'une base de données puisse être protégé(e) encore faut-il qu'il (elle) soit originale.

Mais c'est sans doute là le point épineux que les tribunaux ne manqueront pas de relever à l'occasion de l'application de cette nouvelle loi. Pour l'œuvre, dès qu'elle existe, elle est originale, c'est à dire qu'elle porte la marque de son auteur et qu'elle reflète sa personnalité et elle est présumée comme telle jusqu'à ce que la preuve contraire soit apportée...

**16** - La notion traditionnelle de l'originalité en tant que critère reposant essentiellement sur l'esthétique, est aujourd'hui dépassée étant entendu que la notion même d'œuvres littéraires ou artistiques s'entend de toute création intellectuelle originale indépendamment de toute considération esthétique ou artistique».

**17** - La nouvelle loi marocaine pour marquer cette attitude a d'ailleurs troqué son ancienne appellation de «loi relative à «la protection des œuvres littéraires ou artistiques» en faveur de celle de «loi relative aux droit d'auteur et droits voisins». Les programmes d'ordinateurs ne sont pas forcément «des productions de l'esprit ou du génie appartenant aux beaux arts».

Conformément aux conventions internationales sur le droit d'auteur, c'est plutôt, l'expression des idées et des principes contenus dans un programme d'ordinateur qui doit être protégée par le droit d'auteur.

De ce fait, les idées et principes qui sont à la base des différents éléments d'un programme, y compris ceux qui sont à la base de ses interfaces, ne sont pas protégés par le droit d'auteur. L'article 8 de la loi exclut de la protection par le droit d'auteur : «les idées, procédés, systèmes, méthodes de fonctionnement, concepts, principes, découvertes ou simples données, même si ceux-ci sont énoncés, décrits expliqués, illustrés ou incorporés dans une œuvre».

**18** - S'agissant des bases de données que certains auteurs n'ont pas manqué de dénommer «compilations de données» ou «encyclopédies thématiques»; celles ci peuvent compiler des données brutes ou des œuvres, et si les œuvres en elles mêmes ne posent pas de difficultés quant à leur protection par le droit d'auteur, on ne dira pas autant pour les données brutes (températures enregistrées à Rabat,

heures de départ des trains vers Casablanca ou encore les données de la balance commerciale du Maroc dont l'originalité n'est pas toujours évidente...

**19** - Que ce soit les données brutes ou les œuvres incluses dans les bases de données, ce ne sont pas elles mêmes qui sont protégées par le droit mais la forme d'expression qui leur a été donnée et qui est propre à telle ou telle base de données. Il faudrait donc que la forme de cette compilation puisse constituer une création originale comportant un apport intellectuel de son auteur. C'est donc le "façonnage" des données et des œuvres qu'elles contiennent qui doit être original. La protection par le droit d'auteur à raison des bases de données se fera par le choix ou la disposition des matières constituent des créations intellectuelles. Ce droit qui s'exerce indépendamment de celui relatif aux œuvres protégées éventuellement incluses dans la base.

**20** - Il faut noter que cette protection ne s'étend pas non plus aux œuvres officielles de nature législative, administrative ou judiciaire, ni aux nouvelles du jour. Elle ne concerne pas non plus les idées, procédés, les concepts, ou les simples données même lorsqu'ils sont incorporés dans une œuvre. Un simple travail de compilation d'œuvres officielles législatives ne peut par exemple bénéficier de la protection par le droit d'auteur même lorsqu'ils sont incorporés dans une base de données<sup>(2)</sup>.

## **II- Nature de la protection**

**21** - L'article 2 de la nouvelle loi précise que «l'auteur d'une œuvre jouit sur cette œuvre d'un droit de propriété incorporelle - exclusif et opposable à tous». La protection légale prend la forme d'un droit conféré à l'auteur sur son œuvre. Sur celle-ci, l'auteur est investi d'un droit (subjectif) que la loi qualifie de propriétaire.

Il est propriétaire de son œuvre. En qualifiant elle-même ce droit, en le consacrant comme une propriété la loi, en toute cohérence, lui imprime les caractères spécifiques qui le font reconnaître comme tel, au sein des droits réels. Par son opposabilité erga omnes.

---

(2) Mohammed OUZGANE «les banques de données soulèvent des débats juridiques». L'économiste du 4 janvier 1993; p. 51.

Ce droit permet à l'auteur d'une œuvre d'obtenir une rémunération pour l'exploitation de celle-ci, et de déterminer de quelle façon elle sera utilisée. (article 10 de la loi).

Toute représentation ou reproduction, intégrale ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit, est illicite et qualifiée de contrefaçon.

L'article 21 de la loi précise toutefois, que «le propriétaire légitime d'un exemplaire d'un programme d'ordinateur, peut sans l'autorisation de l'auteur et sans paiement d'une rémunération séparée, réaliser un exemplaire ou l'adaptation de ce programme...».

### **III- Bénéficiaires de la protection**

**22** - La protection reconnue à l'auteur, sur sa création, est une protection à double fin : une finalité financière, patrimoniale, d'ordre pécuniaire : l'exploitation de l'œuvre, source de profit et une finalité supérieure, extrapatrimoniale, d'ordre moral : la défense de l'œuvre, émanation de la personnalité.

La loi réserve à l'auteur le profit pécuniaire de son œuvre et veille au respect de sa personnalité : deux aspects irréductibles et constamment conjugués dans le droit de propriété littéraire et artistique. La propriété d'un auteur sur son œuvre est depuis longtemps consacrée voir sacrée. Ce qui est nouveau c'est qu'avec les transformations radicales induites par les nouvelles technologies de l'information et de la communication de nouveaux enjeux sont apparus : Il y a d'abord que certaines œuvres peuvent être le fruit d'une collaboration, d'une recherche collective, mais il y a aussi des œuvres susceptibles d'être créées dans le cadre d'un contrat de travail.

#### **A - Les œuvres créées par un seul auteur.**

**23** - L'article 31 de la loi dispose que «l'auteur d'une œuvre est le premier titulaire des droits moraux et patrimoniaux sur son œuvre». Concrètement, la loi cherche à protéger l'auteur dans deux ordres de rapports : contre les tiers qui utilisent son œuvre sans son accord (les contrefacteurs) et contre ceux qui, dans les relations contractuelles, sont placés en position de force (les contrats conclus entre l'auteur et ceux qui diffusent des œuvres ne se font pas toujours à parties égales).

### **B - Les œuvres de collaboration**

**24** - L'article 32 de la loi parle alors de «coauteurs» pour les œuvres de collaboration pouvant soit être divisées en parties indépendantes, soit indivises.

On parle d'œuvre indivise lorsqu'évidemment, l'œuvre est élaborée par plusieurs auteurs tout en sachant identifier l'apport de chacun. Les droits des différents auteurs d'une œuvre de ce genre peuvent ne pas être identiques.

### **C - Les œuvres collectives**

**25** - Les œuvres sont dites collectives lorsqu'elles sont créées à l'initiative, sous son nom ou sous la responsabilité d'une personne physique ou morale. (article 33 de la loi).

Il s'agit donc toujours d'œuvre créée par plusieurs auteurs mais qui est élaborée sous la direction d'une sorte de chef d'orchestre. Ce dernier qui peut indifféremment être une personne physique ou morale est le premier titulaire de tous les droits. Les créations multimédia combinant à la fois des images, des textes, des sons, des logiciels constituent l'exemple type d'œuvre collective.

### **D - Les œuvres créées dans le cadre d'un contrat de travail**

**26** - Il s'agit là d'une originalité de la part de notre législateur. En effet, pour les œuvres créées dans le cadre d'un contrat de travail, la loi considère que le premier titulaire est l'auteur, mais que les droits patrimoniaux sur cette œuvre sont considérés comme transférés à l'employeur dans la mesure justifiée par les activités habituelles de l'employeur au moment de la création de l'œuvre.

Ici l'idée de propriété suggère une dissociation entre les prérogatives patrimoniales qui sont considérées comme transférées à l'employeur, et les prérogatives morales qui reviennent au salarié. Selon l'expression du Professeur Michel Vivant «Au salarié la gloire, à l'employeur l'argent»<sup>(3)</sup>.

**27** - Heureuse initiative dirons nous pour conclure. Le fait que ce texte existe est son premier mérite. Que notre législateur ait hâtivement pris le soin de

---

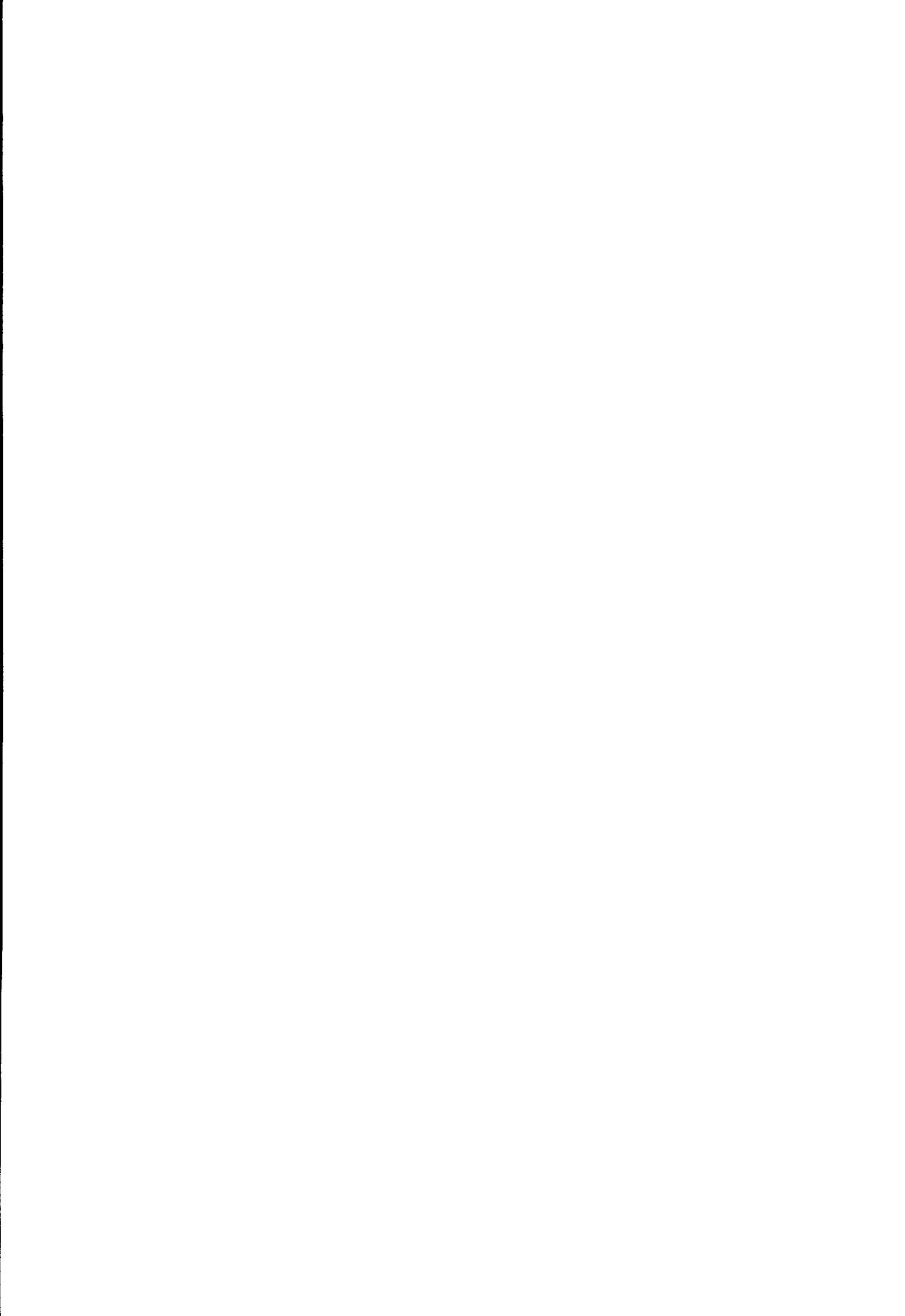
(3) Michel VIVANT «le logiciel au pays des merveilles», JCP 1985 - I - 3208

dépoussiérer le dahir de 1970 afin de rattacher les programmes d'ordinateurs à la propriété littéraire et artistique est une bonne chose en soi, mais comme le dit si bien le professeur Alami Machichi «dans les affaires, la pratique s'ingénie à créer le droit parfois contra legem. la loi faiblit devant la tournure des intérêts et des besoins des commerçants»<sup>(4)</sup>.

D'ailleurs, à force «d'importer»... des lois, notre législateur a probablement oublié dans les dispositions de l'article 62 alinéa 2 de la nouvelle loi, qu'au Maroc nous n'avions pas de «code civil» mais bien un dahir formant code des obligations et contrats, D.O.C. comme l'usage est de le nommer pour faire court, et qui a peut être lui aussi besoin d'être dépoussiéré, mais c'est là une autre question «les codes des peuples se font avec le temps...» à proprement parler on ne les fait pas disait Portalis, l'un des pères du code civil français.

---

(4) Mohammed ALAMI MACHICHI, colloque sur la S.A., Revue Marocaine de droit et d'économie de développement. N° 37 - 1996. p. 53.



# LA GUERRE DE L'INFORMATION A L'ERE DES CHAINES SATELLITAIRES

*Brahim BENBRAHIM* (\*)

**D**e nos jours personne ne nie le rôle que joue la télévision. Son influence est d'autant plus importante que, grâce aux moyens actuels et surtout grâce aux progrès technologiques, l'image pénètre partout, lieux publics, domiciles privés, administrations etc... Cette image, par le biais du satellite, traverse les frontières, inonde les continents. Le ou les messages véhiculés peuvent être d'ordre culturel, social, économique, scientifique ou politique.

Au cours des dernières décennies l'image avait besoin de relais, de répéteurs, sur le plan technique pour «arroser» certaines zones d'un même pays relevant, constitutionnellement parlant, d'une même autorité. De nos jours le système satellitaire est tellement étoffé, développé que cette image n'a plus besoin d'aucun support pour vous parvenir, si ce n'est l'installation d'une parabole sur le toit et un poste de télévision. Ainsi tout foyer se trouve envahi non pas d'une ou deux chaînes nationales du pays, mais d'une multitude de chaînes véhiculant des «messages» divers en toutes langues.

Devant cet envahissement d'images venues du ciel, envoyées par des satellites de plus en plus perfectionnés, de plus en plus nombreux et de plus en plus performants, le téléspectateur hésite. De l'image analogique le monde est passé au numérique. La technologie cherche la perfection, l'image parfaite, le son idéal, stéréophonique. Par ces caractéristiques, la télévision sans frontières ne peut laisser indifférent le téléspectateur qui l'observe, la famille réunie qui se divertit ou même le décideur politique qui suit les actualités télévisées. Là, l'image parfaite reproduit le réel qu'accompagne la voix du commentateur. Mais au fait ce réel, l'est-il

---

(\*) Enseignant à la Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales, Université Mohammed V - Agdal - Rabat.

vraiment comme nous le montre la «boîte à images», ou s'agit-il d'un montage destiné à obtenir un effet recherché? La question peut se poser lorsqu'il s'agit d'informations transmises par une chaîne de télévision de manière ouverte.

Dans le domaine de la publicité, il apparaît que certains spécialistes y ont recours pour valoriser tel ou tel produit. Mais qu'en est-il lorsqu'il s'agit de documentaires, de reportages d'ordre politique, économique, culturel ou social? L'émetteur, comme on dirait en sciences sociales, essaiera de nous faire parvenir à nous considérés comme étant les récepteurs, son ou ses messages de cette manière.

L'image joue, certes, un rôle important, mais c'est surtout le commentaire qui oriente (désoriente?) le téléspectateur visé.

L'information, ou l'action de donner connaissance d'un fait, ou de se documenter sur quelqu'un ou quelque chose est un domaine important qui n'a pas échappé aux pays développés, industrialisés et économiquement et financièrement puissants. Son utilisation peut varier en fonction du but ou des objectifs que cherchent à atteindre son ou ses utilisateurs. A la limite, l'information pourrait être utilisée comme une arme psychologique.

Les grandes puissances industrielles et à leur tête les Etas-Unies d'Amérique, qui ont fait d'énormes progrès surtout dans le domaine du numérique, en sont conscientes.

Dans le rapport Mac BRIDE<sup>(1)</sup> il est dit textuellement ceci:

«La communication institutionnalisée peut servir aussi bien, par exemple, à informer qu'à dominer ou à manipuler les citoyens. S'ils ont recours à une diversité de sources, les systèmes d'information en encouragent l'ouverture d'esprit; reliés à un petit nombre de sources, ils risquent de favoriser l'endoctrinement».

Lorsqu'elle avait à débattre des activités spatiales, la Commission Politique de l'Organisation des Nations-Unies a enregistré cette remarque du délégué Italien, le Professeur AMBROSINI : «Toute nouvelle activité humaine qui crée des intérêts et, par conséquent, peut entraîner des différends, doit trouver sa réglementation juridique équitable et rationnelle sous peine de confusion et d'anarchie». En clair le

---

(1) Sean Mac Bride, "Voix Multiples, un seul Monde" Nouvelles Editions Africaines/UNESCO, 1980 p.36.

développement, les activités et l'utilisation des satellites à des moyens de télécommunications, de télédiffusion, de télédétection doivent entraîner un développement et un étoffement du domaine du droit adéquat. Autrement ce sera la loi de la jungle, celle du plus fort technologiquement et financièrement. C'est là un rappel d'un principe connu en sociologie juridique.

Cela nous amène à poser une question essentielle dans le domaine des satellites de télévision directe qui «arrosent» des territoires d'autres Etats et qui leur imposent, en quelque sorte des émissions que ces Etats ne souhaitent pas recevoir. Ce cas est arrivé récemment au Moyen Orient où des émissions «indésirables», immorales, disons-le, ont été répercutées depuis une station de TV française sur un ensemble de pays arabes et musulmans du Golf. Il est apparu, après enquête, qu'une erreur de manipulation technique aurait été à la base de cet incident indécent. Il s'en est suivi procès entre deux centres techniques de T.V parisiens et condamnations à forte amende du responsable de l'incident qui a fait perdre un gros contrat au premier et une rupture avec certains pays arabes; cela sur le plan du droit interne. Le problème posé est donc celui de la nécessité d'une réglementation internationale en matière de télédiffusion directe par satellites et de leurs activités. Pareille réglementation, doit non seulement être acceptée par les Etats, mais appliquée.

Le droit international en lui-même ne va pas à l'encontre de ces activités. Mais ces dernières doivent respecter certains principes relatifs au bon voisinage et à la coopération internationale de manière générale.

On pourrait y ajouter le principe de l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques.

Ces problèmes et leur importance n'ont pas échappé à la Communauté internationale.

Dès 1980, l'Assemblée Générale de l'ONU a adopté une Résolution (35/201 datée du 16/12/1980) qui milite en faveur d'un nouvel ordre mondial de l'information. Et comme nous le rappelle SERGE SUR<sup>(2)</sup> : «on a d'ailleurs le sentiment d'une querelle de préséance entre elle-même et l'U.N.E.S.C.O. puisqu'elle

---

(2) AFDI, 1980, p. 48.

réaffirme son rôle primordial dans l'information, tout en reconnaissant le rôle central et important de l'UNESCO dans le domaine de l'information et de la communication». Mais qu'entend-t-on par information et par communication? Les conceptions diffèrent, selon que l'on se trouve du côté des pays développés ou des pays en voie de développement!! Les arrière-pensées et les «calculs» politique, économique et même hégémonique sur les plans social et culturel ne manquent pas.

Auparavant, et dès le 22 novembre 1978 la Conférence générale de l'UNESCO a adopté par acclamation une déclaration visant à définir une série de principes susceptibles d'être approuvés par tous les producteurs et diffuseurs d'informations, compte tenu de la variété et du développement des systèmes de communication, de la complexité des problèmes de l'information dans la société moderne et de la diversité des solutions qui leur ont été apportées, des aspirations des pays en développement à l'instauration d'un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication plus juste et plus efficace, et du légitime souci de toutes les parties en cause de voir leurs aspirations, leurs points de vue et leur identité culturelle pris en considération. Parallèlement, la Déclaration tend à appuyer les efforts accomplis par les organes des Nations-Unies, en particulier l'UNESCO, en vue de créer les conditions nécessaires pour assurer une circulation plus libre et une diffusion plus large et mieux équilibrée de l'information<sup>(3)</sup>

Constatant l'influence de l'information et son rôle croissant, l'Assemblée Générale de l'ONU adopte, une année plus tard, le 18 décembre 1979, la résolution 34/182, par laquelle, elle affirme «le rôle primordial qu'elle doit jouer dans l'élaboration, la coordination et l'harmonisation des politiques et des activités de l'ONU dans le domaine de l'information en vue de l'instauration d'un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication plus juste et plus efficace et a reconnu le rôle central et important de l'UNESCO dans le domaine de l'information et des communications de masse et dans la mise en œuvre des décisions pertinentes adoptées par la Conférence générale de cette organisation à sa vingtième session et par l'Assemblée Générale dans ses résolutions 33/115A à C»<sup>(4)</sup>.

---

(3) Référence : documents de l'O.N.U.

(4) Référence : documents de l'O.N.U.

Les enjeux de l'information à l'ère des satellites et du libre espace de l'information ne sont pas seulement d'ordre juridique, mais concernent d'autres domaines plus vastes, allant du politique à l'hégémonisme culturel en passant par l'économique, le financier et même un certain endoctrinement des masses par propagande interposée.

Par ailleurs, on peut considérer qu'il y a opposition entre deux principes : celui de la liberté d'information et celui de la souveraineté des Etats.

Le premier principe est à tirer de l'article 19 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948 qui reconnaît pour tout individu «le droit de rechercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit».

L'Assemblée Générale de l'ONU, avec sa configuration numérique actuelle, renforcée depuis la décennie 60 par un grand nombre de pays du Tiers Monde, milite plutôt en faveur du principe de la souveraineté des Etats récepteurs d'émissions satellitaires. L'accord préalable de ces Etats récepteurs est nécessaire. Les pays du Tiers Monde qui défendent la thèse du consentement préalable se sont en effet inspirés de la doctrine soviétique en matière d'information, domaine sensible mais redoutable du temps de l'ex-URSS.

La crainte des Etats récepteurs proviendrait du fait qu'aucun message diffusé n'est neutre. Il n'est pas non plus objectif. Celui qui transmet le message, l'accompagne inévitablement d'un commentaire qui, à défaut d'être le sien, ne peut être qu'en relation avec le pays ou la puissance qui le supervise. Derrière chaque message transmis se trouve un Etat, des intérêts avoués ou cachés. Mac BRIDE, dans l'ouvrage cité ci-dessus affirme que «ceux qui font totalement confiance aux médias, devraient savoir que l'image de la réalité, que ceux-ci restituent ne peut-être considérée comme absolument fidèle». Et à propos de cette réalité, un autre auteur va même jusqu'à dire : «... à la réalité se substitue un monde imaginaire, artificiel constitué par le déversement continu d'un flot de messages à dominante iconique qui énerve et met en mouvement un peuple médiatique (audimatisé) qui lui-même prend la place du peuple désormais introuvable»<sup>(5)</sup>. Et il termine en disant... «les valeurs traditionnelles tant matérielles que spirituelles laissent la place à un autre système fondé sur le signe et non plus sur le

---

(5) François GERE, «guerre psychologique».

signifiant»<sup>(6)</sup>. Cette situation tend à s'amplifier eu égard au développement rapide du système de communication et de diffusion de l'information par satellite couvrant l'ensemble des pays, de continents, tels que l'Europe, l'Afrique, l'Asie, pour ne pas dire la planète.

Les pays arabes, peuplés de plus de 150 millions d'habitants, liés en particulier par la langue arabe de l'Océan Atlantique au Golfe, ne peuvent se résigner à subir cet assaut d'images et de messages venus d'ailleurs par voie satellitaire sans réagir. Il n'est certes pas question d'empêcher ou encore moins d'interdire un tel afflux qui peut être porteur de messages civilisationnel, culturel, scientifique etc... en dehors de tous autres messages, informations qui peuvent heurter la sensibilité arabe, une sensibilité basée sur la religion, l'éducation, les traditions, les liens tribaux, familiaux, pour ne citer que ces paramètres.

En principe, entre pays arabes, du Maroc à l'Irak, la libre circulation de l'information par satellite ne pose apparemment point de difficultés ni techniques, ni surtout linguistiques ou culturelles. L'existence et le fonctionnement d'ARAB SAT illustre ce cas. On peut deviner aisément les obstacles pour d'autres contrées du monde, quand on sait qu'il été recensé quelque six mille langues utilisées dans le monde et que la moitié de l'humanité ne parle que... Sept langues ! Le monde arabe est en situation favorable sur le plan linguistique et aussi culturel, religieux et géographique.

A l'occasion de la célébration de la Journée nationale de l'Information, Sa Majesté le Roi MOHAMMED VI, alors Prince Héritier, a prononcé le 19 novembre 1998, un discours dans lequel il a affirmé ce qui suit :

«L'information constitue aujourd'hui l'un des plus importants outils de développement qui est fondé au niveau de tous les projets, sur la qualification humaine et la mise à profit des ressources humaines».

A ce propos, la libre circulation de l'information par les moyens satellitaires peut être considérée, surtout entre pays arabes, comme un moyen au service du développement économique-social, culturel, civilisationnel et, de manière générale,

---

(6) Idem.

un outil en faveur de la coopération régionale et internationale. L'information objectivement élaborée, honnêtement commentée, sincèrement diffusée dissiperait bien des malentendus et rapprocherait davantage des peuples les uns séparés des autres soit par des frontières artificielles, parfois conventionnelles, droit international oblige, parfois isolés par le pouvoir et les dirigeants en place. Là, dans ce cas précis, l'information circule de bouche à oreille; elle est tôt ou tard transformée, manipulée, orientée et peut même, si elle n'est pas démentie ou maîtrisée, constituer un danger pour le régime politique en palce.

Des preuves de cette circulation intra-arabe par le biais des satellites de télévision directe, nous sont fournies au quotidien par des émissions intéressantes, il faut le reconnaître par des pays du Golfe arabe (Arabie Saoudite, Emirats Arabes Unis, Qatar, Bahreïn, Jordanie, Koweït) et du Maghreb (Royaume du Maroc et Tunisie). Qui n'a pas vu les émissions, les informations et les débats politiques (problèmes de l'heure, conflits régionaux, élection etc...) sur MBC, Dubaï, AL Jazira, RTM etc...? Débats ouverts, expressions et liberté d'opinion caractérisent ces émissions qui n'ont rien à envier à celles de leurs homologues occidentaux. C'est bien un exemple de liberté d'expression et de libre circulation de l'information. Cependant, il faut se garder de qualifier d'objectives certaines émissions brûlantes, eu égard au «timing» choisi par la chaîne et par les producteurs, sans parler des choix des personnes interviewées et de celui qui dirige l'interview. Et il n'est pas question d'en parler dans ce modeste exposé.

Parallèlement à l'information transmise par voie satellitaire de l'Occident, conformément à ses préoccupations propres, et selon ses conceptions, information véhiculée par différentes langues (anglais, français, espagnol, italien, allemand, hollandais etc...) le citoyen arabe, de l'Atlantique au Golfe reçoit d'autres messages que véhicule une seule langue, l'arabe, et qui l'informe sur le monde, sur son environnement, et sur les événements brûlants de l'actualité, parfois en temps réel. Ces messages proviennent d'autres T.V arabes et par satellites. A côté d'ARAB-SAT, certains pays du Golfe possèdent leurs propres satellites de télécommunications. Le piège à éviter, à notre avis, pour ces émetteurs arabes, c'est

de ne pas essayer d'orienter ou d'homogénéiser le contenu du message émis. Le but recherché, après tout, n'est-il pas de rapprocher les peuples arabes que peut être la politique de leurs dirigeants sépare momentanément, et de coopérer ensemble pour un développement économique et social, dans l'intérêt de tous. D'autre part, l'information transmise par satellite, à partir d'émetteur arabe qu'il soit basé à Dubaï, à Djedda, à Londres, à Rome ou Rabat, n'est-elle pas en quelque sorte un «ambassadeur spatial» chargé de faire parvenir à d'autres pays répartis sur la planète un message culturel, social, civilisationnel et politique donnant un certain éclairage, certaines explications à d'autres peuples (européen, américain et asiatique) sur la civilisation, l'histoire et la politique du monde arabe? C'est dans ce contexte qu'il faudrait aussi, et en commun, informer le monde sur la réalité de l'Islam, sur le véritable sens du noble message de cette importante religion que certains médias, surtout européens et américains «diabolisent».

La T.V par satellite peut être considérée de nos jours comme le moyen le plus important de grande information et qui a le plus d'influence sur le grand public (ou du moins, sur une classe de souche aisée). On pourrait même dire qu'elle entre pour une grande part dans le façonnement des relations internationales. Par son intermédiaire des millions de personnes suivent des cours éducatifs et ont la culture et les arts à leur portée. Son rôle le plus efficace réside, sans contexte, dans la rapidité de la propagation et de la diffusion de l'information. Et celle-ci touche instantanément non seulement les citadins, mais toutes les couches sociales y compris celles vivant loin, en dehors des centres urbains, et que la presse écrite ne peut joindre.

Ce rôle éminemment important, sur tous les plans, a été saisi par un grand nombre de pays européens. Aussi la plupart d'entre eux ont-ils essayé et parfois réussi de réglementer l'activité de la télévision transfrontière. Mais les Etats européens conscients de l'importance des mass-médias et surtout de l'audiovisuel transfrontalier ne voulaient pas se contenter d'un cadre juridique purement formel.

A la première conférence européenne de Vienne de décembre 1986, réunissant les ministres responsables des moyens de communication de masse en

Europe, il a été décidé que la réglementation élaborée devrait revêtir la forme d'instruments juridiquement contraignants<sup>(7)</sup>.

Ce cas illustre la volonté politique des Etats membres de l'Union européenne qui sont arrivés à la rédaction et à l'adoption d'une convention sur la TV transfrontière le 15 mars 1989. (16 voix pour et 4 abstentions : celles de la Belgique, du Danemark, de la France et de la Turquie). L'ouverture à la signature de cette convention a été fixée au 5 mai 1989.

Au cœur d'une stratégie américaine se trouve un principe essentiel, celui de la libre circulation de l'information, nécessaire pour la diffusion des cultures américaines. Cette stratégie ne date pas d'aujourd'hui.

Au lendemain du second conflit mondial, on retrouve cette déclaration d'un ancien responsable américain, secrétaire d'Etat adjoint à l'époque (1946) et qui dit : «le département d'Etat entend faire tout ce qui est en son pouvoir, tant au niveau politique que diplomatique pour contribuer à éliminer les obstacles artificiels à l'expansion, à travers le monde, des agences de presse, magazines, films ou autres moyens de communication américains appartenant au secteur privé. La liberté de la presse - et celle des échanges d'information en général - fait partie intégrante de notre politique étrangère». C'était le secrétaire d'Etat William Beuton. A partir de ce moment le principe de la «libre circulation» a été constamment mis en avant par les représentants américains tant au sein de l'ONU que de l'UNESCO, ou au sein d'autres organismes internationaux. Appliqué dans le cadre de la guerre froide ce principe visait un autre objectif : lutter contre l'ex-URSS, par une propagande appropriée et circulant librement, en dehors bien sûr de buts économiques.

Le gouvernement des Etats-Unis, convaincu de l'intérêt et de l'importance de la communication et de l'information, a accordé plus de 1.000 milliards de dollars, depuis 1945, au développement des ordinateurs, à l'informatique, à l'intelligence artificielle et aux domaines de la recherche qui s'y rattachent. Le développement incessant de cette technologie de l'information vise à donner la suprématie sans

---

(7) Laurence BOISSON de CHAZOURNES, AFDI 1988, p. 797.

partage à Washington à l'ère de l'information surtout par satellite<sup>(8)</sup>. Le même mensuel révèle que lorsque le gouvernement américain avait senti la concurrence britannique le gêner dans le domaine des câbles sous marins (1966) il a déclenché le développement des communications par satellite. C'était une entreprise coûteuse mais nécessaire pour se débarrasser d'un concurrent, fut-il un allié. L'essentiel était, comme l'avait déclaré M. Mc George Bundy, ancien conseiller pour la sécurité nationale du Président Kennedy devant le congrès en 1996 : «... la Comsat (communication satellite corporation) fut créée pour donner aux Etats-Unis une position dominante dans les services internationaux de satellites commerciaux»<sup>(9)</sup>.

Pour le président Clinton, l'information est un instrument vital pour la transformation de la vie quotidienne, entraînant des effets inéluctables sur les plans économique et social. Aussi considère-t-il le développement des technologies de l'information comme une priorité gouvernementale.

Dans le sillage du président Clinton, nous retrouvons un certain nombre de décideurs tant politiques que militaires et des chercheurs qui développent davantage sa conception de la suprématie de l'information. Pour eux «le pays qui saura le mieux conduire la révolution de l'information sera le plus puissant». Et certains penseurs et chercheurs américains (cités par le même mensuel) résument cela en ces termes : «dans l'avenir prévisible ce pays sera les Etats-Unis qui disposent d'un subtil avantage comparatif : leur capacité de collecte, de traitement, de maîtrise et de diffusion de l'information, qui, sans nul doute, s'accroîtra encore au cours de la prochaine décennie»<sup>(10)</sup>.

Défenseurs de la liberté d'information, conformément à l'article 19 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948 et celle de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique suite à l'adoption du Traité de 1967, les Etats-Unis d'Amérique s'estiment de nos jours suffisamment forts dans les domaines de la technologie spatiale, dans celui de la diffusion numérique des programmes T.V. par

---

(8) Le monde diplomatique, Août 1997.

(9) Voir même mensuel ci-dessous cité.

Voir aussi "Progress report on space communications" auditions devant le congrès les 10, 17, 18 et 23 Août 1966. Série 89-78, Washington 1966.

(10) Josef S. Nye et William A. Owens, America's information edge, Foreign affairs, mars-avril 1966.

satellites (information politique, économique, financière, culturelle, militaire... dans un but précis) pour affronter leurs concurrents... les pays occidentaux dans les mêmes domaines et surtout dans celui du cinéma. La lutte pour la maîtrise et la diffusion des informations «à chaud» et orientées à souhait est un autre domaine de la lutte amicale entre «gentlemen» avec des arrières pensées politiques et économiques couvrant la totalité du globe. Mais là n'est pas notre sujet.

Si les pays industrialisés et avancés technologiquement défendent la thèse de la liberté d'information en ayant recours à un arsenal juridique allant de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948, en passant par le Traité de l'Espace de 1967, le Pacte International de 1966 relatif aux droits civils et politiques (et dont le Premier Protocole Facultatif est entré en vigueur en 1976) et la Résolution de l'ONU N° 45/76A du 11 décembre 1990 qui met l'accent sur l'information au service de l'humanité, les pays du Tiers Monde, fidèles à leur thèse du consentement préalable basé sur le principe de la souveraineté, ont tenté en vain, de mettre sur pied un Nouvel Ordre Mondial de l'Information et de la Communication (NOMIC). Par ailleurs, il est à noter l'existence de la Résolution 37/92 adoptée par l'Assemblée Générale de l'ONU qui, tout en proclamant le droit à l'information, en limite cependant l'exercice.

Les étudiants, les chercheurs et les spécialistes en la matière pourront trouver, nous l'espérons, dans les diverses déclarations fournies ci-après à titre indicatif et non exhaustif, matières à réflexions :

- Déclaration d'Alma ATA sur les médias en Asie du 9 octobre 1990.
- Déclaration de WINDHOEK du 9 mai 1991 relative à la presse en Afrique.
- Déclaration de SANTIAGO du 6 mai 1994 relative aux médias en Amérique latine.
- Déclaration de SANAA au Yémen du 11 Janvier 1996, relative aux médias dans le Monde arabe.

De nos jours, le téléspectateur, assis devant sa «boîte magique à images» se trouve confronté, pour ne pas dire harcelé par une série d'images et de commentaires qui lui parviennent d'autres contrées, d'autres Etats par le biais des satellites. Il y trouve liberté d'information et liberté d'opinion. En principe, si la

première doit respecter certaines règles, à commencer par l'objectivité, la transparence quant au bien fondé et au sérieux de la source d'information et à sa véracité, la seconde, la liberté d'opinion, n'engage que son auteur qui jouit là d'un droit qui lui est reconnu. Et il s'en sert!

Un Etat peut s'estimer parfois victime d'une ingérence émanant d'un autre Etat par «informations» satellitaires le visant directement. Dans ce cas précis, ces soi-disant «informations» ne seraient rien d'autre que de la désinformation, ou même des incitations aux troubles, à la ségrégation, voire à la guerre! L'Etat visé peut alors recourir à des moyens adéquats pour la défense de l'ordre public, estimant sa souveraineté nationale en cause. Or dans le texte du Pacte International de 1966, il est écrit que «toute propagande en faveur de la guerre, tout appel à la haine nationale, raciale...» sont à rejeter, à exclure.

Malgré certaines limites, certaines exceptions, on peut considérer de nos jours, et de manière générale, que la liberté d'information gagne de plus en plus de terrain, la technologie en la matière y contribue. Les utilisateurs, les «émetteurs», sauront-ils bien «manipuler» cette liberté pour nous en faire profiter, nous les «récepteurs»? C'est un souhait, un espoir !.

Et pour actualiser ce modeste exposé<sup>(11)</sup> il serait intéressant de rappeler brièvement tant aux lecteurs qu'à d'éventuels chercheurs certains faits révélés et diffusés par les masse-médias ces derniers temps.

Cela pourrait inciter certains à de plus amples réflexions en vue d'élargir nos connaissances dans ce qu'il est communément appelé la guerre de l'information pour ne pas dire la guerre psychologique à laquelle ont recours de plus en plus les forces armées de certains pays surtout lorsque ces forces se trouvent en campagne, hors de leurs frontières.

Certains Etats y ont également recours soit pour «approcher» certains peuples, se «faire bien voir» en quelque sorte, soit pour dénigrer un autre régime et le discréditer dans des buts inavouables. Cela peut même aller jusqu'à la destabilisation du pouvoir en place, lorsque ce pouvoir n'adhère pas ou "n'applique"

---

(11) Cet exposé avait fait l'objet d'une conférence faite à Manama à BAHREIN, en Février 1998, à l'invitation du centre d'Etudes Euro-Arabe de Paris et publiée par la suite en France (Paris).

pas la stratégie politique décidée par la puissance qui le "parraine" et qui le maintient en place.

Et là, nous entrons dans le domaine de la désinformation et de la guerre psychologique domaines de prédilection de certains régimes totalitaires. Mais là n'est pas notre sujet. Car cela nous amènerait à parler de l'existence des structures et des fonctions de certaines cellules ou unités spéciales de certaines armées (U.S.A, G.B, France, Allemagne etc...) qui agissent en dehors de leurs frontières par le biais de certaines unités composées d'officiers spécialisés en opérations psychologiques.

**1<sup>er</sup> exemple** : La 2<sup>o</sup> guerre du Golfe (coalition americano-occidentale contre l'Irak, pour libérer le Koweït) avait mobilisé les T.V du monde entier et avait révélé du coup les prouesses d'une chaîne de T.V américaine (CNN) diffusant quasiment en direct les différentes opérations militaires, en particulier les bombardements effectués par l'aviation des pays coalisés au dessus de l'Irak. Ce qu'il faudrait noter ici, ce sont simultanément et les images télévisées et commentées par des reporters vedettes d'une part, et les différents briefings, quotidiens, du général Schwarzkof, commandant en chef des forces coalisées d'autre part.

**2<sup>e</sup> exemple** : L'opération «Rostore Hope» en Somalie a été également filmée presque en direct par CNN. Le «Message» est passé et a été reçu par le monde entier. Mais la réalité sur le terrain, militairement s'entend, est tout à fait autre chose.

**3<sup>e</sup> exemple** : Les évènements du Moyen Orient, en particulier les tirs de l'armée israélienne sur des civils palestiniens avec toutes sortes d'armes, du fusil M. 16 au Canon de chars en passant par les bombardements de sites civils, en particulier les habitations, à l'aide d'hélicoptères redoutables, genre Apache, et les avions F 16, n'auraient pas la même audience auprès des téléspectateurs de certains pays occidentaux, tant les images que les commentaires sont préparés et orientés à souhait.

**4<sup>e</sup> exemple** : Auprès les attentats du 11 septembre 2001, une jeune T.V Qatarie Al JAZIRA éclipse, en quelque sorte, et pour quelque temps, CNN de la scène audio-visuelle et émet des reportages en direct depuis Afghanistan. Elle couvre les évènements depuis Kaboul qui allait être l'objet de bombardements aériens à

quelques jours du mois sacré de Ramadan. La chaîne T.V américaine CNN n'arrive pas encore à s'implanter à Kaboul. C'est donc une chaîne arabe considérée comme proche des Talibans qui informe le monde de ce qui se passe en Afghanistan. C'est également un journaliste de la chaîne AL JAZIRA qui envoie ses commentaires depuis Kaboul. Les «cassettes-messages» de Oussama Ben Laden sont envoyées à travers le monde, en exclusivité, par les moyens techniques et satellitaires d'AL JAZIRA. les images transmises par la chaîne font le tour de la terre. Le visage de Ben Laden est devenu très familier dans tous les foyers. le «message Ben Laden» est désormais reçu partout. Aux spécialistes de le «déchiffrer» maintenant : son contenu, le sens des mots, les gestes de l'auteur, le mouvement de ses mains, son regard, l'intonation de sa voix etc... Ce sont autant d'indications que seules les images par satellite peuvent nous envoyer fidèlement grâce au numérique dont les appareils de réception se sont volatilisés sur les marchés locaux.

En fournissant ces exemples mis en évidence d'ailleurs par les moyens satellitaires, il apparaît clairement que tant que ces moyens sont entre les mains de la plus grande puissance actuellement, à savoir les Etats Unis, leurs objectifs demeurent les mêmes : aucune autre puissance, fut-elle la Grande Bretagne, l'alliée fidèle de toujours, ne peut prétendre lui ravir le leadership dans le domaine de l'audio-visuel et en particulier celui de l'information. La station mobile AL JAZIRA de Kaboul en voulant «faire cavalier seul» (exclusivité) l'a appris à ses dépens: elle a été bombardée «par erreur» par des avions américains. A travers ces exemples, le rôle et l'importance des informations appuyées par des images satellitaires n'échappent à personne; l'objectivité, la sincérité, la fiabilité de ces informations dépendent de l'Etat émetteur. La scène du Moyen Orient est un terrain fertile pour de grands enjeux. Alors c'est aux récepteurs, à vous, à nous, à tous les téléspectateurs de savoir «décrypter» les multiples et quotidiens messages!!

# **L'AGENCE NATIONALE DE REGLEMENTATION DES TELECOMMUNICATIONS : ORGANE DE REGULATION DU SECTEUR DES TELECOMMUNICATIONS**

*Omar MOUDDANI*(\*)

La loi 24-96<sup>(1)</sup> a opéré une réforme en profondeur du secteur des télécommunications par l'institution d'un cadre juridique permettant l'ouverture du secteur à la concurrence, la mise en place de l'Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications (ANRT) et la création d'Itissalat Al Maghrib doté d'un statut de société anonyme.

Plusieurs considérations ont été à la base de cette réforme en vue d'adapter le secteur des télécommunications «aux mutations socio-économiques qui résultent du développement général du pays et, en même temps, s'intégrer dans un ensemble de réseaux internationaux caractérisés par une association de plus en plus étroite du secteur privé à leur installation et à leur exploitation dans un cadre commercial et concurrentiel». Pour ce faire, «il est donc essentiel de doter le secteur d'un cadre juridique et réglementaire en parfaite harmonie avec les traités et les arrangements internationaux auxquels le Royaume du Maroc souscrit, capable d'encourager les initiatives privées pour étendre les réseaux et services de la poste et des télécommunications à l'ensemble du territoire du Royaume et à toutes les couches de la

---

(\*) Professeur à la Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales, Université Mohammed V - Agdal - Rabat.

(1) Dahir n° 1-97-162 du 07/08/1997 portant promulgation de la loi n° 24/96 relative à la poste et aux télécommunications.

population d'une part, et de mettre les opérateurs économiques en position favorable dans les situations concurrentielles prévalant dans les communications internationales d'autre part»<sup>(2)</sup>.

Il s'agit d'un mouvement à l'échelle mondiale avec quatre types de réformes touchant le secteur des télécommunications :

- La libéralisation, c'est-à-dire l'ouverture des activités des télécommunications à la concurrence et au secteur privé,
- La désintégration des activités, c'est-à-dire une séparation des activités publiques de commercialisation et des activités de réglementation qui seront assurées par des entités distinctes,
- La privatisation totale ou partielle du monopole étatique,
- La création d'organismes de réglementation ou de régulation plus ou moins indépendants du pouvoir politique.

L'adaptation des Etats à cette nouvelle donne a suscité un débat sur la libéralisation afin de concilier des exigences a priori contradictoires notamment assurer le maintien du service public dans un environnement concurrentiel.

La doctrine a souligné combien la réforme conférait une importance essentielle à deux concepts : celui de la concurrence et celui de la régulation.

La notion de concurrence est une notion qui a suscité beaucoup de débats sur le plan doctrinal et sur le plan jurisprudentiel dans la mesure où elle ne peut être cernée par une seule approche. En effet, le choix d'une définition de la concurrence est rendu difficile par le contexte dans lequel elle est appréhendée, par le domaine ou le secteur où elle s'applique et par les intérêts qu'elle suscite.

L'appréciation de la concurrence dans le marché des télécommunications n'est pas évidente dans la mesure où elle implique la remise en cause d'un monopole comprise comme un bouleversement des règles qui donnaient jusqu'alors aux télécommunications leur caractère de service public.

---

(2) Préambule de la loi 24-96. op.cit.

Historiquement et dans tous les pays, les télécommunications étaient assurées par un monopole public. Plusieurs arguments se combinent pour justifier cet état de fait : les grandes infrastructures permettent aux monopoles de réaliser de larges économies d'échelle et de maintenir les prix relativement bas au profit des utilisateurs; les coûts fixes étant élevés, toute la population, sans discrimination, doit avoir accès à la communication téléphonique. C'est ce que recouvre le "service public des télécommunications".

La situation de "monopole naturel" a été remise en cause au cours des années 1970 pour trois raisons : les monopoles ont été accusés d'être source d'inflation, du fait de la fixation aléatoire des tarifs; caractérisés par des lourdeurs bureaucratiques, ils ont été incapables de s'adapter à l'évolution de la demande vers des besoins spécifiques (services télématiques, téléphonie mobile, etc.); les nouvelles technologies et leur convergence créent de nouveaux marchés, avec pour conséquence la multiplication des prétendants privés. Les économistes ont alors vanté les vertus d'une plus grande "contestabilité des marchés", c'est-à-dire de la libre entrée et de la sortie sans coût des entreprises, ce qui permettrait une baisse radicale des prix des communications téléphoniques et l'explosion de nouveaux services, nés du rapprochement de secteurs auparavant cloisonnés (téléphone, télévision, informatique).

Quant au concept de «régulation»<sup>(3)</sup>, sa compréhension rencontre des difficultés théoriques et pratiques face à la nécessité d'établir et d'affiner des distinctions entre réglementation, régulation spécialisée de caractère technique, régulation du marché et de son organisation et régulation concurrentielle de droit commun.

Il est certain, par ailleurs, que les phénomènes de démembrement, privatisation, concurrence, déréglementation, régulation etc. sont caractéristiques d'une situation de libéralisation du secteur des télécommunications et peuvent être considérés comme une adaptation du cadre réglementaire à un nouvel environnement écono-

---

(3) J. Chevallier, La nouvelle réforme des télécommunications : ruptures et continuités, RFD adm. Sept-Oct. 1996, 931; H. Maisl, La nouvelle réglementation des télécommunications, AJDA 1996, 762; J. Chevallier, La mise en œuvre de la réforme des télécommunications. RFD adm. 1997, 115.

mique, technologique et industriel. De nouvelles dispositions se substituent aux anciennes en tentant de combiner concurrence et offre d'un service public. Dans la recherche difficile d'un tel compromis, chaque pays procède, à son rythme et à sa manière, soucieux à la fois de tenir compte de sa spécificité politique et socio-économique et sans trop s'éloigner des solutions admises ou préconisées au niveau international.

De même que la mise en œuvre des politiques de libéralisation a parfois entraîné, de la part de l'Etat, l'abandon de son rôle d'exploitation, mais elle s'est toujours accompagnée d'un renforcement des prérogatives des organismes étatiques chargés de la politique des télécommunications comme la Federal Communications Commission (F.C.C) aux Etats-Unis, voire par la création d'une nouvelle instance de régulation et de réglementation, comme l'Office of Telecommunications (ART) en France. Ces organismes exercent une tutelle juridique et économique qui les rend responsables de la détermination des règles d'entrée et de la concurrence sur le marché.

La libéralisation des services de télécommunications et le démantèlement des monopoles publics modifient l'engagement de l'Etat dans l'économie mais ces nouvelles fonctions sont loin d'être synonymes de son désistement. Si dans les années 1960 on a vu naître le "capitalisme étatiste", aujourd'hui se développe une sorte de "capitalisme monopoliste réglementaire", où l'activité des acteurs est encadrée, protégée par les organes de régulation.

Au Maroc, en plus d'un régime juridique encadrant cette libéralisation (I) la loi 24-96 a opéré une restructuration du secteur dans laquelle elle confie à l'ANRT le rôle de régulateur (II).

## **I - Le régime juridique des télécommunications**

Il se décline en trois régimes : celui des réseaux et des services, celui des obligations des exploitants et prestataires des services et celui de la répression des infractions.

## **A - Le régime des réseaux et des services**

La loi 24-96 a prévu plusieurs régimes juridiques des réseaux et des services: celui des licences<sup>(4)</sup>, celui des autorisations<sup>(5)</sup>, celui de la déclaration<sup>(6)</sup> et celui des réseaux libres<sup>(7)</sup>. Le plus important est celui de la licence d'autorisation et d'exploitation des réseaux publics des télécommunications qui est basé essentiellement sur le mécanisme des appels d'offres ou des appels à la concurrence<sup>(8)</sup>.

- 
- (4) «Licence de télécommunications : droit attribué par décret d'établir et/ou d'exploiter un réseau et/ou des services de télécommunications. Dans le cadre de la législation et de la réglementation en vigueur, ce droit est accompagné de garanties sur la durée et les conditions d'établissement et/ou d'exploitation et d'engagement du titulaire à respecter les termes et conditions de la licence (article 1er 4°) «La licence d'établissement et d'exploitation de réseaux publics de télécommunications empruntant le domaine public ou utilisant le spectre des fréquences radioélectriques, est délivrée à toute personne morale adjudicataire d'un appel à la concurrence et qui s'engage à respecter les conditions générales d'exploitation et les clauses d'un cahier des charges réglementant les conditions générales d'établissement et d'exploitation des réseaux et services des télécommunications. Elle est soumise au paiement d'une contrepartie financière dont les modalités seront précisées dans le cahier des charges précité» (Article 10).
- (5) «Les réseaux indépendants peuvent être établis et exploités par toute personne physique ou morale sous réserve de l'obtention de l'autorisation délivrée par l'ANRT. Cette autorisation ne peut être délivrée que si lesdits réseaux ne perturbent pas le fonctionnement technique des réseaux existants. Elle est soumise au paiement de redevance» (article 14).
- (6) «L'exploitation commerciale des services à la valeur ajoutée tel que le service de la messagerie vocale et dont la liste est fixée par voie réglementaire, peut être assurée librement par toute personne physique ou morale après avoir déposé, auprès de l'ANRT, une déclaration d'intention d'ouverture du service» (article 17).
- (7) «Sous réserve de la conformité des installations radioélectriques et, le cas échéant, des équipements terminaux aux dispositions de l'article 16, peuvent être établis librement : les réseaux internes et les installations radioélectriques exclusivement composées d'appareils de faible puissance et de faible portée dont les catégories sont déterminées par l'ANRT» (article 119).
- (8) Processus de l'appel à la concurrence :
- Lettre de politique sectorielle portant stratégie du gouvernement
  - Calendrier des licences approuvé par le conseil d'administration
  - Mise en œuvre par l'ANRT (Rédaction du cahier des charges, appel à la concurrence, réception et instruction des offres, recommandation au gouvernement et rapport public)
  - Attribution par décret.

Le tableau suivant récapitule les régimes juridiques institués par la loi 24-96.

	NATURE DE L'ACTIVITE	REGIME JURIDIQUE
RESEAUX	<ul style="list-style-type: none"><li>- Réseaux publics de télécommunications.</li><li>- Réseaux indépendants :<ul style="list-style-type: none"><li>*Réseaux internes.</li><li>*Installations radioélectriques de faible puissance et de faible portée.</li><li>*Réseaux de télécommunications établis et réservés exclusivement pour les besoins propres d'une entreprise commerciale comprenant plusieurs entités juridiques:<ul style="list-style-type: none"><li>- situées sur le territoire marocain;</li><li>- dont une partie est située en dehors du territoire marocain.</li></ul></li></ul></li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Licence.</li><li>- Autorisation de l'ANRT.</li><li>- Libre.</li><li>- Libre.</li><li>- Libre.</li><li>- Libre.</li><li>- Autorisation.</li></ul>
SERVICES A VALEUR AJOUTEE	messagerie électronique, messagerie vocale, audiotex, échange de données informatisé (EDI), télécopie améliorée, services d'information on-line, services d'accès aux données y compris la recherche et le traitement des données, transfert de fichiers, convention de protocoles et de codes, services d'Internet.	- Déclaration.

### B - Les obligations des exploitants et prestataires des services

Un certain nombre de dispositions de la loi 24-96 et de ses textes d'application<sup>(9)</sup> procèdent à un encadrement rigoureux de cette libéralisation en détaillant très précisément les obligations qui incombent aux exploitants de réseaux et aux prestataires de services de télécommunications ainsi que les sanctions infligées en cas de non-respect des obligations légales et réglementaires.

(9) Voir en particulier le décret n° 2-97-1026 du 27 chaoual 1418 (25 février 1998) relatif aux conditions générales d'exploitation des réseaux publics de télécommunications et le décret n° 2-97-1025 du 27 chaoual 1418 (25 février 1998) relatif à l'interconnexion des réseaux de télécommunications.

Les obligations sont nombreuses et variées tant en ce qui concerne la portée (générale ou spécifique) qu'en ce qui concerne le domaine (économique, financier ou technique)

Au titre des obligations, il y a lieu de retenir :

- La tenue de comptes financiers autonomes pour chaque réseau et service exploité;
- la protection des intervenants et usagers contre les risques de comportements illégaux ou illicites;
- l'égalité de traitement des usagers en matière de tarification afférente à l'abonnement et aux communications (pas de discrimination fondée sur la localisation géographique);
- la neutralité des services;
- la confidentialité des informations (sous réserve des prescriptions légales exigées par la défense nationale et la sécurité publique);
- le libre jeu de la concurrence;
- la sécurité des communications;
- le respect des accords internationaux ratifiés par le Royaume du Maroc, en matière de dispositions universelles relatives aux télécommunications;
- la contribution aux missions générales de l'Etat notamment :
  - \* le bon fonctionnement et la protection des installations des réseaux;
  - \* la réponse aux besoins de la défense nationale et de la sécurité publique;
  - \* l'élaboration et la mise en œuvre des plans périodiques d'urgence, en concertation avec les autorités locales;
  - \* le maintien des services, en cas de crise, à l'ensemble des usagers;
  - \* la coopération, avec les organismes traitant, au niveau national, des questions de protection et de sécurité des systèmes d'information;

- la contribution à l'aménagement du territoire et à la protection de l'environnement et notamment :
  - \* la lutte contre les disparités régionales;
  - \* la promotion des zones périphériques urbaines et les zones industrielles;
  - \* l'équipement et le désenclavement des zones rurales;
  - \* l'extension de l'implantation des cabinets téléphoniques installés sur la voie publique;
  - \* le fonctionnement des réseaux et services maintenus dans le cadre de la présence des télécommunications en dehors des prestations relevant du service universel;
  - \* la continuité des services, dans le respect du principe de continuité;
  - \* le respect des objectifs de l'aménagement du territoire et d'urbanisme;
  - \* la contribution à la recherche et à la formation en matière des télécommunications;
  - \* la contribution aux missions et charges du service universel.

### **C - Le régime de la répression des infractions**

Le non-respect des obligations est passible soit de sanctions administratives soit de sanctions pénales.

1- En ce qui concerne les sanctions administratives, si le titulaire d'une licence d'établissement et d'exploitation qui ne respecte pas les textes législatifs et réglementaires en vigueur et les obligations de son cahier des charges, il est passible soit de la suspension totale ou partielle de la licence pour une durée de 30 jours au plus soit de la suspension temporaire de la licence ou la réduction de cette dernière dans la limite d'une année soit du retrait définitif de la licence. Mais, ces sanctions ne peuvent être prononcées que lorsque les griefs ont été notifiés à l'intéressé, et que celui ci a pu consulter le dossier et présenter ses justifications écrites ou verbales.

Cependant, le directeur de l'ANRT peut en cas d'atteinte aux prescriptions exigées par la défense nationale et la sécurité publique, suspendre par décision motivée la licence, l'autorisation ou la déclaration après information de l'autorité gouvernementale compétente.

De même, le directeur de l'ANRT peut, après mise en demeure prononcer, les mêmes sanctions à l'encontre de titulaire d'une licence d'attribution de fréquences radioélectriques ou d'une autorisation qui ne respecte pas les obligations qui lui sont imposées par les textes législatifs et réglementaires<sup>(10)</sup>.

Par ailleurs les décrets portant approbation du cahier de charges des exploitants des réseaux publics permettent à l'ANRT de modifier les contrats de service lorsqu'il s'est avéré qu'au moyen d'un contrat, ils ont exercé une discrimination injustifiée entre abonnés.

L'ANRT peut même procéder au contrôle des tarifs de services de télécommunications d'un réseau ouvert et des conditions de vente de ses services et exiger tout changement de tarif de ses services ou de leurs conditions de vente lorsque ceux-ci ne respectent pas les principes de la concurrence loyale, d'uniformité des tarifs nationaux des services de télécommunications et d'orientation vers les coûts.

En outre, le décret n° 2-97-1025 relatif à l'interconnexion des réseaux de télécommunications dispose que l'ANRT peut prononcer la suspension de l'interconnexion lorsqu'elle porte atteinte au bon fonctionnement du réseau d'un exploitant ou au respect des dispositions concernant la sécurité de fonctionnement du réseau, le maintien de l'intégrité du réseau, l'interopérabilité des services y compris pour garantir une qualité de service, la protection des données et la confidentialité des informations traitées émises, reçues ou stockées, la qualité de service.

2- Au titre des sanctions pénales, la loi 24-96 prévoit un ensemble de sanctions qu'on peut diviser en peines délictuelles et mesures de sûreté.

En ce qui concerne les peines délictuelles (peines pécuniaires ou peines privatives de liberté), elles portent sur des infractions très variées comme la détérioration involontaire d'ouvrage de télécommunications, la détention

---

(10) Cf. articles 30 et 31 de la loi 24-96 op.cit.

d'équipements non agréés, la fourniture de services à valeur ajoutée en violation de la déclaration, le fait d'effectuer des transmissions radioélectriques en utilisant volontairement un indicatif d'appel de la série internationale attribué à une station de l'Etat, à une station de réseau public de télécommunications ou à toute autre station privée autorisée par l'ANRT, le détournement de lignes de télécommunications ou l'exploitation de lignes de télécommunications détournées, le refus de fournir les informations et documents nécessaires au déroulement des enquêtes de l'ANRT, l'établissement et l'exploitation de réseaux publics de télécommunications empruntant le domaine public ou utilisant le spectre des fréquences radioélectriques en l'absence de licence ou en violation de celle-ci, la mise en service de réseaux internes et d'installations radioélectriques composées d'appareils de faible puissance en contravention aux conditions techniques définies par l'ANRT, l'utilisation de fréquences non assignée préalablement par l'ANRT, l'établissement ou l'exploitation d'un réseau indépendant en l'absence d'autorisation ou en violation d'une décision de suspension ou retrait de celle-ci, la rupture volontaire des télécommunications soit par rupture des fils ou câbles soit par la destruction ou la dégradation des appareils, la détérioration des câbles sous-marins commises dans les eaux territoriales ou sur le plateau continental contigu au territoire du Royaume, la violation du secret des correspondances émises, transmises ou reçues par voie de télécommunications soit par le personnel des exploitants et fournisseurs de service de télécommunications ou autres et le refus d'obtempérer à une demande de perquisition ou toute résistance avec violence envers les agents ayant qualité pour constater les infractions aux dispositions législatives et réglementaires.

A côté des peines délictuelles, le législateur a prévu des mesures de sûreté dont notamment :

- des mesures de sûreté réelle : l'interdiction d'exercer toute activité ou profession dans le secteur des télécommunications pour une durée de un à cinq ans;

- des mesures de sûreté personnelle : Le tribunal peut prononcer pour l'une des infractions prévues aux art 81, 82, 83 de la loi 24-96 la confiscation des matériels et installations constituant le réseau de télécommunications ou permettant la fourniture du service de télécommunications ou en ordonner la destruction sur demande de l'ANRT aux frais du condamné.

## II - Le statut et les missions de l'ANRT

La restructuration de secteur des télécommunications s'est traduite par la redistribution des fonctions entre l'Etat, qui détermine les orientations générales du secteur de la poste et des télécommunications et l'Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications en tant qu'instrument de réglementation, de régulation, de contrôle et d'arbitrage du secteur des télécommunications.

La restructuration institutionnelle du secteur des télécommunications s'est faite selon le schéma suivant :

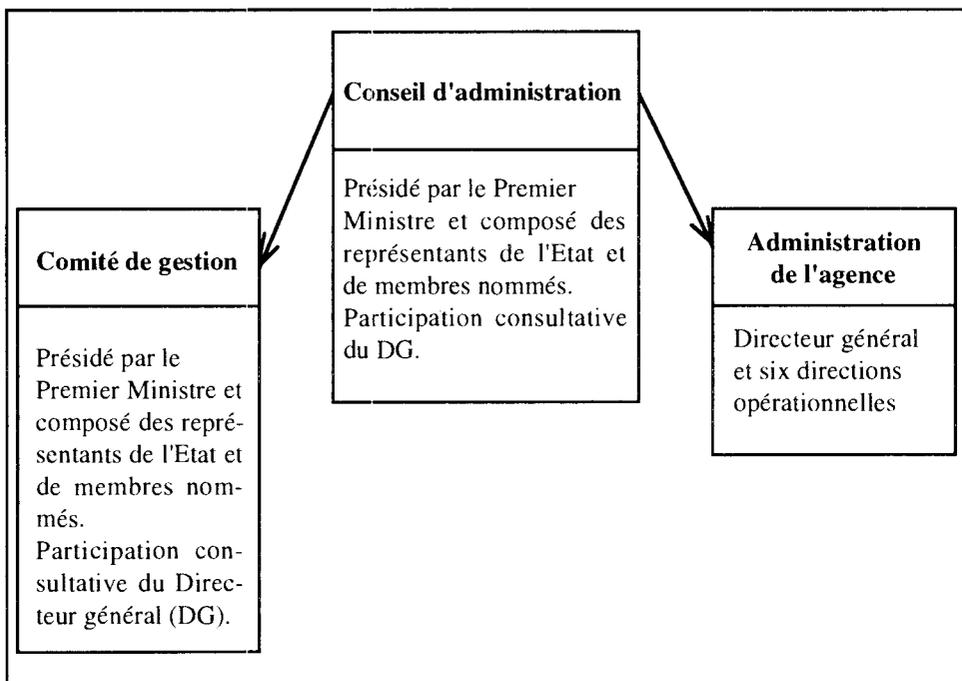
Séparation des rôles		Séparation organique et statutaire	
Stratégie	Etat	Secrétariat d'Etat	
Réglementation et régulation	ANRT	Etablissement public rattaché au Premier Ministre	
Exploitation	IAM	Société anonyme	

Dans cette restructuration, la création de l'ANRT est assez novatrice notamment eu égard à son statut et aux fonctions et aux missions qui lui sont imparties.

### A - Le statut et l'organisation de l'ARNT

D'après la loi 24-96 et le décret n° 2-97-813 du 27 chaoual 1418 (25 février 1998), l'Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications est un établissement public doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière rattaché et soumis à la tutelle du Premier Ministre "laquelle a pour objet de faire respecter les dispositions de la présente loi par les organes compétents de l'Agence, notamment pour tout ce qui est relatif aux missions qui lui sont imparties". A ce titre, elle est aussi "soumise au contrôle financier de l'Etat conformément à la législation en vigueur". Par rapport à la solution adoptée par la majorité des Etats et consistant à doter l'organe chargé de la régulation du secteur un statut «d'autorité indépendante», le législateur a opté pour le statut d'établissement public doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière. C'est ce qui explique son organisation actuelle. L'ARNT comprend : le Conseil d'Administration de l'Agence, le Comité de Gestion et le directeur de l'Agence.

**Composition des instances de l'ANRT**



Le Conseil d'Administration de l'Agence est présidé par le Premier Ministre ou l'autorité gouvernementale déléguée par lui à cet effet. Il comprend des représentants de l'Etat et des personnalités nommées *intuitu personae* et le Directeur de l'Agence. En cas d'absence ou d'empêchement, les autorités gouvernementales peuvent se faire représenter par le secrétaire général de leur département ou a un fonctionnaire ayant rang de directeur.

Les membres nommés sont au nombre de cinq. Ces personnalités sont choisies, pour cinq ans, dans les secteurs public et privé en raison de leur compétence technique, juridique et économique dans le domaine des technologies des télécommunications et de l'information. Leur qualité de membre du Conseil d'Administration est incompatible avec tout intérêt personnel lié au domaine des technologies des télécommunications et de l'information.

Le Directeur de l'ANRT assiste, avec voix consultative, aux réunions du Conseil d'Administration et du Comité de Gestion et y tient le rôle de rapporteur. Il assure la présentation technique et le secrétaire des réunions du Conseil d'Administration et du Comité de Gestion.

Conformément à l'article 34 de la loi précitée n° 24-96, le Conseil d'Administration de l'ANRT exerce tous les pouvoirs et attributions nécessaires à la réalisation des missions de l'Agence. Il fixe, le cas échéant, dans chacune de ses délibérations, les pouvoirs délégués au Comité de Gestion et au Directeur de l'Agence pour la préparation et / ou la mise en œuvre de ses délibérations.

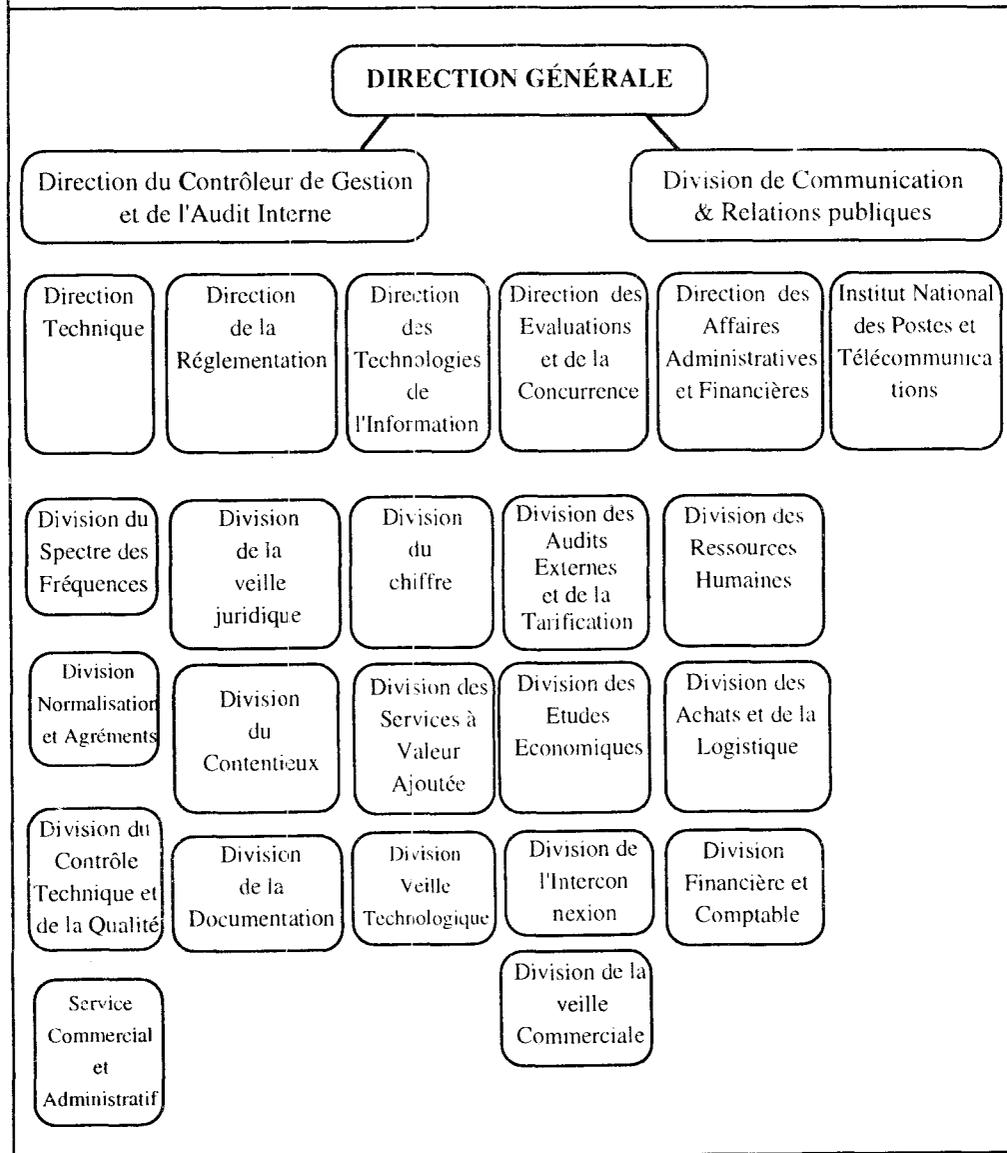
Le Conseil d'Administration délibère sur :

- les orientations générales de l'ANRT, sur son programme annuel d'activité et sur les questions de réglementation relatives à la mise en œuvre des missions de l'Agence.
- les moyens d'action de l'Agence et en particulier, il se prononce sur le statut du personnel, sur le budget de l'ARNT et son exécution ainsi que sur les dépenses de fonctionnement et d'équipement de l'Institut National des Postes et Télécommunications.

Le Conseil d'Administration peut décider de la création de tout comité dont il fixe la composition et les modalités de fonctionnement et auquel il peut déléguer partie de ses pouvoirs.

Le Comité de Gestion est chargé de régler, par ses délibérations les questions pour lesquelles il a reçu délégation du Conseil d'Administration et notamment celles relatives au règlement des litiges liés à l'interconnexion. Ses membres sont nommés par le Conseil d'Administration pour une période de cinq ans renouvelable. En outre, sont nommés *intuitu personae*, pour cinq ans, membres du Comité de Gestion, cinq personnalités dont un magistrat de la Cour suprême. Il faut noter que par rapport aux comités de gestion des établissements publics, le comité de gestion de l'ARNT exerce, de par la loi, des attributions spécifiques d'arbitrage des conflits entre opérateurs et non pas des attributions de gestion propre et interne à l'ANRT. C'est peut-être là un autre signe distinctif de l'ANRT.

**Organigramme de l'ANRT**



## **B - Les missions de l'ANRT**

La définition des missions de l'ANRT est peut être l'un des aspects le plus novateur de la loi 24-96 notamment eu égard à la conception classique de la distinction des autorités administratives et para-administratives.

De par le préambule de la loi 24-96, «l'Etat fixe les orientations générales du secteur de la poste et des télécommunications, et l'autorité gouvernementale compétente veille à leur respect et à leur application» et de par son article 29 «L'ANRT prépare les études et les actes réglementaires relatifs au secteur des télécommunications. Elle assure le contrôle de l'application de la réglementation et veille également au respect des conditions générales d'exploitation visées par la présente loi».

L'analyse de l'article 29 montre que l'ANRT est investie de plusieurs missions dont notamment une mission de réglementation, une mission de contrôle, une mission de coercition et de sanction et une mission de suivi du développement des technologies de l'information.

Outre ses compétences directes liées aux mécanismes d'attribution des licences, d'autorisation de réseaux indépendants, d'agrément de matériels de télécommunications, d'assignation de fréquences radio-électriques, de déclaration de services à valeur ajoutée, l'ANRT dispose de pouvoirs de régulation étendus.

Elle est ainsi impliquée, soit d'elle-même soit à la demande du gouvernement, dans tout projet de loi, décret ou arrêté ayant trait à la matière, précise les droits et obligations afférents à l'exploitation des différentes catégories de réseaux et services, détermine un grand nombre de prescriptions techniques, contrôle le respect par les opérateurs des obligations légales ou réglementaires qui leur sont imposées et sanctionne les atteintes constatées. Enfin, l'ANRT dispose de compétences particulières en cas de différends relatifs aux procédures et contrats d'interconnexion de réseaux et peut être saisie de demandes de conciliation en vue du règlement de litiges entre opérateurs.

Ainsi, l'ANRT dispose de plusieurs leviers essentiels dans la conduite de la régulation du secteur des télécommunications :

Elle mène le processus d'instruction des licences et alloue aux opérateurs les ressources en fréquences et en numéros nécessaires à leur activité. Elle a donc

un rôle essentiel dans la structuration du marché pendant la phase d'ouverture à la concurrence.

Elle est ensuite compétente pour trancher les litiges liés à l'interconnexion entre opérateurs. En particulier, elle sera amenée à fixer le niveau des tarifs d'interconnexion qui sera l'un des paramètres essentiels de la concurrence.

Elle peut proposer<sup>(11)</sup> ou bien infliger d'elle-même<sup>(12)</sup> des sanctions aux opérateurs et autres acteurs du secteur qui n'auront pas respecté leurs obligations réglementaires, ce qui lui permet notamment d'assurer un contrôle effectif des acteurs du secteur.

Elle dispose également de compétences partagées avec les autres ministères dans le domaine des licences<sup>(13)</sup>, des tarifs du service universel<sup>(14)</sup>.

---

(11) Lorsque le titulaire d'une licence d'établissement et d'exploitation de réseaux publics de télécommunications ne respecte pas les conditions qui lui sont imposées par les textes législatifs et réglementaires, le directeur de l'ANRT le met en demeure de se conformer aux conditions fixées par la licence dans un délai de trente jours. Si le titulaire ne se conforme ni à la mise en demeure qui lui a été adressée ni aux conditions de la licence, l'autorité gouvernementale compétente peut prononcer, sur proposition du directeur de l'ANRT, à son encontre et à sa charge l'une des sanctions suivantes : la suspension totale ou partielle de ladite licence pour une durée de trente jours au plus; la suspension temporaire de ladite licence ou la réduction de la durée de cette dernière dans la limite d'une année; le retrait définitif de ladite licence. L'ANRT prend les mesures nécessaires pour faire assurer la continuité du service et protéger les intérêts des usagers. Les sanctions ne sont prononcées que lorsque les griefs retenus contre l'intéressé lui ont été notifiés et qu'il a été à même de consulter le dossier et de présenter ses justifications écrites ou verbales. En cas d'atteinte aux prescriptions exigées par la défense nationale et la sécurité publique, le directeur de l'ANRT est habilité, par décision motivée, après en avoir informé l'autorité gouvernementale compétente, à suspendre sans délai la licence, l'autorisation ou la déclaration mentionnées aux articles 2 à 5 de la présente loi» (Article 30).

(12) «Lorsque le titulaire d'une licence d'attribution de fréquences radioélectriques ou d'une autorisation ne respecte pas les obligations qui lui sont imposées par les textes législatifs et réglementaires, ainsi que par les conditions fixées à l'occasion d'attribution de fréquences radioélectriques ou par l'autorisation, le directeur de l'ANRT le met en demeure de s'y conformer dans un délai de trente jours. Si le titulaire de l'autorisation ou licence citées à l'alinéa précédent, ne se conforme pas à la mise en demeure qui lui a été adressée, le directeur de l'ANRT peut prononcer à son encontre et à sa charge les mêmes sanctions citées à l'article 30 ci-dessus» (Article 31).

(13) «Préparer et tenir à jour, en liaison avec les autres départements ministériels concernés et les organismes de sécurité publique, le texte du cahier des charges fixant les droits et obligations des exploitants des réseaux publics de télécommunications» (Articles 29, 2°).

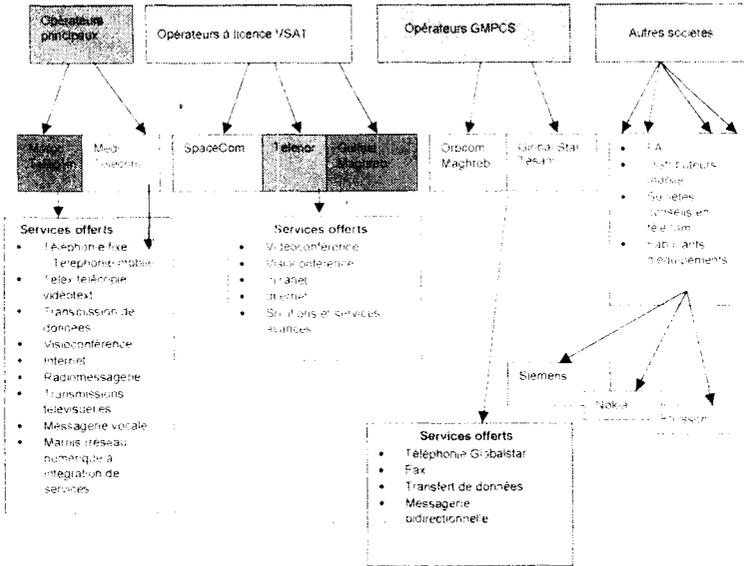
(14) «De proposer les tarifs maximum pour les prestations relatives au service universel». (Article 29, 7°).

Pour récapituler on peut considérer que l'ANRT assure plusieurs types de régulation :

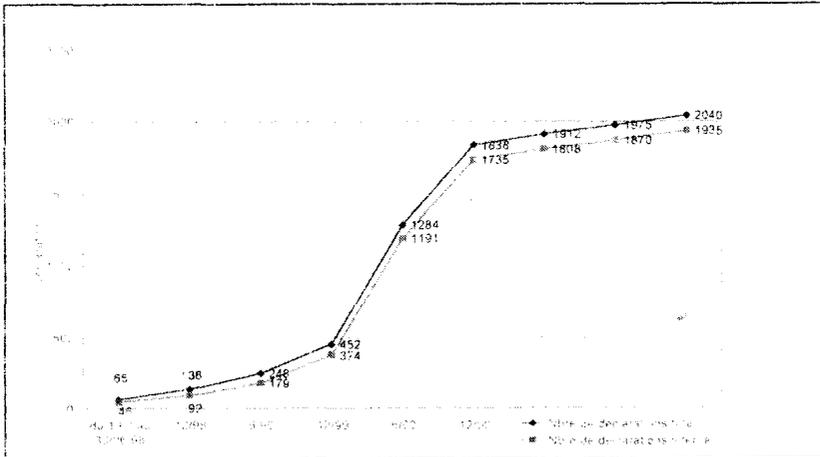
- \* *juridique* (participation à l'élaboration et à l'adaptation du cadre juridique des télécoms et des cahiers des charges des exploitants des réseaux publics);
- \* *de structuration du marché* par l'attribution des licences, des autorisations, des déclarations et des fréquences;
- \* *technique* par l'agrément du matériel, la fixation du plan de numérotation, le contrôle de la qualité de service et des liaisons louées;
- \* *commerciale et financière* par l'approbation des catalogues et des tarifs d'interconnexion, la fixation des tarifs de service universel, l'audit des comptes des exploitants de réseaux de télécoms et le règlement des litiges entre opérateurs;
- \* *de police administrative* par le répression des actes de concurrence déloyale et des actes portant atteinte à l'ordre public et aux bonnes mœurs voire à la sécurité publique et à la sécurité des réseaux.

Toutefois, l'ANRT est une institution toute neuve que l'on ne peut appréhender uniquement à travers les textes la régissant. C'est l'examen de ses pratiques qui permettront de saisir ses caractéristiques réelles. D'ores et déjà, l'Agence a eu une vive activité, en témoignent les résultats obtenus en trois années d'activité :

1 - Au titre de la structuration du marché des télécommunications, l'accroissement du nombre des opérateurs et prestataires de services des télécommunications a eu entre autres effets, une répercussion sur le nombre d'abonnés et sur les prix comme le montrent les tableaux suivants :



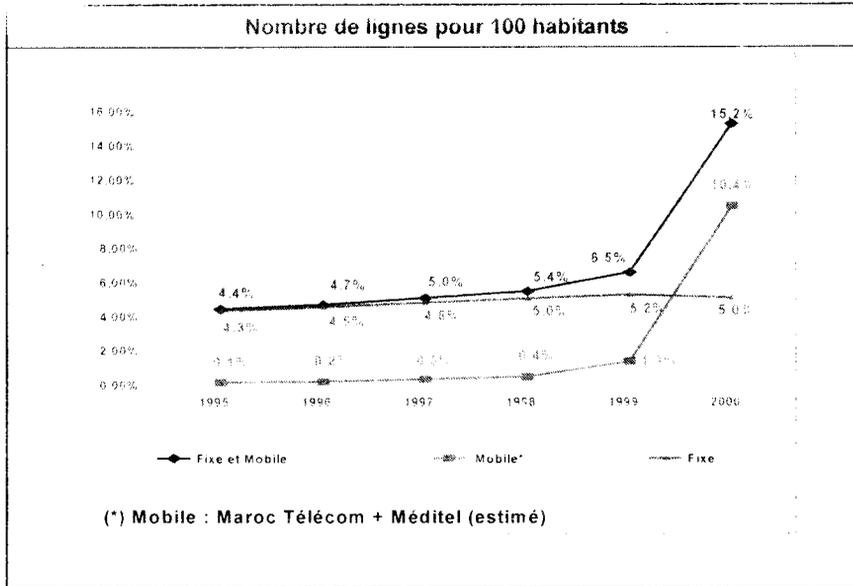
**\* Augmentation du nombre de prestataires de services à valeur ajoutée**



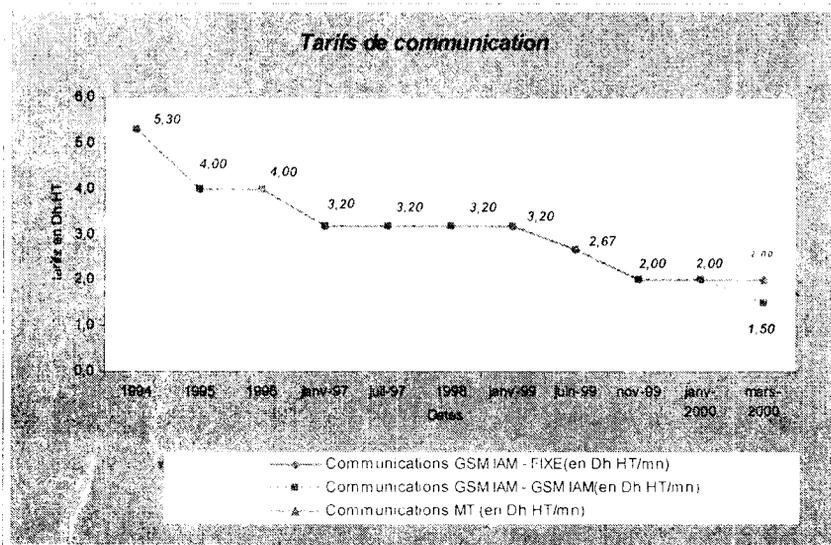
Une augmentation du nombre d'abonnés notamment du téléphone mobile

\* Une augmentation du nombre d'abonnés notamment du téléphone mobile

Nombre de lignes pour 100 habitants



\* Une diminution des tarifs notamment du mobile



*\* Une diversification des offres et des promotions*

	<b>Maroc Telecom</b>	<b>Méditel</b>
<b>GSM</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Offre classique</li> <li>- Carte prépayée JAWAL</li> <li>- Carte mouzdaouij</li> <li>- Offre flotte (pour les professionnels)</li> <li>- Forfait GSM</li> <li>- Préférence (post-payé)</li> <li>- famille et amis</li> <li>- Packs GSM</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Carte prépayée MédiJAHIZ Rouge</li> <li>- Carte prépayée MédiJAHIZ Amis &amp; Famille</li> <li>- MédiJAHIZ Fun</li> <li>- Méditel Personnel</li> <li>- Forfaits Méditel</li> <li>- Facture plafonnée</li> <li>- Méditel DUO</li> <li>- Packs GSM</li> <li>- Méditel Entreprise</li> </ul>
<b>Fixe</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Offre classique</li> <li>- famille et amis</li> <li>- Kalimat (carte prépayée)</li> <li>- Numéro d'accès universel</li> </ul>	
<b>Internet</b>	<b>Maroc Telecom</b>	<b>Cimcon (opérateur Vsat)</b>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Offre classique (via RTC, RNIS et LL)</li> <li>- Packs Modem Menara</li> <li>- Pack Marnis Internet</li> <li>- Pack Liaison Internet</li> <li>- Liaison louée Internet</li> <li>- Forfaits Internet</li> <li>- Convention Internet Cyber</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Silver one way (pour les PME et les cybercafés)</li> <li>- Silver PME</li> <li>- Two Way (pour les entreprises de grande taille)</li> </ul>

2- Au titre de la mission d'arbitrage et de résolution des conflits entre opérateurs, le Comité de Gestion de l'ANRT a eu à se prononcer le 23 mars 2000 sur un litige d'interconnexion entre IAM et Médi Télécom. Sa décision a fait suite à la saisine de l'ANRT par Médi Télécom. au sujet du différend qui l'a opposé à IAM, concernant les tarifs d'interconnexion entre son réseau et celui d'IAM.

L'analyse des modèles des deux opérateurs ainsi que le *Benchmarking* a permis d'aboutir à une proposition de tarifs d'interconnexion de mobile à mobile d'une part, et de tarifs à l'international d'autre part (la décision intégrale du Comité de Gestion de l'ANRT est disponible sur le site Web de l'Agence).

le Comité de Gestion de l'ANRT a cependant recommandé à ce que les tarifs d'interconnexion de mobile à mobile entre les réseaux Médi Télécom et IAM soient négociés entre les deux opérateurs. A cette fin, un délai d'un mois leur a été accordé pour conclure un accord concernant ce segment de trafic. Toutefois, en cas de non aboutissement des négociations entre les deux opérateurs, les tarifs d'interconnexion des appels du fixe vers le mobile sont automatiquement appliqués.

Un délai d'un mois a également été accordé aux deux opérateurs pour conclure un accord concernant le trafic international. En cas de non-aboutissement des négociations entre les deux opérateurs, l'ANRT fixerait les tarifs d'interconnexion à l'international.

Enfin, le Comité de Gestion a décidé que ces tarifs seraient applicables dès la notification de sa décision aux deux opérateurs. Ces derniers devaient la traduire dans un contrat d'interconnexion dans les six semaines suivant sa notification. A défaut, les deux opérateurs seraient dans l'obligation de signer un contrat fourni par l'ANRT; IAM et Médi Télécom devaient également prendre les dispositions nécessaires pour que l'interconnexion de leurs deux réseaux devienne effective, dès la notification de la décision du Comité de Gestion.

3- Au titre de respect des principes de concurrence loyale et de non-discrimination, les opérateurs de télécommunications sont tenus de respecter les règles prévues en matière de concurrence loyale. Ils doivent notamment s'abstenir

de toutes manœuvres qui peuvent être qualifiées d'anticoncurrentielles, (art. 2 du décret n° 2-97-1026) telles que : les subventions croisées à caractère anticoncurrentiel, l'utilisation des renseignements obtenus auprès des concurrents à des fins de concurrence déloyale et le refus de mettre à la disposition des autres exploitants titulaires de licences, en temps opportun, les renseignements techniques et commerciaux sur les installations essentielles, qui leur sont nécessaires pour la fourniture des services.

Dans le cadre de sa mission de suivi et de contrôle du marché des télécommunications, l'ANRT peut être conduite à demander aux opérateurs de modifier les termes de leur offre de service.

Ainsi l'Agence a demandé à Maroc Télécom, le 26 février 2001, de généraliser aux abonnés de Medi Telecom la réduction de 10% que l'opérateur historique appliquait aux appels fixe-mobile Maroc Télécom. Maroc Télécom avait en effet baissé de 10%, le 2 janvier 2001, le plein tarif applicable aux appels fixe-mobile Maroc Télécom (de 2,00 DH à 1,80 DH la minute), c'est-à-dire restant sur ses propres réseaux fixe et mobile.

N'ayant reçu aucune réponse, l'ANRT a enjoint Maroc Télécom le 23 mars 2001, conformément à l'article 30 de la loi relative à la poste et aux télécommunications, de généraliser l'offre de 10% à tous les abonnés et d'en informer le public en accordant à Maroc Télécom un délai de 30 jours pour s'y conformer. Le délai légal ayant été dépassé sans qu'aucune mesure ne soit prise, l'ANRT a saisi les autorités compétentes afin que la même réduction soit étendue aux abonnés de Medi Telecom et d'en faire la publicité avec les mêmes moyens que ceux qui sont utilisés dans son offre initiale, sous peine d'une suspension partielle des avantages financiers tirés du droit de jouissance de l'exploitation de son réseau sous la forme d'une astreinte financière.

Le 25 avril 2001, Maroc Télécom a retiré la réduction sur les appels fixe-mobile Maroc Télécom et pratique donc un prix de 2,00 DH pour tous les appels fixe-Mobile. Mais le Secrétariat d'Etat à la poste et aux technologies des télécommunications et de l'information s'est contenté « d'infliger un sérieux avertissement à IAM pour acte de concurrence déloyale » et ce en violation flagrante du dispositif prévu par l'article 30 de la loi 24-96.

Dans une deuxième affaire, l'ANRT a été saisie par la société Maroc Connect, le 05 juillet 2000 qui s'est estimée être lésée par l'offre des forfaits de l'IAM dans la mesure où elle n'est pas en mesure de concurrencer Itissalat Al Maghrib au niveau de la fourniture de services Internet car la proposition tarifaire de Itissalat Al Maghrib est une combinaison entre des prestations sous monopole (communications locales), et prestations soumises à la concurrence (Service à valeur ajoutée : Internet); combinaison qui donne à IAM un privilège préjudiciable à une concurrence loyale;

Sur la base des articles 7 et 10 de la loi 24-96 et des articles 2 et 3 du décret n° 2-97-1026, l'ANRT a été conduite à rechercher si IAM avait utilisé la position dominante qu'elle détient pour éliminer un concurrent ou à empêcher l'entrée sur le marché d'une nouvelle entreprise par des pratiques tarifaires.

Pour ce faire, l'ANRT s'est demandée, en premier lieu, si l'entreprise concernée se trouve dans une situation de dépendance technique et économique vis à vis d'IAM et, en second lieu, si IAM a abusé de cette situation en mettant en œuvre des pratiques de caractère anticoncurrentiel et en troisième lieu si les offres d'IAM ont eu pour objet ou peuvent avoir pour effet d'éliminer d'un marché ou d'empêcher d'accéder à un marché une entreprise ou l'un de ses produits.

En ce qui concerne la situation de dépendance technique et économique de l'entreprise concernée par rapport à IAM, il s'avère de par la situation d'IAM ayant le monopole du fixe et du fait que les ISP doivent «utiliser, sous forme de location, les capacités de liaison d'un ou de plusieurs réseaux publics de télécommunications existants» (art 17 ali. 3 de la loi 24-96), Maroc Connect se trouve effectivement dans une situation de dépendance technique et économique vis-à-vis d'IAM.

En ce qui concerne l'abus de position dominante, l'ANRT considère que dans les conditions actuelles du marché le couplage entre d'une part des communications offertes en situation de monopole et, d'autre part des communications offertes en situation de concurrence porte atteinte à la concurrence entre IAM et les fournisseurs de service Internet (FSI).

Pour ce qui est de l'offre d'IAM, l'ANRT considère que les forfaits sont une pratique courante aujourd'hui sur la plupart des marchés où l'internet se développe.

Ils sont même l'un des facteurs de développement de ces marchés en permettant aux utilisateurs une maîtrise complète de leur facture Internet. Ce qui implique que tous les FSI doivent avoir la possibilité de fournir des forfaits à leurs clients.

C'est dans ce cadre que lors des réunions aussi bien avec IAM que Maroc Connect, l'obligation pour IAM de fournir à l'ensemble des FSI les mêmes conditions d'accès au réseau de télécommunications fixes ainsi que les mêmes conditions tarifaires pour l'accès à ce réseau ont été considérés comme indispensables.

IAM a bien précisé que les tarifs qui étaient imputés à son activité Internet étaient les mêmes que les tarifs publics. Cependant, le mode de facturation (l'appelé paie la communication) et l'attribution d'un numéro d'accès unique n'existent pas comme offres en dehors du «numéro vert» dont la taxation est spécifique.

En outre, étant donné qu'IAM a une position dominante sur le marché, notamment pour les abonnements Internet, son annonce de la commercialisation d'une formule forfaitaire à un moment où ses concurrents ne disposent pas encore de la possibilité de commercialiser des offres similaires, constitue une pratique ayant pour objet ou pour effet de ralentir l'ouverture à la concurrence. De ce fait, les consommateurs peuvent être dissuadés de contracter avec ses concurrents qui ne disposent pas d'une possibilité d'offrir les mêmes conditions tarifaires qu'IAM.

Considérant enfin que la pratique d'IAM lui permettrait de capter par avance une part importante de la clientèle, au détriment de ses concurrents, l'ANRT estime en conséquence que, dans le contexte actuel, l'offre d'IAM porte atteinte aux conditions d'une concurrence loyale sur le marché d'Internet. En conséquence, l'ANRT a décidé d'enjoindre à la société Itissalat Al Maghrib de proposer, dans un délai de un mois une offre technique et financière aux FSI qui leur permette d'adresser leur clientèle dans les mêmes conditions techniques et financières qu'IAM le fait en tant que FSI. En attendant la mise en place effective d'une telle proposition, il a été également enjoint à IAM de suspendre son offre forfaitaire.

En guise de conclusion, et en reprenant les termes d'une étude de l'Union Internationale des Télécommunications<sup>(15)</sup>, on peut considérer qu'en trois ans, «l'Agence a ssis sa crédibilité et sa respectabilité en tant qu'agence de régulation».

---

(15)Étude de cas, le Maroc. IUT, septembre 2001, op.cit.

Bien que les représentants des secteurs public et privé n'adhèrent pas à toutes ses décisions, ils sont tous plus au moins d'accord avec la façon dont l'ANRT gère le secteur dans son ensemble.

Les points forts le plus souvent mentionnés sont :

- Pragmatisme vs idéalisme dans le contexte actuel
- intégrité et impartialité
- transparence dans le processus de prise de décision, notamment lors de l'octroi de la deuxième licence GSM et des licences VSAT et GMPCS
- capacité de cerner la problématique, d'explicitier les règles de conduite et à les mettre en œuvre en les suivant fidèlement
- respect des échéances, en particulier lors de la résolution du premier litige en matière d'interconnexion (voir chapitre 15)
- volonté d'écouter et d'aider les intervenants afin de mieux saisir les enjeux
- vision à long terme tout en étant capable de régler les problèmes urgents à court et moyen termes
- recours à des cabinets-conseil permettant de renforcer l'expertise interne.

Les défis sont :

- L'absence d'une interprétation claire des attributions et rôles du SEPTI et de l'ANRT en matière de réglementation, chevauchement des tâches tel que relevé par des représentants de l'Etat,

- des processus très lents d'approbation des projets de cahiers des charges des différentes licences, de publication des décrets d'attribution des licences (6 à 8 mois), d'examen des projets de lois et de projets de décrets initiés par l'ANRT,
- «i. manque de sanctions intermédiaires (financières et économiques) applicables et absence de participation des consommateurs au processus de consultation et de réglementation».



# LA CRISE FRANCO-MAROCAINE ET SES SOLUTIONS : LE POINT DE VUE DE FEU SM MOHAMMED V

*Amina AOUCAR*<sup>(\*)</sup>

**A**u lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les nationalistes marocains, et à leur tête Feu SM Mohammed V, réclamèrent l'abrogation du traité de Protectorat et l'accession du Royaume à l'indépendance. Mais pendant près de dix ans, Mohammed V ne cessa de réclamer l'ouverture de négociations pour l'élaboration d'un nouveau traité devant régir les relations maroco-françaises, sans succès.

La déposition du Souverain le 20 août 1953 rendait caduc le traité du 30 mars 1912 ; d'une part elle était en contradiction avec l'article premier de l'accord qui stipulait que le Protectorat "...sauvegardera le respect et le prestige traditionnel du Sultan.." ; d'autre part les autorités françaises imposèrent à Ben Arafa des réformes qui transformaient profondément le régime mis en place par le traité de Fès et le remplacèrent par un système de co-souveraineté.

C'est ainsi que les négociations franco-marocaines qui mirent fin au régime de Protectorat au Maroc furent véritablement inaugurées après le 20 août 1953. Ces négociations entre Feu SM Mohammed V, secondé par le Prince héritier Moulay Hassan, d'une part et le gouvernement français d'autre part, se déroulèrent d'abord secrètement à Madagascar. Elles ne devinrent officielles qu'après l'arrivée du Roi et de la famille royale en France, fin octobre 1955.

---

(\*) Professeur, Enseignante à l' U.F.R : "Relations Internationales", Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales, Université Mohammed V - Agdal - Rabat.

Les différentes phases des négociations qui se développèrent à Madagascar demeurent mal connues. Certes, les médias de l'époque, étrangers et nationaux, radios, presse, actualités cinématographiques informaient l'opinion du déroulement de la crise franco-marocaine et de ses péripéties, publiant non seulement des informations concernant les événements mais aussi les déclarations, propositions et contre-propositions des parties.

Mais les témoignages des Marocains concernant ces négociations sont beaucoup plus rares<sup>(1)</sup>. L'accès aux archives privées de nombreux leaders nationalistes, avec lesquels le Souverain et le Prince héritier, étaient en relation constante, s'avérerait fort utile.

Cependant on sait que pour l'étude des négociations, de leur genèse, de leur évolution, les archives d'Etat demeurent incontournables.

La règle française des trente ans, qui permet l'accès aux archives datant de trente années, met à notre disposition aujourd'hui les Archives du Quai d'Orsay relatives aux dernières années du régime de Protectorat.

Nous nous proposons donc d'étudier ici un document datant de la mi-juillet 1955<sup>(2)</sup>, document particulièrement intéressant à travers lequel Feu SM Mohammed V explique quelles sont, selon lui, les causes de la crise franco-marocaine et expose quelles solutions il serait souhaitable d'y apporter, et, ce à la veille de la conférence d'Aix-les-Bains qui se déroula du 22 au 28 août 1955.

Ce texte<sup>(3)</sup> est la transcription par M. Vendenboogaerde, Conseiller au cabinet du Haut Commissaire à Madagascar, responsable du service de sécurité du Souverain, d'un entretien qu'il a eu avec Feu SM Mohammed V, et ce le 17 ou 18 juillet 1955, soit deux mois avant la réunion de la conférence d'Aix-les-Bains.

---

(1) Cf. Hassan II : *Le défi*, Paris, Albin Michel, 1976, chapitre V.

(2) Voir document en annexe.

(3) France-Ministère des Affaires Etrangères, Documents diplomatiques, 1955, vol. II, doc. 42.

Certes le choix de ce texte peut prêter à discussion, du fait des fonctions exercées par l'interlocuteur du Souverain, du fait qu'il s'agit d'une transcription, qui ne s'est probablement pas faite sur le champ, d'une conversation tenue certainement en français. Ce document comporte vraisemblablement des distorsions. Mais il nous a semblé fort intéressant, justement parce qu'il révèle, beaucoup plus qu'un texte longuement élaboré, dans lequel le sens de chaque mot est pesé, la manière dont Feu SM Mohammed V appréhendait la crise franco-marocaine, comment il envisageait ses solutions. Mais il est certain que seule la confrontation de ce document avec les documents marocains correspondants, nous permettra d'apprécier pleinement le contenu du texte, contenu auquel manifestement, le gouvernement français accordait, en juillet 1955, un grand intérêt.

En effet le texte de cet entretien est annexé à une lettre, datée de Tananarive le 18 juillet 1955, adressée par M. Soudacaux, Haut Commissaire français à Madagascar, à M. P. H. Teigeux, Ministre de la France d'Outre-Mer<sup>(4)</sup>, lettre urgente<sup>(5)</sup> et secrète: or dans cette lettre, le Haut Commissaire se contente de transmettre les propos du Souverain marocain, tels qu'ils lui ont été rapportés par M. Vendenboomgaerde ; c'est donc ces propos qu'il est urgent de faire parvenir au gouvernement français.

Ce texte reproduit en annexe est lui même classé document secret<sup>(6)</sup>. Il n'est pas complet. Peut-on penser que les services du Quai d'orsay ont choisi de ne pas publier le paragraphe relatif à la surveillance dont était l'objet le Souverain en exil?

Dans un court préambule, l'auteur signale que le Souverain est seul. Est-ce un hasard? Le fonctionnaire français a-t-il eu pour consigne de consulter le Souverain en l'absence du Prince Héritier Moulay Hassan<sup>(7)</sup>, certains membres du gouvernement français ayant toujours jugé le Prince trop radical? Notons toutefois que

---

(4) Signalons que le dossier marocain était alors du ressort de P. July, Ministre des Affaires marocaines et tunisiennes et de A. Pinay, Ministre des Affaires Etrangères. Mais à partir de Juin 1955, le Président du Conseil E. Faure prend lui-même l'affaire en main. Il semble donc que les informations recueillies par M. Vendenboomgaerde lui étaient destinées.

(5) La lettre porte le code suivant : T. n° 615. Secret. En note il est précisé que le n° 615 est attribué au courrier acheminé par avion.

(6) Il porte pour code D. n° 254 CT/CF (extrait) Secret.

(7) Moulay Hassan, selon le document, se trouvait alors à Tananarive pour réceptionner deux postes radio envoyés par son oncle et régler un problème d'assurance.

le 14 avril 1955, le Lieutenant-Colonel Touza, Commandant de la gendarmerie de Madagascar<sup>(8)</sup> envoyait un rapport au Ministre des affaires tunisiennes et marocaines, et lui décrivait l'état d'esprit du Prince Héritier, qui s'avère d'ailleurs tout à fait similaire à celui du Souverain tel qu'il apparaît à travers ce texte que nous étudions<sup>(9)</sup>.

La transcription de la conversation est faite sous forme de monologue, les questions de l'interlocuteur français comme ses commentaires ne sont pas reproduits. Il apparaît donc, comme le prouve le contenu du texte et comme le révèlent ses articulations, que cette conversation n'était pas fortuite. Le fonctionnaire français était donc chargé de recueillir des informations auprès du Souverain, concernant ses appréciations relatives aussi bien aux origines de la crise franco-marocaine, qu'aux solutions qu'il envisageait : il devait aussi transmettre au chef du gouvernement français les propositions du Sultan concernant l'évolution des relations franco-marocaines.

En juillet 1955 l'exil de Feu SM Mohammed V et de la famille royale durait depuis près de deux ans. Cet exil devait, selon la Résidence générale, mettre un terme à la crise franco-marocaine, puisque selon ses thèses, qu'elle était arrivée à faire partager à une bonne partie de la classe politique française, seul le Souverain, appuyé par les partis nationalistes et notamment par le Parti de l'Istiqlal (PI), était hostile aux "réformes démocratiques" que les autorités françaises se proposaient d'introduire au Maroc. Mais bien que le Sultan Ben Arafa, imposé par la Résidence générale, scella rapidement les dahir établissant un régime de co-souveraineté<sup>(10)</sup> et dépouillant le Sultan de ses prérogatives, la crise ne fit que s'amplifier : la résistance armée à la colonisation prit forme au lendemain de la déposition de Feu SM Mohammed V<sup>(11)</sup>, les nationalistes réclamant la restauration du Souverain

---

(8) Voir Hassan II : *Le défi*, op.cité, p. 58.

(9) July (P) : *Une république pour un Roi*, Paris, Fayard, 1974 p. 85.

(10) Notamment dahir du 16/09/1953 réformant le Conseil de gouvernement, dahir du 18 septembre relatif à la réforme municipale.

(11) Voir in Bernard (S) : *Le conflit franco-marocain, 1943-1956*, t. III, Ed. Institut de Sociologie de l'Université libre de Bruxelles, 1963, en annexe le tableau des actes de terrorisme entre août 1953 et mars 1956.

légitime et l'abrogation du traité de Protectorat : trois semaines après le coup de force d'août 1953, Ben Arafa était l'objet d'un attentat<sup>(12)</sup>...

La situation ne cesse se s'aggraver en 1954 : les forces politiques marocaines posent comme préalable à toute négociation avec la France, la restauration du Souverain sur le trône. Le Maroc est au bord de la guerre civile : aux actions des résistants marocains, répondent la répression aveugle d'une police acquise aux milieux les plus hostiles au nationalisme marocain<sup>(13)</sup> et les attentats des groupuscules ultra-colonialistes.

Dés le début de l'année 1954 il apparaît au gouvernement français que cette crise ne peut trouver de solution sans l'aval de Feu SM Mohammed V. Mais d'une part il était difficile au gouvernement<sup>(14)</sup>, qui avait entériné la politique de la Résidence générale lors de la déposition du Souverain, de se déjuger si vite. D'autre part, même les successeurs de J.Laniel éprouveront des difficultés pour entamer des négociations directes avec le Souverain tant l'opinion française, le parlement français, convaincus de la légitimité des droits de la France dans ces colonies, secoués par l'évolution des questions indochinoise et tunisienne, intoxiqués par la propagande du lobby colonial, étaient hostiles à la cause marocaine.

---

(12)A la suite d'un autre attentat, perpétré celui-là à Marrakech, dans le fief même d'El Glaoui, Ben Arafa aurait pensé faire construire dans les mosquées où il avait l'habitude de se rendre, une guérite en béton pour se protéger - Voir Luccioni (L) : "L'éloignement de Sidi Mohammed Ben Arafa du trône alaouite en septembre 1955", Revue de l'occident Musulman et de la Méditerranée, 2ème semestre 1970, n° 8, p. 102.

(13)La mission parlementaire dirigée par Roland de Moustier, qui visita le Maroc en janvier/février 1954, remit le 11 février à la Commission des affaires étrangères un rapport appelant la Résidence générale à "associer plus étroitement les représentants du peuple marocain à la gestion des affaires publiques, de manière à mettre fin progressivement aux méthodes d'administration directe; de garantir les droits et la dignité de l'individu et l'observation des règles traditionnelles de la justice". Au cours d'un séjour au Maroc du 20 ou 30 septembre 1954, une commission d'enquête formée par le gouvernement français et menée par D. Monguilan de V. Monteil établit l'usage de la torture contre les nationalistes, les arrestations de mineurs etc...

(14)Le gouvernement Laniel, investi le 26/06/53, est renversé le 12/06/1954. Le gouvernement P. Mendès-France investi le 18/06/1954 est renversé le 5/02/1955, lui succède alors le gouvernement E. Faure qui se démet le 24/01/1956.

Ainsi tout au cours de l'année 1954, des pourparlers secrets ont lieu, jalonnés par l'échange de lettres Mohammed V/ Lamarle du 4 avril 1954, par les lettres de Mohammed V à Mendès-France du 25 juin et 29 juillet 1954, auxquelles Mendès-France répond le 5 août de la même année; au cours de l'été et de l'automne 1954 le Professeur M.Flory (en juillet), et le docteur H.Dubois-Roquebert (en octobre) sont envoyés en mission officielle auprès du Souverain.

Si dès les premiers contacts et jusqu'à la conférence d'Aix-les-Bains, le gouvernement français, conscient du caractère illégal du coup de force du 20 août, tente d'obtenir de Mohammed V qu'il abdique, celui-ci, obstinément situera la crise franco-marocaine dans le cadre d'une nécessaire redéfinition des relations entre le Maroc et la France, proposant à Mendès-France au cours de l'été 1954 la mise sur pied d'un régime d'autonomie interne, avançant en décembre de la même année l'idée de l'octroi d'une indépendance "dans l'interdépendance"...

En effet au cours du dernier trimestre 1954 des pourparlers s'engagent entre Feu SM Mohammed V et Mendès-France par l'intermédiaire de Maître Izard<sup>(15)</sup>, avocat du Souverain, pourparlers qui s'achèvent par la lettre du Sultan à Izard datée du 26/12/1954<sup>(16)</sup>. Dans cette lettre, à la demande du Président du Conseil, qui souhaite inscrire la question marocaine à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale en janvier 1955, Feu SM Mohammed V, en accord avec les leaders du PI et du PDI, résume ses ultimes propositions relatives au règlement de la crise.

Mais cette lettre ne parvint à Me Izard qu'au début janvier. Le gouvernement P.Mendès-France fut renversé en février 1955...

---

(15)Maître Izard était aussi le défenseur du Conseil du Néo-Destour, du Bey de Tunis, du Parti de l'istiqlal, de la veuve de F. Hachad. Il était vice-président du Comité France-Maghreb créé entre le 29 avril et le 8 juin 1953 à l'initiative de libéraux parisiens. F. Mauriac en assurait la présidence; en étaient membres les professeurs R. Blachère, C.A. Julien, Lévi-Provençal, l'avocat R. Barrat, le général Catroux etc... Voir Bleuchot (H) : Les libéraux français au Maroc 1947-55, Université de Provence, 1973, 282 p.

(16)Cette lettre a été publiée dans le monde du 14/09/1955. Elle est aussi reproduite in Bleuchot (H) : Les libéraux français au Maroc 1947-1955 éd. Université de Provence, 1973, document 11. Dans l'article de G. Izard : "le secret d'antsirabé", Etudes méditerranéennes, n° 4, 1958, p. 61-75, on trouve un exposé relatif à l'élaboration de ce document.

Au cours du premier semestre 1955, les négociations entre le Souverain et le gouvernement français sont suspendues car pour E.Faure, nouveau Président du Conseil, "...Une solution n'avait (...) d'existence que lorsqu'elle était parlementairement possible ; or aucune majorité ne pouvait alors se dégager pour approuver un changement de politique au Maroc"<sup>(17)</sup>.

Le printemps 1955 marque un tournant dans la crise marocaine. Au plan international la conférence de Bandoeng galvanise l'énergie des nationalistes marocains. "Dés la conférence de Bandoeng, en avril 1955, j'étais convaincu que l'ère coloniale était terminée.." <sup>(18)</sup> écrit A.Pinay. Mais face à l'inertie du gouvernement français et à l'immobilisme de la Résidence générale, la situation au Maroc ne cesse de se détériorer : 150 attentats ont lieu au cours de la première semaine de mai faisant 12 morts, 28 blessés; on dénombre 29 morts, 98 blessés au cours de la seconde quinzaine<sup>(19)</sup>. Le 12 juin 1955, Lemaigre-Dubreil, un industriel français, qui faisait paraître à Casablanca un périodique libéral, *Maroc-Presse*, est assassiné. Son journal avait publié les débats de la Conférence nationale pour la solution du problème marocain qui avait réuni à Paris les 7 et 8 mai 1955, Français libéraux et Marocains nationalistes, soucieux de l'avenir du Maroc. Les autorités françaises craignent une explosion de violence au Maroc pour l'anniversaire de la déposition de Feu SM Mohammed V à l'instar de ce qui s'était passé en août 1954...

C'est alors que E.Faure décide de remplacer le Résident général F.Lacoste, par G.Grandval, et de reprendre langue avec Mohammed V par l'intermédiaire de Maître Izard. Celui-ci remet à E.Faure la lettre de Feu SM Mohammed V du 26/12/1954, lettre dont une copie ne sera transmise au gouvernement français que le 29/08/1955 <sup>(20)</sup>!

Ainsi en juillet 1955, E. Faure souhaite savoir si le Souverain marocain est toujours dans les mêmes dispositions qu'en décembre 1954. On peut donc considérer cette conversation échangée par Mohammed V et le responsable de sa

---

(17) Izard (G) : "Le secret d'Antsirabé", op.cité.

(18) Pinay (A) : Un français comme les autres, entretiens avec A. Veil, Paris, p. 104.

(19) July (P) : Une république pour un roi, paris, Fayard, 1974, p. 96-97.

(20) Izard (G) : "Le secret d'Antsirabé" op. cité.

sécurité comme une phase des négociations secrètes que mène, de façon indirecte, le gouvernement français avec feu SM Mohammed V, depuis au moins début 1954, date de son installation à Madagascar.

C'est une question relative aux avocats du Souverain qui enclenche la véritable conversation. Feu SM Mohammed V fait d'abord référence à une lettre de Me Izard par laquelle son avocat lui écrit qu'E.Faure lui a demandé ses appréciations relatives à la crise franco-marocaine et à ses solutions.

La lettre d'Izard, que cite le Souverain, l'informait probablement des entrevues qu'E.Faure accorda à son avocat le 14 et le 20 juin.

Ainsi on peut penser que lorsque M. Vendenboomgaerde demande au Souverain s'il a eu des nouvelles de ses avocats, il veut en fait savoir si Me Izard a informé le Sultan de ses entretiens avec E. Faure.

Il semble donc qu'E.Faure ait voulu faire confirmer les propos d'Izard par un membre du cabinet du Haut Commissaire à Madagascar.

Le Souverain confirme donc les propos de son avocat : "Le point de vue de Me Izard, di-il, est voisin du mien".

Puis il souligne que ce point de vue n'est pas isolé, qu'il est populaire, qu'il est connu de l'opinion : en effet d'une part le Souverain et le Prince héritier étaient constamment en liaison avec les leaders nationalistes qu'ils faisaient participer à l'élaboration des propositions marocaines<sup>(21)</sup>. D'autre part, les nationalistes marocains, aidés par les libéraux français, et des sympathisants de la cause du Maroc, tentaient de faire pression sur le gouvernement français et d'informer l'opinion. Le Souverain parle d'une réunion tenue à Paris, au cours de laquelle 2000 personnes applaudirent aux propositions marocaines exposées par Me Izard. A cette réunion, précise Mohammed V, assistait Mbarek Bekkaï, ancien pacha de Sefrou, à propos duquel C.A. Julien écrit que "la multicités de ses démarches parisiennes, inspirées par une fidélité sans faille à sidi Mohammed, (lui donnaient) un caractère représentatif et une option d'homme d'Etat"<sup>(22)</sup>.

---

(21) Voir Izard (G) : "Le secret d'Antsirabé", op.cité, p. 69.

(22) Julien (C.A) : Le Maroc face aux impérialismes, 1415-1956, Paris, éd. jeune-Afrique, 1978, p. 429.

S'agit-il ici de la Conférence nationale organisée en mai 1955 par le Centre d'Etudes et d'Administration du Maroc<sup>(23)</sup>, présidée par l'Ambassadeur Léon Marchal, et à laquelle assistèrent, outre M.Bekkaï et des représentants des partis nationalistes marocains, des universitaires, journalistes et hommes politiques français? Ou bien s'agit-il d'une autre réunion qui se tint salle Wagram le 15 juin<sup>(24)</sup>?

Ainsi il est manifeste que ce texte entre dans le cadre des consultations entamées par le gouvernement français avec le Souverain marocain. Mais d'emblée Mohammed V montre que si le gouvernement français s'obstine à garder les négociations secrètes, les prises de position marocaine, elles, sont connues. Mais ce texte que nous analysons ici n'est-il réellement qu'une confirmation de la lettre du 26/12/1954.

Ce document comporte deux grands axes : le Souverain explique tout d'abord comment il appréhende la crise franco-marocaine, puis il préconise des solutions et met l'accent sur la nécessité de préserver les futures relations franco-marocaines.

### **I - Le crise franco-marocaine expliquée par Feu SM Mohammed V.**

L'analyse de la crise occupe les trois quarts du texte; le Souverain souligne d'abord les responsabilités du gouvernement français, puis de la Résidence générale dans le développement de cette crise. Il expose pourquoi la revendication marocaine concernant la révision du traité de Protectorat a constitué le point de rupture, rupture illustrée notamment par la grève du sceau qu'il entame au lendemain de la seconde guerre mondiale.

Ce texte donc s'adresse à E.Faure, Président du Conseil depuis le 23 février 1955. Le Souverain reconnaît que le ministre français accorde de l'intérêt à la question marocaine, mais il souligne qu'il "connait peu" le problème. Il affirme toutefois que son prédécesseur, P.Mendès-France pourrait l'informer : on sait que sous

---

(23) Compte-rendu de la conférence nationale pour la solution du problème franco-marocain, Paris, 7-8 mai 1955, Comité national pour la solution du problème franco-marocain. 72 p. Assistaient à cette conférence réunie à l'initiative de J. Védrine et B. Scheinder, des membres du PI, du PDI, des personnalités marocaines nationalistes, des libéraux français.

(24) Voir note 2 page 98 du texte.

le gouvernement P.Mendès-France, l'Assemblée nationale envoya au Maroc deux commissions chargées d'enquêter sur les atteintes aux libertés publiques dont se rendaient coupables les services de sécurité de la Résidence générale, commissions qui lui remirent des rapports, accablants pour les autorités françaises<sup>(25)</sup>. Mohammed V rappelle aussi de manière indirecte que le gouvernement de P.Mendès-France mena, durant tout le second trimestre de l'année 1954, avec le Souverain en personne, des négociations secrètes et informelles.

Le Souverain ajoute, au sujet d'E.Faure, : "J'ai l'impression malheureusement que le Président du Conseil, prisonnier de sa majorité, n'osera pas agir carrément. Il manque, à mon sens, de courage".

En effet, S. Bernard relevait que pour les formations politiques françaises "La décolonisation est un objectif secondaire pour la gauche et même pour l'extrême-gauche, alors que le maintien du statu-quo colonial est un objectif fondamental pour la droite"<sup>(26)</sup>.

Si Mohammed V se montre ainsi délibérément provocateur cela s'explique par le fait que depuis plus d'un an, le gouvernement français, représenté par P. Mendès-France<sup>(27)</sup>, puis par E. Faure lui-même, n'a pas le courage d'affronter l'opinion et l'Assemblée pour résoudre la crise marocaine. De ce fait, les responsables français, conscients désormais que cette crise ne peut se régler en l'absence du Souverain, lui imposent des négociations, indirectes, secrètes, informelles, alors que des évènements graves ont lieu au Maroc.

### **A) Responsabilité du gouvernement français dans le développement de la crise franco-marocaine**

Pour le Souverain, la crise franco-marocaine est une conséquence de la politique contradictoire du gouvernement français qui, d'une part, rejette toute

---

(25) Voir supra

(26) Bernard (S) : Le conflit franco-marocain, op.cité t.II tableau II.

(27) P. Mendès-France, Président du Conseil de sep. 1954 à février 1955 a mené une politique médiocre au Maroc, ligoté par les prises de position de son parti, le parti radical, qui applaudit à la déposition du souverain notamment lors de son congrès d'Aix-Les-Bains de septembre 1953, et par l'hostilité de l'Assemblée nationale à sa politique au Maghreb.

remise en cause du traité de Protectorat, mais, d'autre part s'obstine à mettre en œuvre au Maroc des réformes économiques et sociales qui sont en fait contraires à l'esprit même du traité de Fès.

### ***1 - Le refus de réviser le traité du 30/06/1912***

Feu SM Mohammed V souligne que depuis 1944, il ne cesse de réclamer la révision du traité de Protectorat sans que le gouvernement français tienne compte de cette revendication, se contentant de proposer des réformes inadéquates.

Le Souverain critique tout d'abord la proposition d'E.Faure, certainement transmise par Me Izard dans sa dernière lettre, concernant le retour au traité de Protectorat.

Il rappelle qu'il a déjà expliqué au Général de Gaulle, au ministre Bidault, à M. Schuman, que ce traité était "dépassé"

En effet, il est probable que lors de sa visite en France en 1945, visite au cours de laquelle il fut fait "Compagnon de la Libération", il exposa à de Gaulle la nécessité de définir de nouveaux rapports entre la France et le Maroc.

En vérité, le Général n'était pas, à l'époque, favorable à la décolonisation. N'oublions pas que lors de la conférence de Brazzaville de janvier-février 1944, il écartait "la constitution éventuelle, même lointaine de self-gouvernement dans les colonies..." Lors des événements consécutifs à la présentation du manifeste de l'indépendance de janvier 1944, il envoya R. Massigli auprès du Souverain pour lui reprocher de se solidariser avec les nationalistes. Mais en juin 1955, lorsque G. Grandval, pressenti pour succéder à F. Lacoste à la tête de la Résidence générale à Rabat, le consulte, il lui répond "... Il n'y a d'autre issue (à la crise franco-marocaine) que la réinstallation de Sidi Mohammed Ben Youssef sur le Trône chérifien"<sup>(28)</sup>.

Feu SM Mohammed V exposa aussi les revendications marocaines concernant la re-négociation du traité de Fès à G. Bidault qui, de 1947 à 1953 occupa plusieurs fois le poste de Ministre des Affaires Etrangères. Il était chargé des Affaires Etrangères en 1947 lors du discours de Tanger, en 1951 lors de la

---

(28)Grandval (G) : Ma mission au Maroc, Paris, Plon, 1956, p. 8.

visite du Souverain en France, en 1953 lors du coup de force du 20 août. On sait qu'en novembre 1950, à l'issue d'une visite en France, le Souverain présenta au gouvernement français un mémorandum dans lequel il exposait les revendications marocaines, revendications renouvelées dans un second mémorandum en mars 1951. Mais on sait que G. Bidault appuya dès 1947 le Résident général Juin, véritable instigateur du complot contre Feu SM Mohammed V...

Le Souverain rappelle aussi que M. Schuman, qui fut Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères aux moments les plus cruciaux de la crise franco-marocaine, en 1948, en 1950-51, début 1953, avait été informé des revendications marocaines et que c'était lui qui avait supervisé l'élaboration de la réponse du gouvernement français au mémorandum de novembre 1950.

Dans sa lettre du 26/12/1954, Mohammed V rappelait que dans son mémorandum du 14 mars 1952, il avait de nouveau appelé le gouvernement français à négocier un nouvel accord avec le Maroc...

Ainsi depuis 1945, le gouvernement français est saisi par le Souverain de la nécessité de réviser le traité du 30 mars 1912. Et pourtant E. Faure, dix ans après, pense encore pouvoir résoudre la crise par un retour au traité.

Or ce traité, après un demi-siècle, ne correspond plus, à la réalité marocaine. Le Sultan se demande d'ailleurs si ce traité était réellement valable en 1912, et souligne qu'en fait il n'a jamais été respecté, que les fonctionnaires français appliquent une politique d'administration directe, écartant les cadres marocains de plus en plus nombreux : pour le Souverain l'administration directe "transgression de l'esprit du traité" et "faute politique grave" est à la source du conflit dont il situe le début en 1944, date de la présentation du Manifeste de l'indépendance du 11 janvier aux autorités et au corps diplomatique.

Mais au lieu de prendre en considération la revendication marocaine concernant l'abrogation du traité de Protectorat, le gouvernement français ne cesse de proposer des réformes.

## **2- Les propositions françaises : des réformes "théoriques"**

Le gouvernement français veut donc faire l'économie d'une révision du traité de 1912 en proposant des réformes "institutionnelles"; celles-ci bien qu'élaborées par "d'excellents juristes européens" selon les propres termes du Souverain, ne sont fondées que sur des "études théoriques".

En effet on sait que Mendès-France, pour faire face à la crise marocaine, fit approuver par l'Assemblée nationale, le 26 août 1954, la création d'un Conseil d'étude des réformes qui ne suscita l'adhésion ni des Marocains, qui refusèrent toute collaboration avec l'administration française tant que durerait l'exil de Mohammed V, ni des milieux colonialistes. Le plan élaboré par le Résident général Francis Lacoste et approuvé par le Président du Conseil, qui prévoyait d'écarter Ben Arafa, de mettre sur le Trône un "troisième homme" et d'entreprendre des réformes économiques et sociales, se heurta aux mêmes oppositions. P. July, chargé dans le Gouvernement d'E.Faure du Ministère des Affaires Tunisiennes et Marocaines, à l'issue de deux séjours au Maroc en avril 1955, élaborait un nouveau programme de réformes qui connut le même sort...

"On m'a reproché d'avoir refusé de signer les dahirs que la Résidence générale avait présentés à ma signature", rappelle le Sultan, refus que les milieux coloniaux présentèrent comme l'expression de son opposition à des réformes démocratiques.

En réalité on sait qu'à partir de 1946<sup>(29)</sup>, le Souverain utilisa le droit de promulguer les lois qui lui reconnaît le traité de Fès, pour s'opposer à la volonté des milieux coloniaux de transformer le régime de Protectorat en régime de co-souveraineté : en effet les réformes élaborées par les autorités françaises, réclamaient du Souverain qu'il délèguât son pouvoir législatif au Grand Vizir, particulièrement docile, et qu'il scellât le dahir relatif à la réforme municipale, réforme qui, non seulement accordait la parité aux 800 000 Français avec les 6 millions de Marocains, mais de plus prévoyait la désignation des représentants de la population étrangère par voie d'élection.

---

(29) Cette "grève du sceau" s'amorce le 22/07/1946 lorsque Feu SM Mohammed V refusa de signer les dahirs que lui présentait le Résident Général E. Labonne.

Feu SM Mohammed V rappelle que le peuple marocain n'aurait jamais accepté ce changement de régime; il rappelle aussi que son opposition aux choix politiques français n'était pas de tout repos, qu'elle était pour lui source de tracas, mais il se félicite d'avoir résisté à son entourage, qui, convaincu que le peuple applaudirait à toute décision prise par le Souverain, le poussait à céder.

C'est cette "grève du sceau", ce refus du Souverain d'entériner des réformes "préfabriquées" qui bloqua les institutions et poussa les milieux coloniaux à l'écartier du pouvoir.

### **B) Le rôle de la Résidence Générale dans le conflit franco-marocain**

Face à l'absence de choix politiques clairs de la part du gouvernement français, le Résident général jouit au Maroc d'une large autonomie. Lorsque la politique qu'il applique s'avère contraire aux intérêts de la France comme du Maroc, le gouvernement français est obligé de le remplacer. N'oublions pas que si A. Juin resta à la tête de la Résidence générale durant quatre ans, de juin 1947 à septembre 1951, A. Guillaume, qui lui succède est rappelé en mai 1954, après avoir passé près de trois ans à la tête des services de la Résidence; F. Lacoste ne demeure en poste à Rabat qu'un an, en juin 1955 il est remplacé par G. Grandval, qui démissionne au bout de deux mois...

#### ***1- Un Résident Général chasse l'autre***

En effet, chaque fois que la crise s'aggrave, le gouvernement français nomme un nouveau Résident général : "Ce n'est pas parce que Lacoste est remplacé par Grandval que les choses vont changer" souligne le Souverain.

En effet, bien que certains ministres, parmi lesquels E. Faure, alors ministre de l'économie et des finances, avaient demandé la révocation du Résident général Guillaume au lendemain du coup de force du 20/08/1953, ce n'est qu'en mai 1954 que F. Lacoste le remplaça à Rabat.

Celui-ci qui, selon le Souverain "jouissait d'un préjugé favorable" car il était diplomate de carrière et non militaire comme ses prédécesseurs, avait occupé à

l'époque du Résident général Juin les fonctions de Délégué auprès du Résident Général puis de Secrétaire Général de la Résidence.

Sous son administration, l'immobilisme de la politique française contribua au développement de la résistance urbaine à la colonisation, mais aussi du contre-terrorisme des ultra-colonialistes; plus grave, les bavures policières, le recours à la torture et aux emprisonnements arbitraires de la part des services de sécurité se multiplièrent comme le démontrent plusieurs enquêtes ordonnées par Mendès-France. Un historien français juge F.Lacoste comme "l'un des plus déplorables Résidents généraux qu'ait subis le Maroc"<sup>(30)</sup>.

Devant l'aggravation de la situation E.Faure, en juin 1955<sup>(31)</sup>, remplace Lacoste par G.Grandval, précédemment Haut Commissaire en Sarre et qui "ne connaît pas le Maroc" souligne Feu SM Mohammed V.

Que conseille le Souverain au nouveau Résident Général? Se démarquer de ses prédécesseurs. Mais l'important c'est que le gouvernement français lui fasse parvenir "des directives propres à créer du neuf".

### ***2- De la nécessité pour le gouvernement français de préciser ses directives au Résident Général***

Car en effet depuis la seconde guerre mondiale, le Maroc a pâti des incohérences de la politique française, des contradictions qui opposent le Ministère des Affaires Etrangères au Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères ou au Ministre des Affaires marocaines et tunisiennes...

Ainsi en 1951, lors du premier coup de force que tenta le Résident Général Juin contre le Souverain, lorsque Juin informe le Président de la République, V. Auriol, que le Ministre des Affaires Etrangères l'avait autorisé à déposer le Sultan, Auriol s'écria "Permettez-moi de vous dire mon désaccord total. Ça n'a jamais été délibéré en Conseil des ministres"<sup>(32)</sup>, G. Bidault, Ministre des Affaires Etrangères, et M. Schuman, Secrétaire d'Etat, entrèrent en conflit en août 1953 au sujet de la crise marocaine...

---

(30) Julien (C.A) : Le Maroc face aux impérialismes, op.cité p. 360.

(31) Au lendemain de l'assassinat de Lemaigre-Dubreuil.

(32) Julien (C.A) : Le Maroc face aux impérialismes. op.cité, p. 207.

Les directives du gouvernement français doivent donc être claires, mais aussi "propres à créer du neuf".

Certes certains Résidents généraux, tels le général Juin notamment ou le général A. Guillaume, mirent à profit l'absence chez le gouvernement français d'une vision politique claire concernant le Maroc, pour mener une politique plus favorable au lobby colonial qu'aux intérêts de la France.

Mais il est indéniable que F.Lacoste, comme G.Grandval ont été munis de directives "claires" : G.Grandval qui n'accepta de succéder à F.Lacoste qu'à la condition que le gouvernement lui fournit des instructions précises, eût pour mission, certes, d'écarter Ben Arafa, dont l'absence de crédibilité n'était plus un secret pour personne, et de faire assumer le pouvoir par un Conseil de Régence, le Khalifa de Tétouan ou un "troisième homme", "...étant entendu que le retour de Mohammed Ben Youssef sur le Trône chérifien doit être résolument écarté..."<sup>(33)</sup>.

Ainsi on relève là, à quelques mois du dénouement de la crise, une méconnaissance étonnante, de la part des responsables français, des réalités marocaines...

Pour le Souverain, non seulement le gouvernement français ne donne pas de directives précises aux Résidents Généraux, mais plus grave, il ne contrôle pas leurs agissements.

Ainsi quel serait, dit-il, le pouvoir d'El Glaoui, pacha de Marrakech, et principal instigateur de la déposition de Feu SM Mohammed V du côté marocain, sans le soutien de la Résidence Générale? Comment pourrait-il utiliser les ruraux comme masse de manœuvre pour intimider la population et briser les grèves des nationalistes<sup>(34)</sup>? Le Souverain fait ici référence à une grève des commerçants de Marrakech, fief d'El Glaoui, qui s'étendit en juin 1955 jusqu'à Safi<sup>(35)</sup>. Ce n'est que lorsque G. Grandval arrive au Maroc le 7 juillet 1955 que les commerçants de

---

(33) Cité par Bleuchot (H) : Les libéraux français au Maroc 1947-55 op.cité.

(34) Voir in Conférence nationale pour la solution du problème franco-marocain, Paris, 7-8 mai 1955, op.cité, le témoignage de M.Aherdane, ex-caïd d'Oulmès, au sujet de la manière dont les autorités françaises ont manipulé certaines tribus et leurs caïds pour faire croire à une opposition des ruraux au mouvement nationaliste et à Feu SM Mohammed V.

(35) Depuis août 1953, les commerçants avaient pris l'habitude de manifester leur opposition au Protectorat et leur fidélité à feu SM Mohammed V en fermant boutique (Casablanca 17/05/1954, Fès automne 1954...)

Casablanca acceptent d'ouvrir leurs boutiques, le nouveau Résident général leur ayant promis de mettre un terme aux exactions dont ils étaient victimes<sup>(36)</sup>.

Pour assainir le climat au Maroc, le Souverain estime que des responsables français doivent partir. Il en cite trois en particulier : Blesson, Viallat et Boniface.

J. Blesson fut nommé Ministre délégué à la Résidence Générale en 1951 sur proposition du Résident général Guillaume. Il fut, écrit J. Lacouture "le principal responsable du tragique malentendu qui devait ruiner la France au Maroc"<sup>(37)</sup>. Chargé des relations entre le Ministère des Affaires Etrangères et la Résidence générale, il manipula l'information destinée au Quai d'Orsay, pour mettre le gouvernement français devant le fait accompli, lors de la déposition du Souverain. Celui-ci parfaitement au courant du rôle joué par ce responsable, le cite à deux reprises.

Viallat, Contrôleur civil depuis 1952, fut nommé par le Résident général Guillaume à la Direction de l'Intérieur. Comme Juin et Boniface il vient d'Algérie, et comme la plupart des nombreux responsables français originaires d'Algérie en poste dans le Royaume, il ne pouvait accepter qu'un Protectorat soit différé d'une colonie, comme il ne pouvait admettre une quelconque contestation de l'ordre colonial.

Boniface, Contrôleur civil de 1924 à 1941, Directeur des Affaires politiques au lendemain de la guerre, est Chef de la Région de Casablanca de 1946 à 1954. Soutenu par les milieux d'affaires les plus hostiles à la décolonisation, il exerça une grande influence sur tous les Résidents Généraux qui se succédèrent à Rabat et eut une lourde responsabilité dans la répression des troubles de 1944, 1947, 1952...<sup>(38)</sup>.

Le Souverain accuse ces trois fonctionnaires d'avoir manipulé le Résident général Guillaume, pour lequel manifestement le Souverain n'éprouve que du mépris, "militaire efficace" mais "brutal", "incompétent en politique". Feu SM Mohammed V stigmatise aussi le rôle joué par le Maréchal Juin dans la crise marocaine: il sait que Juin imposa au gouvernement français la nomination de

---

(36) Grandval (G) : Ma mission au Maroc, op.cité.

(37) Julien (C.A) : p. 281.

(38) Voir Julien (C.A) : Le Maroc face aux impérialismes, op.cité, p. 193-195.

A. Guillaume pour le remplacer à la Résidence Générale, qu'il encouragea son successeur à introniser Ben Arafa. Bien qu'éloigné du Maroc depuis 1951, il continuait d'agir dans les coulisses : G. Grandval ayant envisagé le départ de Ben Arafa, le Maréchal Juin, en signe de protestation démissionna du Comité de coordination pour l'Afrique du Nord<sup>(39)</sup> le 1er juillet 1955, et donna à sa démission une large publicité. Quelques jours plus tôt, le 21 juin, il écrivait au Président du Conseil, qu'il attendait du gouvernement "... l'affirmation officielle et catégorique, dès l'entrée en fonction du nouveau Résident Général, qu'il n'y a pas de problème dynastique, et encore moins" de préalable dynastique"...<sup>(40)</sup>.

C'est certainement à cela que fait référence le Souverain en parlant de l'opposition de Juin à la démission de Ben Arafa.

Ainsi, la crise franco-marocaine est d'abord la conséquence du refus du gouvernement français d'envisager la révision du traité de Protectorat. Mais la transformation de la crise en affrontement est due au dysfonctionnement du gouvernement français, un gouvernement dont le personnel politique connaît mal la question, qui est mal informé par la Résidence Générale dont il ne contrôle plus la politique, et qui est incapable de prendre les initiatives qu'impose la situation.

Que préconise le Souverain?

## **II- Les solutions préconisées par Feu SM Mohammed V**

Le Souverain précise tout d'abord que le problème franco-marocain ne porte pas seulement sur la question dynastique. Il énumère les mesures à prendre pour régler la crise, tout en rappelant que ces solutions qu'il préconise ne sont pas nouvelles, que depuis le début des années cinquante, il n'a cessé de proposer leur mise en œuvre au gouvernement français. Cependant, pour la première fois, nous semble-t-il, depuis le début des négociations secrètes entre le Souverain et les autorités françaises, Mohammed V révèle au cours de cet entretien qu'une véritable solution au problème marocain passe par un retour à la légalité musulmane.

---

(39) Créé le 16 juin 1955 par E. faure, le Maréchal Juin est nommé membre permanent de ce Comité en tant que Conseiller militaire du gouvernement-Voir Juin (Maréchal) : Mémoires, Paris, Fayard, 1960 t.II annexe VI.

(40) Ibidem.

### ***1- Place de la question dynastique dans le Problème franco-marocain.***

C'est avec une belle abnégation que le Souverain déclare : "Le problème marocain n'est pas celui de Sidi Mohammed Ben Youssef, ni celui de Ben Arafa. Le problème est au-dessus de la personne du Sultan".

Déjà en décembre 1954, il suggérait de laisser la question dynastique de côté, et de travailler d'abord à définir de nouveaux rapports entre la France et le Maroc et d'entreprendre des réformes afin "de sortir le pays de l'ornière de son gouvernement archaïque (...) Le problème dynastique étant un problème psychologique, ajoutait-il, il serait préférable que la désignation du souverain légitime intervint à froid".

Pourtant le Souverain n'était pas sans savoir qu'au lendemain de sa déposition, il était devenu un personnage mythique, dont le peuple scrutait l'image dans la lumière de la lune<sup>(41)</sup>, que tous les partis nationalistes, le syndicat UMT fondé début 1955, que de nombreux notables citadins et ruraux refusaient toute collaboration avec les autorités françaises, faisant de la restauration de Mohammed V un préalable à toute négociation<sup>(42)</sup>.

En réalité, en décembre 1954 comme en juillet 1955 Mohammed V semble vouloir dissocier la question du Trône de celle de la négociation d'un nouveau traité franco-marocain, faisant du problème dynastique, une affaire purement marocaine. Ce n'est qu'une fois établie une nouvelle convention franco-marocaine que "... les Marocains, en toute liberté, pourrons choisir, pour les gouverner, le souverain qu'ils voudront "écrivait-il le 26/12/1954.

Le problème dynastique laissé de côté, le Souverain expose quelles mesures il serait souhaitable de prendre pour mettre fin à la crise.

---

(41) Voir Lacouture (J. et S.) : *Le Maroc à l'épreuve*, Paris, Seuil, 1958 p. 107 et suivantes-Cf. aussi les témoignages de l'époque.

(42) Voir *Les cahiers du Maroc en lutte pour la démocratie et l'indépendance, la question marocaine, problèmes et solutions, le gouvernement français devant ses responsabilités*, n° 4, décembre 1954 (Paris)-Voir aussi *Mémoire du PI, 1954 - Voir la déclaration de l'UMT du 16/01/1955 in Nataf (F) : L'indépendance du Maroc*, Paris, Plon, 1975, p. 146...

## **2- Des solutions qui ne sont pas nouvelles**

Le Souverain précise d'abord que les solutions qu'il préconise ne sont pas neuves, qu'elles sont déjà contenues dans son mémorandum de 1950. Le mémorandum royal du 15 mars 1952 proposait déjà la nomination par le Roi d'un gouvernement provisoire chargé des négociations avec la France afin de fixer les étapes menant à l'indépendance du Royaume.

Dans sa lettre du 26/12/1954 Mohammed V proposait la formation "d'un gouvernement marocain provisoire de négociation" qui serait chargé d'une triple mission : négocier avec la France un nouveau traité, mettre en place des réformes en vue d'établir un régime de monarchie constitutionnelle, garantir les intérêts de la colonie française en concertation avec ses représentants et avec le gouvernement français.

Cette même lettre prévoyait, pour régler provisoirement la question de la vacance du pouvoir, la création d'un "Conseil gardien du Trône".

L'idée de la mise sur pied d'un Conseil de régence circulait depuis mai 1954 mais ne suscitait que l'opposition des partis nationalistes pour qui le seul Sultan légitime était Mohammed V : le PDI n'y fait pas référence lors de la conférence qu'il tient à Paris en octobre 1954<sup>(43)</sup>, le PI n'accepte cette idée que fin 1954, les libéraux français ayant convaincu les nationalistes qu' "... il fallait absolument une transition, les milieux politiques français étaient opposés à l'ancien sultan à un point tel que les Marocains devaient absolument transiger quelque peu s'ils voulaient obtenir quelque chose"<sup>(44)</sup>.

Mais le fait nouveau, qui apparaît nettement dans le discours que développe le Souverain au cours de son entretien avec M.Vendenboomgarde, est la volonté de revenir à la légitimité musulmane.

---

(43) Le dossier marocain. PDI. op.cité.

(44) Bleuchot (H) : Les libéraux français au Maroc. op.cité, p. 121. Selon cet historien c'est Jean Védrine qui avança le 15 mai 1954 l'idée de la constitution d'un Conseil du Trône pour débloquer les négociations franco-marocaines.

### **3- Retour à l'orthodoxie musulmane**

Certes le Souverain n'a jamais oublié ses devoirs de Commandeur des croyants. Mais en juillet 1955, de manière tout à fait explicite, Feu SM Mohammed V révèle qu'il ne peut y avoir de solution à la crise marocaine hors de la légalité musulmane.

"On n'importe pas des réformes, déclare Mohammed V. Le processus rationnel consisterait à consulter des notables marocains, réputés pour leurs connaissances de droit chérifien et des problèmes humains, et ce n'est qu'en partant des études faites par ces jurisconsultes chérifiens que l'on pourra modifier les institutions actuellement existantes".

Ainsi le Souverain montre sa volonté de renouer avec la tradition musulmane et marocaine et redonner aux Ulama leur place dans l'édifice politique national. La consultation des Ulama tout d'abord doit nécessairement précéder l'élaboration de réformes. Véritables dépositaires de la légitimité nationale, ils nommeraient les membres, tous marocains, du Conseil de régence dont les qualités seraient bien sûr la compétence, l'intégrité et la "science juridique". Ce Conseil de Régence, formé donc de 'Ulama, désignerait les membres du gouvernement chargé des réformes institutionnelles et de la révision du traité de Protectorat.

En décembre 1954, le Sultan acceptait déjà la création d'un Conseil du Trône, "dépositaire, provisoirement, des attributs du souverain", et exigeait le droit de désigner l'un des ses membres. La compétence juridique des membres du Conseil n'était pas évoquée. Mais n'oublions pas que cette lettre du 26/12/1954 était censée inaugurer "une phase de négociations officieuses et secrètes à Madagascar". Ainsi le mode de désignation des membres du Conseil du Trône comme ceux du gouvernement provisoire n'y était pas précisé.

Ainsi Feu SM Mohammed V, en juillet 1955, révèle que c'est dans la restauration de l'orthodoxie musulmane, qui assure aux Ulama, à ceux qui connaissent la Loi coranique, un rôle prépondérant dans la gestion de la cité musulmane, que réside la solution de la crise marocaine.

Certes en déclarant que ces réformes, comme le choix du Souverain seront soumis à l'approbation du peuple, le Souverain montre sa volonté d'établir un régime post-colonial démocratique. Mais lorsqu'il dit que le "peuple (...) désignera le Sultan", n'est-ce pas à la bay'a qu'il fait allusion?

N'est-ce pas la volonté de se conformer à la bay'a qui lui fait dire que "les pouvoirs du Sultan lui viennent du peuple"? A la lumière de ces considérations, on comprend beaucoup mieux ce que le Souverain veut dire lorsqu'il ajoute un peu plus loin : "Je ne désire nullement, en m'exprimant ainsi, que le gouvernement français me remette sur le trône. Ce serait lui infliger un affront cuisant que je ne souhaite pas". Pour Mohammed V il existe une procédure légale de désignation du Roi du Maroc dans laquelle les autorités françaises ne peuvent intervenir...

N'est ce-pas aussi au nom de la légalité musulmane que, malgré toutes les pressions qu'exerça sur lui le gouvernement français, conscient du caractère illégal de sa déposition et de sa déportation , Mohammed V refusa obstinément d'abdiquer ou de désigner "un troisième homme" pour remplacer Ben Arafa. "Nous refusons d'abdiquer, écrit-il le 26 décembre, pour les raisons religieuses constitutionnelles et politiques que vous savez déjà".

N'est-ce pas cette fidélité à la légalité religieuse qui le rend beaucoup plus sévère à l'égard de Ben Arafa que d'El Glaoui?

En effet aucun qualificatif n'est associé au nom du Pacha de Marrakech, considéré comme un instrument de la Résidence Générale.

Par contre Ben Arafa est présenté comme un être sans personnalité, qui trahit la légalité musulmane, délibérément, puisqu'il partageait avant 1953 les appréciations de Feu SM Mohammed V au sujet des réformes. Le Souverain rappelle que l'usurpateur a été désigné, non pas par des Ulama, mais par le Maréchal Juin. Ensuite qu'il se désaisit, en vertu du dahir du 9/09/1953, des pouvoirs qui lui furent reconnus par les Ulama séquestrés par les services de sécurité de la Résidence Générale, au profit du Conseil des Vizirs et des Directeurs. La lettre de Ben Arafa au Président de la République R.Coty, que cite le Souverain, est probablement celle du 8/04/1955 par laquelle Ben Arafa, poussé par son entourage qui sent sa déposition prochaine, réclame le plein exercice du pouvoir.

Enfin, lorsque Feu SM Mohammed V explique pourquoi il a refusé de condamner le PI, il révèle clairement sa conception du pouvoir royal, de son rôle de Commandeur des croyants. Il précise en effet à son interlocuteur la gravité d'une condamnation émanant de l'Imam, chef de la communauté : "Condamner un Musulman c'est lui enlever sa qualité de musulman; ses droits religieux et civils". Et les idées politiques d'un homme ne peuvent autoriser l'Imam à le rejeter en dehors de la communauté musulmane, de la Nation marocaine : "Un Marocain, dit-il, c'est un Marocain". Et le Sultan doit rester au-dessus des partis. C'est déjà l'explication qu'il donnait dans une lettre remise à V. Auriol par le député Closterman le 12/08/1953. C'est aussi la réponse qu'il faisait au Résident Général Juin en 1951<sup>(45)</sup>.

L'incapacité des gouvernements de la IV<sup>ème</sup> République à prendre en compte cette dimension morale et religieuse du pouvoir au Maroc a joué incontestablement un rôle dans l'aggravation de la crise marocaine.

Le retour à l'orthodoxie musulmane que réclame le Souverain, écarte, bien sûr, les étrangers de toute participation à la réorganisation du pouvoir dans un Maroc indépendant.

Ce texte comporte quelques différences avec la lettre à Me Izard : celle-ci charge le gouvernement marocain, non seulement de négocier un traité restaurant la souveraineté marocaine, mais aussi d'organiser "l'interdépendance du Maroc et de la France"<sup>(46)</sup>, expression qui n'est pas reprise ici. La lettre à Me Izard précisait que les intérêts de la communauté française seraient garantis. Ce texte-ci n'y fait pas mention.

Mais le Souverain insiste sur la nécessité de sauvegarder les relations maroco-françaises. Il utilise le terme de "cohabitation" et plusieurs fois le verbe "cohabiter"; il voudrait que "... les Marocains cohabitent" avec les Français en bonne harmonie". Il dit que la France a besoin du Maroc et le Maroc de la France.

---

(45) Voir Vaucher (G) : *Sous les cèdres d'Ifrane, Libres entretiens avec Hassan II, Roi du Maroc*, Paris, Julliard, p. 178.

(46) Cette expression aurait été utilisée pour la première fois par l'Association "les amitiés marocaines" à laquelle appartenait des libéraux français et des nationalistes marocains (Voir F. Nataf : *L'indépendance du Maroc op.cité*) dans son programme du 6/04/1954 - Voir Bleuchot (H) : *Les libéraux français au Maroc 1947-55, op.cité document 7*.

Mais pour que cette cohabitation soit possible, il ne faut pas que l'irréparable s'accomplisse, que la crise en se prolongeant dresse Français contre Marocains. Feu SM Mohammed V cite quatre fois le mot "haine", soulignant qu'il ne fallait pas laisser la haine s'installer entre les deux communautés. Il insiste sur l'urgence de la situation.

Il n'est plus question ici de "l'interdépendance", prévue dans la lettre du 26/12/1954. Dans celle-ci le Souverain envisageait la création d'organismes "purement français" pour que les français du Maroc puissent défendre leurs intérêts "sans porter atteinte à la souveraineté marocaine", il prévoyait même la mise sur pied d'un organisme d'arbitrage pour gérer les conflits nés d'une interprétation divergente des accords ou les cas de discrimination dont serait victime la colonie française...

Certes, ce document que nous analysons n'est pas un écrit; M. Vendenboom-gaerde ne précise à aucun moment que le Souverain a recours à un texte écrit ou à des notes. Ainsi on peut comprendre qu'au cours d'une simple conversation, le Souverain n'insiste guère sur tel ou tel aspect du contentieux et ce d'autant plus qu'il sait que le Président du Conseil a entre les mains le texte de la lettre du 26/12/1954.

Mais aussi cette évolution dans les propositions du Souverain est significative des changements intervenus en cet été 1955 dans les rapports des forces en présence.

### **CONCLUSION**

F. Mauriac écrivait dans le premier numéro de *France-Maghreb* de mars 1954 : "Jamais Sidi Mohammed Ben Youssef ne fut si puissant qu'aujourd'hui. Nous sommes sous sa dépendance beaucoup plus que lui sous la nôtre".

En effet, à partir de 1954, paradoxalement, l'exil supprimait l'écran que constituait la Résidence Générale entre le Souverain marocain et le gouvernement français, et lui permit de négocier directement l'abrogation du traité de 1912.

Mais ce texte que nous venons d'étudier plus que les traités et conventions qui mettront fin au Protectorat et traceront les grandes lignes du régime post-colonial, nous montre déjà que le Maroc s'apprêtait à renouer avec une tradition étatique vieille de plusieurs siècles.

**FRANCE, MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DOCUMENTS DIPLOMATIQUES, 1955, Document 42, p. 101-103.**

*M. Soudacaux, Haut Commissaire de la République Française à Madagascar.*

*A M.P.H. Teitgen, Ministre de la France d'Outre-Mer.*

*T. n° 615<sup>(1)</sup>. Secret*

**Tananarive, 18 juillet 1955**

*J'ai l'honneur de vous rendre compte de ce que le fonctionnaire de mon cabinet, responsable du service de sécurité placé près de l'ex-sultan du Maroc, vient d'avoir, avec ce dernier, une conversation qu'il m'apparaît utile, en raison de la conjoncture actuelle dans l'Empire chérifien, de porter à votre connaissance.*

*Afin de garder à cet entretien sa portée exacte, je pense opportun de vous communiquer en ses termes mêmes la relation qui m'en a été faite par le fonctionnaire intéressé.*

**Annexe**

*M. Vendenbomgaerde, Conseiller technique au Cabinet du Haut-Commissaire,*

*A M. Soudacaux, Haut-Commissaire de la République Française à Madagascar.*

*D. n° 254 CT/CF (extrait) Secret*

*J'ai l'honneur de vous rendre compte ci-après, de la visite que j'ai faite à Antsirabé*

-----  
*Visite à l'ex-souverain : Comme d'habitude j'ai demandé à saluer l'ancien monarque, qui m'a reçu à 18 heures.*

*J'ai trouvé Sidi Mohammed Ben Youssef en excellent état de santé, lui-même m'a dit qu'il se sentait bien, que les douleurs sciatiques dont il avait souffert, le mois dernier, s'étaient apaisées d'une façon très sensible.*

*J'étais seul avec l'ancien monarque, son fils aîné se trouvant à Tananarive pour y prendre livraison de deux postes radio adressés à son père par son oncle, Sidi Hassan, domicilié à Paris. Le Prince Hassan avait aussi à régler une question d'assurance concernant sa voiture.*

*Après les banalités d'usage, je demandais à Sidi Mohammed Ben Youssef s'il avait reçu des nouvelles de ses avocats.*

*Il me répondit affirmativement.*

---

(1) Par avion- les notes reproduites, ainsi que les remarques entre parenthèses (sic) sont dans l'édition originale.

*Je reproduirai ci-après, aussi exactement que possible, les termes de notre conversation.*

*"Dans une lettre récente, Me Izard m'a dit avoir été prié par M.E.Faure de lui faire connaître son point de vue sur le problème marocain et de lui présenter des suggestions sur une solution possible de ce problème<sup>(2)</sup>.*

*Le point de vue de Me Izard est voisin du mien.*

*La réunion qui a eu lieu récemment sur l'initiative de Me Izard, en présence de 2000 personnes<sup>(3)</sup>, a permis à mon défenseur d'exposer ses idées. Ces dernières ont reçu l'approbation unanime des assistants, et notamment de Sidi Bekkaï, dont le Figaro a parlé récemment.*

*Mais ces idées seront-elles suivies par M.E.Faure, qui semble porter beaucoup d'intérêt au Maroc qu'il connaît quelque peu? j'ai l'impression malheureusement que le président du Conseil, prisonnier de sa majorité, n'osera pas agir carrément. Il manque à mon sens de courage (sic).*

*Je pense que M.Mendès-France, qui a visité récemment le Maroc, aura pu se faire une idée personnelle sur mon pays. Il pourrait faire profiter M.Faure des études qu'il aura faites sur place.*

*Je précise d'ailleurs, que le problème marocain est très différent du problème tunisien.*

---

(2) Le 26/12/1954, dans une lettre à son avocat Me Izard, l'ancien sultan acceptait la formule du Conseil du Trône et du gouvernement provisoire de négociation comme base de pourparlers officieux avec le gouvernement français. Il précisait que le rôle du gouvernement provisoire serait de négocier une convention consacrant l'intégrité de la souveraineté marocaine, d'organiser l'interdépendance du Maroc et de la France et de mettre en vigueur des réformes capables de transformer le Maroc en pays moderne gouverné par une monarchie constitutionnelle. Il était stipulé que les droits et les intérêts économiques de la communauté française seraient définis et garantis. Mohammed V demandait enfin qu'une fois le calme revenu, le peuple marocain pût choisir lui-même et librement son souverain. Le texte de cette lettre est reproduit dans l'année politique 1955, p. 663-665 et le Monde du 14/09/1955. Sur cette affaire voir également Izard (G) : "Le secret d'Antsirabé" Etudes méditerranéennes, n° 4, printemps 1958, p. 61 et suivantes.

Le 14 juin 1955 eut lieu une entrevue entre Me Izard et M. E. Faure, qui se déclara favorable à la formule approuvée en décembre 1954 par Mohammed V pour que la conjoncture politique permit de la mettre en pratique. Les deux hommes se revirent le 20 juin et le plan élaboré à Antsirabé fut remis par Me Izard à M.E. Faure-art. cité-Bernard (stephane) : Le conflit franco-marocain 1953-56, Bruxelles t.1, 1960, p. 270. Sans doute est-il fait ici allusion à l'une de ces entrevues.

(3) Allusion vraisemblablement à une réunion sale Wagram le 15 juin, au cours de laquelle Si Bekkaï était intervenu.

*Je relève en passant une erreur dans les conceptions de M.Edgar Faure, quand il préconise de revenir au traité de Protectorat de 1912. J'ai, à l'époque, signalé au général De Gaulle, à M.Bidault, à M.R. Schuman, que le traité est aujourd'hui dépassé, et de loin. Ce traité était, peut être, valable en 1912, mais en 1950, époque de mes (re)présentations au gouvernement français, il avait 38 ans, il en à 43 aujourd'hui; il est donc à réviser pour pouvoir répondre aux besoins de la situation présente.*

*Actuellement le Maroc envoie 200 à 300 jeunes gens, chaque année en France, pour s'y instruire. Le Maroc est donc en pleine évolution. On devrait tenir compte de ce facteur important; on n'en tient pas compte et on a tort.*

*Je précise, en outre, que le traité de protectorat stipule que le Maroc doit garder ses cadres d'origine, lesquels doivent administrer le pays. Or, que se passe-t-il? Ce sont les contrôleurs civils qui dirigent directement le peuple, non seulement, il y a la une flagrante transgression de l'esprit du traité, mais une faute politique grave. Cela je l'ai signalé, et cela est une des causes profondes du malaise actuel et dont le commencement remonte vers 1944.*

*M.E.Faure parle de réformes institutionnelles, mais qu'entend-il par réformes? Des études théoriques faites dans leur cabinet par d'excellents juristes européens, qui ne connaissent pas la vie ni la mentalité du peuple marocain.*

*Ce serait un carcan qu'on imposerait et qui serait mal supporté.*

*Je connais bien la question, je l'ai posée, à l'époque, au président Vincent Auriol. On ne m'a pas écouté. Mes suggestions de l'époque, restent néanmoins valables.*

*On n'impose pas des réformes. Le processus rationnel consisterait à consulter des notables marocains, réputés pour leurs connaissances du droit chérifien et des problèmes humains, et ce n'est qu'en partant des études faites par ces jurisconsultes chérifiens, que l'on pourra modifier les institutions actuellement existantes.*

*C'est en 1950 que le gouvernement français a été saisi par moi de la nécessité de la révision du traité de protectorat de 1912 et des réformes institutionnelles.*

*On m'a par ailleurs reproché de n'avoir pas "condamné" les partis. Mais chef religieux de mon peuple, je ne peux condamner un marocain pour ses idées politiques. Condamner un musulman, c'est lui enlever sa qualité de musulman, ses droits religieux et civils. Est-ce possible? Un Marocain c'est un Marocain. Et le Sultan doit rester au-dessus des partis. En condamnant les partis, il prend parti, ce qui ne doit être.*

*Maintenant le gouvernement français envoie M.Grandval au Maroc pour remplacer M. Lacoste. Je connais le passé du premier, mais ce n'est pas parce que M.Lacoste est remplacé par M.Grandval que les choses vont changer.*

*Il faut que M. Grandval reçoivent des directives propres à créer du "neuf".*

*Je crois que M. Grandval ne connaît pas le Maroc.*

*Ce qu'il faut, voyez-vous, c'est connaître le peuple, et surtout ne pas rester dans la ligne des prédécesseurs.*

*M. Lacoste jouissait d'un préjugé favorable quand il est venu au Maroc, où on l'avait connu, mais il a voulu imposer des réformes venant de lui. Il a mis la charrue avant les boeufs.*

*Je répète que les réformes ne doivent pas être des choses "préfabriquées" par le gouvernement français (sic). Elles doivent venir du peuple lui-même.*

*Il faut que le gouvernement français songe à tout cela.*

*Je pense à la situation actuelle qui se dégrade chaque jour davantage. Elle devrait être envisagée très sérieusement par le gouvernement français, car, ce qu'il faut redouter, c'est que les deux éléments de la population arrivent un jour à "se haïr". La haine une fois installée dans les coeurs, sera impossible à extirper.*

*Je pense au Marocain du peuple, qui rentre chez lui, le soir, après une rude journée de labeur, et qui parle à sa femme et à ses enfants, si cet homme à la haine du Français au coeur, il la communiquera fatalement à sa femme et à ses enfants, il créera un climat de discorde qui ne fera que s'accroître.*

*Or, croyez-moi, je désire que la France vive au Maroc, et que les Marocains cohabitent avec les Français en bonne harmonie; je ne voudrais pas que la haine s'enracine dans les coeurs. La France a besoin du Maroc, et le Maroc de la France.*

*Je dis que la France a une place vraie au Maroc, mais il ne faut pas qu'elle perde cette place. Ainsi il ne faut pas qu'on laisse le Glaoui faire descendre ses cavaliers dans les douars ou dans les villes, soi-disant pour contraindre les commerçants à ouvrir les boutiques. Vous savez comment on fait ouvrir les boutiques : à coups de crosses de fusils.*

*De tels actes sont regrettables, car ce qui est grave, c'est qu'on en rend la France responsable. Les Marocains disent : "sans l'assentiment de la Résidence générale, le Glaoui, qui est une vieille loque (sic), n'oserait pas agir ainsi". Voilà ce qu'il ne faut pas.*

*Il faut, pour arriver à assainir le climat au Maroc, déloger les directeurs de leurs postes actuels. Ce sont des gens malfaisants. Ce sont les de Blesson, les Viallat, les Boniface, qui ont créé, avant mon départ un climat invivable. Comme Guillaume voyait uniquement par ces gens là, il a agi en suivant leurs suggestions. Vous savez ce qui s'est produit.*

*Ne croyez pas que je fasse un plaidoyer en ma faveur.*

*Non, le problème marocain, ce n'est pas celui de Sidi Mohammed Ben Youssef, ni celui de Ben Arafa, le problème est au-dessus de la personne du Sultan.*

*On m'a reproché d'avoir refusé de signer les dahirs que la Résidence avait présentés à ma signature.*

*J'ai agi en toute connaissance de cause, car j'aurais trahi mes sujets et la France, si j'avais signé les dahirs, car ils contenaient des réformes que je n'approuvais pas et que mes sujets n'auraient pas acceptées.*

*On m'a alors reproché d'avoir adopté une attitude d'opposition. Un Européen m'a dit : "Vous devriez signer, on vous laissera la paix et votre peuple vous suivra".*

*Les décrets n'ont pas été signés. Et mon peuple m'approuve aujourd'hui.*

*Chose singulière, Ben Arafa, lui-même, à l'époque, m'a fait une réflexion identique à celle de cet Européen. Je lui répondis que je ne pouvais signer des textes que je n'approuvais pas et que mon peuple n'accepterait pas. Ben Arafa accepta mon point de vue. Il est immédiatement rentré chez lui pour m'écrire une lettre dans laquelle il me disait qu'il approuvait de toute son âme, mon attitude. J'ai toujours cette lettre par devers moi. Aujourd'hui, j'apprends par la radio, que ce même Ben Arafa a écrit au président R. Coty pour lui dire qu'il s'était dessaisit de toutes ses attributions au bénéfice de ses vizirs<sup>(4)</sup>.*

*Mais Ben Arafa est un "pauvre type" (sic) d'avoir agi ainsi. Il a trahi les Marocains, car les pouvoirs du Sultan lui viennent du peuple, et il n'a pas le droit de les "galvauder" (sic) et de les transmettre sans l'assentiment du peuple.*

*La solution au problème actuel me semble être la suivante :*

*Nommer un Conseil de régence, c'est à dire désigner par les oulémas de 5 ou 6 personnalités marocaines connues pour leur intégrité et leur compétence, leur science juridique. Ce conseil serait chargé de l'expédition des affaires courantes.*

*Ce même Conseil de régence aurait à désigner un gouvernement de 10 ou 12 personnes, qui serait chargé d'étudier, autour d'une table ronde, les réformes institutionnelles et les modifications à apporter au traité de protectorat. Ces 10 personnes seraient choisies pour leur compétence et leur honorabilité et leur indépendance.*

*Ces réformes, bien étudiées, seront présentées, plus tard, au peuple qui dira s'il les accepte ou s'il suggère qu'elles soient modifiées, et dans quel sens. Et c'est ce même peuple qui désignera son sultan. Je ne désire nullement en m'exprimant ainsi que le gouvernement français me remette sur le trône. Ce serait lui infliger un affront (sic), cuisant, que je ne souhaite pas.*

---

(4) Aucune trace de ce document n'a été retrouvée. Il s'agit vraisemblablement d'une rumeur.

*Vous voyez qu'il ne s'agit nullement de moi ou d'un autre.*

*Avez-vous entendu une information récente relative à un récent conseil des ministres au cours duquel on a parlé de la déposition éventuelle de Ben Arafa? Les ministres avaient unanimement admis la déposition de Ben Arafa.*

*Seul Juin s'est opposé à cette mesure. Cela se conçoit. C'est lui qui a fait désigner, à ma place, Ben Arafa par Guillaume qui est un "pauvre type" (sic). Peut-être est-il un efficace, mais il est incompetent en politique, il est en tous cas un militaire brutal que les Blesson et autres ont manœuvré.*

*Ben Arafa a été désigné parce qu'on pensait qu'en raison de ses liens de parenté avec le khalifa de Tétouan, on rallierait facilement le Maroc espagnol après ma déposition.*

*Erreur!*

*D'ailleurs les Espagnols ont eu l'habileté de ne pas vouloir s'associer au geste du gouvernement français quand celui ci m'a déposé.*

*Cela dit, je répète, qu'il faut que le gouvernement français prenne l'affaire du Maroc très sérieusement en mains, car la situation, chaque jour, se dégrade. Il faut craindre qu'on ne tarde trop, et qu'on ne se trouve un jour, devant une situation sans issue.*

*Personnellement je désire que les Français cohabitent avec les Marocains.*

*Quel dommage de voir ce pays où régnait le calme, être aujourd'hui le théâtre journalier de tueries.*

*C'est tantôt les terroristes, tantôt les contre-terroristes, tantôt les Français, tantôt les Marocains qui assassinent, que les Marocains s'entretuent, cela ne fait rien, mais qu'ils tuent des Français et que des Français tuent des Marocains, c'est grave.*

*C'est désormais la cohabitation qui va devenir impossible, et cela est impensable.*

*Le général Nogués, qui reste en relation amicale avec mon frère dont il est le voisin à Paris, a écrit, maintes fois, au gouvernement français, qu'il ne fallait pas me déposer, car ma déposition serait génératrice d'évènements graves.*

*Malheureusement on ne l'a pas écouté, et vous voyez ce qui se passe dans mon pays. Cela m'inquiète beaucoup, car ce pays est entrain de courir à la ruine. On ne travaille plus, on détruit.*

*Il faut prier pour lui, pour les Français, comme pour les Marocains".*

*J'ai quitté mon interlocuteur sur cette dernière phrase.*

# LE MOUVEMENT NATIONALISTE MAROCAIN DANS L'EX-MAROC KHALIFIEN ET SON REFUS, FRISANT PARFOIS LE BELLICISME, DU COLONIALISME

*Abdelmajid BENJELLOUN*<sup>(\*)</sup>

**U**n mouvement social modéré congénitalement, pour ainsi dire, peut très bien en situation radicale, envisager ou même entamer une action violente. Le recours aux armes n'est pas un monopole de la campagne, pas plus que l'action politique n'est l'apanage exclusif de la ville. A. B.

L'homme de la ville peut bien commettre un crime de sang, s'il est en proie à une folle passion ou à une passion contrariée, et s'il le peut, c'est qu'il peut parfaitement mettre l'instinct sous-jacent à une telle action au service d'une cause patriotique supérieure. A. B.

Même l'homme le plus enclin à la non-violence peut se plier à un moment ou un autre de sa vie à un devoir de violence. A. B.

Appuyer le doigt sur le convexe espérant ou non trouver le concave : voici une leçon de réflexion que je voudrais bien appliquer aussi souvent que possible à mes modestes travaux. A. B.

Il est admis que le mouvement nationaliste citadin marocain toutes zones comprises, était condamné à agir sur le terrain politique, et partant pacifique. Certaines idées khaldouniennes (développées il y a six siècles) quant à la perte de la

---

(\*) Professeur à la Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales Université Mohammed V - Agdal - Rabat.

vigueur ou de la combativité des hommes de la campagne qui s'installent dans les villes, ne sont pas loin d'être considérées comme des vérités acceptables. Et nous avouons humblement que nous sommes de ceux qui ont toujours convenu du bien-fondé d'une telle théorie, voire d'un tel postulat. En effet, nous avons écrit que les patriotes des villes étaient recrutés au sein des hautes strates ou des hautes couches de la petite bourgeoisie, citadine. La bourgeoisie, voire même la haute bourgeoisie, étaient presque inexistantes, pour le simple fait que le pays n'était pas industrialisé, et s'il l'était toutefois dans une certaine mesure, l'initiative en appartenait aux européens installés dans le pays. Les richesses des classes les plus aisées étaient acquises dans le commerce et l'artisanat. Les patriotes étaient dans l'ensemble issus de familles qui ont acquis une certaine fortune dans ces deux dernières sphères, ou qui se distinguaient encore dans d'autres domaines comme la propriété foncière, l'occupation de postes, bien en vue ou non, dans le Makhzen, l'enseignement, la théologie, l'activité intellectuelle; bref, ils appartenaient à des familles plus ou moins aisées, ou plus ou moins lettrées.

Au sein du mouvement, on pouvait aussi compter une part non négligeable d'hommes de modeste extraction. Ils avaient ceci de particulier qu'ils s'y frayèrent un chemin, en faisant leurs preuves, grâce à un militantisme exemplaire.

A souligner cet autre trait fondamental du nationalisme : il trouvait ses tenants parmi des jeunes, et même des moins jeunes, la plupart d'entre eux étant nés autour de 1910. Ce qui revient à dire que lorsqu'ils atteignirent l'âge de raison, ils prirent conscience que leur pays était bien évidemment occupé par des étrangers. Autrement, pour la plupart, ils ne vécurent rien de la période d'avant le Protectorat. C'est donc dans toute leur vigueur juvénile que ces patriotes oeuvrèrent pour la cause de leur pays. Pour les alphabétisés d'entre eux, ils reçurent à peu de choses près la même éducation et le même enseignement, suivant les cycles primaire, traditionnel et secondaire, où la langue, la civilisation, la culture, la littérature et l'histoire arabes se taillaient une place privilégiée. Certains parachevèrent leurs études à la Karaouiyyine. D'autres intégrèrent des universités à l'étranger, et particulièrement en France, en Espagne et au Moyen orient.

Pour la zone nord qui nous intéresse ici au plus haut chef, certains n'attendirent pas de décrocher leur Baccalauréat pour s'inscrire à l'université

à l'étranger, puisqu'ils s'y rendirent dès la fin du primaire. Il s'agit surtout des étudiants, et notamment tétouanis, qui suivirent des cours à l'Ecole Ennajah à Naplouse, en Palestine.

Par ailleurs, les patriotes toutes zones comprises avaient la même idéologie. Grosso modo, et sans faire preuve à cet égard d'un grand esprit de finesse, il y a lieu d'indiquer que l'Islam constituait indiscutablement la matrice idéale du mouvement. Pour eux, et en termes simplissimes, le Maroc est un pays musulman, et en tant que tel, il ne saurait être gouverné par de non-musulmans. En clair, ils étaient avant toute chose très fortement conscients de leur identité musulmane. Il faut ajouter, à cet effet, et cela est connu, qu'ils inclinaient pour ce mouvement qui avait nom Salafiyya, c'est-à-dire pour un Islam, non passéiste, tourné vers l'avenir et le progrès, bref moderne.

Ils étaient conscients que pour combattre efficacement le colonialisme, il fallait que leur mouvement, en particulier, et leur pays, en général, disposent des mêmes "armes" que leurs occupants, bref des mêmes instruments cognitifs et technologiques. Il est bien évident que le mouvement nationaliste marocain avait d'autres racines, et particulièrement sociales et personnelles. Pour le premier type, il y a lieu de relever qu'ils étaient déterminés objectivement ou subjectivement, ou les deux à la fois, par des considérations historiques, économiques, ethnologiques. Et pour le deuxième type, psychologiques surtout.

A la campagne, le patriotisme semble constituer objectivement une réaction spontanée, automatique, épidermique au colonialisme. On peut faire valoir que le paysan prend les armes contre l'envahisseur car ses terres se trouvent en plein air, c'est-à-dire susceptibles d'être occupées facilement.

C'est comme si en premier ou en dernier ressort, dans l'esprit même du colonisateur-et cette attitude se doit d'être approfondie-la campagne se trouve hors des limites de la civilisation, où donc tout est permis. Et à notre sens, cette espèce d'affinités objectives entre le colonisateur et le citoyen indigène n'a jamais été étudiée. Et bien entendu, la psychologie, la psychanalyse et l'ethnologie, notamment, nous seraient dans ce cas d'une certaine utilité.

Ainsi dans les représentations du colonisateur, "on est entre gens bien éduqués", dans la ville, qui est la dépositaire de la civilisation. Il y a comme une solidarité de fait qui s'installe entre le colonisateur porteur de civilités et de bonnes manières (et s'il fait la guerre à l'autochtone, il la fait au paysan frustré, et nullement au citoyen du pays à conquérir, et puis au diable les contradictions)! Et l'homme des villes tout empreint d'urbanité comme lui. On n'occupe pas manu militari une demeure, un commerce. De plus, les colonialistes ne pouvaient craindre dans les cités (vraiment?) une résistance militaire. Nous pourrions discuter longuement pour essayer de savoir si le fameux soulèvement de Fès de 1912 fut le fait des tribus voisines, de la ville elle-même ou des deux à la fois. A dire la vérité, sauf objection de taille fondée historiquement, le plus gros de la révolte fut de l'initiative des tribus voisines de la capitale, et cela même si le mouvement a pu bénéficier à l'intérieur de la ville d'un certain soutien logistique ou autre.

D'un autre côté, "étant entre gens civilisés", des garanties ont dû être données aux citoyens quant aux intentions "pacifiques" des "Protecteurs", et surtout quant à la sauvegarde, dans le nouvel ordre, de leurs biens. Pour Tétouan, cela a été le cas, les espagnols ont rassuré les notables de la ville qu'ils ne venaient pas en sauvages ou en vandales, qu'ils ne toucheraient à aucune de leurs propriétés, et qu'ils n'occuperaient pas leurs maisons, notamment. Ainsi, objectivement, les citoyens pouvaient tout craindre sauf la perte de leurs biens matériels. A la différence des paysans qui ont été dépossédés de leurs terres, ou du moins certains d'entre eux. Parallèlement, on pourrait discuter très longuement sur les distinctions à opérer entre la résistance armée des campagnes et le mouvement nationaliste pacifique des villes. Pour certains auteurs, les deux mouvements n'étaient pas différents l'un de l'autre.

Bien entendu, il existe quelques autres théories à cet égard, et surtout quant à leurs articulations, certaines faisant valoir qu'il y avait entre eux des différences majeures, voire même un divorce, et d'autres une continuation ou une filiation.

Pour ce qui est de l'opposition entre les deux mouvements, on a fait valoir qu'il a fallu que l'une (la résistance armée) meure pour que l'autre naisse: ou encore,

que c'est parce que la résistance armée a échoué qu'on a cherché d'autres moyens d'action patriotique; d'où la naissance du mouvement nationaliste.

Pour ce qui est de leur filiation, un nombre important de patriotes des villes nous ont déclaré qu'ils se considèrent comme les continuateurs, les héritiers spirituels des Abdelkrim et d'autres. Ils nous ont même fait valoir que sans eux, ils n'auraient pas créé de mouvement nationaliste dans les villes.

Quoi qu'il en soit, le colonialisme était un mouvement social de masse. De même que le patriotisme. Les deux phénomènes ont eu une incidence extrêmement importante dans la vie sociale, économique, politique du Maroc, avec des implications particulières sur le plan psychologique et culturel.

Ce qui n'a pas manqué précisément d'éveiller chez certaines personnes le besoin d'organiser une résistance politique au Protectorat, en commençant par ce que l'on pourrait appeler la phase "proto-nationaliste" de leur action. Et en laissant de côté ici l'historique de leurs esquisses organisationnelles jusqu'en 1930, c'est-à-dire jusqu'à l'annonce du dahir berbère, où leur combat est devenu dès ormais public, nous pouvons affirmer qu'ils ne comptaient apparemment utiliser que des moyens pacifiques pour lutter contre le colonisateur. Mais qui peut assurer d'une manière absolue, qu'ils ne pensaient pas également faire recours à la violence, tout au moins en leur fort intérieur, et cela même s'ils ne l'ont jamais déclaré? Peut-être que les patriotes citadins faisaient-il référence à l'emploi de la force dans des textes qu'ils ont écrits et qu'ils n'ont jamais publiés. Une recherche approfondie mérite d'être consacrée à cette question. Mais on peut d'ores et déjà avancer que le mouvement nationaliste dans la zone sud a été déterminé, peu après le déclenchement de la guerre civile espagnole, à envisager sérieusement une action armée contre Franco, en échange de la reconnaissance par le gouvernement loyaliste espagnol de l'indépendance du Maroc khalifien. Mais l'on pourrait nous rétorquer, à juste titre sûrement (?), que les patriotes se contentèrent d'envisager une guerre, qu'ils n'auraient pas menée, de toute manière, eux-mêmes, laissant les

Rifains la faire, à leur instigation, et peut-être sans y prendre le commandement effectif <sup>(1)</sup>.

Pour ce qui est du nord, nous avons eu la chance de mettre la main sur les documents qui montrent que Torrès et ses compagons ont eu l'idée d'organiser des soulèvements, dans certaines circonstances particulières <sup>(2)</sup>. En fait, ce qui va retenir plutôt notre attention ici, c'est la période du Haut-Commissaire espagnol Varela, dont la dureté et les méthodes répressives ont été telles que le leader patriotique tétouani a été amené, par radicalisation, à penser entreprendre une action armée contre le Protectorat espagnol.

---

(1) Nous avons donné une conférence au "Centre d'Etudes stratégiques" de Rabat sur cette question.

Marx et ses élèves ont développé des idées intéressantes sur l'Etat bourgeois qui incite par plusieurs moyens, y compris la contrainte et surtout l'embrigadement, les classes populaires à mener pour son seul bénéfice des guerres contre des entités étrangères.

Nous pourrions verser également dans ce dossier des idées relativement connexes sur le nationalisme comme "facteur belligène". Et pour ce faire, nous empruntons les extraits suivants d'une étude réalisée par Nadine Bernard sur le nationalisme français de 1871 à 1914, en tant que facteur ayant déclenché la guerre : "le nationalisme français entre 1871 et 1914 s'est exprimé sous une multitude de formes aussi variées que contradictoires. On peut observer un nationalisme issu de l'idéologie révolutionnaire et un nationalisme conservateur, un nationalisme démocratique et parlementaire et un nationalisme autoritaire et antiparlementaire, un nationalisme impérialiste et un nationalisme de rétraction continentale, un nationalisme d'unanimité patriotique et un nationalisme de combat intérieur, chacun voulant conserver ou transformer le pays selon la vision qu'il s'est forgée de son histoire, de sa mission, de sa grandeur, de son indépendance, de son intégrité, de sa souveraineté.

Né à gauche, le nationalisme issu de l'idéologie révolutionnaire a évolué, s'est métamorphosé jusqu'à devenir une doctrine de droite. Mais il a conservé au cours de ses transformations des caractéristiques propres qui ont constitué autant de liens de continuité et de filiation entre toutes ses expressions. **Le nationalisme, facteur belligène.** Bruylant, Bruxelles, Institut de Sociologie/centre de Sociologie de la guerre. 1972, pp. 178-179. Et par delà le cas spécifique auquel s'appliquent ces idées de Nadine Bernard, c'est-à-dire la France, ce qu'il faut retenir de cette notion lumineuse de "nationalisme belligène", c'est que le patriotisme, quel qu'il soit, est parfois porteur du germe de la guerre, et peu importe les formes que celle-ci pourrait prendre. Moyennant quoi, on peut envisager au moins à titre d'hypothèse que le nationalisme marocain, y compris et surtout celui des villes, constitue un facteur "belligène" objectif parmi d'autres moyens susceptibles de libérer le pays du colonisateur.

(2) Nous avons fait au CESR, un exposé sur le soulèvement armé qu'ils ont envisagé d'organiser contre le Protectorat français, durant la deuxième guerre mondiale.

En fait, la politique espagnole dans le Maroc khalifien, de même que l'attitude du nationalisme tétouani à son endroit, se sont cristallisées dans les événements sanglants dont la ville de Tétouan a été le théâtre, le 8 février 1948. Et pour en comprendre et les origines et les modalités, il faut remonter à la visite du Souverain dans la ville du détroit, en avril 1947. Et indépendamment de son importance, pour ainsi dire intrinsèque, qui ne fait pas le moindre doute, il nous faut souligner ici que l'une des ses conséquences significatives fut l'internationalisation, ou mieux, l'intensification de l'internationalisation de la question marocaine. Nous disposons à cet égard de beaucoup d'éléments (action au niveau de l'O.N.U. etc...), mais ce qu'il faut retenir surtout, c'est que Torrès se rendit quelque temps après le voyage du Sultan à Tanger, au Caire, et qu'il y eut une attitude franchement anti-espagnole. Sans compter qu'il prit en Egypte une part active dans l'"évasion" du grand leader rifain, Mohammed Ben Abdelkrim El Khattabi <sup>(3)</sup>.

La lettre du 20 juin 1947, adressée depuis Tétouan, par Mohammed el Khatib à Torrès, qui se trouvait encore au Caire, est révélatrice de l'état d'esprit d'alors des autorités espagnoles quant à l'action du leader tétouani dans la capitale de l'Egypte. Il y est affirmé notamment que Varela était très mécontent que Torrès fût pris en photographie avec Abdelkrim.

Le 17 juin 1947, Torrès fit, de plus, la déclaration suivante au correspondant du Figaro au Caire, Jean Eparvier : "Nous ne faisons aucune différence entre les organisations espagnole et française, elles sont à bannir l'une et l'autre immédiatement. A un moment donné, l'administration de la zone espagnole était plus libérale; actuellement les mêmes méthodes sont employées à Tétouan comme à Rabat, nous sommes pareillement brimés. En ce qui concerne l'Afrique du nord dans son ensemble, le mouvement nationaliste est prêt à employer tous les moyens pour s'affranchir. Je ne vous parlerai pas de nos préparatifs. Ce n'est pas à un chef de le faire mais ils existent... Il n'y a ni un Maroc français, ni un Maroc espagnol, il n'y a

---

(3) Cf. Notre thèse **Contribution à l'étude du mouvement nationaliste marocain dans l'ancienne zone nord du Maroc (1930-1956)**, soutenue à la Faculté de Droit à Casablanca, le 3 décembre 1983, p. 181.

qu'un seul Maroc... Nous poursuivons la lutte par tous les moyens jusqu'à obtenir complète satisfaction".

Les "préparatifs" dont parlait Torrès étaient certainement liés à la création en cours du "Comité de libération du Maghreb Arabe", sous la direction d'Abdelkrim, dont les buts avoués seront la libération par la force de tous les pays d'Afrique du nord.

D'un autre côté, la participation active de Torrès au "Bureau du Maghreb Arabe", du Caire, a déplu aux espagnols.

A son retour au Maroc, il donna une conférence de presse à l'hôtel El Minzah, au début de février 1948, où il tint des propos incendiaires contre le Protectorat espagnol.

Le 7 février suivant, au poste-frontière el Borj, entre la cité internationale de Tanger et le Maroc khalifien, Torrès, Taïb et Mehdi Bennouna et Mhammed A. Benaboud se virent signifier l'interdiction d'entrée à Tétouan, par les autorités espagnoles.

Mustapha Ben Abdelouahab, membre des instances supérieures du Parti des Réformes Nationales, qui figurait au sein de la délégation venue les accueillir à la frontière de Tétouan, me donna de l'incident une toute autre version : les espagnols n'interdirent pas l'accès à la capitale du Maroc khalifien à Torrès et à ses compagnons, mais ils exigèrent "uniquement" d'eux une lettre sollicitant l'autorisation d'entrée, à l'instar d'une demande de visa. Sur quoi A. Torrès s'abandonna à sa furie habituelle, déclarant : "Pour rentrer dans mon pays, je n'ai pas à demander de visa!...". Et il refusa tout net de se plier à la formalité exigée par les espagnols <sup>(4)</sup>.

Le 8 février suivant, les éléments en vue du P.R.N. organisèrent une manifestation de rues, pour protester contre le "refoulement", à la frontière, de Torrès et de ses camarades. La police et l'armée espagnoles tirèrent sur la foule, faisant quelques morts et beaucoup de blessés.

---

(4) Cette information de Ben Abdelwahab, en nette contradiction avec la thèse "officielle" du P.R.N., selon laquelle les nationalistes marocains se virent refuser purement et simplement l'entrée à Tétouan, sans autre forme de procès, est corroborée par le récit que fit Mhammed Ahmed Benaboud des événements sanglants de Tétouan du 8 février 1948. **Contribution à l'étude du mouvement nationaliste marocain dans l'ancienne zone nord du Maroc (1930-1956)**, *Ibid*, p. 182.

Peu avant la manifestation, les membres de la "Commission Centrale" du parti avaient été arrêtés et conduits à la prison du "Hacho" à Sebta. Les membres des comités des sections de Tétouan et des autres villes du Maroc khalifien, furent arrêtés également.

Ces événements sanglants donnèrent lieu à une interdiction pure et simple de toute activité politique nationaliste marocaine dans toute la zone, et cela pratiquement de 1948 à fin 1951, soit le temps qu'a duré l'exil de Torrès dans la ville de Tanger.

Ainsi, comme le patriotisme n'avait plus droit de cité dans la zone, il ne restait plus au leader tétouani qu'à concentrer ses efforts au plan international. Et... et à porter sa réflexion sur les moyens à mettre en oeuvre en vue de contrecarrer efficacement la présence espagnole au Maroc, envisageant semble-t-il sérieusement, une action révolutionnaire. Dans un bloc-notes couvrant la période de son séjour à Tanger, en 1948-1951, nous trouvons des informations précises à cet égard, et notamment un rapport au Secrétaire général de la Ligue Arabe d'alors, Azzam Bacha, dont nous extrayons les passages suivants :

### **1) La zone khálifienne, le maillon le plus faible du colonialisme en Afrique du nord**

Le colonialisme en Afrique du nord est solide, en raison de la collaboration des colonialismes : tout ce qui restait en dehors de leur collaboration a été comblé par l'accord Juin-Varela <sup>(5)</sup>. Les français et les espagnols sont pour le statu quo. Ils veulent plutôt renforcer leur autorité que l'alléger...

Il faut frapper le colonialisme, c'est la seule politique possible, il faut que l'action commence dans la zone khalifienne qui est le maillon le plus faible du colonialisme en Afrique du nord <sup>(6)</sup>.

---

(5) Le Résident Général et le Haut-Commissaire espagnol s'étaient réunis à Tanger, au début de 1948.

Nous ne disposons pas d'archives sur cette réunion. Quant aux points d'accords éventuels entre les deux hauts responsables, évoqués par le leader tétouani, nous ne savons pas comment celui-ci en avait pris connaissance.

(6) **Contribution à l'étude du mouvement nationaliste marocain dans l'ancienne zone nord du Maroc (1930-1956), Ibid, p. 186.**

## 2) Facteurs de la faiblesse espagnole<sup>(7)</sup>

- ... prise de conscience nationaliste très forte à la campagne
- on peut compter... sur certains éléments marocains dans l'armée espagnole.
- division du peuple espagnol en franquistes et antifranquistes, les premiers constituant la minorité, les derniers la majorité et ce, dans tous les secteurs de l'administration espagnole (police, armée...).
- L'Espagne manque de soutien contre nous à l'étranger
- La zone nord constitue un point de départ de la lutte...
- Notre zone est mûre...
- Une grande partie de l'armée est avec nous. Les chefs de la révolution attendent le signal...<sup>(8)</sup>.

Dans le même bloc-notes il est question d'une conversation avec Ahmed Loukkache, où Torrès évoque "l'esclavage qui règne au nord", ainsi que "l'attitude révolutionnaire" ouverte du P.R.N"<sup>(9)</sup>.

Ainsi, le leader tétouani envisage une action armée contre le colonialisme espagnol. Et ce qui conforte cette thèse, c'est que nous avons trouvé parmi ses papiers privés un document très important. Il s'agit d'un catalogue donnant le prix de certaines armes et de leurs munitions<sup>(10)</sup>.

En outre, nous avons découvert parmi les archives politiques et historiques de Torrès, un document manuscrit d'une page, indubitablement de la même époque, en raison de son contenu, où le leader écrit : "... par l'action révolutionnaire, créer un service de messagerie spécial pour toute la zone; évaluer les forces sur lesquelles nous pouvons compter à Asila, Tétouan, Rgui, Sebta, Beni Hassane, Chaouène, Bab Taza, Beni Ouriaghel, Segangan; entrer en relations avec eux et jeter les bases de l'action... entreprendre une action terroriste, organiser des bandes itinérantes chargées de semer le trouble, collecter des armes".

Par ce dernier document, Torrès semble pencher clairement pour une guérilla urbaine et même rurale.

---

(7) Les titres et les soulignements sont de Torrès.

(8) **Contribution à l'étude du mouvement nationaliste marocain dans l'ancienne zone nord du Maroc (1930-1936)**, *Ibid*, p. 186.

(9) *Ibid*, p. 186.

(10) *Ibid*, pp. 186-187. Les prix sont indiqués en anglais. La source d'un tel catalogue est très vraisemblablement Mehdi Bennouna qui écrit à Torrès une lettre datée de New York en date du 8 novembre 1947, où il lui affirme qu'il aura prochainement la "liste des prix et du frêt" des armes.

## Conclusion

Nous avons mis la main parmi ces mêmes archives, sur une note manuscrite du même Torrès intitulée *affaires avec Taïb Bennouna*, datant de la période de Varela, où il écrit en première ligne : "Révolution et nécessité d'en parler plus tard".

S'agit-il d'un renvoi sine die ou d'une simple remise à plus tard de la discussion? <sup>(11)</sup>.

Toujours est-il que le projet d'organisation d'un soulèvement, d'une action armée, ou encore d'une guérilla en zone nord, n'a jamais été mis en application.

Quelle en fut la raison?

Nous savons que Torrès reçut à plusieurs reprises dans son exil tangérois un ou des émissaire (s) de la part de Varela <sup>(12)</sup>. Torrès a-t-il annulé son projet d'action armée en question à la suite de ces conversations secrètes; si oui, à quelles conditions, a-t-il reçu des garanties, si oui, lesquelles? nous n'avons pas réponse à ces questions, si ce n'est que Torrès semblait vouloir lier une éventuelle "reconciliation" avec les espagnols, assortie de son retour à Tétouan, à l'octroi à la zone, de l'autonomie interne. Nous avons trouvé parmi les papiers de Torrès un document où l'on peut lire ce qui suit : "... montrer au délégué (espagnol) <sup>(13)</sup>... La possibilité qu'a la France de se retourner contre l'Espagne <sup>(14)</sup> et la faculté que possède l'Espagne de suivre un cheminement au Maroc tout à fait contraire à celui de la France, le Maroc ayant une position clé à plusieurs titres (pays arabes, O.N.U., peuples d'Afrique du nord etc...) ... L'Espagne libératrice des peuples... L'Espagne amie des pays arabes... L'Espagne notre amie... On ne ménagerait aucun effort pour la soutenir.... L'Espagne sera l'amie du Maroc lorsque ce dernier retrouvera son indépendance... L'Espagne reconnaîtrait l'indépendance administrative de la zone, que ce soit par voie de négociations directes avec nous ou par l'intermédiaire de la Ligue arabe... la défense du Maroc serait laissée à l'Espagne... élection d'un Conseil législatif qui adopterait une constitution... Période de transition de 3 ans aux termes de laquelle le pouvoir serait transféré aux marocains.

---

(11) *Ibid*, p. 186.

(12) *Ibid*, p. 189.

(13) L'envoyé de Varela chez Torrès à Tanger.

(14) Torrès vise ici l'entente qui aurait résulté de la rencontre précitée à Tanger entre Varela et Juin.

... Essayer d'obtenir pour cela l'appui de la Ligue arabe et des Etats-Unis...<sup>(15)</sup>.

Compte tenu de ce qui surviendra par la suite, surtout après l'exil du Sultan, ce document torressien prend une tournure prémonitoire, en liaison avec les divergences apparues entre les autorités françaises et espagnoles au Maroc, que les patriotes ont précisément exploitées pour la cause de leur pays.

Mais avant que la crise marocaine ne prenne les allures radicales que l'on sait après le coup de force du 20 août 1953, cette question de l'octroi de l'autonomie interne au Maroc khalifien a occupé les chancelleries, surtout arabes, durant quelques années. D'un autre côté, et surtout depuis que Garcia Valino est devenu Haut-Commissaire à Tétouan, en 1951, les espagnols ne pouvaient voir d'un bon oeil le séjour de Torrès à Tanger, tant est vrai qu'ils auraient préféré l'avoir intra plutôt extra muros, afin de mieux le contrôler, et le canaliser, si tant est qu'il s'y prêtât. Les contacts secrets entre Garcia Valino et Torrès se poursuivirent jusqu'au retour du leader tétouani à Tétouan, le 10 janvier 1952.

L'année d'après fut celle de l'exil du Sultan, et les temps n'étaient plus à l'action armée contre l'Espagne, mais plutôt contre la France.

Mais là encore, il faut le spécifier, les patriotes de la zone n'ont pas pris les armes eux-mêmes contre le colonialisme français, mais ils ont aidé, et politiquement, et matériellement un peu, les résistants procédant de la zone sud.

Ce qui nous ramène à notre point de départ : les patriotes de la zone, en citoyens qu'ils étaient, étaient comme condamnés à ne résister que pacifiquement au colonialisme espagnol. Quitte de temps à autre à envisager une action armée contre lui, mais à envisager seulement ce type d'entreprise.

Mais il n'empêche que Torrès serait peut-être allé plus loin dans son projet, si les circonstances historiques l'avaient permis.

Fkih Daoud nous a dit et répété que "Torrès était un aventurier-né".

En quoi, nous voudrions nous inscrire en faux, au moins à titre d'hypothèse, contre l'idée selon laquelle le combat armé et le nationalisme politique n'étaient pas compatibles, un déterminisme aussi étroit n'étant pas acceptable dans le domaine des sciences humaines.

---

(15) *Contribution à l'étude du mouvement nationaliste marocain dans l'ancienne zone nord du Maroc (1930-1956)*, Ibid, p. 189.

# LA PROTECTION DE L'ENFANT EN AFRIQUE

*LEILA CHKOFF*<sup>(\*)</sup>

## **I- Les Droits et l'action en faveur de l'enfant :**

Dans un sens général, le terme enfant désigne tout garçon et toute fille se trouvant dans la période de la vie humaine entre la naissance et la puberté. Au sens de la convention de 1989, un enfant s'entend de tout être humain âgé de moins de 18 ans, sauf si la majorité est atteinte plus tôt en vertu de la législation qui lui est applicable. Cette définition a l'inconvénient de situer l'enfant au lieu de le définir dans la mesure où elle le place par rapport à son environnement qui est susceptible de changer selon que l'on se trouve dans un pays ou dans un autre. Cette définition risque de donner une multitude de définitions du terme enfant.

L'enfant devrait être défini en fonction de sa propre évolution physique et mentale, laquelle permet de le considérer dès sa naissance jusqu'à l'adolescence qui est le dernier stade avant l'intégration complète au monde des adultes. Utilisé de manière générale le terme enfant est remplacé dans certaines législations par celui de mineur.

Malgré ce problème de définition, la volonté d'accorder une attention particulière à cette catégorie d'être humain qu'est l'enfant est apparue dans les tous premiers textes relatifs aux droits de l'Homme. Comme ces textes ne couvraient pas tous les aspects des droits de l'enfant, il s'est avéré nécessaire de créer un cadre spécifique aux enfants afin d'inclure tous les domaines qui touchent les enfants et dont certains étaient jusque là ignorés. C'est dans ce domaine, à travers la

---

(\*) Professeur à la faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales, Université Mohammed V - Agdal - Rabat.

convention relative aux Droits de l'enfant de 1959 d'abord, puis celle de 1989, que la communauté internationale a fixé un cadre juridique international pouvant servir de base à la protection de l'enfant. S'interroger sur la situation de l'enfant en Afrique est un moyen efficace d'aborder la problématique de la protection des droits de l'enfant dans la mesure où c'est en Afrique qu'actuellement se posent le plus de problèmes quant au respect des droits de l'enfant.

### **1- La protection de l'enfant sur le plan juridique.**

La nécessité d'accorder une protection spéciale à l'enfant a été énoncée dans la déclaration de Genève de 1924 sur les droits de l'enfant et dans la déclaration du droit de l'enfant adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 novembre 1959 et elle a été reconnue dans la déclaration universelle des droits de l'Homme, dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels de 1966 (art 10) dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques de 1966 (art 23 et 24) et dans les statuts et instruments pertinents des institutions spécialisées et des organisations internationales qui se préoccupent du bien-être de l'enfant.

La Convention relative aux droits de l'enfant fut adoptée à l'unanimité par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 novembre 1989 et elle est entrée en vigueur moins d'un an plus tard, le 2 septembre 1990. Cette convention est entrée en vigueur plus rapidement que n'importe quelle autre convention relative aux droits de l'Homme - Au 31 décembre 1995, 185 pays avaient ratifié la convention - Il s'agit d'un traité révolutionnaire qui repousse les frontières juridiques de l'Etat pour englober et légitimer les besoins des enfants et qui offre une base juridique et morale nécessaire à leur bien-être.

Au niveau des Etats africains, l'OUA n'a pas édicté de charte spécifique aux droits de l'enfant mais on retrouve tout de même des dispositions aidant à protéger les enfants dans la charte africaine des droits de l'Homme et des peuples de 1981 et dans les dispositions relatives à la protection des catégories vulnérables qui constituent les femmes et les enfants. Il est important de souligner la méfiance des pays africains à ce prononcer sur le sujet des droits de l'Homme. Ceci explique d'ailleurs le retard considérable que la proclamation de la charte africaine des droits de l'Homme et des peuples a pris sur celle de la première déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948.

Mais si l'OUA ne possède pas de législation relative à la protection de l'enfant, il faut souligner qu'elle ne reste pas sans réaction face au sujet. C'est ainsi qu'en janvier 1995 il y a eu à Tunis une conférence de l'OUA sur les objectifs du Sommet mondial pour les enfants, et en avril de la même année s'est tenue au Caire la conférence des ministres africains de la santé. En 1996 le représentant de l'UNICEF en Ethiopie a été officiellement accrédité auprès de l'OUA et de la Commission économique pour l'Afrique. Mais avant d'être élevés au niveau international les droits de l'enfant ont d'abord été protégés par les législations internes à travers le code de la famille, le code pénal et le code civil et parfois même dans les constitutions.

En dehors de l'Etat il existe d'autres entités qui œuvrent dans le sens de la protection de l'enfant tel que le Fonds des Nations Unies pour l'enfant créé le 11 décembre 1946 par la résolution 57, l'OMS, la FAO, le PAM et l'UNESCO qui dans la mesure où l'éducation sont leur programmes prioritaires participent à faire respecter les droits de l'enfant par l'éducation.

Les organisations non-gouvernementales sont très actives notamment du fait de leur influence et de leur nombre en constante progression. Elles ont joué un rôle considérable dans la promotion de la convention relative aux droits de l'enfant de 1989. Elles sont devenues des partenaires puissants, tant par leurs activités de sensibilisation au niveau international que par leurs travaux au niveau national<sup>(1)</sup>.

Très souvent ce sont les ONG locales, qui font le travail le plus difficile qui va de l'examen des besoins sur le terrain jusqu'à l'exécution des opérations.

## **2 - Les secteurs prioritaires.**

La protection de l'enfant en Afrique passe tout d'abord par l'éducation et la santé. Par l'éducation parce qu'elle permet aux populations d'avoir accès à l'information et au savoir. Cette idée a fait du chemin puisque grâce aux acquis des conférences et depuis 1995 on a vu s'accroître l'importance accordée à l'éducation et en particulier à celle des filles<sup>(2)</sup>. Mais malgré toutes ces initiatives nous

---

(1) - Organisation du Mouvement Scout (Réhydratation orale)

- Kiwanis International (Carence en iode).

(2) Save Children-ACDI. Dix millions de dollars pour 1994/1996 pour l'éducation des filles.

remarquons que la qualité de l'enseignement et son accès demeurent faibles dans la plupart des pays d'Afrique; en dépit des efforts considérables déployés par un grand nombre d'Etat pour garantir ce droit à l'éducation, le taux d'analphabétisme est selon l'UNESCO de plus de 41% chez les hommes et 64% chez les femmes en Afrique avec des taux allant jusqu'à 82% (Burkina Faso).

La protection de l'enfant passe aussi par la santé, conformément à l'article 24 de la Convention relative aux droits de l'enfant; le droit à la santé est un droit fondamental. Il faut d'abord combattre la malnutrition. Le sommet mondial de l'Alimentation de 1996 à Rome a revêtu une importance particulière dans la mesure où l'Afrique subsaharienne est devenue la seule région du monde où la proportion des personnes sous-alimentées a augmenté.

La lutte contre la malnutrition chez les enfants a pris un nouveau départ dans les années 90 avec le sommet mondial pour l'enfant qui a fait de la malnutrition l'une de ses priorités. Il y a eu beaucoup d'efforts récompensés par exemple dans le domaine des micronutriments et dans l'iodation du sel. L'OMS avec la collaboration de l'UNICEF est parvenue à enrayer certaines maladies grâce aux campagnes de vaccination qui ont touché toutes les villes et presque tous les villages d'Afrique. (BCG vaccin contre la tuberculose, DTC vaccin contre la Diphtérie, la coqueluche et le tétanos, la polomyélite et la rougeole). mais dans plusieurs pays africains le Sida devient plus meurtrier pour les enfants que la rougeole ou le paludisme.

### **3 - Droit de l'enfant en Afrique et situation politico-économique.**

La mise en œuvre de la convention relative aux droits de l'enfant et le respect des législations internes relatives à la protection de l'enfant demandent la mobilisation de moyens dont les pays africains ne disposent pas toujours.

La situation dramatique dans laquelle se trouve la majorité des pays africains peut trouver son origine dans un choix politique qui est en partie responsable de leurs faillites économiques. Un pays économiquement faible ne peut pas répondre aux besoins de bien-être de ses enfants.

De plus, depuis les indépendances les pays africains sont en situation de conflits permanents, qu'il s'agisse de conflits ethniques ou tribaux ou de conflits

interétatiques. Même s'il n'ont jamais vu un fusil des millions d'enfants souffrent du fait de la guerre. Pendant des années, l'Angola, l'Ethiopie, le Mozambique et la Somalie ont alloué plus de crédits au secteur militaire qu'aux secteurs de l'éducation et de la santé de leur population. Dans certaines situations, même en cas de diminution des dépenses militaires, les ressources sont plutôt consacrées à la réduction des déficits budgétaires qu'au financement de la lutte contre la pauvreté et le sous-développement.

## **II- La protection de l'enfant en situation difficile :**

Des millions d'enfants de par le monde vivent dans des conditions particulièrement difficiles, qu'ils soient issus de groupes sociaux défavorisés, qu'ils soient orphelins, enfants de la rue ou travailleurs, qu'ils soient victimes de la prostitution, de sévices sexuels ou d'autres formes d'exploitation. Il faut ajouter à cela les victimes de la guerre et des catastrophes naturelles. Ces enfants ont besoin d'une protection et d'une assistance de la part de leurs familles et de la collectivité et ce dans le cadre des politiques nationales et de la coopération internationale.

### **1 - Le travail de l'enfant**

Le travail de l'enfant est un problème ancien qui touche aussi bien les pays développés que les pays en voie de développement. Mais son évolution actuelle prend des proportions dangereuses en particulier dans ces derniers. Bien que l'Asie à elle seule regroupe la moitié des enfants qui travaillent dans le monde, l'Afrique connaît aussi une situation alarmante. En Afrique, environ 80 millions d'enfants travaillent dont 40% sont âgés de 5 à 14 ans<sup>(3)</sup>. Dans les zones rurales, les enfants commencent à participer aux travaux familiaux bien avant d'avoir l'âge scolaire et ils sont chargés de la corvée de l'eau et du bois et de la garde des troupeaux. Ici le travail relève de la contrainte économique mais aussi socio-culturelle. Dans les villes, bien que les enfants travaillent dans leurs familles, c'est le travail extérieur qui est le plus grave (mines, plantations, usines, domestiques etc.).

---

(3) Rapport spécial : Conférence de la CEA sur la relance de l'investissement privé en Afrique. 1966, p. 17/21.

Le travail des enfants est qualifié d'intolérable s'il se caractérise par l'un des traits suivants : travail à temps complet à un trop jeune âge, pression physique, sociale ou psychologique excessive; travail sur la voie publique dans de mauvaises conditions, salaire insuffisant, responsabilités trop lourdes, travail qui met en péril la dignité de l'enfant et l'amour-propre des enfants ou travail entravant le développement social et psychologique de l'enfant. On notera aussi que l'abus sexuel est souvent considéré par l'employeur comme faisant partie du travail<sup>(4)</sup>.

## **2 - La réglementation du travail de l'enfant**

C'est en 1919 que la première convention limitant l'âge minimum de l'enfant au travail industriel que l'on appelle «Convention n° 5 ou âge minimum» a été adoptée. Cet âge minimum était fixé à 8 ans. Heureusement d'autres accords internationaux vont être signés dans le sens de la protection de l'enfant travailleur. Il s'agit d'abord du pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels adopté en 1966 par l'Assemblée générale de l'ONU et qui est entré en vigueur en 1976. Ce pacte réaffirme les principes de la déclaration universelle des droits de l'Homme. Son article 10 demande aux Etats parties de protéger les jeunes contre l'exploitation économique et contre toute forme de travail susceptible de nuire à leur santé, à leur développement normal ou à leur moralité. Il oblige les Etats parties à fixer des limites d'âge en dessous desquelles l'emploi rémunéré de main d'œuvre enfantine sera interdit et sanctionné par la loi. A la mi-septembre 1996 le pacte avait été ratifié par 135 pays.

En 1973, la Convention n° 138 de l'OIT sur l'âge minimum d'admission à l'emploi prescrit aux Etats membres de l'organisation, de poursuivre une politique nationale visant à assurer l'abolition effective du travail des enfants. Cette convention fixe l'âge minimum à 15 ans avec l'obligation qu'aucun enfant ne doit travailler avant l'âge de la fin de sa scolarité obligatoire. A la mi-septembre 1996 46 Etats seulement l'avaient ratifié.

En 1989, la convention relative aux droits de l'enfant dans son article 32 reconnaît le droit de l'enfant de n'être astreint à aucun travail susceptible de

---

(4) Conférence de Stockholm - Octobre 1997.

compromettre son éducation, de nuire à sa santé ou à son développement. Elle enjoint aux Etats parties de fixer un ou des âges minimum d'admission à l'emploi et de prévoir une réglementation appropriée des conditions d'emploi. A la mi-septembre 1996 la convention avait été ratifiée par 189 Etats dont la quasi-totalité des pays africains sauf la Somalie. La conférence de Stockholm (octobre 1997) demande aux gouvernements de fixer un ensemble cohérent de lois sur le travail des enfants. D'une manière plus large, l'action en faveur des enfants tels que l'information, l'action anti-travail des enfants de l'aide directe aux enfants travailleurs.

### **3 - L'enfant et la rue**

Des millions d'enfants sont exposés à des risques particuliers dont ni eux ni leurs familles n'ont le moindre contrôle et sont livrés à eux-même pour survivre. Il est vrai que l'Afrique traditionnelle ne connaissait pas ce phénomène dans la mesure où l'enfant qui était le centre de la famille et de la communauté n'était jamais livré à lui même; c'est avec la modernisation des sociétés africaines et ces conséquences que va naître ce phénomène dont les causes sont multiples. On peut citer tout d'abord l'éclatement de la cellule familiale dû à la pauvreté, à la violence au sein des familles et à la séparation des parents. Mais il est essentiel de souligner que la prolifération des conflits armés en Afrique a contribué à jeter des milliers d'enfants dans la rue. Il y a aussi ceux qui vont des campagnes vers les villes à la recherche de travail.

Ces enfants dont la rue va devenir un second foyer vont, pour survivre, se lancer dans les travaux marginaux et illégaux comme la mendicité et les petits métiers; beaucoup se voient entraînés dans le monde illicite et dangereux des groupes criminels qui contrôlent le milieu du vol, de la drogue et de la prostitution.

Jusqu'à l'Afrique ne s'est pas vraiment occupée des enfants des rues, il n'y a pas une grande mobilisation comparable à ce qui a été fait au Brésil<sup>(5)</sup>.

---

(5) UNICEF : 1996- Publication trimestrielle ; «Les enfants d'abord».  
«Brésil : Les enfants de la rue réclament leurs droits», p. 12.

#### **4 - L'exploitation sexuelle**

L'exploitation sexuelle des enfants est une des conséquences les plus graves du phénomène des enfants de la rue. Selon les estimations, un million d'enfants entrent chaque année sur le marché du sexe dont le chiffre d'affaires s'élève à plusieurs milliards de dollars. Elle reste une activité illégale et clandestine ce qui ne facilite pas l'acquisition de données complètes et fiables<sup>(6)</sup>.

La convention relative aux droits de l'enfant impose aux Etats parties d'entreprendre une gamme étendue de mesures visant à assurer la survie, le développement et la protection de l'enfant. L'article 34 de la convention demande expressément aux Etats de protéger les enfants des pratiques sexuelles illégales et d'empêcher que les enfants ne soient exploités à des fins de prostitution et de pornographie. L'article 35 leur fait obligation d'empêcher l'enlèvement, la vente ou la traite d'enfants. Les pays qui ont ratifié la convention sont tenus d'aligner leurs législations et leurs droit coutumier sur les dispositions de la convention afin de protéger la santé et le développement de l'enfant sous tous leurs aspects et en particulier de le protéger contre l'exploitation sexuelle.

### **III- Les Droits de l'enfant en situation de conflit armé**

La création de l'ONU, après la seconde guerre mondiale, avait fait naître l'espoir d'une nouvelle ère de paix; cet optimisme était excessif dans la mesure où de 1945 à 1997 on a compté plus de 150 conflits majeurs qui ont entraîné la mort de plusieurs millions de personnes dans le monde. En Afrique les guerres ont déchiré des pays entiers. Dans ces pays les enfants ont besoin d'une protection spéciale à cause de leur fragilité qui fait d'eux des cibles privilégiées des combats<sup>(7)</sup>.

#### **1 - L'enfant soldat**

L'une des tendances les plus alarmantes des conflits armés est la participations des enfants en tant que soldats. Le rapport de Graça Machel souligne que

---

(6) Rapport du Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales. Stockholm. 21-31 août 1996. G. Barker et F. Knaul.

(7) Rapport sur les conséquences des conflits armés sur les enfants. UNICEF 1996.

L'emploi des enfants est un problème créé par les adultes et qui doit être résolu par les autres. Il est préconisé de lancer une campagne mondiale en vue de mobiliser tous les enfants soldats et d'éliminer l'incorporation d'enfants âgés de moins de 18 ans dans les forces armées. Les gouvernements sont en outre invités à renoncer à la pratique du recrutement forcé qui a contraint un nombre de plus en plus élevé d'enfants à entrer dans les forces armées. La convention relative aux droits de l'enfant de 1989 fixe l'enfance au dessous de l'âge de 18 ans, bien qu'elle reconnaisse actuellement que 15 ans constitue l'âge minimal pour le recrutement volontaire ou obligatoire dans les forces armées.

## **2 - Les causes de recrutement des enfants**

Les nouvelles armes étant devenues plus légères et d'un maniement plus simple, il est plus que jamais facile d'armer les enfants en leur donnant une formation minimale. Il y a aussi le fait que les enfants sont plus obéissants, ne contestent pas les ordres, sont plus faciles à manipuler que les adultes et n'exigent généralement pas de rémunération. Les enfants sont devenus une précieuse ressource dans les conflits prolongés, la majorité de conflits actuels se poursuivant depuis une génération et davantage. Ces enfants qui ont grandi au sein de la violence la considère comme un mode de vie permanent. Isolés, orphelins, terrorisés, frustrés, convaincus de lutter pour la justice sociale, pour leur conviction religieuse, pour leur identité culturelle ou simplement pour venger la mort de leurs parents, frères et sœurs, ces enfants finissent souvent par choisir de combattre. Il est vrai que dans de telles circonstances l'armée peut être plus ou moins un refuge, une espèce de famille de remplacement<sup>(8)</sup>

Les enfants soldats ne sont pas seulement confrontés aux problèmes des traumatismes de la guerre ou de la réintégration dans leurs communautés d'origine. Ils peuvent parfois faire l'objet d'emprisonnement pendant ou après les hostilités. Ainsi, les articles 37,38, 39 et 40 de la convention de 1989 vont être évoqués en plus des législations internes pour faire respecter les droits de l'enfant le cas le plus

---

(8) Situation des enfants dans le monde : «les enfants soldats». UNICEF 1996, p. 18.

grave que l'Afrique ait connu est celui du Rwanda où la guerre de 1994 s'est soldée par la mort de plus de un million de personnes. Citant les clauses de la convention qui protège l'enfant en conflit avec la loi, l'UNICEF et le comité international de la croix rouge travaillent avec le gouvernement rwandais pour transférer la plupart des 2300 enfants détenus dans les prisons surpeuplées pour adultes.

### **3 - Les effets directs de la guerre sur l'enfant**

Les conséquences de la guerre sur la santé physique et morale des enfants sont multiples.

- Du fait de leur fragilité les enfants sont les premières victimes de la guerre, mis à part ceux qui meurent sous les balles et sous les bombes. Ce sont eux qui sont les plus durement touchés lorsque par exemple les réserves d'aliments sont épuisées car leur organisme en croissance a besoin de recevoir régulièrement des nutriments essentiels et ce sont encore eux qui offrent le moins de résistances à la maladie. La guerre entrave aussi la distribution de l'aide alimentaire et lorsque cette aide parvient aux victimes, les combattants commencent d'abord par se servir avant de la distribuer aux populations civiles.

La guerre n'interrompt pas seulement la distribution des aliments; elle coupe aussi les approvisionnements en eau potable ainsi que les infrastructures sanitaires. Le manque de nourriture, d'eau potable et de soins de santé adéquats dans les zones de combat prélèvent chez les enfants un terrible tribut.

- Dans les pays en guerre, les enfants sont témoins de violences et de la mort brutale de leurs parents et proches. Ces enfants sont marqués pour leur vie entière. Dans une enquête réalisée en 1995 en Angola, 66% des enfants avaient été témoins d'assassinats, 91% avaient vu des cadavres et 67% avaient vu torturer, battre ou blesser des gens. Au total plus des 2/3 des enfants avaient vécu des événements où ils avaient côtoyé la mort.

Les agressions sexuelles dont sont victimes les petites filles sont particulièrement fréquentes surtout dans les conflits ethniques. Au Rwanda, le viol a été systématiquement utilisé comme arme d'épuration ethnique pour détruire les liens communautaires.

#### **4 - Les effets secondaires de la guerre sur les enfants**

Les conséquences de la guerre sur les enfants ne se limitent pas seulement à faire des victimes par balles ou engins explosifs, ni par maladies dues au manque de soins causé par la guerre, ni même aux traumatismes générés par la guerre. La guerre peut aussi provoquer des situations difficiles pour l'enfant telle que la migration pour fuir les combats.

Le problème des réfugiés s'est d'abord posé en Europe après les deux guerres mondiales, mais actuellement plus de la moitié des réfugiés et personnes déplacées dans le monde se trouve en Afrique sub-saharienne.

La gravité du problème a poussé les gouvernements du monde entier à prendre des mesures sur le plan interne et international afin de protéger ces populations dans leur exil. Les vagues de violence qui ont balayé le monde ces dernières années, surtout en Afrique avec l'éclatement de conflits armés, ont déraciné un nombre important d'individus dont la moitié au moins est constituée par des enfants. Certains sont qualifiés de déplacés parce qu'ils ont fui leur région pour une autre région du pays, d'autres sont qualifiés de réfugiés parce qu'ils ont franchi la frontière pour aller dans un pays limitrophe. On compte actuellement plus de 53 millions de personnes déracinées dans le monde, avec plus de la moitié pour l'Afrique<sup>(9)</sup>.

Il existe en Afrique sub-saharienne trois groupes de mouvements de réfugiés;

- la corne de l'Afrique (mouvement Somalie-Kenya);

- l'Afrique australe (guerres d'Angola et du Mozambique);

- la région des Grands Lacs où le crash, le 6 avril 1994, de l'avion transportant les présidents rwandais et burundais a été à l'origine de l'exil de plus de la moitié des 7,3 millions de rwandais avec quelque 95.000 enfants qui ont été séparés de leurs parents, éparpillés au Zaïre, en Tanzanie, au Burundi en Ouganda ou même au Rwanda.

On peut citer un autre groupe qui est moins important par le nombre que les trois précédents mais qui pose autant de problèmes dans la mesure où il concerne le

---

(9) - «Les enfants réfugiés». HCR 1994, Bulletin des droits de l'Homme.

- C. CHAMPION : «Mozambique : l'heure du retour pour les milliers de réfugiés». Jeune Afrique Economie n° 171 Septembre 1993, p. 76.

déplacement de plus de la moitié de la population d'un pays; il s'agit des réfugiés libériens qui sont allés en Guinée, en Sierra Leone ou en Côte d'Ivoire. On estime que 50% des réfugiés libériens en Côte d'Ivoire sont des enfants.

### **5 - La protection juridique et le rôle du Haut Commissariat aux Réfugiés.**

Au lendemain de la seconde guerre mondiale le monde qui était confronté aux problèmes des déplacements des populations a vu la nécessité de se réunir au sein d'une nouvelle organisation mondiale qui est l'ONU pour prendre des mesures afin d'améliorer les conditions des populations en déplacement. C'est ainsi que par sa résolution 429 (V) du 14 décembre 1950, l'Assemblée générale des Nations Unies a décidé de réunir à Genève une conférence de plénipotentiaires pour achever de rédiger et pour signer une convention relative au statut de réfugiés. La convention relative au statut des réfugiés fut adoptée le 28 juillet 1951 et elle est entrée en vigueur le 22 avril 1954. Le 31 janvier 1967, il y a eu l'adoption d'un protocole relatif au statut des réfugiés qui est entré en vigueur le 4 octobre 1967. Au niveau du continent africain, une convention fut adoptée par la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement lors de sa sixième session ordinaire à Addis-Abéba en septembre 1969.

Dès 1949, dans la résolution 319 (IV) du 3 décembre 1949 l'Assemblée générale des Nations Unies a décidé de créer à partir du premier janvier 1951 un Haut Commissariat aux Réfugiés pour une période de trois ans renouvelable pour devenir actuellement un organe spécialisé des Nations Unies. Son statut fut adopté par l'Assemblée générale le 14 décembre 1951. Aux termes de son statut, il ne possède aucun caractère politique; le HCR a essentiellement deux fonctions : la première est d'assurer la protection internationale des réfugiés et les aider à trouver une solution durable à leur problème en leur facilitant le rapatriement volontaire, l'intégration ou la réinstallation; la seconde mission du HCR est celle d'aider les réfugiés à suivre et à reprendre une vie indépendante. Le HCR, dans sa mission, collabore avec des pays, des organisations internationales et des organisations non gouvernementales.

## **CONCLUSION**

Malgré les quelques progrès que l'on peut observer dans certains pays d'Afrique subsaharienne, la situation générale du continent reste négative. En effet, les progrès réalisés dans le domaine de la protection de l'enfant ont été freinés par un certain nombre de problèmes dont la compression des services sociaux de base, un fardeau de la dette écrasant, la réduction de l'aide au développement, la montée de la pauvreté et la prolifération des conflits armés. Avec ce bilan pessimiste on se demande si d'ici quelques années l'Afrique pourra s'élever au niveau des autres continents en ce qui concerne la protection des enfants.



## EMERGENCE ET FONDEMENTS DE L'EQUILIBRE GÉNÉRAL

*Ahmadou Lô GUEYE*<sup>(\*)</sup>

**L'**émergence de l'équilibre général comme corps de théories clairement défini doit tout aux interrogations de la fin du XVIII et du début du XIX siècle. Smith, Walras, Pareto, Arrow et Debreu prirent une part prépondérante dans l'affirmation de sa spécificité et la clarification de ses hypothèses. Autrement dit, la distribution des revenus, les valeurs et les prix étaient calqués sur les coûts et principalement sur l'importance du travail fourni. Sans doute les biens produits devaient-ils avoir un effet pour le consommateur. A la valeur d'échange induite par les coûts correspondait alors la valeur d'usage.

Sous-tendue par cette observation, il est évident que les conséquences qu'il convenait d'en tirer ne pouvaient pas pour autant être élucidées. Il est donc légitime de se demander où en sont exactement ces théories, en ce qui concerne les résultats qu'elles ont permis d'établir et qu'elles laissent éventuellement entrevoir.

Un moyen d'y parvenir serait peut-être de revenir au projet fondateur de ceux qui sont considérés comme les pionniers de la théorie moderne de l'équilibre général : Hicks (1939) et Samuelson (1947). Ensuite de voir comment il a évolué (Debreu (1959), Arrow et Hahn (1971)), et comment il se présente à l'heure actuelle (Mas-Colell (1985) et Balasko (1988)). Nous aurons ainsi l'occasion de constater que l'introduction de nouveaux types d'outils mathématiques a eu une influence importante sur l'optique adoptée, et surtout constitue une avancée significative dans l'analyse de la théorie.

---

(\*) Professeur, Département d'Economie, Université de Saint-Louis (Sénégal).

## **1 - Le Projet fondateur**

Tout corps de théories puise ses certitudes dans un champ explorable par la recherche, elle-même produite par un système particulier. La théorie de l'équilibre général, tout au moins dans sa version Arrow-Debreu, fonctionne à l'intérieur du cadre walrasien. Ainsi, dans **Valeur et Capital**<sup>(1)</sup>, Hicks se révèle comme l'un des continuateurs de Walras, dans la mesure où il ne s'intéresse qu'aux problèmes de l'organisation des marchés. Il veut dépasser le simple stade du décompte des équations et des inconnues.

La question n'est évidemment pas neuve, mais l'hypothèse qu'il avance pour y faire pièce : "proposer des lois générales gouvernant le fonctionnement d'un système de prix sur un marché multiple", ne semble pas être la devise. Car cette formulation est un peu vague, et fait ressortir l'objectif de trouver des "lois générales", déduites d'un modèle déjà étudié. Or en ce qui concerne le modèle d'équilibre général, il est clair que ces lois relèvent de la statique comparative (Bernard Guerrien).

A vrai dire, il y a quelque chose qui ne va pas dans l'approche que propose Hicks même s'il explique la stérilité du système walrasien par le fait que le maître de Lausanne "n'étudie pas les lois de variation de son système d'équilibre général". En ce sens qu'il "n'explique pas ce qui se passe si les goûts et les ressources viennent à changer"<sup>(2)</sup>.

Le projet de Samuelson est similaire. Celui-ci établit des "théorèmes significatifs" (meaningful theorems) à partir de l'idée selon laquelle, derrière toute condition d'équilibre il y a une règle de maximisation (ou de minimisation). Samuelson<sup>(3)</sup> suppose que de tels théorèmes peuvent être déduits de ce qu'il a toujours appelé le principe de correspondance entre la dynamique et la statique comparative. Samuel-

---

(1) Hicks, J., "Value and Capital", Clarendon Press Oxford, 1939.

(2) En ce qui concerne le statut des lois économiques résultant du modèle walrasien, Hicks explique que les lois économiques... sont des principes qu'on doit s'attendre à voir fonctionner dans la réalité, dans toute situation qui peut se ramener à un système d'échanges multiples en concurrence parfaite (p.64.)

(3) Samuelson, P., "Foundations of Economic Analysis", Harvard University press, 1947.

son insiste d'ailleurs sur la portée qualitative des résultats à atteindre. Le projet de Samuelson a donc tout pour exister, car son ambition est de déduire à partir des conditions de stabilité, des théorèmes de statique comparative. C'est-à-dire, les lois dont parle Hicks.

## **2 - Le modèle Hicks-Samuelson d'équilibre général**

Ce qui caractérise une théorie, ce n'est pas sa prétendue universalité mais sa démarche simplificatrice, d'où elle tire sa valeur signifiante en sacrifiant la diversité au schéma, le détail à l'essentiel. la démarche utilisée par Hicks et Samuelson relève de l'analyse locale. Or, n'est-il pas contradictoire comme l'indique Alain Leroux de bâtir une théorie en se servant d'un scénario inspiré d'une réalité locale, parfaitement délimitée, et probablement unique. En ce sens que le faisceau d'hypothèses qui pourrait contraindre l'explication ne sera vérifié que localement. mais aura toute chance de ne pas l'être ailleurs.

Le modèle Hicks-Samuelson comme on pourra s'en apercevoir, renoncera ainsi à une possible extension du domaine de validité de la théorie elle-même, mais réussira à en assurer une meilleure adéquation aux faits. Et là est l'essentiel, car en s'intéressant à ce qui se passe lorsqu'un système est soumis à de petites perturbations, Samuelson met explicitement le tâtonnement sous la forme d'un système d'équations différentielles, et cela pour la première fois en théorie économique. Système qui fut linéarisé sans la moindre explication au voisinage de l'équilibre.

En fait, la plupart des résultats recherchés et atteints par Hicks et Samuelson relèvent de la statique comparative locale, en s'appuyant sur les conditions nécessaires de premier et second ordre pour être en présence d'un extremum. D'où le recours au calcul différentiel et à l'étude du signe des formes quadratiques, avec ou sans contraintes. Cependant, de telles études locales se sont toujours faites au voisinage de l'équilibre, et la plupart du temps walrasien. Encore qu'il faut prouver l'existence d'un tel équilibre. La critique est donc sérieuse. Elle devient même insoutenable lorsque l'on sait que Hicks et Samuelson ne semblent pas, curieusement, être préoccupés par la question. En ce sens que le premier s'est uniquement contenté d'évoquer le décompte fait par Walras qui avait réussi à

"démontrer que la détermination de cette solution d'équilibre était assurée lorsqu'il y avait égalité entre le nombre des équations et le nombre des inconnues". En fait, et, en réalité, le calcul différentiel habituel, formulé dans le langage mathématique que nous lui connaissons aujourd'hui (les physiciens), et auquel Samuelson ne cesse de se référer, n'apporte rien quant à la question de l'existence, car c'est le point de vue global qui s'impose et non seulement local : parmi toutes les valeurs possibles des variables d'un système d'équations, existe-t-il au moins un ensemble de valeurs susceptibles de vérifier ce système?. Puisque notre démarche se veut scientifique, il est clair que plus les formes à analyser sont vagues, moins nous pouvons nous y appesantir. Or seul le théorème au point fixe permet de répondre à cette question. En ce sens qu'il faudra procéder à un balayage exhaustif du champ des possibles. Le cœur du problème est donc le suivant. Le passage du local au global va se traduire par un relâchement d'hypothèses. La continuité suffisant, comme nous allons le voir, de manière plus formelle dans ce qui suit, pour assurer le résultat toujours recherché.

Deux objectifs principaux fondent l'analyse concurrentielle : comportement d'optimisation des agents individuels en présence de prix considérés comme des données, et établissement de ces prix de sorte que, à partir de ce comportement des agents, l'offre équilibre la demande sur chaque marché. Le résultat du processus concurrentiel s'évalue alors en termes d'efficacité parétienne, ainsi que d'autres conditions résultant de la distribution des biens. Le comportement de maximisation des agents a été bien abordé par Samuelson dans la communication qu'il ait à l'occasion de son prix Nobel (1971) : le comportement du consommateur est centré sur la notion d'utilité, celui du producteur sur le profit. Et je ne reviendrai pas ici sur cette question. Je m'entendrai seulement à rappeler au lecteur quelques points élémentaires. Car si l'on admet que la théorie néoclassique a nettement répondu à ce questionnement général posant partout la même question fondamentale : quel est l'objet de la maximisation?, alors qu'en reste-t-il de nos jours? Le premier c'est que le choix du consommateur est soumis à une contrainte. Dans l'acte d'achat en effet, comme l'a dit Alain Leroux, il n'y a pas que la quantité et la qualité, mais aussi le signe. D'ailleurs, depuis T. Veblen, précurseur s'il en est, les améliorations

continuelles des niveaux de vie ont rendu la dimension sémiologique aveuglante. La recherche du profit par l'entreprise est aussi un objectif parmi d'autres. Les mobiles de la techno-structure chez J.K. Galbraith relèvent de cette classe de phénomènes. Ce qui fait que, les simples relations de voisinage conduisent le plus souvent l'entrepreneur à se lancer dans la réalisation d'un certain équilibre : profit, certes, mais aussi sécurité et sérénité. Comme on le voit donc, les notions stratégiques traditionnelles de maximisation (utilité, profit) ont beaucoup perdu de leur éclat.

Le modèle Hicks-Samuelson d'équilibre général s'inscrit dans un cadre analytique que l'on peut résumer dans ce qui suit. Au début, le consommateur est en possession de certaines quantités de biens économiquement évaluables. Supposons qu'il y a  $l$  biens et soit  $W_k^i$  la dotation initiale de l'agent  $i$  ( $i = 1, 2, \dots, m$ ) en quantité de biens  $k$  (laquelle pour la plupart des biens pourra être nulle). Si  $P_k$  est le prix du  $k$ ème bien, le revenu total de l'agent  $i$  disponible par la dépense, à n'en pas douter ex post est :

$$\sum_{k \in \{1, 2, \dots, l\}} P_k W_k^i$$

De là suit qu'il peut choisir pour sa consommation toute combinaison de biens ( $\infty_k^i$ )  $k = 1, 2, \dots, l$  qui n'excédera pas son revenu,

$$\sum_{k \in \{1, 2, \dots, l\}} P_k \infty_k^i \leq \sum_{k \in \{1, 2, \dots, l\}} P_k W_k^i$$

Dans cet ensemble budgétaire de combinaisons possibles de biens de consommation, l'agent  $i$  est censé choisir la combinaison qui a sa plus grande préférence. Il y a donc sous-jacente ici une certaine rationalité. En ce sens que l'hypothèse aura été introduite comme une hypothèse positive et explicative sur le comportement effectif de ces agents. Dans ce contexte, comme l'a souligné Arrow, l'interprétation la plus courante de la plus grande préférence est qu'il existe un ordre des préférences pour toutes les combinaisons de biens possibles, de sorte que, pour tout couple de combinaisons de biens, ou bien l'un est préféré à l'autre ou bien les deux sont tenus pour indifférents.

Dans l'abondante littérature consacrée à la question de la rationalité, il est aisé de reconnaître que ces jugements en termes de combinaisons de biens sont taillés par la propriété dite de cohérence connue des logiciens sous le nom de transitivité des choix. Par exemple, si la combinaison  $X (x_1, x_2)$  est préférée à la combinaison  $Y (y_1, y_2)$  et la combinaison  $Y$  à la combinaison  $Z (z_1, z_2)$  il s'ensuit que  $X$  sera préférée à  $Z$ . Cette conception ordinaliste des préférences a été d'abord formulée vers 1900 dans le langage que nous lui connaissons aujourd'hui par Vilfredo Pareto et par Irving Fisher, et à l'époque fut considérée comme une étape importante dans l'évolution de la théorie en ce qu'elle rompait avec la thèse cardinaliste qui précédait, et selon laquelle, l'utilité doit être quantifiable, mesurable et commensurable. D'évidence, une utilité cardinale implique à n'en pas douter *ex post* une préférence ordinale, mais la réciproque n'est pas vraie. Et, si la seule signification opérationnelle comme l'a dit Arrow tient à l'explication du choix du consommateur, alors il est clair que deux fonctions d'utilité qui définissent un même ordre de préférence ne peuvent pas être opérationnellement distinguées.

A vrai dire, l'approche ordinaliste n'a acquis une audience étendue que dans les années trente. Et en réalité, si elle s'est imposée avec la force que nous connaissons aujourd'hui, c'est en grande partie grâce au traitement de Hicks et Samuelson, ainsi qu'à un article publié par Hotteling en 1935. A ces traits déjà connus, nous devons à présent adjoindre les éléments qui suivent pour densifier l'analyse. La combinaison de biens qui a la plus grande préférence est une fonction  $\infty_k^1 (p_1, p_2, \dots, p_n)$ , de tous les prix. La conséquence immédiate est que tous les prix interviennent dans la détermination de la demande d'un bien. Autrement dit, sans que cela soit dit clairement, et surtout pas dans la définition du concept de demande, il apparaît que l'augmentation de l'un quelconque des prix réduisant d'autant le revenu disponible pour tous les autres biens.

On peut donc, caractériser le problème du choix du consommateur sous forme d'optimisation. Ainsi, pour avoir négligé la part qui revient à l'approche cardinaliste et s'être cantonné dans une optique ordinaliste rappelons-nous alors la définition du taux marginaliste de substitution entre deux biens, donnée par Hicks

pour tout individu. Pour toute combinaison de biens donnée  $(x_k^i)$   $k = 1, 2, \dots, I$ , considérons toutes les combinaisons qui lui sont indifférentes, c'est-à-dire qui ne lui sont ni préférées ni inférieures. Si nous tenons pour constantes toutes les quantités de biens, sauf deux, par exemple  $x_k = x_k^i$  ( $k \neq \beta, \gamma$ ), nous pourrions alors considérer  $x_\beta$  comme une fonction de  $x_\gamma$  sur la surface d'indifférence en question, qui est le lieu des points représentatifs des combinaisons de biens procurant au consommateur le même niveau d'utilité, ou de satisfaction. Le rapport  $dx_\beta / dx_\gamma$  p appliqué et évalué au point  $x_\beta = x_k^i$  pour tout  $K$  définit le taux marginal de substitution d'un bien  $\beta$  à un bien  $\gamma$ . Il constitue donc la quantité de bien à laquelle on doit renoncer pour obtenir une unité de bien supplémentaire, tout en gardant le même niveau de satisfaction. En d'autres termes, le taux marginal de substitution mesure le rapport des quantités échangées des deux biens lorsque l'on passe d'un point à un autre sur une courbe d'indifférence.

Il s'agit en première approximation de la qualité de bien  $\gamma$  nécessaire pour compenser la perte d'une unité de bien  $\beta$ . Le taux marginal de substitution est ainsi un taux d'échange instantané en un point de la courbe d'indifférence, et devient une notion ponctuelle. On arrive donc à ce résultat qu'à l'optimum le taux marginal de substitution est égal au rapport des prix. Autrement dit, le comportement d'optimisation du consommateur égalera ce taux marginal de substitution au rapport des prix  $P_\gamma/P_\beta$ . Car sous l'hypothèse où il n'y aurait pas d'égalité, il serait possible pour le consommateur de se déplacer sur la courbe d'indifférence, dans une direction donnée, tout en réduisant sa dépense.

Parfaite illustration et résumé de ce qui précède, le taux marginal de substitution entre deux biens apparaît, sans doute, comme on le voit, la caractéristique principale de la relation de préférence. Il correspond, pour un panier donné, au taux d'échange maximum entre ces deux biens que tout ménage est prêt à accepter, sans que sa situation se dégrade. Autrement dit, sans qu'il se retrouve sur une surface d'indifférence plus basse. L'égalité des taux marginaux de substitution signifie donc que l'échange qui situerait un ménage sur une courbe d'indifférence aurait sur un autre le même effet. Point n'est plus alors besoin d'y insister

longuement. En ce sens qu'il n'existe pas de possibilité pour un nombre quelconque d'agents de remporter plus à l'échange une fois un équilibre concurrentiel atteint. D'où un équilibre concurrentiel qui satisfait aux mêmes types de conditions que l'optimum parétien (Arrow). Ce n'est donc pas un hasard d'observer que malgré l'élaboration des conditions du second ordre par Hotelling, Hicks et Samuelson, pour distinguer les maxima des minima, les conditions nécessaires à l'optimum du consommateur et à l'optimum parétien restent encore des conditions de premier ordre dans le calcul différentiel.

Ces questions attirent l'attention sur un autre aspect des choses. Celles-ci s'illustrent par une tendance qu'il serait maladroit de ne pas évoquer à ce stade de l'analyse. En effet, en matière de justice distributive, les évaluations ayant trait à la performance des économies ont été presque laissées de côté, pour ne pas dire étudiées. Ce qui est surprenant dans la mesure où des questions et des choix épistémologiques très profonds sont en cause. Ainsi, pensons-nous, la tradition anglo-américaine, bien que rarement avancée, est à cet égard acceptée. Toutefois, il n'est pas de notre intention de discuter ici la pertinence de cette approche mais seulement de considérer l'interrogation méthodologique qu'elle a fait naître et qui peut se retrouver dans un point de vue où sont décrites les conceptions utilitaristes de Bentham et de Sidwick, qu'Edgeworth formalisera ensuite : peut-on rendre compte, à l'aide d'un critère de maximisation, sur la somme de toutes les utilités individuelles?

Avec l'avènement des thèses ordinalistes, la contradiction apparente entre un mécanisme de quantification opérant sur la satisfaction des individus et le fondement épistémologique du critère de la somme des utilités individuelles a été ébranlée. Là encore, il est simple de voir d'où vient l'aveuglement. En ce sens que ce critère n'a de sens que si l'utilité est conçue comme cardinalement mesurable ou commensurable. Il faut donc savoir gré à Bergson (1938) d'avoir mis cette interrogation dans un article bien connu en forme analytiquement critiquable. Y appartient aussi un point de vue développé par Alain Leroux (1997) où l'on fait ressortir le parallèle existant entre des propositions normatives, et la pratique usuelle en

matière de politique distributive, dans les démocraties avancées. Selon cet auteur, même si le modèle d'équilibre général permet en économie d'échange de définir un critère de comparaison a priori des dotations individuelles, celui-ci s'avère incompatible avec les principales formulations normatives de la justice distributive, et conduit à définir une nouvelle norme d'équité, malheureusement difficilement implémentable.

Ce critère a une double dimension. D'un côté, il permet de proposer une norme de second rang susceptible d'offrir un compromis entre l'exigence d'équité et le souci d'implémentation. Mais en même temps la norme d'équité de second rang qui en résulte, et c'est ça l'avantage, peut éclairer, sous certaines conditions, la question de la justice distributive, telle qu'elle se pose d'habitude dans les démocraties avancées. Aussi, Il y a sous-jacent ici un possible fondement normatif à la pratique distributive usuelle, qui en semble régulièrement dépourvue (Alain Leroux). Pourtant, si le débat scientifique semble aujourd'hui tranché en faveur d'une incompatibilité entre théorie cardinale et approche ordinale, il s'en faut de beaucoup que ce consensus ait un fondement rationnel. En effet, tous les arguments avancés dans ce qui précède, aussi bien ceux qui ébranlent la contradiction que ceux qui réfutent cette accusation, ont le dénominateur commun de ne pas atteindre leur objectif. La thèse que nous défendons, depuis le début de cet article, et qui joue dans ce débat un rôle central, aura sans doute le mérite d'énoncer dans les pages qui viennent clairement le problème.

Le malheur est qu'il ne s'agit pas du seul problème posé par la théorie walrasienne de l'équilibre général. Car la question en suspens n'est aucunement de comprendre comment une ordination donnée des préférences correspond à plusieurs fonctions d'utilité, mais comment repérer les pistes d'atterrissage de cette théorie de l'équilibre général économique. Dans un souci de simplification, nous nous sommes exprimés jusqu'ici comme s'il n'y avait pas de production. C'est une omission qui doit être réparée. Car une entrée en scène aussi tardive condamnerait la production à jouer les seconds rôles. Accordons alors à notre économie la faculté de produire.

Une unité de production, ou entreprise se caractérise par un seul paramètre : la fonction de production, qui associe à un panier d'inputs (matières premières, travail, services fournis par des machines) la quantité maximale d'outputs (de produit) que l'on peut obtenir à partir d'eux, compte tenu des techniques existantes. La firme se caractérise donc par une relation entre inputs et outputs possibles. Il est évident que même si la firme peut avoir plus d'un seul output, la fonction de production ne saurait être purement technique. En ce sens qu'elle suppose l'efficacité, c'est-à-dire le choix de la technique la plus adaptée, quelque soit le niveau de production envisagé.

la firme  $j$  est donc caractérisée par sa surface de transformation, induite par l'équation

$$Y_j(Y_j^k)_{k=1,2,\dots,l} = 0$$

dans laquelle la composante  $Y_j^k$  s'interprète comme un output si elle est positive et comme un input si elle est négative. Cette surface représente toutes les productions possibles, efficaces ou pas. Autrement dit, elle définit les vecteurs possibles d'input-output efficaces pour la firme, c'est-à-dire ceux qui maximisent l'output d'un bien avec des inputs et outputs donnés des autres biens (Arrow). La firme cherche à maximiser sa fonction objective représentée par le profit. Ce qui la conduit à formuler des offres et des demandes. La maximisation du profit sur les différents points de la surface de transformation exprime son comportement d'optimisation (Arrow).

Ramenée dans les conventions standard de signes qui distinguent inputs et outputs, la firme  $j$  cherchera alors à maximiser :  $\sum_{k \in \{1,2,\dots,l\}} P_k Y_j^k$ . Notons cependant qu'il est d'usage de considérer comme c'est le cas chez Hicks et Samuelson et également dans la plupart des ouvrages auxquels il est fait référence, que la fonction de transformation est différentiable. Si bien que la position de profit maximum  $y$  est définie par des inégalités marginales appropriées. Le résultat obtenu étant alors une fonction  $Y_j^k(P_k)_{k=1,2,\dots,l}$ .

A ce point, il est aisé de repérer deux remarques qui focalisent l'intérêt :

**2.1** Il est évident que si l'on multiplie tous les prix par une même constante positive  $\lambda$ , la contrainte budgétaire des ménages demeure inchangée, et de même

ne sont pas affectées les fonctions de demandes des consommateurs. Similairement, les processus de maximisation du profit de la firme seront inchangés, si les profits sont multipliés par une même constante positive. Il en résulte donc que les fonctions  $\alpha^i_k (P_k)_{k=1,2,\dots,1}$  et  $Y^k_j (P_k)_{k=1,2,\dots,1}$  sont homogènes de degré zéro.

**2.2** La deuxième remarque convient pour sa part qu'il existe une et une seule façon de procéder à une modification de la contrainte budgétaire antérieure pour l'argent : traiter les profits des firmes comme part du revenu des ménages propriétaires de ces firmes.

L'idée sous-jacente est simple. Pour tout bien  $k$  ( $k=1,2,\dots,1$ ), il y aura des demandes et des offres, à tout ensemble de prix donné. Si nous suivons donc Hicks, par demandes excédentaires pour le bien  $K$ , on entendra signifier la somme des demandes et des offres de tous les individus et de toutes les firmes, la somme des offres étant négativement prise en compte. Si nous reprenons les hypothèses et les notations standard habituelles, la demande de l'individu  $i$  ( $i = 1,2,\dots, m$ ) sera  $\alpha^i_k (P_k)_{k=1,2,\dots,1}$  et si bien que la demande totale de tous les ménages prend la valeur :  $\sum_{i \in \{1,2,\dots,m\}} \alpha^i_k (P_k)_{k=1,2,\dots,1}$ . L'offre des ménages elle, représente la quantité globale dont ils se sont dotés au début de l'exercice, à savoir :

$\sum_{i \in \{1,2,\dots,m\}} W^i_k$ . L'offre globale des firmes devient alors :  $\sum_j Y^k_j (P_k)_{k=1,2,\dots,1}$ . Une interprétation tend alors à s'imposer. Mais les conventions de signes que nous avons adoptées jusqu'ici assurent que l'expression  $\sum_j Y^k_j (P_k)_{k=1,2,\dots,1}$  traduit en réalité celle de l'offre globale nette des firmes, c'est-à-dire après annulation des demandes d'une firme satisfaites par les offres d'une autre firme. A n'en pas douter, quelques firmes peuvent être demandeurs plutôt qu'offreurs. Toutefois, la demande excédentaire, sur le marché, du bien  $k$  ( $k = 1,2,\dots,1$ ) reste définie par :

$$\theta_k (P_k)_{k=1,2,\dots,1} = \sum_{i \in \{1,2,\dots,m\}} \alpha^i_k (P_k)_{k=1,2,\dots,1} - \sum_{i \in \{1,2,\dots,m\}} W^i_k - \sum_{j \in \{1,2,\dots,m\}} Y^k_j (P_k)_{k=1,2,\dots,1}$$

Deux remarques s'imposent encore, à ce point :

**2.3)** Il est clair que si chaque terme est homogène de degré zéro, il en sera de même pour le total  $(\theta_k)_{k=1,2,\dots,l}$ , Autrement dit, la satisfaction de la contrainte de budget pour chaque individu restreindra aussi ces fonctions de demande excédentaire.

**2.4)** Si la valeur monétaire des dépenses envisagées à tout ensemble de prix  $(P_k)_{k=1,2,\dots,l}$  égale pour chaque individu la valeur monétaire de ses dotations initiales **plus** ses parts de profit, alors l'agrégat sera tel, à n'en pas douter *ex post*, que la valeur monétaire des dépenses envisagées par tous les ménages équilibre la valeur monétaire de toutes les dotations initiales plus la part des profits. Autrement dit,

$$\sum_{i \in \{1,2,\dots,m\}} \sum_{k \in \{1,2,\dots,l\}} P_k \cdot \theta_k^i(P_k)_{k=1,2,\dots,l} = \sum_{i \in \{1,2,\dots,m\}} \sum_{k \in \{1,2,\dots,l\}} P_k (W_k^i)_{k=1,2,\dots,l} + \sum_j \sum_{k \in \{1,2,\dots,l\}} P_k Y_j^k(P_k)_{k=1,2,\dots,l}$$

Ce qui revient à dire, en utilisant l'expression de la fonction de demande excédentaire que :

$$\sum_{k \in \{1,2,\dots,l\}} P_k \theta_k(P_k)_{k=1,2,\dots,l} \equiv 0$$

où le symbole d'identité rappelle que cette relation, dite par Oscar Lange (1942) loi de Walras, vaut pour toutes les valeurs des prix  $(P_k)_{k=1,2,\dots,l}$ .

L'équilibre général de l'économie  $E$  se définira alors comme étant l'ensemble des prix qui égalera toutes demandes excédentaires à zéro, c'est-à-dire :

$$\theta_k(P_k)_{k=1,2,\dots,l} = 0.$$

A vrai dire, on est en présence d'un système de  $K$  équations à  $K$  inconnues, même si le décompte doit être nuancé par deux considérations :

**2.5** Puisque les équations sont homogènes, il est évident qu'aucune solution ne peut être unique. Tout multiple positif  $\lambda$  de tous les prix  $(P_k)_{k=1,2,\dots,l}$  sera aussi une solution. Autrement dit, de telles équations ne détermineraient en réalité que les  $(k - l)$  rapports de prix sous-jacents.

**2.6** Les équations ne sont pas indépendantes. Car si  $(k - l)$  d'entre elles sont satisfaites, la  $k^{\text{ième}}$  devra être la loi de Walras.

Ainsi, même s'il a fallu attendre Arrow et Debreu (1954), puis Debreu (1959) pour que soit rendue manifeste la place centrale que le concept d'équilibre général allait occuper en économie moderne, celui-ci n'en a pas évidemment joué un rôle capital dès le moment où il n'apporte rien de nouveau en ce qui concerne la question des lois, au sens causal, qui constituent l'objet du modèle. D'où l'importance accordée, dans les années soixante à la propriété dite de substituabilité brute qui aura permis d'aller au-delà, en établissant des résultats d'unicité, de stabilité et de stabilité comparative (Arrow et Hahn (1971)).

Il est vrai que si la question a exercé un tel attrait auprès des économistes, c'est qu'elle évoque à la fois un certain ordre et une relative stabilité. La démonstration de stabilité globale, grâce à la seconde méthode de Lyapounov, constitue sans doute un des résultats les plus élégants que le modèle d'équilibre général ait à mettre en avant. Toutefois, le domaine de validité des résultats obtenus dépendait fortement de l'hypothèse de substituabilité brute. Il faudra donc adjoindre au contexte analytique des exigences supplémentaires afin de pallier, autant que faire se peut, l'absence d'un processus Pareto améliorant portant sur le caractère restrictif de l'hypothèse qui apparaît de plus en plus évident (Fisher (1972)). Mais un autre argument souligne des limites de cette hypothèse. Il est en effet difficile de l'appliquer microéconomiquement, dans un cadre à la Arrow-Debreu (Guerrien (1989)).

Ce passage de l'analyse locale à l'approche globale a soulevé d'interminables controverses, et ne s'est imposé qu'après avoir satisfait quantité d'hypothèses relâchées. Celle ayant trait à la continuité suffisante pour établir le résultat recherché. Ce qui aura l'avantage d'envisager dans l'analyse certains types de solution *en coin*, et en même temps de prendre en considération le cas des rendements constants. Les chapitres à venir exploreront ces possibilités.

### **3. L'impasse du théorème de Sonnenschein-Mantel-Debreu**

Cette section apporte un résultat négatif. Les chapitres de l'ouvrage<sup>(4)</sup> de Arrow et Hahn (synthèse des résultats sur l'équilibre général à la fin des années

---

(4) Arrow, K et F. Hahn., "General Competitive Analysis", Holden Day, 1971.

soixante ) consacrés à l'unicité, la stabilité de l'équilibre et la statique comparative se terminent sur une interrogation mettant en avant l'idée de pouvoir préserver les résultats déjà obtenus en supposant la substituabilité brute tout en relâchant, du moins partiellement, cette hypothèse. Interrogation à laquelle on répond , de manière négative, Sonnenschein (1973), Mantel ( 1974) et Debreu (1974).

L'idée avancée est sous-jacente à l'idée selon laquelle, si l'on ne retient que les hypothèses standard du modèle Arrow-Debreu, alors il n'est pas possible de dégager des lois, au sens où l'entendait le modèle Hicks-Samuelson d'équilibre général ci-dessus. Car ce modèle serait vidé de toute sa substance prédictive<sup>(5)</sup>. Ce résultat a pourtant démontré sa robustesse, et demeure encore valable dans des contextes nettement moins généreux que ceux de Arrow-Debreu. C'est le cas par exemple, lorsque les fonctions d'utilité sont homogènes (Mantel (1974). C'est le cas aussi lorsque les ménages ont la même relation de préférence, et disposent de dotations initiales qui sont homothétiques (Kirman et Koch (1986)). Il apparaît en effet que si l'on considère un nombre important d'agents, et si l'on ne tient pas compte des spécifications du type Cobb-Douglas, alors les demandes excédentaires  $\theta_k (P_k)_{k = 1,2,\dots,1} = 0$  peuvent prendre les formes les plus diverses en raison de la complexité des interdépendances des actions individuelles.

### **Théorème de Sonnenschein :**

Les demandes nettes (différence entre demandes et offres) issues de modèles vérifiant les hypothèses de la concurrence parfaite peuvent avoir une forme quelconque. Elles peuvent donc en particulier, engendrer les processus les plus divers (et donc, la plupart du temps non convergents).

Le théorème de Sonnenschein est un résultat négatif fondamental. Car non seulement il sème le doute quant à la stabilité du tâtonnement, comme nous allons le voir tout à l'heure, mais plus généralement il met un terme à tout espoir de déduire des lois ou des relations causales à partir des comportements maximisa-

---

(5) Comme le dit Sonnenschein : "the present result point to the conclusion that Walras identity and Continuity summarize all of the restrictions on the community excess demand function which follow from the hypothesis that consumers maximise utility and producers maximise profits".

teurs ou rationnels de concurrence parfaite. Or, comme le but de tout modèle formalisé est d'établir de telles lois et, si possible, de les tester empiriquement, il s'ensuit que l'approche en équilibre général de la concurrence pure et parfaite mène à une impasse totale, et cela bien qu'elle soit cohérente ( Guerrien (1992)).

La démonstration d'existence repose sur le théorème du point fixe qui dit que si une fonction  $\varphi(k)$  est continue et bornée ( majorée et minorée) sur l'espace des  $k$ -uplets des nombres réels  $\mathbb{R}^k$ , alors on peut toujours trouver un vecteur  $V$  tel que  $\varphi(V)=V$ . En d'autres termes, si on part de  $V$ , on arrive ou on reste en  $V$ . Et ça tombe puisque c'est justement ce qui caractérise un équilibre. A savoir que c'est une situation où rien ne bouge. L'établissement de l'existence de l'équilibre fait appliquer le théorème du point fixe à une fonction faisant intervenir les différences entre demandes et offres. Toutefois, et là est l'essentiel, une fois établis, il faut montrer que ces équilibres sont fondés. Autrement dit, il faut montrer que les raisonnements à l'équilibre ont un sens. C'est-à-dire que le système sous-jacent est stable.

Or qui dit stabilité, dit processus. Du coup, on songe aussitôt à la fascination qu'a toujours exercée sur nos esprits la plus belle construction que les sciences sociales, et plus particulièrement les sciences économiques, aient à mettre en avant : la loi de l'offre et de la demande, souvent qualifiée de tâtonnement. Tout se passe alors comme s'il y avait un secrétariat du marché qui ne se contente plus de proposer seulement des prix. Mais qui les fait varier en augmentant ceux pour lesquels la demande est supérieure à l'offre, et en diminuant, bien sûr, les autres. Le processus ainsi engendré ne converge généralement pas vers un équilibre, contrairement à toute attente. Le tâtonnement est donc instable. Ce résultat impressionnant me direz-vous, découlerait du théorème de Sonnenschein établi plus haut. Et c'est là à mon avis une conclusion catastrophique, compte tenu du rôle normatif de la concurrence pure et parfaite pour la théorie néoclassique.

Il est vrai que le fait de centrer l'analyse sur la seule dimension de la concurrence pure et parfaite sans chercher les causes premières d'où découlerait toute l'explication, pourrait appauvrir considérablement la réalité. En revanche, proposer

un corps d'explication unifié faciliterait beaucoup la compréhension et favoriserait à n'en pas douter *ex post* l'adhésion de la communauté scientifique. Vues sous cet angle, les recherches dans une optique d'équilibre général fonctionneront de la même façon que les autres disciplines scientifiques. Ce qui explique le succès qu'elles viennent d'enregistrer. Aussi, avant même que Sonnenschein n'ait publié son premier article sur la nature des demandes nettes, d'autres économistes s'étaient déjà lancés là-dessus afin d'explorer de nouvelles pistes, à la suite de Debreu (1970) et Smale. A vrai dire, il y avait sous-jacente à l'époque la nécessité d'un changement d'optique quant au projet de recherche que proposaient Hicks et Samuelson. Changement qui s'est traduit par un retour inéluctable à une approche mettant en avant l'analyse des propriétés relatives aux fonctions différentiables. Le moment est donc venu de nous entretenir sur cette nouvelle optique qui semble s'imposer à la fin des années 80. Comme le laisse entendre la lecture attentive des deux ouvrages les plus importants parus à ce sujet depuis celui de Arrow-Hahn (1971). Ouvrages sur lesquels nous allons maintenant nous attarder : Mas-Colell (1985) et Balasko (1988).

#### **4. Retour à l'approche différentiable**

L'attention doit maintenant se déplacer. L'intérêt d'un tel retour réside, comme on pourra s'en apercevoir, outre le fait qu'il permet de mieux tenir compte des interprétations de l'école marginaliste autrichienne, respectueuses du contexte axiologique retenu depuis le début de cet article, dans la possibilité d'appréhender des questions résultant des techniques et résultats d'une des branches des mathématiques qui aura connu, ces derniers temps, un essor important : la topologie différentielle. S'ensuivent alors deux remarques :

**4.1** On peut approcher autant que l'on veut une fonction continue par un polynôme lui-même indéfiniment différentiable (théorème de Stone-Weierstrass).

**4.2** Pour obtenir des demandes nettes continues et différentiables, il faut imposer aux paramètres du modèle (goûts, préférences, technologie) d'autres conditions moins restrictives.

Naturellement, le passage du continu au différentiable conduira à exclure de l'analyse la nature des rendements d'échelle constants. D'où une certaine perte de généralité. Nous y reviendrons. Cette rapide analyse nous paraît nécessaire afin d'éviter d'emblée tout autre obstacle susceptible de menacer gravement le cadre dans lequel nous voulons évoluer. Même si, et presque toujours, seules des économies d'échange sont envisagées dans ce type d'approche. Le contexte axiologique postulé par l'économie d'échange est ici bâti autour du théorème des fonctions implicites, que nous allons appliquer au système d'équations donnant les conditions du premier ordre de maximisation. Ces conditions se révèlent suffisantes, dans la mesure où l'on introduit l'hypothèse clé de convexité stricte des préférences. La dernière section de cet article s'y appesantira davantage. L'économie disposant d'un vecteur de ressources initiales, sous-tendues par des paramètres, dont le rôle essentiel est de faire apparaître explicitement, les dotations en biens des individus dans le système d'équations. A vrai dire, on a affaire ici à un problème typique de statique comparative, dans le sens où ces dotations ou ces allocations peuvent varier de façon exogène.

L'étude de la variation des allocations possibles conduit aussi à isoler les points critiques pour lesquels, le théorème des fonctions implicites ne peut s'appliquer : matrice jacobienne associée au système irréversible. Le domaine de validité des solutions obtenues dans le cadre de cette économie d'échanges va donc certainement dépendre du contexte. Ce qui fait qu'un tel ensemble de points jouira toujours d'un fondement indiscutable dans l'approche par la topologie différentielle. Bien que sous l'hypothèse de convexité stricte des différences, où le ménage n'aime que les mélanges, il soit négligeable ou de mesure nulle (Derbeu (1970)). C'est l'objet des prochains développements de cette section. Le problème qui suscita l'émergence de cette approche, le mystère qui fascina Mas-Colell autant qu'il fascine Balasko, est l'étude du nombre des équilibres associé aux diverses allocations initiales possibles. D'ailleurs, bon nombre des résultats obtenus dans

cette optique, tels qu'ils sont consignés dans leurs ouvrages, portent sur la question. Le point de départ est alors le théorème du degré topologique (*index theorem*) qui permet de montrer que le nombre d'équilibres d'une économie régulière<sup>(6)</sup> est fini et impair.

Sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, Mas-Colell et Balasko se sont toujours efforcés de justifier leurs hypothèses. Et sur ce point, comme sur quelques autres, leur argumentation est loin d'avoir la force de conviction qu'on leur prête d'ordinaire, sans y regarder de près. Mais comme l'a souligné avec force Mas-Colell, c'est là le principal résultat que l'on peut espérer obtenir en ce qui concerne les caractéristiques de l'ensemble des équilibres d'une économie, sans faire appel à des spécifications vraiment particulières. Toutefois, on peut noter que même si les résultats de stabilité et de statique comparative figurent en bonne place dans l'introduction de leurs ouvrages<sup>(7)</sup>, Mas-Colell n'entre pas dans le détail de ces questions qui n'apparaîtront pas dans l'index de son livre.

Quant à Balasko lui, il s'intéresse plus à ce qu'il appelle la statique comparative qualitative en s'efforçant de voir comment varie le nombre des équilibres en fonction des dotations initiales. Il se rend compte que ce nombre demeure constant tant que n'est pas atteint un point critique. Autrement dit, il montre qu'on peut parvenir à l'existence de composantes connexes caractérisées par le nombre d'équilibres associés dans l'ensemble des allocations possibles. La statique comparative est qualitative dans le sens où elle ne met en avant que le caractère franchissant des seuils que constitue l'ensemble des points critiques. Mais elle ne permet de dire grand chose de plus, si ce n'est que le passage d'une composante connexe à une autre va se traduire par des variations d'un nombre d'équilibres<sup>(8)</sup>.

---

(6) C'est-à-dire telle que l'allocation initiale soit non singulière.

(7) Mas-Colell, A. "The Theory of General Equilibrium : A Differentiable Approach", Cambridge University Press, 1975; Balasko, Y. "Fondements de la Théorie de l'Équilibre Général", Economica, Paris, 1988.

(8) C'est là le seul résultat d'ordre général auquel on peut parvenir. Comme le dit Mas-Colell : "We give the index theorem centre stage not so much because of the rather limited strength of its conclusion but because... it is not possible to derive any stronger theorem from the general hypotheses describing an exchange economy".

Mas-Colell n'aborde vraiment pas la question de la stabilité même si l'accent aura été mis dès l'introduction de son ouvrage. Il est vrai que montrer l'existence d'une solution d'équilibre ne suffit pas pour conclure sur le système. Il faut aller plus loin. C'est-à-dire montrer que cet équilibre est stable à l'égard de petites comme de grandes variations. Autrement dit, que la position finale ne dépend pas des routes qui mènent à l'équilibre. Chose qui laisse des zones sombres, et que Walras lui-même reconnaît, lorsqu'il traite de la question de l'instabilité dans le cadre des équilibres multiples.

L'analyse de la stabilité chez Walras, on peut encore le rappeler ici, est basée sur l'hypothèse selon laquelle le taux de variation des prix est directement fonction du montant de la demande excédentaire  $\theta_k (P_k)_k = 1, 2, \dots, l$ .

Quoiqu'il en soit, on peut admettre néanmoins que, Walras aura poussé plus loin que Marshall par exemple, en discutant, non seulement la stabilité d'un marché, mais aussi et surtout la stabilité simultanée de plusieurs marchés. La théorie walrasienne est à ce point, d'un point de vue formel, impeccable. Même si le contenu reste encore à soigner. Mais au-delà de la discussion portant sur la validité des hypothèses qui sous-tendent la logique d'un raisonnement par les variations du nombre d'équilibres chez Balasko, et au-delà de l'élégance de certaines démonstrations qui imbibent le sujet chez Mas-Colell, on peut toujours s'interroger sur l'intérêt de tels résultats du point de vue de l'économiste que nous sommes. Et cela au moins pour trois raisons que nous allons essayer de justifier :

**4.3** La détermination de ces résultats soulève des problèmes différents de ceux posés par la stabilité. En particulier, elle appauvrit l'étude locale, tant que l'on reste figé à l'intérieur d'une même composante connexe. Pire même, ces résultats ne pourront en aucun cas, comme l'a souligné avec force, Bernard Guerrien, préciser la façon dont les équilibres vont bouger sous l'effet d'un choc exogène et perturbateur.

**4.4** Si ces résultats focalisent l'attention, à juste titre, sur un aspect des choses ; à savoir la détermination des points critiques qui leur sont associés, ils

ne disent pourtant rien à leur propos. Ce qui fait que l'intérêt porté au débat sur la véritable question risque de se renforcer encore dans les années à venir. C'est donc une question qui reste en débat parmi les économistes.

**4.5** Les résultats d'une méthode d'analyse ne peuvent être réutilisés pour juger les résultats d'une autre méthode relative à un autre contexte. Autrement dit, on ne peut utiliser un modèle pour en juger un autre. Or les résultats obtenus par Balasko et Mas-Colell seraient à mon avis beaucoup trop pauvres en l'absence d'hypothèses restrictives provenant de la multiplicité des prix d'équilibre que le modèle sous-jacent ici est chargé de mettre en avant en tant que cas générique dans son analyse.

A vrai dire, il y a quelque chose qui ne va pas encore dans l'approche que proposent Balasko et Mas-Colell. Car l'analyse des résultats laisse planer une certaine indétermination dans le caractère du modèle lui-même. Et cette indétermination ne peut être levée, même en faisant appel à une fonction de sélection des prix arbitraire (Guerrien, 1989). La principale contribution de cette approche aura été alors d'attirer l'attention sur le problème de la multiplicité des équilibres, qui est devenue aujourd'hui une question incontournable en sciences sociales. On l'a rencontrée aux diverses étapes de la discussion précédente. Inutile donc d'y revenir. Mais n'empêche qu'on peut toujours se poser la question suivante : que peut prétendre prédire une théorie face à une multiplicité d'équilibres? Il y a quelque temps Balasko, avait proposé l'idée dite d'équilibres sans transaction selon laquelle les dotations initiales représenteraient des optima de Pareto. Il montre alors la stabilité locale de tels équilibres. Pourtant ce résultat était déjà connu des économistes. Même si démontré autrement. Il suffit de se référer à Arrow et Hahn (1971) lors de l'étude des processus dits de *non tâtonnement*. Reste alors à proposer des critères déterminant ce que peut-être un échange, autre qu'infinitésimal. Car l'intérêt pour l'économiste de tels types d'allocation est loin d'être évident. On pourrait alors penser à ce stade de l'analyse qu'il suffit de se référer immédiatement à l'histoire. Car c'est elle qui sélectionne. *Ex post* à n'en pas douter : c'est une tautologie ; c'est-à-dire une proposition qui est toujours vraie. Mais alors *ex ante*?

Mais il est encore une autre manière de montrer le résultat de stabilité d'un point de vue négatif : c'est de s'en servir pour dégrossir les contours d'un seuil, potentiellement porteur de vertus désirables, comme le donne à penser Balasko lorsqu'il conclut : "en résumé, les propriétés d'unicité, de continuité et de stabilité, vertus désirables de l'équilibre, sont vérifiées quand l'intensité des échanges est relativement faible. Autrement dit, quand le rôle du marché dans l'allocation des ressources ne dépasse pas un certain seuil" (Balasko, 1988). Toutefois, ce seuil, qui peut s'avérer à bien des cas, être très faible, une fois franchi, conduit à faire face à des phénomènes infiniment complexes et mal maîtrisés, susceptibles de se traduire par des bouleversements profonds du modèle (Guerrien, 1989). D'où la nécessité de plus amples développements.

## **5. Nécessité de plus amples développements**

S'intéresser aux diverses directions où la structure de la théorie de l'équilibre général s'est avérée soit incomplète, soit incompatible avec des doctrines très en cours dans l'analyse économique, est désormais nécessaire. Deux considérations sont ici à prendre en compte, l'une qui plaide pour le maintien et l'amélioration de certaines hypothèses qui sous-tendent la théorie, l'autre qui en montre les limites.

**5.1** La question de l'existence d'une solution où la structure de la théorie de l'équilibre général demeure sans réponse. Aucune démonstration n'avait été fournie à ce sujet . Autrement dit, on ne savait pas s'il existait un système de prix pour lequel la somme des offres soit égale à la somme des demandes. Et cette question de l'équilibre concurrentiel apparaissait comme le problème non résolu le plus sérieux.

**5.2** Les hypothèses sur la théorie du producteur ne coïncident pas avec celles ayant trait à l'analyse de cette théorie elle-même. Dans celle-ci, il est souvent avancé l'argument selon lequel, si tout processus de production fonctionne avec inputs et outputs donnés, alors cela ne devra poser aucun obstacle pour toute échelle de production. Autrement dit, si l'on multipliait tous les inputs par un même nombre réel  $\lambda$  positif, on pourrait s'attendre à une production du même ordre de tous les

outputs. Mais cette hypothèse des rendements d'échelle constants exclut toute sorte de position unique de maximisation du profit pour tout ensemble de prix (Arrow). Car si l'on admettait une situation de positivité des profits, le fait de doubler les inputs et les outputs aurait suffi pour doubler les profits. Il n'y aurait donc pas de situation de maximisation de profit puisque chaque situation pourrait être améliorée. Aussi, comme l'a dit Arrow, un profit nul peut toujours être obtenu même en cas d'absence d'inputs et d'outputs. On conclut de là que, si les prix sont tels qu'il existe un ensemble de maximisation du profit à partir d'inputs et d'outputs non tous nuls, les profits correspondants doivent être nuls, et de plus que les mêmes profits peuvent être enregistrés en multipliant tous inputs et outputs par un nombre positif quelconque (Arrow).

L'enseignement à tirer de tout cela est qu'il n'existe donc pas de fonction à valeur unique  $Y_j^k$  ( $P_k$ ) $_{k=1,2,\dots,l}$  définissant inputs et outputs comme fonction des prix, sous l'hypothèse des rendements d'échelle constants. Autrement dit, on ne peut pas trouver dans ces conditions de vecteur input-output qui maximise le profit, pour tout ensemble de prix donné. Mais pour autant, la non existence d'une telle fonction et le fait qu'on ne peut pas mettre la main sur ce vecteur clé suffisent-ils raisonnablement à rejeter l'hypothèse de la constance des rendements d'échelle?

La procédure qui sous-tend la notion d'égalisation de l'offre et de la demande mérite d'être redéfinie. Et à ce propos, le fait que la surface de transformation n'ait pas besoin, dans des circonstances très plausibles, d'être différentiable, semble de moindre importance (Arrow). Aussi, les relations entre allocations efficaces au sens de Pareto et équilibre concurrentiel n'ont pas été bien formulées qu'on aurait pu le faire. Les théorèmes de l'économie du bien-être montrent pourtant que l'équilibre concurrentiel est un optimum de Pareto et qu'il représente un état efficace de l'économie. C'est pourquoi nous pensons qu'il doit toujours être recherché. D'où le caractère souvent normatif de notre démarche depuis le début de cet article. Serait-il alors intéressant de mettre en relation équilibres concurrentiels et optima de Pareto, comme le prouvent les deux théorèmes de l'économie du bien-être.

**1<sup>er</sup> théorème<sup>(9)</sup>** : Si les relations de préférence des ménages sont monotones<sup>(10)</sup> et s'il existe un système de complétude des marchés, alors tout équilibre concurrentiel est un optimum de Pareto.

**2<sup>ème</sup> théorème :**

Sous les hypothèses du premier théorème, et sous l'hypothèse de convexité des préférences et des ensembles de productions, alors à tout optimum de Pareto on peut associer un vecteur de prix tel qu'à ces prix, il soit un équilibre concurrentiel.

Il suffit de relire ces théorèmes pour constater qu'ils véhiculent une double affirmation : d'une part, le premier théorème insiste sur l'optimalité, ou l'efficience, de cet équilibre. Le deuxième, quant à lui montre d'autre part, que si une allocation n'est pas un équilibre concurrentiel, alors elle n'est pas un optimum de Pareto, sous les hypothèses habituelles. Autre façon de dire qu'il est alors possible de faire mieux qu'elle, sans nuire à personne. Ce double trait, comme on peut s'en apercevoir, constitue sans doute l'hypothèse cruciale sur laquelle s'est développé le projet de théorie micro-économique néoclassique, tel qu'il est formulé aujourd'hui par ses partisans les plus conséquents. En fait, et en réalité, ce qui a été mis en évidence, et ce que nous devons retenir, comme l'a souligné avec force Arrow, c'est que les conditions de premier ordre de l'efficience au sens de Pareto sont les mêmes que celles de premier ordre dans le comportement de maximisation des firmes et des agents, surtout lorsque dans sa globalité, l'économie se trouve en équilibre concurrentiel.

---

(9) Ce théorème se démontre par l'absurde : soit  $\infty$  la représentation d'équilibre après échange aux prix  $P$ . Soit  $\beta$ , une autre répartition, qui lui soit strictement supérieure selon le critère de Pareto. Puisque les ménages sont au moins aussi bien, et certains même je dirais mieux, en  $\infty$  qu'en  $\beta$ , il est évident qu'aux prix  $P$ , leurs paniers de biens ne peuvent être moins chers en  $\infty$  qu'en  $\beta$ . Sinon ils les auraient choisis en  $\beta$ . Ces paniers doivent même être strictement plus chers pour les ménages dont l'utilité, ou la satisfaction augmente lors du passage de la combinaison de biens  $\beta$  à la combinaison de bien  $\infty$ . L'enseignement à tirer de tout cela est donc le suivant : la valeur, aux prix  $P$ , de l'ensemble des ressources en  $\infty$  est strictement supérieure à ce qu'elle est en  $\beta$ . Ce qui contredit nos hypothèses de départ. Car cet ensemble est, par définition, le même en  $\infty$  et en  $\beta$ . Autrement dit, il ne peut exister une combinaison de biens  $\infty$  strictement supérieure à une autre  $\beta$  selon le critère de Pareto :  $\beta$  est donc bel et bien un optimum de Pareto.

(10) Généralement, il est supposé dans les modèles économiques que le ménage préfère avoir toujours plus. Ce qui a pour conséquence que ses courbes d'indifférence sont strictement décroissantes.

Du coup, la règle d'optimum du consommateur pris individuellement (taux marginal de substitution égalé au rapport négatif des prix) aurait dû être altérée pour mieux tenir compte de l'émergence des solutions de maxima dites solutions en coin.

Une autre question attire encore l'attention sur un autre aspect : celle de savoir si offre et demande sont nécessairement égales. Car d'aussi loin que l'on remonte dans l'histoire de la pensée économique, et aussi profondément que l'on pénètre la pensée contemporaine, pourtant largement différenciée et hautement spécialisée, la notion d'équilibre qui sous-tend cette égalité, reste la clé nécessaire à toute compréhension. D'évidence, à ne pas douter *ex post*, la demande ne peut pas excéder l'offre, ou alors des demandes demeureraient insatisfaites. Mais quand nous jetons un coup d'oeil sur notre espace environnant, nous voyons qu'il existe des biens, je dirais même des flux de biens auxquels vont toujours nos préférences, mais en abondance telle que nous n'avons pas le désir d'en disposer davantage. L'air et la lumière sautent immédiatement aux yeux et viennent à l'esprit. C'est dommage que la surabondance qui caractérise ces biens soit gratuite; en ce sens que l'usage qui en est fait n'est pas soumis à un prix. Cette observation a été faite par les économistes à différentes reprises qui continuent encore de se référer au paradigme de l'équilibre. Si bien qu'on a fini par établir aujourd'hui une distinction entre biens rares et biens de libre disposition. Les premiers, faisant naturellement en propre l'objet d'une étude purement économique. L'économie étant par définition un problème de rareté des biens.

Comme on le voit donc, la formation progressive de cet obstacle épistémologique (Alain Leroux), s'explique par la coïncidence au XVIII<sup>ème</sup> siècle de naissance d'une pensée spécifiquement économique, entre un monde peu évolutif et une pensée scientifique privilégiant la fixité en tout domaine. Mais il est aisé de remarquer que, du point de vue mathématique, cette classification des biens en termes de biens rares et biens de libre disposition n'est pas toujours donnée. Elle dépend des paramètres que le système met en jeu et qui commandent aux goûts, aux préférences, à la technologie, et dans bien des cas, aux offres primaires. La meilleure illustration de ces paramètres relatifs aux goûts pour l'invariance est fournie par l'analyse

différentielle de Leibniz, conçue pour rendre compte du mouvement mais qui, en dernier ressort, comme l'a dit Alain Leroux, ne décrit le changement que par ce qui reste invariable: les relations entre les écarts.

Quoiqu'on puisse penser au premier abord, ces deux catégories de biens ne se recourent pas. Supposons pour illustrer cette tendance, l'existence de deux biens B1 et B2 qui tirent uniquement parti de facteurs de production. Supposons en outre, qu'on est en face de cette situation : les deux facteurs sont tels qu'on les associe toujours et toujours dans la même proportion (Une unité de bien B1 à deux unités de bien B2, par exemple). Supposons enfin que nos deux biens B1 et B2 sont des ressources naturelles disponibles en bonnes quantités égales. Autrement dit, qu'ils ne relèvent pas de biens de production. Vu sous cet angle, il est évident que tout changement dans le produit disponible ne se fera pas sentir sur la production. En d'autres termes, B1 est un bien de libre disposition, et B2 figure le goulet d'étranglement. Mais attention, cette classification des biens en termes de libre disposition d'un côté, et de rareté de l'autre, va avoir non seulement des effets sur la technologie, mais surtout sur le mécanisme des demandes primaires qui leur sont associées. Tout simplement, si le passage d'une innovation à une autre contraindrait par exemple à revoir les besoins de B2 à la baisse de sorte qu'une unité de B1 ne requière plus que la coopération de moins d'une unité de B2, à n'en pas douter *ex post*, B2 deviendra le bien de libre disposition et B1 le bien rare. Pareil aussi, si l'on réduisait les dotations initiales de B1 à moins de la moitié de celles de B2. La preuve de ce que nous avons raison est donc là. Evidente et s'impose d'emblée sans problème : les conditions de l'équilibre doivent être modifiées. Les demandes excédentaires  $\theta_k (P_k)_k = 1, 2, \dots, 1$  doivent être non seulement non positives, mais pour tous biens où elles s'avèrent négatives, les prix associés doivent être nuls. En d'autres termes, on obtient la chose suivante :

$$\theta_k (P_k)_k = 1, 2, \dots, 1 \leq 0 \quad (K = 1, 2, \dots, 1),$$

$$\theta_k (P_k)_k = 1, 2, \dots, 1 < 0, \text{ alors } P_k = 0.$$

Dans l'abondante littérature consacrée à la question de savoir si un bien est rare ou de libre disposition, on peut retenir les deux remarques suivantes :

**5.3** Les biens pour lesquels l'inégalité ci-dessus est vérifiée sont des biens de libre disposition.

**5.4** Les équilibres où figurent des biens de libre disposition sont dits *équilibres en coin*. Terme que nous avons déjà rencontré dans les pages qui précèdent.

Ramenées dans leur contexte, les questions qui viennent d'être soulevées illustrent bel et bien la tendance générale des théories de l'équilibre général. Pendant longtemps en effet, comme nous l'avons souligné en haut, ces théories s'étaient uniquement focalisées sur la production. Les autres paramètres à savoir les coûts, la valeur et distribution des revenus étaient expliqués par les coûts. Il y a eu donc un échec retentissant sur la question au début, même s'il aura fallu attendre Arrow et Debreu (1954) pour y voir plus clair. Aussi, même si nous prenons en compte dans notre analyse des éventuelles perturbations qui peuvent affecter les paramètres déterminant des goûts, les préférences, les technologies, et les dotations initiales, le mécanisme de classification des biens en termes de rareté et de libre disponibilité demeurera toujours inchangé. Ce qui veut alors dire que d'un point de vue de l'analyse locale, la liste des biens rares peut être arrêtée légitimement et tenue pour acquise.

Traiter de cette thèse n'est évidemment pas le sujet ici. Car nous n'allons pas débattre des vertus engendrées et par l'analyse locale et par l'analyse globale. Mais on peut néanmoins reconnaître que même si l'analyse locale permet d'arriver à des conclusions plus spécifiques, l'approche globale est à préférer chaque fois qu'elle s'avère possible. C'est le cas lorsqu'il s'agit du traitement d'un problème comme celui de l'existence d'un prix d'équilibre et que nous venons de soulever. Cette question ne peut pas être abordée convenablement en dehors de tout autre point de vue qui s'opposerait au global. Car l'approche en équilibre général, inutile d'y insister davantage, je l'ai déjà dit, est au cœur de la micro-économie traditionnelle. Et cette place se justifie aisément d'autant plus qu'elle s'est toujours efforcée de dégager des résultats en prenant pour point de départ les comportements individ-

uels. Approche qui est ainsi considérée par les néoclassiques comme la seule qui soit rigoureuse et conséquente à leurs yeux, même si elle est d'un maniement pas facile en raison de la complexité des interactions des plans des individus dès que leur nombre dépasse quelques unités.

Aussi, et c'est ça qui fait sa force, si l'on veut s'assurer de l'existence d'au moins un équilibre, qui est la condition minimale de cohérence du modèle, il faudra toujours recourir à des théorèmes mathématiques relativement complexes, et assortir le cadre institutionnel sous-jacent de restrictions importantes. Nous y reviendrons. La prise de conscience de la possibilité d'équilibres en coin va donc apparaître comme un pas indispensable dans la résolution d'une preuve d'existence de l'équilibre.

Au total, quitte à y revenir, on peut momentanément retenir la chose suivante:

**5.5** Les objectifs à atteindre et l'ossature d'un modèle d'équilibre général sont toujours calqués sur ceux proposés par Hicks, et les développements à venir seraient impossibles, et bel et bien sans objet en dehors de ces fondements.

**5.6** Nous nous sommes efforcés comme on peut s'en apercevoir, de résumer les aspects les plus importants de l'œuvre de Hicks et de celle de Samuelson parce qu'ils sont les plus appropriés à nos intentions présentes, en rédigeant cet article. Mais l'intérêt premier de l'une et de l'autre, comme l'a souligné avec force Arrow, porte plus sur les lois de fonctionnement du système de l'équilibre général que sur la question de l'existence et sur ce qu'il s'y rapporte.

## **6. Jusqu'où alors peut aller la théorie de l'équilibre général?**

Dans sa forme achevée, l'œuvre de Hicks-Samuelson se présente comme un modèle continueur de Walras<sup>(11)</sup>, dont les hautes branches surplombent la totalité des disciplines sociales, mais dont les racines s'enfoncent profondément dans le projet néoclassique, tel qu'il est formulé aujourd'hui par ses partisans les plus conséquents.

---

(11) Notamment, parce qu'il s'intéresse aux questions soulevées par les liaisons entre les marchés.

L'oeuvre de Hicks-Samuelson aspire donc à la philosophie walrasienne tout en entendant tirer sa force d'une ascèse scientifique continuellement affichée, Dans ces conditions rien de plus naturel que la recherche de lois ayant un sens pour les économistes, et susceptibles de guider leur jugement. Toutefois, l'examen de ce projet de lois fait ressortir la qualité plutôt médiocre des débats: la recherche de lois semble avoir été abandonnée par les théoriciens de l'équilibre général au profit de propriétés d'une des branches mathématiques qui s'est manifestée, ces dernières années, par un retour en force: la topologie différentielle. Les discussions s'enlisent donc en raison de leur incapacité à conclure même si elles s'appuient sur des arguments de bon aloi comme en témoigne une lecture attentive des oeuvres de Hicks<sup>(12)</sup> et de Samuelson<sup>(13)</sup>. Il est d'ailleurs symptomatique comme l'a fait remarquer Guerrien que la théorie de l'équilibre général soit de plus en plus devenue la chasse gardée des mathématiciens, qui y voient un domaine d'application de certains de leurs nouveaux outils théoriques, la finalité proprement économique de leurs recherches occupant en fait une place très secondaire. La critique est alors sérieuse, car il suffit de relire cette remarque pour voir qu'elle s'applique tout particulièrement aux ouvrages de Mas-Colell et de Balasko, même si celui-ci fait quelques vagues allusions à la portée de certains de ses résultats<sup>(14)</sup>, comme nous avons eu à le mentionner ci-dessus.

Les économistes quand à eux, même férus en mathématiques, devront faire face à l'obstacle majeur du grand théorème de Sonnenschein-Mantel-Debreu. Même si, Hildenbrand<sup>(15)</sup> (1983) et Grandmont<sup>(16)</sup> (1987) ont réussi à imposer des contraintes supplémentaires au modèle pour contourner cet obstacle, en établissant la validité de la loi de la demande<sup>(17)</sup> dans le cas où la distribution des revenus, ou des préférences, est d'une certaine forme, difficile à justifier a priori.

---

(12) Hicks, J., "Value and Capital". Clarendon Press Oxford, 1939.

(13) Samuelson, P., "Foundations of Economic Analysis", Harvard University Press, 1947.

(14) En économétrie, notamment.

(15) Hildenbrand, W., "On the law of demand", *Econometrica* 51, 997-1019, 1983.

(16) Grandmont, J. M., "Distributions of preferences and the law demand", *Econometrica* 55, 1, 155-161, 1987.

(17) Les éléments de la diagonale de la jacobienne des fonctions de demande sont négatifs.

Une autre piste porteuse est également offerte à ces économistes : celle de l'étude de ce qui se passe au voisinage des points singuliers, et à propos de laquelle on parle parfois de théorie du chaos <sup>(18)</sup>. C'est là à mon avis une voie passionnante dans la mesure où l'on songe aussitôt à la stimulante présentation de Prigogine et Stengers <sup>(19)</sup> (1986). Même si son domaine d'application exige des contextes différents, elle s'avère particulièrement ardue, surtout si l'on se situe à un niveau relativement désagrégé. Jeu de patience alors qui réclame une opiniâtreté soutenue mais qui aura le mérite, au bout du compte, de faire prendre conscience de l'essentiel : il est intéressant de parler de théorie du chaos, mais il est aisé de remarquer que les résultats auxquels elle mène, se diversifient, compte tenu de leur sensibilité aux conditions initiales.

En fait, les choses ont un peu évolué aujourd'hui. Car il apparaît clairement que la tendance actuelle s'intéressant à l'équilibre général tourne son attention vers des modèles ayant un nombre très réduit de biens et d'agents <sup>(20)</sup>. C'est le cas en particulier des modèles à générations imbriquées <sup>(21)</sup>. D'évidence, ces modèles cherchent à élargir le cadre à la Arrow-Debreu, par l'introduction d'actifs financiers, comme la monnaie <sup>(22)</sup>. Notamment en excluant l'hypothèse de complétude du système des marchés. Toutefois, sans parler de leur degré d'agrégation, ils restent sensibles aux spécifications retenues (Guerrien). Un exemple pas très récent, mais qui demeure encore à la mode, est celui des modèles à cycles réels, à la suite de Kydland <sup>(23)</sup> et Prescott (1982).

---

(18) Voir par exemple Baumol et Benhabib (1989).

(19) Prigogine, I. et I. Stengers, "La Nouvelle Alliance : Métamorphose de la Science", 2<sup>ème</sup> édition, Gallimard, 1986.

(20) Dits représentatifs.

(21) Balasko (1988), par exemple, et Mas-Colell (1989), ne faisant pas exception à la règle, à la différence bien entendu de Debreu.

(22) Le modèle d'équilibre général présenté jusqu'ici ne fait pas intervenir la monnaie. Celle-ci est en effet un bien très particulier car elle n'est ni un bien de consommation ni un facteur de production. Elle pose donc de sérieuses difficultés à la théorie microéconomique que cet article passe sous silence à travers l'examen des fonctions qui lui sont attribuées : numéraire, moyen d'échange, et instrument de réserve. D'ailleurs, le grand échec du modèle d'Arrow-Debreu, c'est d'avoir passer sous licence l'étude de cet actif.

(23) Kydland, F. et E. Prescott, "Time to build and aggregate fluctuations", *Econometrica* 50, 1982, 1345-1370.

## 7. Conclusion

En guise de conclusion, il suffira de quelques remarques pour faire ressortir le parallélisme existant entre les propositions d'un point de vue de l'économie normative, dégagées dans cet article, et les points sur lesquels, le théorie ne dit rien.

7.1 Si l'on veut s'assurer de l'existence d'au moins un équilibre, qui est la condition minimale de cohérence du modèle, il faut recourir à des instruments empruntés à la topologie combinatoire, comme la généralisation du théorème du point fixe de Brouwer, et imposer des restrictions importantes, notamment sur le cadre institutionnel retenu. Il est évident que l'intérêt suscité par la théorie des jeux <sup>(24)</sup> à la suite de la publication de l'ouvrage de Von Neumann et Oscar Morgenstern (1944) aura fortement contribué d'une façon latérale à l'introduction de techniques mathématiques nouvelles dans l'analyse de la théorie de l'équilibre général. En particulier celles ayant trait à la théorie des ensembles convexes. Mais c'est à S. Kakutani (1941) que l'on doit la simplification du théorème du point fixe de Von Neumann qui demeurera l'outil privilégié de référence pour la démonstration des théorèmes d'existence. Exposons alors brièvement les théorèmes du point fixe chez Brouwer et chez Kakutani. On sait qu'une partie  $C$  et  $R^n$  est convexe si chaque fois qu'elle contient deux points, elle contient le segment qui les joint; et qu'elle est compacte si elle est fermée et bornée. Soit alors  $\mu(x)$  la fonction vectorielle qui fait correspondre à tout point de  $C$  un point dans  $C$ . Suivant le théorème de Brouwer, si  $\mu(x)$  est continue, il est toujours possible de trouver au moins un point  $x^*$  qui se transforme en lui-même, autrement dit pour lequel  $\mu(x^*) = x^*$ . Soient alors  $n$  fonctions  $\mu_i(x_i)$   $i = 1, 2, \dots, n$  de  $n$  variables réelles puisant leur certitude dans l'ensemble des nombres réels  $R$ , donc à valeurs dans  $R$ . Si les  $(\mu_i)_{i = 1, 2, \dots, n}$  sont continues, et si le point  $(\mu_1, \mu_2, \dots, \mu_n)$  se trouve dans un ensemble convexe et compact  $C$ , alors pour tout n-uplet de nombre réels  $(x_1, x_2, \dots, x_n)$  décrivant cet ensemble, le système d'équations  $\mu_i(x_1, x_2, \dots, x_n) = x_i$  admet au moins une solution dans  $C$ .

---

(24) Du point de vue mathématique, l'existence de l'équilibre dans le modèle de croissance de Von Neumann est une généralisation du *théorème minimax* des jeux à deux personnes et à somme nulle, que Von Neumann avait étudié quelques années plutôt.

Cet outil mathématique s'adapte bien au traitement soulevé par la question de l'existence. Toutefois, comme nous avons l'habitude de le faire, chaque fois qu'on suppose la constance des rendements d'échelle, nous devons aussi envisager la possibilité que les choix d'une procédure de production pour maximiser la fonction - objectif représentée par le profit soient un ensemble entier où, étant donné un système de prix, tous les profits sont égaux. C'est pourquoi, au lieu de continuer à nous focaliser sur des fonctions, il nous faut nous intéresser au concept plus général de mise en relation d'un point à un ensemble ou de correspondance, comme c'est le cas parfois. Le théorème de Kakutani <sup>(25)</sup> s'adapte bien à notre situation. Car à tout point  $x$  de  $n$ -uplet de nombres réels,  $x = (x_1, x_2, \dots, x_n)$  d'un ensemble convexe et compact  $C$  de  $\mathbb{R}^n$ , on peut associer un sous-ensemble de  $C$ , et c'est ça l'intérêt, par exemple  $\varphi(x)$ . Nous dirons alors que  $x^*$  est un point fixe de cette correspondance si le point  $x^*$  décrit cet ensemble qui lui est associé, c'est-à-dire  $\varphi(x^*)$ . Suivant Kakutani (1941), l'existence d'un tel point est soumise à deux conditions :

1.  $\varphi(x)$  est un ensemble convexe, pour tout  $x$ ,
2.  $\varphi(x)$  est continue si  $x$  varie; autrement dit,  $\varphi(x)$  vérifie la propriété plus technique dite de semi-continuité supérieure.

**7.2** Il convient de noter aussi que si tous les optima de Pareto <sup>(26)</sup> se présentent comme des points efficaces, et que tous les points efficaces sont des équilibres concurrentiels avec maximisation des profits, la voie devient alors libre pour le grand théorème des économistes de bien-être que nous avons eu à mentionner ci-dessus : "Tout équilibre concurrentiel est un optimum de Pareto et tout optimum de Pareto est un optimum concurrentiel". Autrement dit, dans une situation de concurrence pure et parfaite, tout entrepreneur peut maximiser son profit et tout consommateur sa fonction d'utilité compte tenu de la distribution des ressources et des revenus. Il peut donc y avoir autant d'optima de Pareto que de distributions variées

---

(25) **Théorème de Kakutani** : Si  $C$ , un sous-ensemble d'un espace euclidien, est non vide, compact et convexe, et si  $\varphi$  une correspondance héli-continue supérieurement à valeurs convexes de  $C$  dans  $C$ , alors  $\varphi$  a un point fixe.

(26) Cf les deux théorèmes de l'économie du bien-être énoncé ci-dessus.

du revenu réel. Mais ce qui est frappant avec le premier théorème de l'économie du bien-être par exemple, c'est le nombre limité d'hypothèses auxquelles il fait appel : on est vraiment loin de la longue liste de conditions, comme nous allons le voir dans ce qui suit, garantissant l'existence d'au moins un équilibre.

Cette suite de théorèmes démontre que dans une situation de concurrence et de prévision parfaite, la compatibilité des décisions des agents économiques existe toujours. Cette compatibilité serait l'expression et la conséquence d'une propriété objective d'une structure, la concurrence parfaite, dans une conjoncture déterminée, la prévision parfaite (Godelier, Maurice)<sup>(27)</sup>. Et cette propriété fonde le caractère normatif de la concurrence parfaite. Par elle le marché est doté d'une rationalité automatique et invisible qui pénalise ceux qui n'ont pu ou voulu comprendre les messages émis à travers les prix. La théorie walrasienne de l'équilibre général a donc réussi comme l'a souligné Gérard-Varet, à fournir des conditions sous lesquelles existe, dans des conditions dites de concurrence parfaite, un système de prix auquel offres et demandes s'équilibrent sur tous les marchés simultanément, c'est-à-dire annule les demandes excédentaires de tous les biens, de sorte que les transactions réalisées valident *ex post*, aux prix d'équilibre, les projets souhaités *ex ante* par les participants.

**7.3** L'attention doit encore une fois se déplacer. Les présentes réflexions n'ont en effet aucunement la prétention de fournir des synthèses. L'angle d'attaque, qui est uniquement micro-économique, aura négligé, comme on peut s'en apercevoir, des questions d'analyse macro-économique, ou même, je dirais économétrique, pourtant intimement liées à l'approche. Ce qui veut dire que bon nombre d'autres questions pourraient encore être envisagées. Mais comme l'heure des enseignements définitifs va bientôt sonner, on pourrait être tenté, et cela pour en mesurer les intentions et la portée de cet article, de confronter l'ensemble de cette démarche des économistes classiques et néoclassiques avec la réalité économique du moment : le modèle Arrow-Debreu, qui est la version moderne de la théorie walrasienne. Cette démarche a un double objectif : elle nous permet d'une part, de voir là où les

---

(27) Godelier, M., Rationalité et irrationalité en économie, Maspero, 1969.

choses se sont bloquées, et d'autre part, constituera le point de départ d'une nouvelle évaluation de la théorie. La science économique, inutile de le rappeler, s'est depuis deux siècle bâtie autour d'un seul objet : le marché. En dégager donc les principes de fonctionnement et interpréter les évolutions de prix et de quantité semblerait alors constituer les premières questions. Le marché n'est en fait en rien un objet simple (Gérard-Varet, 1988, op.cit. p.1). La théorie walrsienne de l'équilibre général prétend répondre, à un niveau impressionnant de généralités, aux questions soulevées par l'étude du système des marchés<sup>(28)</sup>.

Toutefois, les limites de cette théorie vont précisément nous permettre d'examiner bon nombre de ces questions qui restent encore en débat parmi économistes classiques, et néoclassiques. Quatre questions, et quatre seulement, ont été retenues par cet article : le modèle de Hicks-Samuelson, le modèle Arrow-Debreu, l'approche proposée par Mas-Colell et Balasko, et la nécessité de plus amples développements. Le modèle de Arrow-Debreu ne comporte aucune considération dynamique. Il est fondamentalement statique, mais demeure l'expression mathématique rigoureuse de ce que la micro-économie appelle aujourd'hui la concurrence pure et parfaite. En effet, sous certaines hypothèses<sup>(29)</sup>, ce modèle permet non seulement d'arriver à des conclusions d'ordre normatif<sup>(30)</sup>, mais aussi et surtout de montrer :

**7.3.1.** Que l'existence d'au moins un système de prix qui, s'il est affiché, permettra l'égalisation des offres et des demandes globales de chaque bien, est possible;

**7.3.2.** Que si ces offres et ces demandes sont satisfaites pour chaque individu<sup>(31)</sup>, alors l'équilibre qui en résulte est automatiquement un optimum de Pareto.

En revanche, à l'inverse, et c'est là où les choses se sont bloquées, le modèle de Arrow-Debreu ne dit rien sur :

---

(28) La qualification est due à l'œuvre de Walras (1900), même si le paradigme remonte à Adam Smith. La version moderne; appelée modèle Arrow-Debreu, résulte de Arrow-Debreu (1954).

(29) Prix affichés, système de complétude des marchés, décroissance des rendements à l'échelle, et absence de coûts fixes, etc...

(30) Voilà ce qu'il faut faire.

(31) Selon une procédure P qui n'aura pas été précisée.

**7.3.3.** L'unicité<sup>(32)</sup> de l'équilibre:

**7.3.4.** La stabilité de l'ajustement par le mécanisme de la loi de l'offre et de la demande;

**7.3.5.** La façon dont les échanges se font lorsque des prix d'équilibre sont affichés.

Cette conclusion est de première importance pour qui se situe délibérément dans un cadre à la Arrow-Debreu, quitte à recourir à des spécifications particulières<sup>(33)</sup>. En effet, si ce corps de méthodes a une réelle potentialité, il doit certainement se bâtir autour d'un projet tel que celui formulé par ses partisans néoclassiques. Mais il faut également, pour l'animer, des canons susceptibles de fournir tous les gages de scientificité adéquate. Dans ces conditions, il est clair que la théorie de l'équilibre général walrasien, constituée sur la base de résultats et d'hypothèses propres<sup>(34)</sup>, se condamne à rater à moitié son but, car en se confrontant au dilemme suivant, elle laisse dans l'ombre l'essentiel.

**7.3.6** Maintenir son caractère général : ce qui fait sa force. Mais tend alors dans ce cas à devenir de plus ésotérique, voire même stérile, du point de vue de l'économiste. Indépendamment bien sûr du problème du réalisme des hypothèses.

**7.3.7** S'imposer des hypothèses extrêmement restrictives, la plupart du temps *ad hoc*. Hypothèses qui permettront d'aborder certaines questions particulières<sup>(35)</sup>. Mais au prix toujours d'un éclatement de la théorie qui lui fera, là aussi, perdre une bonne partie de son intérêt<sup>(36)</sup>.

---

(32) En fait, et en réalité, unicité et stabilité n'ont lieu que dans des cas très particuliers; et le silence du modèle, comme l'a souligné avec force Guerrien, sur la façon dont peuvent se faire des échanges, aux prix d'équilibre, laisse encore ouverte la question de la coordination des activités, qu'il est pourtant censé ou tenu de résoudre.

(33) Pour de plus amples détails, voir par exemple, Lucas, R., "On the mechanisms of Economic Development", *Journal of Monetary Economics* 22, 3-42, 1988.

(34) Indépendamment du problème de leur degré de réalisme.

(35) Dans un cadre très limité, comme le laisse entendre Bernard, Guerrien, *op.cit.*, p. 9.

(36) Notamment par rapport aux approches en concurrence imparfaite, dont le principal inconvénient est justement le caractère non unifié et la multiplicité des concepts de solution, qui contraignent à l'étude au cas par cas, avec tout ce que cela peut avoir d'insatisfaisant (Pour plus de détails à ce sujet, voir l'article d'Asprement, dos Santos Ferreira et Gérard-Varet, "Concurrence en prix et équilibres cournotiens", *Revue Economique*, vol. 42, n° 6, nov. 1991.

Ainsi, le grand reproche que l'on peut faire aujourd'hui aux économistes est de s'être laissés entraîner par leurs techniques, leurs outils, leur méthodologie. Il y a donc là à mon avis un problème de fond qui ne semble pas suscité de réflexion particulière de la part de ceux qui s'interrogent sur le sens et la portée des modèles en économie: le problème n'est plus de savoir si telle ou telle proposition déduite du modèle d'équilibre général est vérifiée ou falsifiée, mais celui de l'existence même de ces propositions, que l'on voudrait confronter aux faits et aux réalités (Guérrien, 1989, op. cit. P. 10). Telles sont les questions que ce papier s'était proposées d'explorer.

## Références bibliographiques

**Arrow, K. J. and Debreu, G.**, "Existence of an equilibrium for a competitive economy", *Econometrica*, 22, 1954, pp. 265-290.

**Arrow, K. J. and Hahn, F. H.**, "General Competitive Analysis", Holden-Day, San Francisco, 1971.

**Balasko, Y.**, "Foundations of the theory of general equilibrium", New York : Academic Press, 1986.

**Baumol, W. and Benhabib, J.**, "Chaos : significance, mechanism, and economic applications", *Journal of Economic Perspectives*, 3, 1, 1989, pp. 77-81.

**Bruna, I. and Giorgio, I.**, "General Economic Equilibrium Theory. A history of Inef-fectual Paradigmatic Shifts", *Fundamenta Scientiae*, Vol. 6, 1, 1985 pp. 1-15, Printed in Great Britain.

**Debreu, G.**, "Theory of Value", Wiley, New York, 1959.

**Debreu, G.**, "Economies with a finite set of equilibria", *Econometrica*, 38, 3, 1970, pp. 387-392.

**Debreu, G.**, "excess demand functions", *Journal of Mathematical Economics*, 1, 1974, pp. 15-23.

**Fisher, F.**, "gross substitutes and the utility function", *Journal of Economic Theory*, 4, 1, 1969, pp. 82-87.

**Gérard-Varet, L. -A.**, "Quelques réflexions sur des problèmes actuels de la théorie économique : Dynamique, Jeu, Information", Avril 1987, pp. 1-15.

**Guerrien, B.**, "Découverte de la microéconomie", *Cahiers Français*, 254, Janvier, 1992.

**Guerrien, B.**, "Où vas la théorie de l'équilibre général?", 3<sup>ème</sup> Colloque de l'Association Charles GIDE pour l'Etude de la Pensée Economique, Strasbourg, 21-22 septembre, 1989, pp. 1-11.

**Gueye, A. L.**, "Existence de l'équilibre concurrentiel et rationalité", Thèse pour le Doctorat Nouveau Régime, GREQAM, 1996, pp. 1-305.

**Grandmont, J.M.**, "Distributions of preferences and the law of demand", *Econometrica*, 55, 1, 1987, pp. 155-161.

**Hicks, J.R.**, "Value and Capital", Oxford : Clarendon Press, 2nd edn, New York : Oxford University Press, 1946.

**Hildenbrand, W.**, "On the law of demand", *Econometrica*, 51, 1983, pp. 997-1019.

**Hildenbrand, W.**, and **Kirman, A. P.**, "Introduction to Equilibrium Analysis", Amsterdam : North-Holland, 1976.

**Kirman, A. P.**, and **K. Koch.**, "Market excess demand functions in exchange economies Identical preferences and collinear endowments", *Review of Economic Studies*, 53, 1986, pp.457-463.

**Kydland, F.** and **Prescott, E.**, "Time to build and aggregate fluctuations", *Economica* 50, 1982, pp. 1345-1370.

**Leroux, A.**, "La France, l'Inflation et les Socio-Structures", *Economie Humaine*, 1980.

**Leroux, A.**, "general equilibrium with imperfect discriminating power", *Journal of Mathematical Economics*, 22, 1993, pp. 431-437.

**Leroux, A.**, "Justice Distributive En Economie D'échange : Une Norme d'équité de second rang", *Document de Travail*, 97C06, GREQAM, pp. 1-27.

**Lucas, R.**, "On the mechanisms of Economic Development", *Journal of Monetary Economics*, 22, 1988, pp. 3-42.

**Mantel, R.**, "On the characterization of excess demand", *Journal of Economic Theory*, 6, 1974, pp. 345-354.

**Mantel, R.**, "Homothetic preferences and community excess demand functions", *Journal of Economic Theory*, 12 1979, pp. 197-201.

**Marshall, A.**, "Principles of Economics", eighth edition, Macmillan, New York, 1948.

**Mas-Colell, A.**, "The theory of general Equilibrium Theory, A Differentiable Approach", Cambridge : Cambridge University Press, 1985.

**Mill, J. S.**, "Principles of Political Economy", London, New York, Bombay, and Calcutta : Longmans, Green, 1909.

**Preto, V.**, "Manuel d'Economie Politique", Paris Droz. (Ed. orig. : *Manuale di economia policia con una introduzione alla scienza sociale*, 1906; 1<sup>ère</sup> éd. Fr. Paris, Giard, 1909).

**Prigogine, I. et Stengers, I.**, "La Nouvelle Alliance. Métamorphose de la Science", 2<sup>ème</sup> éd. Gammimard, 1986.

**Samuelson, P. A.**, "Foundations of Economic Analysis", Cambridge, Mass : Harvard University Press, 1947.

**Shumpeter, J.**, "Histoire de l'Analyse Economique", Trad. fr. s. dir. J. C. Casanova, Paris, Gallimard, 3 vol. (Réimpr. 1983).

**Smale, S.**, "Global analysis and economics IIA. Extension of a theorem of Debreu", *Journal of Mathematical Economics*, 1, 1974, pp. 1-4.

**Sonnenschein, H.**, "Demand theory without transitive preferences, with application to the theory of competitive equilibrium", in J. Chipman et al. eds., *Preferences, utility, and demand*, Harcourt-Brace-Jordanovich, New York, Chapitre 10.

**Sonnenschein, H.**, "Market excess demand functions", *Econometrica*, 40, 1972, pp.549-563.

**Sonnenschein, H.**, "Do Walras Identity and Continuity characterize the class of excess demand functions", *Journal of Economic theory*, 6, 1973, pp. 345-354.

**Varian, H. R.**, "Introduction à la microéconomie", De Boeck Université 1992.

**Wald, A.**, "Ueber einige Gleichungssysteme der mathematischen Ökonomie", *Zeitschrift für Nationalökonomie*, Vol. 7, (1963), pp. 637-670 (translated as "On some systems of equations of mathematical economics", *Econometrica*, Vol. CAPut! (1951), pp. 368-403.

**Wakras, L.**, "Eléments d'Economie Politique Pure", 1976, ou *Théorie de la richesse sociale*, (1874). Paris, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence (d'après la 4<sup>ème</sup> éd. 1900).

# LE DOLLAR ET L'EURO : ENJEUX ET PERSPECTIVES DANS LA PROCHAINE DECENNIE

*Fouad CHAJAÏ\**

## **Introduction :**

**I**l est impossible de prévoir à court ou à long terme l'évolution du taux de change d'une monnaie étant donné la situation qui prévaut sur le marché des changes depuis les années 1980. A long terme la fortune d'une devise peut se modifier de façon drastique en une dizaine d'années. Ainsi, le yen japonais largement sous-évalué durant les années 1980 (100 yens pour un dollar en moyenne) s'est largement apprécié durant la décennie 1990 (150 yens pour un dollar).

A court terme deux facteurs semblent expliquer la très forte volatilité des principales monnaies :

- D'une part, les stratégies de gestion de portefeuilles d'actifs multi-devises imposent une logique des passages incessants d'une monnaie à une autre;

- D'autre part, l'activité des traders est à court terme et est largement prédominante sur le marché. Elle dicte une rationalité de formation d'opinions appuyées par exemple sur des "news" (des nouvelles) sur des "charts", et non basées sur des fondamentaux. Tout ceci résulte en une myopie croissante des intervenants, non seulement celle des traders, mais également celle des investisseurs internationaux (Hedge Funds, fonds de pensions, compagnies d'assurances, courtiers, etc...). Le résultat en est essentiellement, une "dérive spéculative" des

---

(\*) Professeur à la Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales, Université Mohammed V - Agdal - Rabat.

marchés, manquant de points de repères pour prévoir le devenir très proche des monnaies.

Est-il, cependant, possible d'avoir une idée sur la position - si ce n'est de la valeur internationale - d'une devise par rapport à une autre, dans le moyen terme? Nous pensons qu'il est facile de savoir déduire des données concernant le dollar et l'Euro et de leurs bases financières et économiques quelle sera la monnaie la plus forte en 2010.

Examinons donc les forces et les faiblesses de chacune des deux monnaies.

### **I- Forces et faiblesses du dollar :**

Le dollar est à l'évidence une monnaie très forte encore aujourd'hui et le restera pour les années immédiates pour trois raisons :

1 - Les Etats-Unis dominent le monde militairement et financièrement et peuvent, à la limite, imposer, de façon plus ou moins déguisée, imposer un contrôle des principaux marchés des matières premières principales, si parfois la maîtrise des investissements réels et financiers dans le monde pourrait leur échapper.

2 - "L'inertie des marchés" : Le dollar est donc la monnaie du pétrole, des principaux minerais, de nombreux biens industriels et de nombreux services marchands et il faut compter avec "l'inertie des marchés" qui ne changent que très lentement leurs comportements en matière de règlements internationaux.

3 - Le dollar présente toutes les caractéristiques de la monnaie de compte principale du monde (monnaie des monnaies). Il représente une large part des échanges mondiaux (50% en 1955 année), il est connu des négociants et des cambistes. Il est la monnaie, non seulement des Etats-Unis, l'économie la plus importante et la plus innovante du monde, mais également celle de nombreux pays dollarisés de l'Amérique Latine, il est la monnaie directe ou indirecte de nombreux pays d'Asie et d'une certaine façon de la Russie.

Les exportations américaines en 1992, sont libellées en dollars à raison de 92%, celles de l'Allemagne à 77% en marks, celles de la France à 54% en francs français et celles du Japon à 40% en yens. De façon évidente, les économies non américaines ont besoin de voir régler une partie de leurs exportations en dollars ne fut-ce que pour importer du pétrole. De besoin de voir régler une partie de leurs exportations en dollars ne fut ce que pour importer du pétrole.

L'utilisation internationale du dollar en 1996 est d'environ 75% des émissions officielles extérieures, de 64% des réserves de change officielles extérieures et de 45% des dépôts en eurodevises.

Toutefois, le dollar est certainement en déclin : le Japon ambitionne de plus en plus, un rôle international pour sa monnaie et se tourne vers la Chine et la Corée du Sud pour la formation d'un nouveau pôle asiatique à la place de l'ASEAN endommagée par la crise asiatique de 1997-98, l'Union Européenne a eu pour constante stratégie depuis 1970 (Plan Werner) de se défaire de la domination monétaire et économique américaine. Sur le marché des changes, la part du dollar dans les transactions en 1989 était de 45%. Depuis, elle a décliné passant à 15% en 1995. Toutefois, aujourd'hui encore la part du billet vert dans les opérations sur ce marché est supérieure à la somme de celles de ses quatre concurrents immédiats : deutschemark, yen, livre sterling et franc français.

Par ailleurs, le système économique américain lui-même est en train de se modifier de façon désavantageuse pour le consommateur américain dont le pouvoir d'achat diminue. Les inégalités et la concentration de la richesse se renforcent dans le pays, les salaires baissent les conditions du travail commencent à se modifier : il devient plus précaire, à mi-temps, plus flexible. La fuite des grandes compagnies devant leurs responsabilités communales et nationales et devant le fisc s'accroît et «ce qui est bon pour les sociétés multinationales n'est plus aussi bon pour les Etats-Unis».

Sur un autre plan, il est apparu vers le milieu des années 1980, avec la politique de déficits budgétaires américains pratiquée par l'Administration Reagan et avec le creusement du déficit commercial américain, que les Etats-Unis étaient devenus une nation débitrice, étant ainsi forcée de renoncer à sa position créancière amorcée en 1914.

A partir de 1988 - 89, les USA qui détenaient encore une balance positive des actifs en 1985, devinrent également déficitaires de ce point de vue. En 1970, les Etats-Unis détenaient l'équivalent de 30% de sa production annuelle sous forme d'excédents en actifs (Titres, immeubles, sociétés entières, etc...) étrangers. Dès 1994, l'Amérique souffrait en cette matière d'une position débitrice équivalente à 8,5% de son PIB. C'est pour cette raison que les flux de profits, de dividendes et d'intérêts vers les Etats-Unis sont devenus négatifs.

Par ailleurs, le déficit commercial cumulé de ce pays se monte jusqu'en 1995 à 1,5 billions ( $10^{12}$ ) de dollars. Ce déficit a commencé à se creuser à partir de 1975 s'il s'est déjà manifesté en 1971. Il a explosé durant les années 1980 et a atteint des records de 180 milliards de dollars en 1995 et de plus de 271 milliards de dollars en 1999. Il se traduit par des emprunts à l'extérieur sous forme d'obligations étatiques, d'emprunts auprès des banques commerciales, d'achats d'actifs américains par les étrangers et de firmes entières comme Honeywell ou les studios Columbia.

Depuis, rien n'a pu remédier à cette situation, ni la dépréciation du dollar vis-à-vis des principales monnaies fortes, ni la diminution du déficit budgétaire américain à partir de 1996, ni l'appel à plus d'épargne des entreprises et des ménages, ni la reprise de la croissance durant les années 1990. Le ralentissement de celle-ci en ce début de millénaire n'est pas pour augurer non plus pour une bonne tenue du dollar à court terme.

Tout cela concourt à éroder lentement la valeur internationale du dollar à moyen terme et la puissance de l'économie américaine. Il n'en demeure pas moins vrai, qu'avec tous ses atouts et face à des monnaies pas encore complètement internationalisées, le dollar reste et restera au moins jusqu'en 2010 la principale monnaie du monde car il est difficile de croire qu'en dix ans toutes les potentialités de l'économie et de l'Etat américains puissent s'estomper en une si courte période. L'Euro, qui s'est imposé, jusqu'à un certain degré, comme monnaie rivale du dollar dispose-t-il de perspectives meilleures?.

## **II- Forces et faiblesses de l'euro :**

Pendant la deuxième moitié de l'année 2000, l'euro se déprécie face au dollar qu'il avait l'ambition de concurrencer. Mais dès le mois de décembre 2000 et durant le mois de janvier 2001, l'euro regagne du terrain quoique sa valeur internationale reste inférieure à celle du dollar.

Les défenseurs de l'euro invoquent quatre arguments pour expliquer la dépréciation de l'Euro durant le deuxième semestre 2000.

1 - L'euro ne circule pas encore dans le secteur privé, ce qui ne se fera qu'en 2002. Il ne peut donc être utilisé comme monnaie refuge pour les détenteurs de capitaux tant qu'il ne passe pas d'une firme à l'autre et d'une banque à l'autre. Donc,

la circulation future de l'Euro lui permettrait de jouer un rôle international plus actif.

2 - L'euro a été au départ surévalué pour satisfaire les exigences des allemands habitués à un Mark fort et désirant donc un euro fort. Il est donc naturel que cette monnaie se déprécie pour retrouver son niveau naturel de parité de pouvoir d'achat (PPA).

3 - Avec le temps, un euro sous-évalué a semblé favoriser le commerce allemand, ce qui a permis aux exportations de ce pays de prospérer et à ses firmes de renforcer leur compétitivité.

4 - Lorsque l'Europe passera à la «nouvelle économie», l'euro prendra son essor et s'imposera comme monnaie rivale à titre entier du dollar.

A part des arguments qui restent somme toute superficiels, il ya de bonnes raisons de croire que l'euro occupe une seconde place incontestée derrière le dollar, pour le moment :

1 - D'abord l'euro représente un poids économique majeur. En effet, l'économie allemande, celle de la France et celle du Bénèlux configurent, à elles seules, plus des trois quarts de celle des Etat-Unis.

2 - L'euro restera une monnaie forte en raison de la recherche constante par l'Europe de la stabilité monétaire et en raison du «fait qu'il sera géré par la banque centrale la plus indépendante du monde, puisque ses statuts seront garantis par un traité international<sup>(1)</sup>».

3 - L'euro est la monnaie des places financières européennes et des marchés des matières premières de biens industriels controlés par ce continent.

4 - L'euro contribue à intégrer l'Europe financière et un vaste marché financier du vieux continent est en gestation. Les marchés de capitaux nationaux connaissent de profondes transformations surtout du fait des concentrations bancaires et des émissions d'obligations internationales libellées en euro.

Dès 1998 les fusions bancaires se multiplient, mais les fusions transfrontières restent, cependant, rares.

Egalement en 1998 et jusqu'en 1999 des modifications importantes sont intervenues du côté de l'offre sur les marchés obligataires internationaux : les titres libellés en euro ont représenté 44% des émissions en janvier-avril 1999, un volume

---

(1) Jean Icard «Dollar, Deutschemark, Yen, Euro : qu'est ce qu'une monnaie internationale?» in «Turbulences et spéculations dans l'économie mondiale», ed.

comparable à celui des émissions en dollars (46%) au lieu de 35% et de 48% respectivement en 1998.

Néanmoins, malgré ces points positifs, l'euro repose, contrairement au dollar, sur une puissance européenne en gestation :

1 - L'Europe monétaire, malgré l'existence de la monnaie unique est encore en train de se faire. N'oublions pas que la Banque centrale européenne (BCE) n'émettra sa monnaie qu'à partir de janvier 2002.

Par ailleurs la création d'une nouvelle monnaie donne lieu à des incertitudes et à des chocs de l'offre et de la demande de monnaies internationales. On ne sait pas encore comment les investisseurs internationaux réamèneront leurs portefeuilles, une fois l'euro mis en circulation, on ne sait pas comment le marché des changes et les autres marchés financiers (euro-obligataires, des actions internationales des obligations internationales, le marché monétaire internationale: le marché des euro-notes, etc...) vont se comporter vis à vis des décisions de la BCE. Celle-ci se devra d'ailleurs d'apprendre à assurer le pilotage de l'euro en coordination avec le système des banques nationales, sans heurts, ni erreurs irréparables. Face à la BCE, le Système des Réserves Fédérales aligne des dispositifs rompus à la gestion monétaire et financière de l'économie américaine.

La BCE devra également continuer à maintenir une grande stabilité des prix dans la zone euro et éviter l'inflation devant une population de travailleurs fort revendicative. Elle doit chercher aussi à réduire les écarts de taux d'intérêt entre les onze pays de l'UEM et accroître l'offre d'actifs libellés en monnaie européenne comme elle doit continuer à inciter les membres de l'Union à diversifier leurs avoirs de réserve en adoptant l'euro à côté du dollar.

2 - Par ailleurs l'europe en gestation est forcément interventionniste ce qui va à contre courant des tendances de la finance internationale exigeant une liberté complète des marchés et moins d'État.

3 - L'euro a été essentiellement lancé sur la base d'un panier composé des devises européennes les plus fortes et les plus stables : Mark, Franc français franc belge, etc...). Quelle est donc la perspective de l'euro si ce n'est d'intégrer dans le futur des devises faibles comme la drachme grecque ou le zloti polonais?

4 - Les pays de l'Europe comme les Etats-Unis sont fortement endettés et leur dette s'accroît à un rythme rapide depuis 1980. Le stock de la dette étatique des pays de l'O.C.D.E. s'est accru de 9% de 1980 à 1992, plus de trois fois la croissance de leurs productions nationales. La dette brute de l'Italie en 1995 est de 124% de son PIB (Celle des Etats-Unis est de 70% de ce produit), celle de la Belgique atteint 132% de sa production domestique; en ce qui concerne la Suède, elle arrive à 95% de sa production. L'Allemagne, si prudente d'habitude, approche les 60% du PIB<sup>(2)</sup>.

## **Conclusion**

En définitive, le dollar est aujourd'hui encore une monnaie dominante, et le restera encore pour quelque temps tant du fait de «l'effet d'inertie» des marchés que du fait que le marché financier américain est complètement intégré et diversifié tandis que le marché des capitaux européen est toujours en train de se faire.

Cependant, les deux économies européenne et américaine semblent en déclin mais disposant encore toutes les deux d'une puissance considérable qui leur permet de dominer le monde et de former une assise économique et financière impressionnante pour leurs monnaies.

Toutefois, l'économie américaine se distingue par son sens du «hi tech», des technologies à la pointe et par sa formidable «frappe militaire». Aussi le dollar persistera dans sa domination et l'Europe restera encore pour un certain temps sur la défensive.

Quant à la volatilité des monnaies et aux dépréciations et appréciations à court terme, elles sont nécessaires aux marchés et leur sont inhérentes.

---

(2) Cf. Le quotidien "Financial Times", du 21 Juin 1995.

## **Bibliographie :**

Aglietta (M.) et Alii «La globalisation financière : l'aventure obligée», Economica, Paris, 1990 Bourguinat (H.) «La tyrannie des marchés, essai sur l'économie virtuelle», Economica, paris, 1995.

Cartapanis (A.) et Alii «Turbulences et spéculations dans l'économie mondiale», Ed. Economica, paris, 1996.

Chesnais( F.) «La mondialisation du capital», syros, 1995.

Goldstein (M.) et Alii «International Capital Markets, Exchange Rate Management and International Capital Flows» F.M.I., World Economic and Financial Surveys, Washington, 1993.

Greider (W.) «One World Ready or Not, the manic Logic of global Capitalism». Ed. Penguin Books, Londres, 1998.

**Financial Times** (numéros divers 1995-2001)

**Finances et développement**, F.M.I., 1995-1998.

**Wall Street Journal**, (numéros divers 1999-2001)

# LA DETTE PUBLIQUE AU CENTRE DES PRÉOCCUPATIONS DES FINANCES PUBLIQUES

*Farid LAKHDAR GHAZAL\**

Cette thématique est importante au moins pour trois raisons :

Des raisons théoriques faisant que la confrontation entre keynésiens et classiques est toujours de mise, mais également pour des raisons pratiques interpellant la politique économique, notamment celle de notre pays, sans oublier la nécessité de dresser un bilan inspirant une éventuelle conduite à tenir face au lourd fardeau de l'endettement ; pour cela, nous ferons allusion à deux expériences éclairantes en la matière (les cas belge et camerounais) et ce, après avoir analysé, de façon modeste, la gestion de la dette dans le cas marocain.

Bien entendu, cette analyse, bien que succincte, va nous permettre de dégager quelques enseignements susceptibles de constituer, dans une certaine mesure, un guide pour l'action si ce n'est une aide pour la compréhension de ce phénomène.

## **1- La succession de deux grandes positions à propos de l'endettement public**

Puisque tout déficit se termine par une dette, il s'agit en quelque sorte de confronter les thèses classiques, qui fustigent l'existence d'un déficit budgétaire en dehors de certaines circonstances (guerres, famines ...), aux prises de position Keynésiennes qui sont plutôt favorables à l'utilisation de ce déficit budgétaire par l'État (agent particulier) censé desserrer la contrainte d'équilibre intertemporel par le biais de l'endettement.

---

(\*) Professeur de finances publiques à la Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales - Université Mohammed V - Agdal - Rabat.

### **1.1 La position des économistes classiques**

Pour eux, l'endettement public représente un coût réel pour les générations présentes ou futures<sup>(1)</sup>, ce qui nécessite son utilisation parcimonieuse, en l'occurrence en vue de faire face à des besoins exceptionnels tels qu'une disette ou à l'occasion d'une guerre.

Ainsi avons-nous la thèse de J.B Say à ce sujet, thèse selon laquelle un endettement public, utilisé à bon escient dans les travaux publics, offre un débouché aux capitaux privés qui auraient pu être dilapidés par leurs détenteurs sous forme de consommations ou de dépenses inutiles<sup>(2)</sup>. De même, Leroy-Beaulieu était-il en faveur de l'endettement dans la mesure où il serait affecté au financement des travaux d'infrastructure.; bien plus, il atteste que les emprunts d'Etat favorisent l'esprit d'épargne en encourageant le public à placer sûrement son argent. Bien entendu, cette façon de penser contredit la thèse de Keynes qui s'est plutôt montré allergique à une épargne excédentaire susceptible de bloquer la demande globale.

### **1.2 Keynes face au problème de la dette publique**

Protagoniste du "déficit systématique", source d'une dette accumulée, Keynes va jusqu'à prôner "l'euthanasie des rentiers, la spoliation des épargnants"<sup>(3)</sup>.

En effet, une telle opinion trouve ses racines dans le raisonnement suivant : "la rémunération de la dette publique fournit des revenus à des gens souvent oisifs, qui refusent de prendre des risques dans la création de richesse"<sup>(4)</sup>.

Dans ce sens, en tant que défenseur de la redistribution, Keynes préconise l'affectation du produit de l'endettement même à des dépenses de transfert, quitte à le rembourser sur la base d'une richesse accrue au travers de l'offre de titres

---

(1) Puisque engendrant la nécessité d'élever la pression fiscale afin de rembourser la dette.

(2) Cf. J. BURKHAD in "le budget en équilibre", source : Economie publique, textes à l'appui, par Xavier GREFFE, *Economica* 1976, p 253.

(3) Cf. "Pour Keynes, la dette publique est-elle un problème ? ", par JM Daniel, in problèmes économiques, n° 2550, du 7 Janvier 1998, p 11.

(4) Ibid. Pour se défaire de cette dette, l'inflation lui semble la panacée, même si, par ailleurs, il dénonce la dette issue des guerres (en tant que pacifiste).

intéressants aux épargnants, ce qui n'est pas censé obérer tant les générations présentes que futures.

Aujourd'hui Luc de Wulf, responsable à la Banque Mondiale, en définissant un déficit soutenable de quelques points du pourcentage du Produit Intérieur Brut, pose comme condition l'existence d'un marché financier qui permette le financement d'un tel déficit, sans oublier l'Etat qui doit disposer des moyens de mobilisation des ressources en vue de financer sa dette.

Est-ce que le Maroc peut se permettre d'ajouter à la dette d'aujourd'hui une dette supplémentaire? Il est vrai que si l'on augmente la dette, on réduit automatiquement la flexibilité de l'action du gouvernement et ses possibilités de financement des secteurs comme la santé, l'éducation, les infrastructures...

Toutes ces remarques poussent à conclure qu'étant donnés la charge de la dette et les autres besoins d'orienter les dépenses vers les secteurs prioritaires, le déficit budgétaire devrait être au niveau 0. Or, comme nous le verrons ci-après, la politique économique marocaine s'est trouvée confisquée du fait du cercle vicieux : déficit budgétaire - dette publique - charges d'intérêt - déficit budgétaire...

## **2- Le poids contraignant de la dette publique et ses conséquences**

### **2.1. La dette extérieure : un mal nécessaire**

Depuis le début de la décennie 80, le problème de la dette extérieure domine tant la scène économique que financière du pays.

L'approfondissement des déséquilibres financiers extérieurs et budgétaires, accompagné de l'exacerbation de l'absence de corrélation entre les recettes d'exploitation<sup>(5)</sup> et les dépenses publiques, a abouti à un recours massif aux sources de financement externe et ce, depuis 1975; cette date marque le début de la bancari-

---

(5) Cette thèse est quand-même à nuancer dans la mesure où, pour que la dette soit remboursée, il serait nécessaire que les pays endettés connaissent une croissance rapide de leurs exportations à destination des pays industrialisés; or, selon des économistes tels que C. JEDLICKI (1987), dans un tel cas, le risque de déflation internationale est imminent : les pays du Sud, en transférant du pouvoir d'achat en devises au Nord par le biais du remboursement de la dette, seraient contraints de contracter leurs importations en provenance du Nord, réduisant ainsi l'activité chez leurs créanciers.

sation de la dette du Maroc, la propension à recourir aux capitaux extérieurs devenant une priorité. Toutefois, encore faut-il remarquer qu'en Afrique et en Amérique latine, la dette n'a pas toujours été affectée à bon escient en étant canalisée vers des dépenses de consommation ou des réalisations improductives.

Ainsi, dans ces deux continents, cette énorme dette n'a pas permis d'engendrer les cash-flows nécessaires à son remboursement (cycle infernal de l'endettement). Pour s'en tenir au cas du Maroc, le processus d'endettement<sup>(6)</sup>, en ne subissant pas de détour productif, a finalement grignoté le système économique national, assénant un sacré coup à la croissance économique.

Bien entendu, la première conséquence de la crise de la dette ne tarda pas à se manifester sous la forme d'un tarissement des sources de financement privé à destination des pays en développement; ceci devait favoriser l'avènement de financements publics sévèrement conditionnés. Dès lors, seuls le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale ont la latitude d'ouvrir à nouveau la porte du crédit international, mais à une condition, à savoir l'engagement d'un programme de réformes endémiques visant à comprimer les dépenses publiques et à rétablir l'équilibre budgétaire. .

En 1983, la crise de paiement des échéances de la dette s'est manifestée : le Maroc ne peut plus rembourser normalement ses dettes échues; d'où le recours au rééchelonnement de sa dette extérieure le 1er Juin 1983, les négociations avec les deux clubs de Paris et Londres ayant abouti au rééchelonnement de 2,4 milliards \$ (dont 1,5 milliard par le club de Paris et 900 millions \$ par le club de Londres).

Durant les dix années d'ajustement ayant pour but immédiat la réduction des déséquilibres (de 1983 à 1993), neuf accords (soit 8 milliards \$) de rééchelonnement ont été conclus dont six avec les créanciers du club de Paris. Bien entendu, les intérêts qui couvrent l'échéance rééchelonnée sont assortis d'un "spread" élevé (plus de 2%), en plus de la commission de rééchelonnement (1,5%).

---

(6) Rappelons que l'encours de la dette extérieure, à elle seule, représentait déjà, en 1982, 80% du Produit Intérieur Brut, contre 20% en 1975.

Cependant, il faut remarquer que l'encours de la dette est en perpétuelle augmentation malgré la baisse de sa part dans le Produit Intérieur Brut. Ajouter à cela la baisse logique des charges après rééchelonnement (par exemple, en 1990, ces charges sont passées de 2019 millions \$ avant rééchelonnement, à 1278 après rééchelonnement), mais encore faut-il préciser que ces dernières finiront par représenter des charges répercutées sur les générations futures.

Toujours est-il que la soumission du pays aux mesures draconiennes du FMI doit précéder le rééchelonnement ou l'obtention de nouveaux crédits. Au Maroc, les dépenses de la dette (intérieure et extérieure) continuent de peser sur les équilibres financiers publics(7). Il est clair, dès lors, de se rendre compte que dans sa deuxième phase, l'ajustement structurel s'est efforcé de doser judicieusement le sacrifice entre les augmentations de recettes de l'Etat (fiscales essentiellement) et les réductions de dépenses. En effet, si durant ces cinq dernières années les recettes ordinaires de l'Etat ont évolué à un taux annuel de 6%, les dépenses courantes ne l'ont fait qu'à 5%.

Bref, le déficit a été réduit dans le cadre des Programmes d'Ajustement Structurel en étant ramené, de 1982 à 1993 de 12% du P. I.B à 1,7%; parallèlement, les rapports encours de la dette extérieure / P.I.B et service de la dette/recettes d'exportation ont été diminués de plus du tiers par rapport à leur valeur initiale(8).

C'est que l'approfondissement de la stabilité macro-économique doit être un leitmotiv constant où la priorité a de facto été accordée à l'obtention de la réduction du déficit budgétaire et ce, en vue de relancer l'épargne et l'investissement. En fait, où en est-on avec ce problème structurel, d'autant plus qu'en 1998 la charge de la dette extérieure est stabilisée à son niveau de 1997-1998, alors que les charges de la dette intérieure augmentent?

---

(7) Si une épargne publique a été dégagée depuis 1986, c'est bel et bien grâce aux conséquences positives des rééchelonnements de la dette extérieure, de la réforme fiscale, mais aussi de la contraction drastique des investissements publics (passant de 12% du PIB en 1978, à 7% seulement en 1994).

(8) Cf. Le programme d'ajustement structurel au Maroc : le prix de la confiance/ par M. BERRADA in *Maghreb* n° 4, 1994, p 241.

## **2.2. La dette intérieure : une relève assurée par l'épargne nationale?**

Jusqu'en 1983, le montant de l'épargne privée intérieure (sans les revenus reçus du reste du monde) était supérieure au montant de l'épargne nationale car le budget de l'Etat dégageait, à l'époque, une désépargne importante.

Depuis la mise en place de la réforme fiscale, le niveau de l'épargne du secteur étatique s'est nettement accru, sautant de 3,2 % en 1985, à 35% de l'épargne intérieure brute en 1990, entraînant une remarquable amélioration du taux d'épargne intérieure. Tout ceci a fait que les modalités de financement du déficit soient redéfinies : le seigneurage<sup>(8bis)</sup>, qui reste de mise, peut difficilement être taxé d'inflationniste, du moins dans le cas du Maroc de 1980 à 1994 quoique le financement du Trésor continue à mobiliser près du tiers des signes monétaires créés.

Le recours à l'endettement intérieur pourrait être source de création d'effets d'éviction, d'autant plus que l'épargne domestique ne constitue pas le seul déterminant du niveau des investissements. Certes, différentes analyses de l'épargne privée au Maroc attestent que le patrimoine financier des ménages et des entreprises est trop liquide<sup>(9)</sup> pour permettre une relance de l'investissement.

A côté de ses effets immédiats, la dette exerce aussi des implications sur les budgets des années ultérieures. En l'occurrence, pour définir le niveau optimal d'endettement assurant la soutenabilité des politiques budgétaires, il faudrait intégrer dans l'équation le niveau des taux d'intérêt, ainsi que le comportement du Produit Intérieur Brut.

Pour l'insant, la gestion active de la dette est pratiquée par le gouvernement, ne serait-ce que pour que l'Etat demeure solvable; la condition en est que sa dette à long terme tende vers zéro, ou que le taux de croissance de sa dette soit inférieur au taux d'intérêt nominal.

---

(8bis) Les économistes le définissent comme étant l'excès de la valeur nominale d'une monnaie par rapport à son coût de production.

(9) D'ailleurs, Bank Al Maghrib évalue à 75% la part des avoirs liquides et placements à court terme dans le patrimoine financier des ménages et des entreprises; d'après la même source, cette proportion atteint 73,8% (chiffres de Juillet 1998). Faut-il en conclure que l'on s'achemine vers une consolidation de l'épargne à l'heure où la faiblesse du taux d'épargne (20,5%) est manifeste par rapport au taux de croissance minimum requis?...Sans doute, un effort plus soutenu de mobilisation de l'épargne des ménages et des entreprises (16,5% du PJB) devrait être entrepris.

### **2.3. La gestion active de la dette**

Cette question fait toujours couler de l'encre, notamment dans le cadre de la loi de finances, mais également au niveau du Plan 1999-2003 qui ne manque pas de préciser que l'objectif de réduction de la dette extérieure continuera à s'articuler autour de la conversion de dettes en investissements et du refinancement des dettes onéreuses. Ainsi, les démarches auprès du Secrétariat du Club de Paris devaient aboutir au relèvement du plafond de conversion actuellement fixé à 20%.

Concrètement, la gestion active de la dette publique continuera à être accomplie sous forme de deux objectifs fondamentaux :

- La poursuite de la politique actuelle de réduction du poids de la dette : dans le cadre de sa conversion en investissements publics et privés, des résultats ont été enregistrés avec les gouvernements français et espagnol; c'est ainsi que le mécanisme de conversion mis en place avec la France, premier créancier bilatéral, porte actuellement sur 1,4 milliard de Francs Français, après qu'une première tranche de 600 millions eût été épuisée: la Lyonnaise, Primagaz, Danone, Thomson, Naturex ont racheté une partie des créances du Trésor français pour financer leurs investissements; signalons que trois autres opérations sont en cours et concernent le secteur automobile (pièce détachées), la métallurgie et le tourisme.

- La promotion de la gestion financière de la dette : le remboursement par anticipation des dettes onéreuses grâce au produit de nouveaux emprunts contractés à des taux d'intérêt plus réduits.

### **3 - Enseignements à partir des cas belge et camerounais**

Avant de considérer les deux expériences en question, faisons tout d'abord un constat pour le cas marocain :

#### **3.1. le caractère limité des innovations financières introduites par le Trésor marocain**

Certes, les deux innovations majeures des dernières années ont concerné le lancement des emprunts nationaux du Sahara (depuis 1985) et l'introduction de la procédure d'adjudication de bons du Trésor depuis 1989. S'achemine-t-on vers la

création d'un marché des valeurs du Trésor? En tout cas rien n'est moins sûr, quand on remarque, entre autres, que les titres du Trésor marocain possèdent autant de dates de remboursement qu'il y a eu d'émissions différentes.

D'ailleurs, le Trésor marocain n'a pas encore jugé bon de généraliser la technique de l'assimilation consistant à rendre substituables des émissions chronologiquement séparées. Comme nous le verrons, cette technique joue un grand rôle dans la modernisation de la gestion de la dette dans les pays développés. Qu'en est-il notamment en Belgique?

### **3.2. Modernisation de la gestion de la dette publique en Belgique<sup>(10)</sup>**

Si actuellement presque 92% de la dette publique sont libellés en Francs belges, au début de 1993 le Franc Belge ne représentait que 83% du total, ce qui témoigne de la volonté de l'Etat belge de rendre la charge de la dette moins dépendante des fluctuations des cours du change.

Concernant la différence entre la dette à court terme et celle à long terme, elle est basée sur la durée initiale de l'emprunt; ainsi, un emprunt obligataire d'une durée initiale de 6 ans, mais venant à échéance dans 3 mois, reste dans la dette consolidée. Pour ce qui est la dette en devises, la part de la dette consolidée a grimpé de 73% (début 1996), à 93% (fin 1997). Par ailleurs, l'émission d'OLO<sup>(11)</sup> en deutschmarks et en Francs Français (fin Novembre 1997), pour un montant total de 55 milliards de Francs Belges, a contribué à consolider la dette en devises. C'est dire que l'Etat belge ne lésine pas sur la diversification des titres, d'autant plus que les OLO constituent la plus grosse part de la dette à long terme, sans oublier que les emprunts Philippe sont toujours là, en représentant 21,2% de la dette consolidée en Franc Belge.

Mais déjà en 1996 une alternative a été trouvée par le Trésor belge, puisque 3 emprunts Philippe devaient être remboursés pour un montant de 145,7 milliards (en fin décembre 1997); la décision prise dans ce sens consistait à organiser chaque

---

(10) Cf. "Finances publiques belges : la dette semble maîtrisée", par BAUTERS in Problèmes Economiques, n° 2568, 13/5/1998, pp 27-32.

(11) Obligations linéaires équivalent des obligations assimilables du Trésor (OAT)

année 4 émissions de bons d'Etat en faveur des particuliers. Vu la grande diversité des possibilités offertes au public (bons d'Etat à taux fixe et d'une durée de 5 ans, prolongeable à 7 ans, et des bons d'Etat à 3-5-7 ans, assortis d'un taux révisable après 3 et 5 ans et rémunérés à un taux garanti), les emprunts Philippe ont fini par disparaître, évincés par Les bons d'Etat.

Tout ceci devait contribuer à rendre la gestion de la dette plus dynamique et ce, depuis la fin des années 80, en essayant de consolider la concurrence en vue de parvenir à une contraction des charges d'intérêt<sup>(12)</sup>, sans oublier la nécessité d'harmoniser les marchés financiers belges avec ceux des partenaires européens. A propos, qu'en est-il dans le milieu plus proche de nous?

### **3.3. L'expérience camerounaise de la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA)**

La CAA du Cameroun a vu le jour le 28/8/1985 :

- Statut : établissement public doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière; elle est pleinement opérationnelle en 1990 et son capital se monte à 5 milliards de Francs CFA.

- Mission : gérer la dette publique du Cameroun, tant au niveau de la dette extérieure que de la dette intérieure ayant donné lieu à des conventions; la CAA est désormais un partenaire important du gouvernement dans la mise en œuvre de la politique financière et monétaire

- Activités : elles sont diverses dans la mesure où :

\* Elle participe aux négociations de toutes les conventions de financement et intervient lors des opérations au moment de leur entrée en vigueur

\* Elle s'occupe également de la mise en place des fonds d'emprunts extérieurs, étudie des demandes d'aval de l'Etat et assure le service de la dette publique

---

(12) A noter que la situation des finances publiques belges s'est rétablie, malgré une dette faramineuse dépassant les 60% du P.I.B; à l'origine de ce rétablissement, on peut faire valoir, du moins depuis 1993, la forte dégringolade des taux d'intérêt à court terme, mais aussi à long terme.

\*Elle effectue des études prospectives sur l'endettement de l'Etat; à ce titre, elle fournit au gouvernement des éléments qui lui permettent d'élaborer la politique d'endettement

\* Elle est appelée à participer activement aux marchés monétaire et financier

\* Elle est chargée in fine d'émettre des emprunts publics; en définitive, c'est grâce à la CAA que les autorités de la politique financière définissent leur programme de gestion de l'endettement

En clair, des relations de complémentarité doivent exister entre la CAA et certains services des Finances, relevant notamment du Trésor et du Budget.

En effet, même si son fonctionnement s'articule autour des organes que sont le conseil d'administration, la direction générale et deux censeurs, celui-là exige d'elle de disposer d'une allocation budgétaire de la part de l'Etat; de même, le service de la dette doit être également assuré grâce à une dotation budgétaire fixée par la loi de finances.

Au terme de cette modeste analyse, on serait enclin à conclure que sans des mesures énergiques de contraction du déficit avec un objectif irréversible d'équilibre budgétaire pour les années à venir, la situation risquerait de perdurer avec une dette publique hypothéquant l'avenir du pays et pompant les ressources financières destinées en principe à la croissance...

Sans se fier aux calculs entièrement mécaniques des scénarios, on peut quand-même s'étonner devant l'écart entre deux extrêmes :

- les conclusions de la BIRD suite à des projections faisant apparaître une progression moyenne de la dette intérieure de 1996 à 2004 à hauteur de 5,1%, soit un taux supérieur aux taux moyens de croissance économique lors des dernières années<sup>(13)</sup>; cela revient à confirmer la thèse selon laquelle la courbe de réduction

---

(13)Le taux de progression de la dette a été déterminé après un traitement statistique des données de la dite dette pour les quinze dernières années. Bien plus, selon ce scénario, le ratio de la dette publique totale (intérieure et extérieure) serait de 107% entre 1996 et 2000, de plus de 95% entre 2000 et 2003, de près de 90% en 2004-2005.

du taux d'endettement est largement tributaire des hypothèses prises quant à la croissance économique, l'inflation et le taux d'intérêt;

- et celles des officiels constatant que le Maroc devrait être un des marchés émergents les plus dépendants de la reprise dans l'Union Européenne (Eurobonds); bien entendu, les arguments tournent autour de la baisse continue des taux d'intérêt, avec des bons du Trésor sur un an de 7%, la résorption de l'inflation à un niveau comparable à celui des pays industrialisés, la maîtrise du déficit budgétaire et une relative impulsion de la croissance du PIB non agricole.

En tout cas, la dette marocaine, comparativement à celle de l'Argentine, se traite mal (en termes de proportions), étant donné que son manque de sensibilité est manifeste et s'explique, en quelque sorte, par le niveau de liquidité du marché<sup>(14)</sup>.

**N.B** : cet article a fait l'objet d'une communication dans le cadre du colloque sur :

"L'équilibre budgétaire et des fluctuations économiques", organisé par l'ENA les 28 et 29 Janvier 1999.

---

(14)D'une manière générale, les marchés financiers africains souffrent d'une pénurie de titres.



# FIRME APPRENANTE ET RECEPTIVITE DE L'INNOVATION

*Larbi HANANE\**

**D**epuis les années 50 l'économie assiste à une intense application de la connaissance et des méthodes au domaine industriel. Les deux chocs pétroliers ont accéléré le renouvellement de l'univers technologique par épuisement de l'ancien système électromécanique et l'éclosion de nouvelles technologies portant sur des produits à haute performance (l'informatique, le génie génétique, les réseaux spatiaux de télécommunication et d'images etc...). De nouveaux axes de recherche promettent le renouvellement technique et la baisse de coûts au cours des premières décennies du XXI<sup>e</sup> siècle<sup>(1)</sup>. Le chevauchement des innovations déstabilisatrices, dans l'ambiance d'une économie de la connaissance et de la conquête des esprits, conduit à un processus de "destruction créatrice" pour paraphraser Schumpeter. La firme innovatrice rompt avec l'équilibre et cherche à répondre à des besoins visibles et potentiels par innovation ou transformation des produits, des méthodes de production, d'organisation, de commercialisation, etc.. Cette innovation produit, annonce, ou vient après, une transition de l'environnement<sup>(2)</sup>. Elle engendre un progrès résultant d'un apprentissage par l'expérience<sup>(3)</sup> ou par l'utilisation<sup>(4)</sup> dans un système organisé, comme la firme. Sa

---

(\*) Professeur à la Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales - Agdal - Rabat .

(1) Larbi HANANE : «Système productif et réceptivité technologique», Revue Marocaine d'Economie et de Droit Comparé, Marrakech, n° 34, 2001.

(2) L'innovation dans le domaine scientifique et technologique n'est plus considérée comme un continuum. Elle est en relation avec le sous système socio-économique, avec ses acteurs dont bien entendu les organisations.

(3) Kenneth Arrow : "The economic implication of learning by doing", Review of Economic Studies, n° 29, 1962.

(4) N. Rsenberg, Inside the Black box : Technology and Economics, Cambridge University Press, 1982.

réalisation suppose au préalable que cette dernière soit « apprenante » : production, catalyse et logistique de connaissance, homogénéisation des signaux disparates, processus d'information, logistique de connaissance. L'histoire montre d'ailleurs que les firmes apprenantes se sont comportées en "band wagon effect"<sup>(5)</sup>, ou wagons qui avancent pour être suivi par le train tout entier. Elles engendrent des grappes technologiques en longue période.

La problématique de la firme apprenante, site d'apprentissage et génératrice de connaissance créatrice, se pose promptement à une période où s'opère la transition d'une économie de masse à une économie de l'information<sup>(6)</sup>. Elle générera très peu de flux matériels au profit de flux de la connaissance. Elle opérera dans un contexte de globalisation des affaires et de mondialisation des marchés dont la seule certitude est l'incertitude. Aussi sera-t-elle contrainte de craindre l'avenir sans perdre l'espoir de gagner et, donc, d'anticiper les changements par l'innovation avec des "travailleurs de la connaissance"<sup>(7)</sup>. L'innovation est réalisable par la création continue et la diffusion au sein de l'organisation des connaissances et la réceptivité et l'incorporation de nouvelles technologies.

La firme apprenante est d'abord un espace vertueux d'une série de cohérences avec le système d'innovation environnant, où le "learning by doing" dépasse la simple routine, par un comportement résolutoire. Sa mémoire surdétermine une carrière technologique ou avantage historique. Ainsi s'expliquera la constitution d'un patrimoine de connaissances à l'origine des stratégies compétitives.

## **1 - Un site d'apprentissage et d'innovation :**

L'apprentissage est la caractéristique majeure d'une firme évolutionniste. Spontané ou délibéré, il est perceptible à l'occasion d'une transformation quasi continue du comportement de l'apprenant (par ses réactions, ses habitudes, ses habiletés ou ses attitudes face aux problèmes) et de l'amélioration de ses

---

(5) G. Mensh, *Das technologische Patt. Innovation ubverwinden die depression*, Umschau Verlag, Francfort sur le Main.

(6) L.Hanane, *Information macro-économique et développement futur*, in *l'information économique*, Banque Populaire, 1991, p. 177-179.

(7) Selon les termes de P. Drucker, *Post Capitalist Society*, Butterworth Heinamm, Oxford, 1993, p.5.

performances<sup>(8)</sup> (économie de temps, productivité, efficacité, etc...). Il est intégré à des structures préalables pouvant demeurer intactes ou plus ou moins modifiées sans discontinuité. Il favorise l'adaptation aux nouveautés que présentent un problème ou une nouvelle situation<sup>(9)</sup>. Il s'inscrit dans, la durée pour se prolonger au-delà du cycle de formation ou de l'expérience ponctuelle. Il est fonctionnel lorsqu'il intéresse une situation ou s'articule autour d'un thème. Il est interactif, puisque l'apprenant reçoit l'information de son environnement ou d'un groupe d'apprenants, en saisit l'objet et agit en conséquence avec son patrimoine de compétences, de prédispositions et de culture.

Les organisations ou les institutions lui constituent un site propice quand l'environnement socio-économique est favorable à l'innovation dont l'essence est de «recréer» le monde en fonction d'un idéal ou d'une vision particulière. Créer de nouvelles connaissances signifie, au sens tout à fait littéral, re-crée l'entreprise et chacun de ses membres par un processus personnel et organisationnel d'auto-renouvellement<sup>(10)</sup>. Cela ne signifie pas seulement apprendre des autres, de son environnement, mais aussi, et surtout, construire par soi même la connaissance par fréquentes interactions laborieuses entre les membres doués de l'initiative. La firme apprenante est un lieu de cette construction lorsqu'elle est favorable à la mise en jeu des cohérences, pour créer des routines et les dépasser pour la construction d'une spirale de connaissances ou sillage de son avantage historique.

### **1.1 - Chapelet de cohérences**

La firme apprenante, et innovante, saisit les opportunités d'un environnement favorable à l'apprentissage et à la production et la régénération de l'innovation technologique :

- vitesse de circulation de l'information scientifique et, technologique,

---

(8) J.-F. Le Ny, le conditionnement de l'apprentissage, P.U.F., Paris 1980, pp. 10-25.

(9) Jean PIAGET, Biologie et connaissance, Gallimard, Paris 1967, p. 13.

(10) I. Nonaka, H. Takeuchi et M. Ingham, la connaissance créatrice, la dynamique de l'entreprise apprenante, De Bock Université, 1997, p. 28.

- adaptation du système éducatif et du réseau coordonné d'infrastructure de recherche scientifique (constitué de laboratoires d'entreprises, d'universités, de centres de formation et de recyclage de la main d'œuvre) aux exigences de la compétitivité,

- existence d'une liberté d'innovation que peuvent revendiquer les leaders d'opinion, les scientifiques, les professionnels, les prescripteurs et la société civile,

- existence d'une culture d'innovation quand la sédimentation des valeurs et des normes socioculturelles est permissive d'une relation comportementale de l'opérateur favorable à l'apprentissage et à l'innovation,

- existence d'un système d'innovation, d'apprentissage, de développement et de diffusion de nouvelles technologies par la génération, le stockage et le transfert des connaissances.

L'étendue et l'importance de ce système sont fonction de la culture, de la régulation nationale<sup>(11)</sup>, de la croissance de la productivité des facteurs, du revenu par habitant, etc.. S'établit entre lui le système firme une série de cohérences d'autant plus prometteuse qu'elle lie un nombre croissant de leurs parties compatible. Elle autorise la diversité des sites d'apprentissage, par diversification des processus d'innovation et de modification des flux technologiques. Elle explique la relation dialectique entre le versant endogène de l'innovation, lorsqu'elle émerge du site de la firme, et sa nature exogène, lorsqu'elle est un produit de la société.

Les cohérences s'établissent aux niveaux suivants<sup>(12)</sup> :

- au premier se trouvent les relations intrinsèques entre les technologies, entre l'information et les communications par exemple,

- au second est situé le système technique avec son transformateur de stock de connaissances (savoir) en innovation pratique (savoir faire) génératrice de flux d'information pour le cycle productif, extrants rétroalimentant le système, et avec ses intrants reçus de la pratique organisationnelle (division du travail, organisation de la production par exemple.); les extrants peuvent répondre à une demande

---

(11) C. FREEMAN, *Technology, Policy and Economic Performance*, Printer Publishers, 1987.

(12) Pierre F. GONOD : le système technologique, in R. Arena, L. Benzoni, J. De Bandt, P. - M. Romani, *Traité d'Economie Industrielle*, Economica, 1988.

explicite, ou "demand pull", que résonne le marché, être sélectionnés par les acteurs pour leur valeur adaptative ou endogènes, alimenter le transformateur du système, "technology push";

- interviennent au troisième niveau les transferts propagateurs diffusant l'innovation technologique (procédé, produit, etc.) dans le même site organisationnel ou entre acteurs productifs, demeure posée évidemment la question de leur asymétrie informationnelle et de leur pouvoir<sup>(13)</sup>,

- l'organisation des sous-systèmes physique et de gestion de la firme est située au quatrième niveau, la combinaison des facteurs productifs, dont l'information et l'apprentissage, les économies d'échelle, les modes de production, la logistique, la disposition des lignes de production, l'intégration verticale et la diversification horizontale etc... sont autant d'ingrédients de gouvernance de cette organisation;

- le dernier et important niveau de cohérence est constitué par l'organisation du procès du travail résultant du marché de l'emploi, la qualité de la force du travail, les conditions du travail, le cursus promotionnel et la motivation, les conditions de l'apprentissage, le climat social et la culture internes et externes de la firme, etc...

On saisira aisément les mécanismes d'interaction entre "faisabilité techniques" et "possibilité du marché"<sup>(14)</sup>, entre stratégie d'innovation, d'apprentissage ou stratégie technologique et sélectivité du marché<sup>(15)</sup>, entre learning by doing et learning by using<sup>(16)</sup>, etc... Bien au-delà, l'apprentissage se répète dans l'interaction entre les spirales de connaissances se développant dans la durée le long de deux dimensions : ontologique (acteurs, organisation, interorganisations, etc.) et épistémologique quand on distingue deux types de connaissances :

---

(13) Larbi HANANE : « Système productif et réceptivité technologique », art. cit.

(14) C. FREEMAN, *Economics of Innovation*, London-Printer, 1982.

(15) R. NELSON et S. WINTER, *An evolutionary theory of economic change*, Cambridge Harvard University press, 1982.

(16) Les processus d'apprentissage sont d'ailleurs déterminants de la dynamique des "trajectoire technologiques" comme le démontre G. DOSI dans son article "Technological paradigms and technological trajectories", *Research Policy*, vol. II, n° 3, 1982.

- connaissance tacite, personnelle, malaisée à formaliser et/ou à partager avec les autres, comme les intuitions ou les soupçons, elle s'enracine dans l'expérience in situ et dans la culture, les idéaux, les valeurs, les émotions et reflète l'image de l'individu, sa vision pour le futur, elle construit ainsi le cognitif;

- connaissance explicite, formalisable et pouvant faire l'objet de communication et de partage, elle est génératrice d'information, de code et de normes.

L'organisation firme devient dans l'approche néo-schumpeterienne un catalogue de connaissances par suite d'expériences<sup>(17)</sup> et de leur savoir comment faire impliquant souvent des aspects idiosyncratiques<sup>(18)</sup>. Une telle approche n'est pas isolée. On peut la situer dans la tradition de l'analyse industrielle. Dès 1776, A. Smith part de la taille du marché pour expliquer le progrès technique. Avant la Révolution industrielle, la division du travail était la quintessence de l'organisation industrielle de la manufacture. Juste après, Marx pouvait ajouter l'organisation des machines à côté de la division du travail. Le triptyque "technologie-travail-production" émerge dans son analyse des systèmes industriels, le long du Capital<sup>(19)</sup>, lorsqu'il souligne l'interaction mutuelle entre l'économie et la technologie. Au cours de la seconde Révolution industrielle, Marshall consacra plusieurs chapitres du Livre IV de ses Principes à l'organisation industrielle dont le capital est formé en bonne partie de connaissances. Hayek fit œuvre de pionnier lorsqu'il souligna l'importance de celles-ci dans la dynamique du changement économique. Il attira l'attention sur leur importance implicite, spécifique au contexte et les classa dans différents types<sup>(20)</sup>. Schumpeter insista sur l'importance

---

(17) E.T. PENROSE, *The Theory of the Growth of the firm*, Basil Blackwell, Oxford, 1959.

(18) S.G. WINTER : "On Coase Competences and the Corporation", *Journal of Law, Economic and Organization*, 4 n° 1, p. 163-180.

(19) N. ROSENBERG qualifie Marx "as a student of technology" in L. Evidow, B. Young, *Science Technology and the Labour Process*, Marxist Studies, vol. 1 C.S.E. Books, London, 1980.

(20) Il classe les connaissances en connaissances scientifiques (règles générales) et connaissances particulières du temps et du lieu; F.A HAYEK : "the Use of knowledge in Society", *American Economic Review*, 35, n° 4, 1945, pp. 519-530.

de combiner les connaissances explicites d'où proviennent de nouveaux produits, des méthodes de production, des marchés, etc...<sup>(21)</sup> La firme apprenante ne se confine pas sempiternellement dans une position de soumission à un état technologique ou commercial. Plus tard, Joan Woodward mit en relation le mode de production avec le processus de production et la taille des séries de production pour expliquer l'organisation<sup>(22)</sup>. La tradition néo-schumpeterienne enrichit l'explication des divers aspects du changement technologique dans ses composantes (technique économique, sociale, institutionnelle) et leur interaction. La technique (supply push) et la demande (demande pull) orientent l'apprentissage : interaction entre « faisabilité technique » et « possibilité du marché »<sup>(23)</sup> qui est centrale dans le modèle évolutionniste<sup>(24)</sup>. Il rend cumulative l'innovation par la production et l'usage et la diffuse dans les structures industrielles (mise en fonctionnement des boucles rétroactives (R.-D., industrialisation, réalisation des produits par la circulation)<sup>(25)</sup>. Il promet donc une accumulation de savoir et des capacités organisationnelles et managériales<sup>(26)</sup>.

Depuis les années 1980; une tentative de synthèse des approches scientifiques et humanistes s'est développée autour de trois axes :

- la conjecture à propos de la société postindustrielles, dont les acteurs sont les travailleurs de la connaissance, la firme devra abandonner les connaissances obsolètes pour en créer de nouvelles (l'amélioration continue de chaque activité, développement de nouvelles applications, innovation en tant que processus organisé, etc.),

- les théories de l'apprentissage organisationnel dont elles distinguent deux types : le savoir faire basé sur les les prémisses existantes pour résoudre des

---

(21) J.A. SCHUMPETER, *The theory of Economic Development*, Harvard University Press, Cambridge, 1951, p. 66 et suivantes.

(22) J. WOODWARD, *Industrial organization, theory and practice*, Oxford University Press, Oxford 1965.

(23) C.FREEMAN, *Economics of Innovation*, op. cit.

(24) R. NELSON & S. Winter, *An evolutionary theory of economic change*, H.U.P. 1982.

(25) L. HANANE, *Crise d'industrialisation du Tiers monde, essai d'approche dans le cadre du système économique mondial* thèse Rabat 1984, tome 1, p. 234.

(26) C'est ce que certains auteurs appellent trajectoires technologiques, voir G. Dosi : « Technological paradigms and technological trajectories », art. cit.

problèmes spécifiques et le savoir établissant de nouvelles prémisses, l'un et l'autre sont respectivement appelés "simple boucle" et "double boucle"<sup>(27)</sup>, "apprentissage adaptatif" et "apprentissage de génération"<sup>(28)</sup>, la firme apprenante développe sa capacité de réalisation de ces deux types;

- le management stratégique basé sur les ressources en compétences centrales<sup>(29)</sup>, la concurrence par les capacités<sup>(30)</sup> qui permettent à la firme d'apprendre, de s'adapter, de changer et de se renouveler dans le temps par la recherche, la découverte et la résolution des problèmes au niveau organisationnel comme l'expliquent les auteurs D.J. Teece, G. Pisano et A. Shen<sup>(31)</sup>.

Une telle tentative de synthèse semble avoir frayé le chemin vers une nouvelle théorie de la création de connaissance organisationnelle focalisée sur l'interaction entre les connaissances tacite et explicite par l'établissement des modes de conversions : la socialisation (de tacite à tacite), l'extériorisation (de tacite à explicite), la combinaison (d'explicite à explicite) et l'intériorisation (d'explicite à tacite). Désormais, s'édifie une spirale de connaissances<sup>(32)</sup> par le développement de routines intra-organisationnelles conduisant à "l'apprentissage de génération" ou l'innovation<sup>(33)</sup>.

## **1.2 - De la routine à la transduction**

Cette spirale relie en fait des contextes du chemin parcouru (path dependant). Au sein de la firme, chaque apprenant représente tacitement son action (theory in use of action)<sup>(34)</sup> et procède à l'ajustement de sa représentation in situ à travers les

---

(27) C. ARGYRIS et D.A. SCHON, *Organizational Learning*, Reading, MA, Addison Wesley, 1978.

(28) P.M. SENGE, *The fifth Discipline : The Age and practice of the learning Organization*, Century Business, London, 1990.

(29) "Core competences" selon les autres C.K. Prahalad et G. Hamel : "Core Competences of the Corporation", *Harvard Business Review*, mai-juin 1990, pp. 79-91.

(30) G. STALK, P. EVANS, L.E. SHULMAN : "Competing on Capacities : the rules of Corporate strategy", *Harvard Business Review*, Mars-Avril, 1992, pp. 57-69.

(31) Voir leur travail *Dynamic Capabilities and Strategic Management*, Working paper, Center of Re-

(32) *search in Management*, University of California, Berkeley, 1991.

(33) Ilkujiro Nonaka, Hirotaka Takeuchi et M. Ingham, *la connaissance créatrice*, op.cit, chapitre 3  
ibid, chapitre 6.

(34) C. ARGYRIS & D. SCHON, *Organisational learning : a theory of action perspective*, op.cit.

conversions. Il se soumet d'une façon ou d'une autre "à l'action de forces collectives et de pratiques coutumières extrêmement puissantes"<sup>(35)</sup>.

A mesure que la firme maîtrise de nouveaux produits, de nouveaux procédés ou de nouvelles organisations, elle développe des routines répondant à des stimuli définis<sup>(36)</sup>, au sens néo-behavioriste, et au souci de relative stabilité plus ou moins précaire. Elles sont principalement de nature fonctionnelle ou inter-fonctionnelle<sup>(37)</sup> pour répondre à des programmes préalables et à des normes de gestion courante. Elles renvoient à la notion de calcul forfaitaire, de période et de seuil.

Le calcul forfaitaire renvoie à la situation antérieure, à la mémoire. Les acteurs de l'apprentissage l'utilisent pour se prémunir des aléas du futur. Or, le forfait est envisagé comme une norme pendant une période avant le changement par innovation. Cette période est dite d'"inertie" au sens de Hicks : le temps nécessaire pour l'entrepreneur avant de modifier ses plans parallèlement au changement de ses conditions d'exploitation<sup>(38)</sup>. On pourrait appeler cette attitude rationnelle de l'apprenant d'"initiative discontinuée". En effet, le temps de l'"inertie" ne dépassera pas un seuil au-delà duquel la situation est perçue comme tellement intenable et difficilement tolérable que les apprenants prennent alors conscience de la fatalité d'une alternative. L'"initiative discontinuée" débouche ainsi sur un "comportement résolutoire", prélude à l'innovation.

Celle-ci est une libération par les routines de ce que Penrose appelle des "capacités managériales"<sup>(39)</sup> qui vont s'engager dans de nouvelles opportunités productives. Routines et transduction par comportement résolutoire s'alignent le

---

(35) G. PIGOU, les nouveaux courants de la théorie économique aux Etats unis, tome II, seconde édition, 1939, pp. 160-161, cité par Daniel Dufourt, la problématique institutionnaliste de l'accumulation technologique endogène, in L. Abdelamki et al. Technologie et développement humain, Interdisciplinaire Technologie, Limonest 1993, p. 117.

(36) J.G. MARCH et H. A. SIMON, Les organisations, traduction française chez Dunod, paris 1964, p.137.

(37) On pourrait considérer que les routines développées dans les activités stratégiques ne relèvent pas du champS de réponses à des stimuli. Elles incluent la durée, une part de l'incertitude, la réflexion et concerne plus d'une fonction de l'entreprise.

(38) J.R. HICKS, Value and Capital, Oxford, 1939.

(39) E. PENROSE, the theory of the Growth of the Firm, op.cit.

long du chemin d'une firme apprenante, pour qu'elle produise de la connaissance et procède à une innovation cahotant les pratiques coutumières. Ainsi "l'initiative discontinuée" ne signifie aucunement une discontinuité temporelle entre les routines et l'innovation. Elle enrichit la firme, en tant que système de variété, d'une diversité interne lui permettant de faire face à la complexité de l'environnement. Le comportement de la firme apprenante est alors intelligible. L'apprentissage est en effet le corollaire d'une cohérence inter-temporelle ou unité de l'action de l'acteur perçue dans la durée. Mais cela dépend du "rythme économique" de la firme.

La diversité du tissu économique, des marchés, des niches technologiques est en même temps une diversité du comportement et des performances des firmes. Chacune a son "rythme économique" et son seuil de rupture. Le rythme est en relation avec la difficulté de réaliser un apprentissage proactif devant la persistance de routines organisationnelles défensives<sup>(40)</sup>, la créativité et le taux d'innovation en dépendant. Moins ce rythme est élevé, plus se développe et dure l'apprentissage de routine, ou apprentissage passif. Le seuil de rupture est alors repoussé. Autant il est élevé, autant la firme est disposée à favoriser la continuité entre l'esprit d'"initiative discontinuée", la durée et l'innovation.

Aussi le schéma pavlovien ne saurait-il expliquer tout l'apprentissage organisationnel, bien qu'il ait été à l'origine de la Learning curve, composante de l'économie des barrières à l'entrée. Bien plus, le site la firme accroît la distance entre la stimulation et la décision d'innover au profit de l'action réfléchie, de l'intelligence et de la volonté<sup>(41)</sup>. Désormais on peut considérer comme peu efficaces :

- la déduction permettant une décision d'innover ferme et sans recours ou regret,

---

(40) C. ARGYRIS & D.A. SCHON, *Organizational Learning*, op.cit.

(41) Le terme volonté est chargé ici de son contenu en tension psychique, affectivité et influences socioculturelles. Le terme intelligence veut tout simplement dire que le management des firmes et de l'innovation se trouve souvent dans l'impossibilité de recourir à des schémas ou des modèles de décision, une intuition bergsonienne peut être d'une grande utilité pour le manager.

- l'induction supposant une observation objective de la réalité, dont fait partie la complexité de l'environnement interne et externe de la firme, n'est guère accessible.

La notion de transduction, avancée par les psychologues, aidera à comprendre comment l'apprenant capitalise l'expérience intra-organisationnelle<sup>(42)</sup>. Elle part du réel au possible, du présent au virtuel et atteint la solution à partir des données<sup>(43)</sup>. Elle est au centre de la séquence : situation de besoin - définition des moyens - comportement (de type adaptatif) dont il faut souligner le caractère a priori virtuel (transduction) - résultat. Elle explique en outre l'attente potentielle de l'innovation espérée de la veille technologique : une élaboration structurée d'informations, à laquelle on peut ajouter la calcul probabiliste. Apprentissage et innovation viennent parer, continuellement ou par à coups, au déficit informationnel par liberté réelle de la firme apprenante, par acceptation du risque et de l'incertitude.

### **1.3 - L'avantage historique**

L'apprentissage apparaît alors dans diverses formes à l'intérieur des collectifs de travail ou entre unités de production et sous de multiples aspects dans des contextes variables : facteurs de contingence selon Mintzberg<sup>(44)</sup>, cadre organisationnel<sup>(45)</sup> par exemple. On distinguera sept niveaux de spécificité de processus d'apprentissage :

- processus conscient où on sait qu'on apprend ou inconscient dont l'apprentissage n'est pas perçu;

- processus portant sur un «existant» ou identifié ex ante et processus orienté vers ce qu'on ne connaît pas et qu'on découvre avec de nouvelles normes, de nouvelles formes organisationnelles;

---

(42) Pour les notions de transduction et d'expérience, voir A. Jonkheer, B. Mandelbrot, J. Piaget, la lecture de l'expérience, P.U.F. Paris, 1958.

(43) H. L'FEBVRE, Critique de la vie quotidienne, tome 2, éd. L'Arche, Paris 1961, p. 121.

(44) H. MINTZBERG, Inside Our Strange World of Organization, The Free Press, New York, 1989.

(45) Voir entre autres les ouvrages d'A. D. CHANDLER dont Scale and Scope of Industrial Capitalism, Harvard University press 1990.

- processus volontaire et donc conçu ex ante et processus involontaire quand l'apprentissage est observé ex post;

Processus choisi par engagement ou déterminé de façon contraignante lorsqu'il est imposé par l'extérieur de l'organisation;

- processus géré (laboratoire, formation, etc...) ou processus non encadré (apprentissage instantané sur le tas par exemple);

- processus verticalement géré (prédominance hiérarchique) ou à gestion décentralisée donnant la priorité aux adaptations immédiates in situ.

Ces processus jalonnent concomitamment ou séparément le chemin de la firme apprenante, son histoire, et participent inégalement à la genèse et à la croissance de la spirale des connaissances, à la transduction et aux mutations organisationnelles<sup>(46)</sup>. Ses managers ne se lassent pas d'identifier, au cœur de la dynamique économique, les éléments liés à la considération du futur<sup>(47)</sup>. Aussi la firme évolutionniste est-elle prédisposée à sélectionner des coutumes, normes et règles. Elle devient globalement qualifiante<sup>(43)</sup> du travail, où le savoir sera collectivement partagé et où se constituent, selon Chandler, des compétences organisationnelles. Elle acquiert au fil de sa trajectoire un avantage historique générateur de son patrimoine de connaissance et d'innovation.

## **2 - Patrimoine et innovation**

Ce patrimoine s'enrichit le long de la carrière de la firme selon ses propres lois internes. Même en cas d'arrêt de production de connaissances scientifiques dans l'environnement de la firme, son système pourrait continuer à croître. Il peut se boucler sur lui-même. Son processus n'est pas seulement rétro-actif, mais récursif par régénération et réorganisation permanentes<sup>(49)</sup>. A tout instant, la firme est titulaire d'un "stock" de ce patrimoine lequel est rétro-alimenté par

---

(46) J. R. COMMONS, *Institutional economics*, op. cit, p. 628.

(47) D. FUFURT, la problématique institutionnaliste de l'accumulation technologique endogène, op. cit. p. 124.

(48) P. ZARIFIAN : «Acquisition des compétences dans une organisation qualifiante», *Education permanente*, n° 112, octobre 1992. L'auteur entend par une organisation qualifiante celle favorisant les apprentissages et le développement des compétences et une organisation qualifiée celle qui utilise des personnes d'un bon niveau de qualification.

(49) E. MORIN, *la méthode I, la nature*, Seuil, paris, 1977.

l'apprentissage, la création des connaissances et l'innovation pour plus d'avantage compétitif.

### **2.1 De l'apprentissage au patrimoine**

Le stock patrimonial constitue l'humus où germent, s'accroissent et fructifient les innovations technologiques, commerciales et organisationnelles. Il assure à la firme stabilité et évolution par succession de cohérences<sup>(50)</sup>. La cohésion, unissant les composantes de la firme apprenante, est un gage de sa stabilité. Les cohérences liant des parties compatibles se diversifient par l'innovation et tolèrent la variété de la totalité ou des parties de cette structure. Il y a, au fil d'acquisition de l'avantage historique, tout un apprentissage de l'ensemble de la structure firme pour s'adapter à des externalités ou des contraintes du Système d'innovation environnant. La firme se nantit d'un inventaire d'actifs immatériels, ou patrimoine qui s'invétère, (connaissances, expériences, organisation, etc.), mis en œuvre dans différentes activités : technologie de conception de produits, méthodes de production, technologie de communication, de gestion, etc.. On pourrait avancer avec Nonaka et Takeuchi<sup>(51)</sup>, à partir de leur étude de l'exemple du projet Mini Copieur de Canon, que les connaissances générées par un projet de développement de la firme constituent les plus déterminants de ses actifs (connaissance en matière de produit, de processus de production-automatisation, flexibilité par exemple - et en matière organisationnelle). Elles se manifestent dans des collectifs de travail, des conventisseurs de savoir des agents participant au projet, etc..

D'utilité stratégique pour le management des ressources d'innovation, le patrimoine gagnerait à être inventorié, analysé, développé et structuré à la veille d'une décision stratégique. Dès lors, on peut passer en revue, avec un oeil critique et une attitude proactive, celles que la firme utilise, qu'elle pourrait utiliser,

---

(50) L'explication et la stabilité et l'évolution par la cohésion et les cohérences peut être utilisée pour étudier la macro-système de l'économie mondiale en mettant en cohérence les découvertes technologiques, le surplus commercial et les organisations mercantiles, voir L.Hanane, Crise d'industrialisation du Tiers monde, essai d'approche dans le cadre du système économique mondial, thèse cit, tome 1, titre 1, chapitre 1.

(51) I. NONAKAZAZ, H TAKEUCHI, M. INGHAM, la connaissance créatrice, op. cit, p. 171.

qu'elle pourrait garder en friche, qu'utiliseront les concurrents et celles transférables et l'état ou après adaptation. Pour ce, il conviendrait de quantifier les expertises, les qualifications, les expériences, les polyvalences des hommes qui détiennent le «know-how» non formalisé pour pouvoir exploiter et cultiver le gisement de leurs compétences<sup>(52)</sup>.

Tout inventaire et ou quantification pour supputer le patrimoine s'accompagne évidemment d'une classification. Le Cabinet A.D. Little propose par exemple pour l'innovation technologique quatre types : les technologies de base, facilement disponibles et largement diffusées sur le marché, les technologies clés procurant un avantage concurrentiel, celles émergentes en phase de développement sans avantage concurrentiel immédiat et les technologies embryonnaires, très proches de la recherche<sup>(53)</sup>. L'équipe dirigée par F. Morin propose la ventilation suivante<sup>(54)</sup> : technologie de produits contenue dans le produit final, technologie de procédé contenue dans le processus de fabrication, technologie de gestion contenue dans un processus de résolution d'un problème de conception, d'organisation ou de commercialisation et, enfin, technologie de conception. Une classification moins différenciée suggère trois compartiments pour classer les éléments du patrimoine<sup>(55)</sup> : technologie de noyau dur, correspondant au métier identitaire de la firme et assimilable à son patrimoine génétique, technologie de différenciation, source principale de la compétitivité, et technologie de base nécessaire pour mener à bien un métier, banalisée chez l'ensemble des concurrents. L'étude de l'intégration de la maîtrise technologique dans la stratégie des entreprises japonaises<sup>(56)</sup> permet de distinguer les différents niveaux du *bonzai* technologique<sup>(57)</sup> : les technologies

---

(52) J. MORIN : «Les ressources technologiques aussi se gèrent». *Revue Française de gestion*, n° 53-54, app. 151-153.

(53) Cette quatrième technologie complète la classification ternaire du cabinet A. D. Little sur proposition de S. AIT EL HADJ, *L'entrepreneur face à la mutation technologique*, Editions d'Organisation, Paris 1989.

(54) J. Morin, *L'excellence technologique*, Publi-Union, Paris, 1985.

(55) J. MORIN et R. SEURAT, *Le management des ressources technologiques*, Editions d'Organisation, Paris, 1989.

(56) Dont en particulier Mitsubishi, Yokogawa Hokushin Electric.

(57) SEST-Euroconsult : «Les *bonzai* de l'industrie japonaise», *CRE\*MRT*, n° 40, juillet 1984.

génériques représentant la présence de l'entreprise dans les différents domaines scientifiques et techniques par transfert de connaissances, le potentiel technologique et industriel de l'entreprise se traduisant par la définition d'une stratégie globale assurant le permanence de la fonction technologique et, enfin, la valorisation sectorielle des technologies et des compétences. Ces classifications, mettant en relation innovation et marché, balisent le sentier de compétitivité de la firme.

## **2.2 - Patrimoine et compétitivité**

Implicite, une classification de l'inventaire du patrimoine suggère trois dimensions de la performance compétitive de la firme :

- son efficacité, mesurée par ses performances, dont la qualité de ses produits et le niveau de sa productivité,
- son aptitude et sa capacité de développer et d'améliorer ses produits et ses méthodes de production<sup>(58)</sup>.

Ces trois dimensions expliquent le comportement ou les stratégies des firmes. Ainsi, en tenant compte de trois variables : progrès technique, politiques et stratégies d'entreprises, A. BIENAYME retient deux stratégies. La première, fondée sur la valorisation et la gestion du savoir et des compétences, permet de définir le groupe à stratégie technologique intégrée. La seconde, fondée sur le bloc des compétences, aide à identifier l'entreprise technologique à géométrie variable<sup>(59)</sup>. A la lumière des travaux du cabinet A. D. Little, privilégiant le portefeuille d'activités, la maîtrise de l'innovation technologique combinée à la présence commerciale sur le marché et au potentiel du développement de l'activité<sup>(60)</sup>, pousse le manager à adopter les stratégies suivantes :

---

(58) Jean Luc GAFFARD, *L'économie industrielle et de l'innovation*, Dalloz, p. 261.

(59) Alain Bienaymé propose les trois hypothèses suivantes : toutes les entreprises n'accueillent pas au même moment et de même manière le progrès technique, celui-ci transforme la nature de l'entreprise selon des modalités et dans une mesure qui influence la croissance des pays industrialisés, la composition d'un produit national et son rythme dépendent de la coexistence entre plusieurs catégories distinctes d'entreprises; A. Bienaymé : «Technologie et nature de la firme», *Revue d'économie politique*, n° 6, 1988.

(60) Voir P. DUSSAUGE et B. RAMANANTSOA, *Technologie et stratégie d'entreprise*, MC Graw Hill, 1987, p. 122.

- stratégie de l'innovateur (ou du leader technologique), mettant l'accent sur l'effort de Recherche-Développement,
- stratégie du suiveur qui observe les résultats du leader et à limiter,
- stratégie de développement de créneaux reposant sur le choix et la concentration des moyens sur un nombre limité d'application pour lesquelles une supériorité technologique peut être atteinte,
- stratégie de rationalisation consistant à concentrer les efforts d'innovation technologique sur les technologies clés qu'on peut dominer.

### **3 - Pôles de compétence**

Patrimoine et compétitivité montrent que l'analyse ne saurait être menée dans la seule approche du marché. Bien qu'elle demeure centrale dans l'Economie Industrielle, cette dernière est à doubler de celle du patrimoine d'innovation, de l'organisation interne de la firme apprenante (ressource based analysis), pour comprendre leurs stratégies et leurs performances. Deux hypothèses majeures justifient une telle piste de recherche :

- la carrière de la firme apprenante et l'acquisition de l'avantage historique contraignent ses choix stratégiques et influencent ainsi ses résultats et la structure de son marché,
- des phénomènes sociaux et culturels complexes, autres actifs immatériels, peuvent être à l'origine d'un avantage compétitif durable et influencer la structure de l'organisation indépendamment des choix stratégiques (identité culturelle de la firme).

Pour être opérationnelle, une telle direction de recherche est à centrer sur la notion de pôle de compétence (core compétence) et des notions connexes. Le pôle peut être caractérisé par<sup>(61)</sup> :

---

(61) Mahen Tampoe : "Exploiting Core Competence of Your Corporation", Long Range Planning, 27 1994, p. 66-77.

- son utilité essentielle à la survie de l'entreprise, au développement des produits et à la mise en œuvre d'une vision stratégique,
- son invisibilité des concurrents et donc sa difficulté à être imité,
- sa combinaison de métiers, de ressources et de procédés,
- il est à la base des stratégies de diversification, de rationalisation et d'alliances.

L'approche patrimoniale (mettant en relation apprentissage, création de connaissance, innovation et compétitivité) incitera les décideurs à intégrer une réflexion en termes d'acquisition, de développement et de maintien de compétences<sup>(62)</sup>. D'ailleurs, c'est ce qui apparaît en filigrane même dans les études des cas concrets comme celle de Boston Consulting Group proposant une plate forme définie par les notions suivantes<sup>(63)</sup> :

- les compétences métier (savoir faire et d'expérience), longues à construire et difficile à imiter comme les technologies de base, l'expertise industrielle, la compréhension et l'anticipation de l'évolution de la demande, la gestion d'une marque internationale, la connaissance des canaux de distribution, etc.,

- les capacités organisationnelles conditionnant la qualité d'exécution des grandes organisations par un management participatif.

A ces deux notions on pourrait suggérer celle de l'héritage organisationnel (administrative heritage), qui s'interfère avec l'identité culturelle de la firme. Au total, ces notions s'avèrent utiles pour élucider davantage le problème de l'apprentissage opérationnel et organisationnel, de l'éducation, de la culture environnante, des ressources opérationnelles, organisationnelles et institutionnelles de la firme ou disponibles dans son environnement, ressources favorisant l'avantage compétitif.

---

(62) Voir à titre d'illustration l'opinion des managers citée dans l'enquête menée par Thomas Peters et Robert Waterman sur un échantillon d'entreprises performantes; T. PETERS et R. WATERMAN, le prix d'excellence : les secrets des meilleures entreprises, Inter Edition 1983.

(63) B.C.G. «La plateforme stratégique», document non publié destiné aux dirigeants d'entreprises, Paris, 1991.

Empiriquement, les managers instaureront des traditions de mobilité inter-fonctionnelle du travail, de comportement coopératif des cadres volontaires et créatifs et de reconnaissance des performances individuelles et des équipes de compétence. La valeur ajoutée de chacun de leurs membres sera déterminée par l'importance de l'information qu'il apporte au système de création de connaissances. Cet équipage pourra comprendre<sup>(64)</sup> :

- les praticiens de la connaissance traitant la plus grande partie des interfaces entre connaissances tacites et ceux qui gèrent les connaissances explicites,
- les ingénieurs de connaissances responsables de la conversion des connaissances tacites en connaissances explicites et vice versa,
- les officiers de connaissances responsables de la gestion de la totalité du processus de création de connaissances organisationnelles au niveau de la firme.

Les niveaux de cohérence favorisent le développement de routines et des "ruptures" conduisant à la transduction. Aussi l'apprentissage génère-t-il une spirale de connaissances et un avantage historique. La firme capitaliste sa mémoire et organise l'expectative dans l'attente de nouvelles données pour s'y adapter par effet de contextualisation et de recontextualisation des routines de base et de la mémoire organisationnelle. La dynamique des processus d'innovation est influencée par : le degré de proximité entre la science et les savoir faire techniques accumulés dans la firme et les variables organisationnelles propres aux firmes, dont la coordination des projets, la formation d'un équipage de "travailleurs de la connaissance". La séquence-vertueuse : création de connaissances - innovation continue - avantage compétitif jouera pleinement dans le sens de la constitution d'un patrimoine propre accumulé dans la durée que laissent transparaître des stratégies valorisantes du savoir, de gestion des compétences et d'innovation technique. Aussi l'approche en termes de patrimoine s'avère-t-elle fructueusement opérationnelle pour mieux comprendre les jeux et les enjeux stratégiques des firmes, leur positionnement sur le marché et la structure de celui-ci.

---

(64) I. NOAKA, H. TAKEUCHI et M. INGHAM, *La connaissance créatrice*, op. cit., pp. 175-180.

المؤسسة التشريعية، وخاصة عند ما يرتكب ممثل الأمة جريمة شائنة تنال من الشرف والاعتبار. لهذا يتعين على البرلمان ألا يتردد في رفع الحصانة عن كل عضو غير جدير بالحماية، ليترك المجال للقضاء ليقول كلمته في حيدة ونزاهة وموضوعية. ثم لماذا التخوف من القضاء؟ وعلى فرض أن العضو البرلماني سيق أمام العدالة، ثم تبين أنه بريء مما نسب إليه، وأن التهمة في واقع الأمر وحقيقة الحال مجرد ادعاء يستند على أدلة وحجج ملفقة، فإن المدعي في مثل هذه الوضعية يتابع من أجل جنحة الوشاية الكاذبة التي يقرر بشأنها الفصل 445 من القانون الجنائي ما يلي: "من أبلغ بأي وسيلة كانت، وشاية كاذبة ضد شخص أو أكثر إلى الضباط القضائيين أو إلى ضباط الشرطة القضائية أو الإدارية أو هيئات مختصة باتخاذ إجراءات بشأنها أو تقديمها إلى السلطة المختصة... يعاقب بالحبس من ستة أشهر إلى خمس سنوات وغرامة من مائة وعشرين إلى ألف درهم، ويجوز للمحكمة أن تأمر علاوة على ذلك، بنشر حكمها كله أو بعضه في صحيفة أو أكثر، على نفقة المحكوم عليه..."، بالإضافة إلى حق المدعى عليه في طلب التعويض في إطار ما يقرره الفصل الأول والسابع من قانون المسطرة الجنائية.

الصادرة في حقه. فإذا كانت العقوبة واردة ضمن القائمة التي تشكل حائلا دون اكتساب أهلية الانتخاب على الوجه المنصوص عليه في المادة الخامسة من مدونة الانتخابات، فإن العضو المدان تنتهي عضويته البرلمانية ويفقد بالتالي صفته التمثيلية.

والمجلس الدستوري هو الذي يعلن بصفة رسمية عن تجريد العضو المدان من صفته البرلمانية وفق ما هو منصوص عليه في الفقرة الثانية من المادة 9 من القانون التنظيمي المتعلق بمجلس النواب التي تنص على التالي : "يثبت المجلس الدستوري التجريد من هذه الصفة بطلب من مكتب مجلس النواب أو وزير العدل أو بالإضافة إلى ذلك بطلب من النيابة العامة لدى المحكمة التي أصدرت الحكم في حالة صدور إدانة قضائية بعد الانتخاب". وذات المقتضى منصوص عليه في المادة 13 (الفقرة الثانية) من القانون التنظيمي المتعلق بمجلس المستشارين.

وصفوة القول في مجال الحصانة البرلمانية برمته، هو أن الحصانة تقرر في مختلف الدساتير من أجل حماية ممثلي الأمة من الشكاوى الكيدية والتهم القائمة على مرتكزات لاتبرر رفع الحصانة، وكل ذلك إلى حين انتهاء الصفة التمثيلية للبرلمانيين.

ورغم ما ينسب إلى الحصانة البرلمانية الإجرائية من مثالب وعيوب، فإن مبدأ الحصانة في حد ذاته يتوجب الدفاع عنه والتمسك به، نظرا لما يحققه من محاسن ومزايا، تمكن ممثل الأمة من القيام بمهامه البرلمانية على أكمل وجه وأحسن صورة.

وإذا كانت قلة قليلة تستغل الحصانة من أجل تحقيق بعض المآرب الخاصة والمطامع الشخصية المتنافية مع صفة "ممثل الأمة"، فإن ذلك لا يمكن أن يكون مبررا للطعن والثنب في الهدف الذي من أجله تقرر الحصانة البرلمانية، لأن الاستثناء لا يقاس عليه والشاذ لا يعول عليه والنادر لا حكم له، وهذا هو المقرر في الدول الديمقراطية التي تطبق التناوب على الحكم بالاستناد إلى انتخابات حرة ونزيهة.

بيد أن هذه الحماية التي يتولاها البرلمان بنفسه كرقيب وحكم من الناحية السياسية، لا تسوغ له مطلقا رفض رفع الحصانة عن كل عضو أساء إلى سمعة

القوادة أو البغاء أو اختطاف القاصرين أو التفرير بهم أو إفساد أخلاق الشباب أو المتاجرة في المخدرات.

ج - عقوبة حبس نافذة لمدة تتجاوز ستة أشهر من أجل الجنح الآتية :

الزيادة غير المشروعة في الأثمان أو الادخار السري للمنتجات أو البضائع أو الغش في البضائع والتدليس في المواد الغذائية والمنتجات الزراعية أو البحرية.

د - عقوبة حبس لمدة تتجاوز ثلاثة أشهر دون إيقاف التنفيذ أو عقوبة حبس لمدة تتجاوز ستة أشهر مع إيقاف التنفيذ من أجل أي جريمة غير الجرائم المشار إليها في البندين (ب) ، (ج) أعلاه باستثناء الجنح المرتكبة عن غير عمد بشرط ألا تقترن بجنحة الفرار.

4 - الأفراد المحرومون من حق التصويت بموجب حكم قضائي خلال المدة المحددة في هذا الحكم.

5 - الأشخاص الصادرة عليهم أحكام جنائية غيابية.

6 - المحجور عليهم قضائيا .

7 - الأشخاص الذين طبقت في حقهم مسطرة التصفية القضائية.

8 - الأشخاص المحكوم عليهم بالتجريد من الحقوق الوطنية ما لم يستفيدوا من عفو شامل أو لم يسترجعوا حقوقهم الوطنية بعد إنصرام المدة المحكوم عليهم بها".

والمقتضيات الواردة أعلاه المطبقة على أعضاء مجلس النواب تسري برمتها على أعضاء مجلس المستشارين، نظرا لتمائل المادة التاسعة والخامسة من القانون المتعلق بمجلس النواب مع تلك الواردة في المادة الثالثة عشرة والمادة التاسعة من القانون التنظيمي الخاص بمجلس المستشارين.

وبالاستناد إلى المقتضيات القانونية السابقة يتم التعرف على الوضعية القانونية للعضو البرلماني في مجلس النواب أو مجلس المستشارين وذلك بتبين نوعية العقوبة

وحالات عدم الأهلية المنصوص عليها في المادة التاسعة هي تلك الواردة في المادة الخامسة من ذات القانون التنظيمي التي تنص على التالي :

"لا يؤهل للترشيح للانتخاب :

1 - المتجنسون بالجنسية المغربية.

2 - الأشخاص الذين اختل فيهم نهائيا شرط أو أكثر من الشروط المطالبة ليكونوا ناخبين. يرفع مانع الأهلية المشار إليه أعلاه، ما لم يتعلق الأمر بجناية، عن المحكوم عليهم بالحبس بمرور 10 سنوات من تاريخ قضاء العقوبة أو تقادمها أو من التاريخ الذي أصبح فيه الحكم نهائيا إذا تعلق الأمر بعقوبة موقوفة التنفيذ.

والفاقدون لأهلية الانتخاب هم الأفراد المحكوم عليهم بإحدى العقوبات الواردة في المادة الخامسة من مدونة الإنتخابية التي تقرر ما يلي :

"لا يمكن أن يقيد في اللوائح الانتخابيات :

1 - العسكريون العاملون من جميع الرتب...

2 - المتجنسون بالجنسية المغربية...

3 - الأفراد المحكوم عليهم نهائيا بإحدى العقوبات التالية :

أ - عقوبة جنائية.

ب - عقوبة حبس نافذة كيفما كانت مدتها أو عقوبة حبس مع إيقاف التنفيذ لمدة

تتجاوز ثلاثة أشهر من أجل جناية أو إحدى الجنح الآتية :

السرقه والنصب أو خيانة الأمانة أو التفالس أو شهادة الزور أو تزوير الأوراق العرفية المتعلقة بالتجارة أو البنوك أو الوثائق الإدارية أو الشهادات أو وضع الأختام أو طوابع الدولة أو الرشوة أو استغلال النفوذ أو تبيد أموال القاصرين أو اختلاس الأموال العمرمية أو التهديد بالتشهير أو الغدر أو السكر العلني أو انتهاك أعراض أو

الإجراءات بشلل مؤقت ينتهي بانتهاء سببه، لتنتقل الإجراءات دون موانع، وبذلك يمتثل المواطن (البرلماني المتهم) لجميع مقتضيات القانون التي تسري على الجميع وعلى قدم المساواة (الفصل 4 و 5 من الدستور).

#### 8 - الوضعية القانونية للعضو الذي رفعت عنه الحصانة.

إن العضو البرلماني بسقوط العضوية عنه لا يفقد صفته التمثيلية ولا انتسابه إلى السلطة التشريعية بطريقة آلية، إذ لا يوجد تلازم حتمي بين فقدان الحصانة والتجريد من الصفة البرلمانية. كما أن أثر قرار رفع الحصانة على النحو السابق بيانه لا يترتب عنه فقدانه للحصانة بصفة شاملة ونهائية، لأن رفع الحصانة بشأن واقعة إجرامية معينة لا ينسحب على غيرها من الجرائم التي ارتكبها قبل رفع الحصانة، وكذلك تلك المقترفة لاحقا، شرط ألا يكون في حالة تلبس.

ومعنى ما سبق هو أن العضو البرلماني تتخذ ضده جميع الإجراءات في نطاق ما يقضي به قرار رفع الحصانة، من غير أي تأثير على عضويته البرلمانية التي تسمح له بالمشاركة في كافة أعمال المجلس الذي ينتمي إليه، شأنه في ذلك شأن باقي الأعضاء البرلمانيين الذين لم ترفع عنهم الحصانة بصفة كاملة أو جزئية، ويظل العضو منتسبا لمجلسه ومؤديا لعمله إلى أن تثبت إدانته.

والتساؤل الذي يطرح في هذا المضمار هو معرفة الوضعية القانونية للعضو الذي رفعت عنه الحصانة وصدرت في حقه عقوبة سالبة للحرية، فهل تبقى عضويته قائمة، وخاصة إذا كانت مدة الحبس أقل مما تبقى من مدة عضويته؟

الجواب عن هذا التساؤل نجده في القانون التنظيمي المتعلق بمجلس النواب الذي ينص في الفقرة الأولى من المادة التاسعة على ما يلي :

"يجرد بحكم القانون من صفة نائب كل شخص تبين أنه غير مؤهل للانتخاب بعد إعلان الانتخاب وبعد انصرام الأجل الذي يمكن أن ينازع خلاله في الانتخاب أو كل شخص يوجد خلال مدة انتدابه في إحدى حالات عدم الأهلية الانتخابية المنصوص عليها في هذا القانون التنظيمي".

ب - حالة رفض طلب رفع الحصانة.

إذا لم يحظ الطلب باستجابة المجلس أو مكتبه، فإن هذا الرفض يحول دون اتخاذ الإجراءات الجنائية على النحو المحدد في الفقرة الثانية والثالثة من الفصل 39 من الدستور.

ففي إطار الفقرة الثانية تمتنع المتابعة وكذلك عدم جواز إلقاء القبض. وفي نطاق الفقرة الثالثة الممنوع فقط هو عدم جواز إلقاء القبض على العضو البرلماني مع إباحة باقي إجراءات المتابعة.

وقرار رفض طلب رفع الحصانة لا يعني من قريب أو بعيد الإعفاء من المسؤولية أو النجاة من العقاب، لأن رفض إسقاط الحصانة لا علاقة له من الناحية القانونية لما هو منسوب للعضو، حيث إن ذلك متروك للقضاء بمفرده. وبذلك ينحصر أثر الرفض في إرجاء اتخاذ الإجراءات الجنائية على النحو المحدد في الفقرة الثانية والثالثة إلى حين انتهاء العضوية لسبب من الأسباب.

كما أن قرار الرفض برفع الحصانة لا تأثير له على المدة المقررة لسقوط الدعوى العمومية بالتقادم (الفصل الرابع من قانون المسطرة الجنائية). ذلك أن رفض إسقاط الحصانة يعد مانعا قانونيا يحول دون مساعلة العضو البرلماني عما اقترفه. والمبدأ القانوني يقضي بأن التقادم لا يسري في حق الأشخاص الذين يتعذر متابعتهم لأسباب قانونية. ولكن إذا ارتفع المانع فإن التقادم يستعيد سريانه منذ اللحظة التي يتم فيها رفع الحصانة البرلمانية أو من جراء انتهاء العضوية. وفي هذا كله يقرر الفصل السادس من قانون المسطرة الجنائية ما يلي: "تتوقف مدة تقادم الدعوى العمومية فيما إذا كانت استحالة القيام بها متأصلة من القانون نفسه. ويعود التقادم إلى مجراه ابتداء من اليوم الذي ترتفع فيه الاستحالة لمدة تساوي ما بقي من أمد وقت وقوع التوقيف".

ومؤدى كل ما سبق، هو أن قرار المجلس بالقبول أو الرفض لطلب رفع الحصانة، لا يبرئ ولا يدين العضو المشتكى به، وأن أثره في حالة رفض الطلب يصيب حركية

## 7 - أثر القرار الصادر بقبول أو رفض طلب رفع الحصانة.

إن البت في طلب رفع الحصانة من طرف المجلس المعني بالأمر أو مكتبه ينتهي إما إلى قبول الطلب أو رفضه.

### أ - حالة قبول طلب رفع الحصانة.

يترتب عن قرار المجلس أو مكتبه القاضي برفع الحصانة حرمان العضو المتهم بارتكاب جريمة من الاستفادة من الحصانة التي تحميه من اتخاذ الإجراءات الجنائية ضده.

وبذلك تسترد النيابة العامة حقها في متابعة العضو واتخاذ كافة الإجراءات من جراء زوال المانع المنصوص عليه في الفصل 39 من الدستور.

ويتجرّد العضو البرلماني من حصانته يصبح فردا عاديا تسري في حقه جميع مقتضيات القانون الجنائي الموضوعي والإجرائي. وبذلك يكون عرضة لاتخاذ كافة الإجراءات ضده بما في ذلك الإجراء المقيد لحريته إلى أن ينتهي الأمر بالبراءة أو الإدانة.

والإذن الذي يعطيه المجلس يقتصر على الواقعة أو الوقائع التي تضمنها طلب الإذن برفع الحصانة، من غير أي إمتداد إلى أية جريمة أو واقعة أخرى لم يشملها قرار رفع الحصانة، فإذا ظهرت وقائع جديدة غير مرتبطة بالطلب الأول التي من أجلها رفعت الحصانة فإنه يتعين في هذه الحالة الرجوع إلى المجلس من جديد بطلب رفع الحصانة مرة أخرى.

وصدور قرار برفع الحصانة لا يعني مطلقا أن العضو مدان في نظر المجلس. كما لا يترتب عن إسقاط الحصانة الإساءة إلى مركز المتهم من الناحية القانونية فيما نسب إليه. ذلك أن كل ما يترتب عن قرار رفع الحصانة، هو ترك العدالة تأخذ مجراها الطبيعي، لتبقى الكلمة النهائية للقضاء الذي يقرر بمفرده في النازلة المعروضة عليه تبعا لعناصر الفصل في القضية الجنائية وكل ذلك في إطار الضوابط المحددة في القانون دون أي تأثير بالقرار الصادر برفع الحصانة عن العضو المتهم في جناية أو جنحة.

ولهذا نرى أنه من المفيد بل من الضروري أن يتم التنصيص في النظام الداخلي على أجل يكون جد قصير، يتوجب في نطاقه على اللجنة أن تنهي عملها إيجابا أو سلبا، لتبقى كلمة الفصل للجهة المالكة لسلطة التقرير النهائي (المجلس أو مكتبه).

وللاستدلال على وجوب تحديد أجل للجنة المختصة بالحصانة البرلمانية، يكفي الرجوع إلى المادة 188 من النظام الداخلي لمجلس النواب والمادة 211 من النظام الداخلي لمجلس المستشارين حيث نجد في إطار هاتين المادتين أن اللجنة التي تتولى دراسة مشاريع ومقترحات القوانين تكون ملزمة بالبت كأصل عام في أجل أقصاه ثلاثة أشهر من تاريخ الإحالة لكي تكون تلك المشاريع و المقترحات جاهزة لعرضها على الجلسة العامة.

فإذا كان الأجل محددًا بالنسبة للجن التي تدرس مشاريع ومقترحات القوانين بما يتخلل ذلك من مناقشة مستفيضة لمختلف المواضيع المعروضة عليها وكذلك دراسة التعديلات المدخلة عليها، فإن تحديد أجل معقول يكون من باب أولي فيما يخص لجنة العدل و التشريع التي تنفرد بدراسة موضوع طلب رفع الحصانة، الذي في نظرنا يحظى بأهمية الحسم فيه قبل أي عمل آخر، حفاظا على سمعة البرلمان.

وما نذهب إليه يتسق مع دور اللجنة الذي ينحصر - كما سبق القول - في مجرد التأكد من جدية الطلب وخلوه من البواعث التي تستهدف إبعاد العضو عن مجلسه. بالإضافة إلى أنه لا توجد إجراءات تتعلق بالجواهر والعمق يتوجب مراعاتها للحؤول دون الإضرار بمصلحة العضو المتهم. فصيانة حقوق الأعضاء من غير إخلال بحقوق المجتمع ليس من مهام اللجنة أو المجلس المعني بالأمر، لأن ذلك كله من واجبات القضاء ومهامه منذ تحريك الدعوى إلي حين البت فيها.

فتحديد أجل معقول للحسم في موضوع رفع الحصانة يحول من جهة دون تأخير سير العدالة، ومن جهة ثانية ينأى بالبرلمان عن كل ما يمكن أن يقال عنه بأنه يحمي الأعضاء ضد الملاحقات الجنائية.

ما بين الدورات) بإخبار اللجنة، ووقتها فقط تتوقف عن العمل فيما يخص الطلب المتعلق برفع الحصانة. ونتيجة للتراجع عن إثارة المتابعة، يصبح طلب الحصانة غير ذي موضوع، وتبعاً لذلك يعتبر الطلب كأنه لم يقدم أصلاً، ويسدل المجلس ستاراً من النسيان عن محاولة لرفع الحصانة تعذر فيها تحقيق النتيجة بسبب تدخل النيابة العامة.

ولجنة العدل والتشريع وحقوق الإنسان بعد الانتهاء عن عملها وفق ما تقرره مقتضيات النظام الداخلي، تقدم تقريرها إلى المجلس الذي يبت فيه في جلسة عامة.

والمجلس المعني بالأمر هو الذي يملك الكلمة النهائية بخصوص التقرير الذي رفع إليه، فله أن يقضي برفع الحصانة، كما له الحق في رفض الطلب، دون اعتداد بما انتهت إليه اللجنة. والمجلس وقت إتخاذ قراره بالقبول أو الرفض لا يكون ملزماً بتبرير موقفه، وسلطته في هذا الخصوص غير مشروطة بأي شرط ولا يملك أي أحد حق الاعتراض عليه من أجل إيقافه.

ويتم التصويت على رفع الحصانة حينما يكون المجلس منعقداً بأغلبية الأصوات المعبر عنها من أعضاء المجلس الحاضرين. وفي الفترة الفاصلة بين الدورات، فإن مكتب المجلس هو الذي يقرر رفع الحصانة بتحقيق أغلبية الأصوات من أعضائه الحاضرين (المادة 162 من النظام الداخلي لمجلس النواب والمادة 182 من النظام الداخلي لمجلس المستشارين). وحين يتم رفض طلب الحصانة، فإنه لا يجوز تقديم الطلب من جديد في نفس الدورة إذا كان الأمر يتعلق بنفس الأفعال التي كانت موضوع الطلب المرفوض (المادة 176 من النظام الداخلي لمجلس المستشارين).

والذي يلاحظ على النظام الداخلي لكلا المجلسين في مجال الإجراءات المتعلقة بموضوع الحصانة، هو أنه أتى خلواً من أي بيان فيما يخص الأمد الذي يتعين على اللجنة أن تقدم خلاله تقريرها. ومثل هذا الإغفال يتيح للجنة أن تتباطأ في إنجاز عملها دون موجب.

كما أن اللجنة إذا تناهى إلى علمها أن النيابة العامة تنوى التراجع عن إثارة الدعوى العمومية لانعدام ما يبرر المتابعة، فإن اللجنة ليس من حقها أن تتوقف عن الاسترسال في عملها.

وفي نفس السياق يمتنع على اللجنة أن تستدعي النيابة العامة أو وزير العدل أو الشهود أو الطرف المتضرر من الجريمة، من أجل الاستيضاح منهم حول بعض الجوانب المتعلقة بالقضية الجنائية، لأن اللجنة إن فعلت ذلك تكون قد خرجت عن نطاق اختصاصها الوحيد الذي ينحصر - كما سبقت الإشارة - في مجرد تبين طبيعة الملابسات المحيطة بموضوع رفع الحصانة، بهدف تيسير الأمر على المجلس ليتخذ قراره في هدوء وروية. والشاهد في هذا المضمار هو أن اللجنة المؤقتة المشكلة خصيصا لتقصي الحقائق وفق مقتضيات الفقرة الثانية من الفصل 42 من الدستور والتي يدخل في صميم اختصاصها استدعاء كل شخص طبيعي قصد الاستماع إليه إذا كان من شأن شهادته أن تنور اللجنة فيما يتعلق بالوقائع المطلوب تقصي الحقائق في شأنها، فإن هذه اللجنة المؤقتة بالرغم من اختصاصها المقرر دستوريا وبشكل صريح وواضح، تجد نفسها ممنوعة من المضي في عملها بمجرد فتح تحقيق قضائي في الوقائع التي اقتضت تشكيلها (الفصل 42 من الدستور والمادة 2 و 11 من القانون التنظيمي المتعلق باللجان النيابية لتقصي الحقائق). فإذا كان الحظر مقررًا بالنسبة للجنة أنشئت خصيصا لجمع المعلومات، فإن ذات الحظر يجب أن يتقرر من باب أولى فيما يخص لجنة العدل والتشريع وحقوق الإنسان التي ليس من اختصاصها أصلا القيام بعملية جمع المعلومات المرتبطة بالقضية الجنائية. لأن كل ما تملكه لجنة العدل والتشريع وحقوق الإنسان يقتصر على مجرد الاستماع إلى العضو البرلماني المعني بالأمر الذي له الحق في أن ينيب عنه أحد زملائه لإبداء وجهة نظره أمام اللجنة (المادة 153 من النظام الداخلي لمجلس النواب والمادة 173 من النظام الداخلي لمجلس المستشارين).

والوضع يختلف بدهامة في حالة إقدام النيابة العامة بصفة رسمية عن إعلان تراجعها. لأنه في هذه الحالة يقوم رئيس المجلس (أو رئيس مكتب المجلس في الفترة

عناصر الجريمة من الناحية القانونية، وتوافر الأدلة من عدمها، لأن ذلك محظور عليها. نظرا لأن مثل ذلك العمل يتعارض مع مبدأ الفصل بين السلطات الذي يجعل القضاء كأصل عام هو صاحب الاختصاص في البت في المنازعات التي تثور بين الأفراد. ففي إطار استقلال القضاء وعن السلطة التشريعية وعن السلطة التنفيذية (الفصل 82 من الدستور) المتسق مع مبدأ الفصل بين السلطات، تتولى الحكومة تقديم الطلب من أجل الحصول على إذن برفع الحصانة، ويتولى البرلمان من الناحية السياسية التثبت من جدية الطلب، ليقوم القضاء فيما بعد بعملية الحسم فيما هو منسوب للعضو المتهم بارتكاب الجريمة (جناية أو جنحة).

وما سلف قوله نقصد به فقط أن اللجنة يمتنع عليها النظر في جوهر الطلب المتعلق بالواقعة الإجرامية من أجل استخلاص عناصر البراءة أو الإدانة. وبمراعاة لهذا الأساس مع وجوب التقيد به، لا يوجد ما يمنع اللجنة من النظر في فحوى التهمة المنسوبة للعضو بهدف الوقوف على أن الطلب يتسم بالجدية وأنه لا تشوبه شائبة الكيد والتفيق.

وعلى فرض أن لجنة العدل والتشريع وحقوق الإنسان تبين لها بشكل قاطع أن الواقعة الإجرامية غير مستكملة لأركانها القانونية، أو كون الحجج المؤيدة للواقعة الجرمية ليست جازمة وغير مقنعة، فإن اللجنة ليس من اختصاصها إرجاع الطلب إلى النيابة العامة من أجل استكمال البحث أو إعادة النظر في طلب رفع الحصانة. لأن اللجنة إن فعلت ذلك تكون قد تخطت حدود اختصاصها وتغولت على صلاحية القضاء، وبذلك تكون قد انتهكت حرمة الدستور الذي أوجد السلطات العامة، وحدد في ذات الوقت الاختصاصات مع بيان لكيفية ممارستها والحدود التي ترد عليها. ذلك أن اللجنة إذا تبين لها أن الطلب يفتقد إلى الموضوعية والجدية والأهمية، فما على اللجنة إلا أن تقدم تقريرها للمجلس مبدية ما راج في اللجنة من مناقشات وما أسفر التصويت من نتائج.

## 6 - صلاحية البرلمان وقت النظر في طلب رفع الحصانة.

بتوصل أحد المجلسين بطلب رفع الحصانة عن أحد الأعضاء لجريمة أتهم باقترافها، يتولى رئيس المجلس بعد انتهاء التأكد من استيفاء الطلب لإجراءاته الشكلية، بإحالة الطلب إلى لجنة العدل والتشريع وحقوق الإنسان (المادة 152 من النظام الداخلي لمجلس النواب، والمادة 172 من النظام الداخلي لمجلس المستشارين).  
وحيثما يكون المجلس بين الدورات. فمكتب المجلس هو الذي يحل محل رئيس المجلس، وتبعاً لذلك، فإن رئيس المكتب هو الذي يتولى عملية إحالة الطلب إلى اللجنة المختصة.

ودور رئيس المجلس وكذلك رئيس مكتب المجلس ينحصر في التأكد من أن الطلب الذي يستهدف الحصول على إذن برفع الحصانة عن العضو البرلماني، قد استوفى شروطه من الناحية الشكلية، من غير أن يملك أي صلاحية في البت في فحواه قبولاً أو رفضاً، ودون أن يملك من الناحية القانونية أي سلطة في إرجاء إحالته على اللجنة المختصة.

ومن أجل رفع أي التباس في هذا المضمار يستحسن أن يتم التنصيص في النظام الداخلي لكل مجلس على أن الرئيس بمجرد توصله بالطلب يحيله فوراً إلى اللجنة، على النحو الذي كان مقرراً في المقطع الأخير من الفصل 58 من النظام الداخلي لمجلس المستشارين المنبثق عن دستور سنة 1962.

واللجنة - ومن بعدها المجلس - عندما تبحث في الطلب المحال عليها، فإنها لا تنظر فيه من ناحية الجوهر على غرار ما تفعله المحاكم، وإنما دورها ينحصر في التأكد من الناحية الشكلية بأن الطلب خال من شبهة المكيدة أو التلفيق أو مجرد التشهير بالعضو بقصد إرباكه أو الحط من شأنه أو بغاية تعطيله عن عمله البرلماني لدوافع قد تكون انتقامية أو سياسية.

وتبعاً لهذا الاختصاص المقيد، فإن اللجنة - وكذلك المجلس - لا يحق لها مطلقاً النظر في جوهر الجريمة المنسوبة إلى العضو البرلماني من أجل تبين مدى قيام

تثبت للعضو من الناحية الرسمية. بيد أن الأمر يختلف حينما يراد استكمال باقي الإجراءات في إطار وضعية يكون فيها البرلمان مزاولا لمهامه. ففي مثل هذه الحالة تكون الإجراءات التي تم اتخاذها صحيحة وسليمة من الناحية القانونية في حين أن باقي الإجراءات يمتنع على الجهة المختصة (الشرطة القضائية - النيابة العامة - المحكمة) إتخاذها إلا بعد الحصول على إذن من البرلمان، بسبب الوضعية الجديدة التي طرأت على المتهم والتي في نطاقها يتحتم معاملته كمثل الأمة تحميه الحصانة البرلمانية مادام أنه لم يضبط في حالة تلبس. وإذا أثير إشكال في هذا المضمار فإن من حق البرلمان، بل من الواجب عليه أن يتدخل عن طريق تحريك المقتضيات المتعلقة بالفقرة الرابعة من الفصل المنظم للحصانة البرلمانية (الفصل 37 من دستور 1972 والفصل 39 من دستور 1996) بهدف إلزام النيابة العامة وكذلك المحكمة على وجوب استئذان البرلمان ليتسنى بعد ذلك الاسترسال في إجراءات المتابعة، وبذلك يتحقق الإمتثال من طرف الجميع لما استوجبه الدستور في المجال الذي نحن بصدده.

كما يتعين الإشارة أيضا إلى أن الأثر المترتب عن انتهاء الحصانة يختلف تبعا للتغاير الموجود بين الحصانة الموضوعية والحصانة الإجرائية.

ففي إطار الحصانة الموضوعية (الفقرة الأولى من الفصل 39) لا يجوز مطلقا مساعلة العضو البرلماني عما قام به من عمل مرتبط بوظيفته، بالرغم من إنتهاء صفته التمثيلية. نظرا لأن هذه الحصانة تحمي العضو وقت انتسابه إلى المؤسسة التشريعية، كما تحميه في ذات الوقت بعد فقدانه لعضويته. ولذلك يمتنع متابعته بصفة مطلقة سواء تعلق الأمر بالجانب المدني أو الجنائي.

وعلى خلاف ما سبق، فإن الحصانة الإجرائية إذا كانت تحمي العضو وقت تمتعه بالصفة التمثيلية، فإنها لا تحميه من المسؤولية ولا تعفيه من العقاب بخصوص الجرائم التي اقترفها. ومرد ذلك أن الحصانة مفعولها ينحصر فقط في إرجاء المساعلة الفعلية إلى حين رفع الحصانة وانتهائها لسبب من الأسباب.

\* إلغاء العضوية نتيجة لطعن قدم إلى المجلس الدستوري.

\* الوفاة.

\* تقديم الاستقالة.

\* صدور حكم بالإدانة.

وتبعاً لما سلف، فإن الحصانة تثبت للعضو بمجرد عقد البرلمان لاجتماعه الأول الذي تبدأ به الولاية التشريعية. كما تثبت هذه الحصانة بالنسبة لأحد المجلسين بعقد اجتماعه الأول في حالة استعمال حق الدل. وما دامت العضوية لم تسقط لسبب من الأسباب، فإن الحصانة تغطي الدورات العادية وكذلك الفترة الفاصلة بين الدورات على الوجه المنصوص عليه في الفقرة الثانية والثالثة من الفصل 39.

وعليه، فإن العضو الذي يمتنع عن حضور جلسات المجلس بعذر مقبول، أو حتى من غير عذر وإن طال أمد الغياب، وكذلك العضو الذي رفعت ضده عدة طعون أمام المجلس الدستوري، فإن مثل هذا العضو يستفيد من الحصانة إلى أن يتم الإعلان رسمياً عن انتهاء عضويته.

والجدير بالإشارة إليه في هذا المضمار هو أن الفترة الواقعة بين إعلان نتائج الانتخابات وبدء الولاية التشريعية التي يرأس افتتاح دورتها الأولى جلالة الملك (الفصل 40 من الدستور) لا تكون مشمولة بالحصانة الموضوعية والإجرائية، وقد سبق للغرفة الدستورية في مقررها رقم 1 الصادر بتاريخ 31 دجنبر 1963 وقت تعقيبيها على النظام الداخلي لمجلس النواب بخصوص الفقرة الأولى من الفصل 75 أن قررت ما يلي : "ماورد في الفصل 75 الفقرة الأولى من "أن الحصانة البرلمانية تجري من يوم الإعلان عن انتخاب النائب من طرف اللجنة الإقليمية" لا يطابق مقتضى الفصل 38 من الدستور، الذي يفهم منه أن الحصانة إنما يجري مفعولها على أعضاء البرلمان منذ وجود البرلمان".

كما أن محكمة العدل الخاصة في حكمها رقم 773 الصادر بتاريخ 13 أبريل 1979 قررت في المجال الذي نحن بصدهه ما يلي : "... حيث أنه من غير المنازع فيه

وفي ظل البرلمان الحالي المكون من مجلس النواب ومجلس المستشارين نجد أن جميع الأعضاء البرلمانيين استفادوا من ميزة الحصانة البرلمانية بنوعها منذ اجتماع البرلمان لأول مرة بتاريخ 27 دجنبر 1997.

وهذه الحصانة تظل قائمة في ما يخص أعضاء مجلس النواب طيلة استمرار الولاية التشريعية المحددة في خمس سنوات (الفقرة الأولى من الفصل 37).

أما بالنسبة لأعضاء مجلس المستشارين فالأصل أنهم ينتخبون لمدة تسع سنوات في إطار التجديد الذي يتم كل ثلاث سنوات ويستثنى من هذا الأصل مجلس المستشارين المنصب لأول مرة الذي في نطاقه تتحدد عضوية ثلث الأعضاء في ثلاث سنوات والثلث الثاني في ست سنوات - من جراء التجديد الأول والثاني فقط - لتبقى العضوية بعد ذلك محددة في تسع سنوات.

ومراعاة لهذا الاستثناء نقول بصفة عامة إن عضو مجلس المستشارين تثبت له صفة العضوية ويتمتع تبعاً لذلك بالحصانة البرلمانية مدة انتسابه للمجلس.

وفيما يتعلق بانتهاء الحصانة البرلمانية فإن ذلك يتحدد حسب الأوضاع التالية :

\* تنتهي حصانة أعضاء مجلس النواب عند حلول افتتاح دورة أكتوبر من السنة الخامسة الموالية لسنة إجراء الانتخابات التشريعية العامة المباشرة، أي بانتهاء مدة الولاية التشريعية (الفصل 37 : الفقرة الأولى). وتنتهي حصانة ثلث أعضاء مجلس المستشارين بانتهاء مدة ولايتهم على الوجه المحدد في الفقرة الثانية من الفصل 38 من الدستور والمادة الثالثة من القانون التنظيمي المتعلق بمجلس المستشارين.

\* وكما تنتهي الحصانة البرلمانية بانتهاء أمد العضوية، فإنها تنتهي أيضاً نهاية غير طبيعية من جراء حل مجلسي البرلمان أو أحدهما (الفصل 27 و 71 من الدستور).

وبالإضافة إلى ماسبق، فإن الحصانة قد تسقط عن الأعضاء بصفة فردية من جراء :

"توجه طلبات رفع الحصانة البرلمانية إلى رئيس المجلس ويجب أن يقدمها:

1 - المدعي العام المعني بالأمر إذا كانت النيابة العامة تنوي المتابعة ويرفع طلبهم على يد وزير العدل.

2 - الطرف المتضرر المطالب بالحق المدني لدى قاضي التحقيق المختص وفي هذه الحالة يقدم طلب رفع الحصانة على يد المدعي العام ووزير العدل.

ويوجه الطلب في الحين من طرف رئيس المجلس إلى اللجنة المختصة".

ومن جراء خلو النظام الداخلي لمجلس النواب ومجلس المستشارين بخصوص المسألة التي نحن بصدها، فإننا نرى أنه من المتعين تدارك هذا العيب عن طريق إضافة مقتضيات إلى النظام الداخلي لكل مجلس على نحو مماثل لما كان مقررا في النظام الداخلي لمجلس المستشارين في ظل أول تجربة برلمانية في المغرب، مع مراعاة المستجدات التي طرأت على قانون المسطرة الجنائية، وعلى أن يعاد النظر في هذا القانون الأخير، بحيث تكون الإشكاليات الناجمة عن إثارة الحصانة أمام المحاكم تحل وفق المسطرة الإستعجالية.

\*الإجراءات الخاصة بالفقرة الرابعة:

من النص الدستوري يتبين بشكل جلي أن أعضاء كل مجلس هم الذين يحق لهم استعمال مقتضيات الفقرة الرابعة من الفصل 39 من الدستور. وإجراءات تحريك الفقرة الرابعة تبدأ بتقديم طلب أو ملتمس إلى رئيس المجلس الذي يحيله على لجنة العدل والتشريع وحقوق الإنسان التي تقدم تقريرها إلى المجلس الذي يفصل في موضوع الطلب. ويترتب عن تصويت المجلس بالموافقة على مضمون الطلب، الإيقاف الفوري للاعتقال أو المتابعة.

5 - بدء سريان الحصانة وزمن إنتهاؤها.

يبدأ سريان آثار الحصانة البرلمانية (الموضوعية والإجرائية) منذ اكتساب العضو للصفة البرلمانية، ويظل متمتعا بها مادامت العضوية لم تسقط عنه.

وفي حالة عدم وجود البرلمان لسبب من الأسباب، فإن الحصانة تكون منعدمة، وكذلك تختفي المحكمة العليا من الوجود، لذلك ينعقد الاختصاص للغرفة الجنائية بالمجلس الأعلى وفق ما تقرر مقتضيات الفصل 266 و 267 من قانون المسطرة الجنائية.

وترتيبا على ما سلف بيانه، فإن الحصانة البرلمانية ترفع عن جميع أعضاء مجلس النواب ومجلس المستشارين، باستثناء الوزراء الذين هم في ذات الوقت أعضاء في أحد مجلسي البرلمان.

\* إجراءات رفع الحصانة.

ترفع طلبات رفع الحصانة أثناء الدورات البرلمانية إلى رئيس المجلس الذي ينتمي إليه العضو المتهم بارتكاب الجريمة، وفيما بين الدورات ترفع إلى مكتب المجلس عن طريق رئيسه. وحينما يكون الرئيس هو المستهدف من طلب رفع الحصانة، فإن الطلب يوجه بطبيعة الحال إلى أحد خلفاء الرئيس حسب ترتيبهم.

والجدير بالإشارة إليه فيما يخص إجراءات رفع الحصانة عن الأعضاء البرلمانيين هو أن النظام الداخلي لمجلس النواب ومجلس المستشارين قد أتيا خلوا من أي إشارة للإجراءات المسطرية التي يتعين اتباعها من أجل أن يكون طلب رفع الحصانة مقبولا من الناحية الشكلية.

ومثل هذا الإغفال لقاعدة إجرائية لها أهمية قصوى من الناحية الشكلية، من شأنه أن يفتح باب الذرائع لرفض طلبات رفع الحصانة بحجة أن بعض الطلبات غير مستوفية لشروطها الشكلية.

وفي هذا الصدد نجد أن النظام الداخلي لمجلس المستشارين المنبثق عن دستور 1962 قد أحسن صنعا حينما تلافى العيب السابق وذلك بتنصيبه على ما يجب التقيد به وقت تقديم الطلب من أجل رفع الحصانة.

فالنظام الداخلي لمجلس المستشارين - الذي تم العمل به بصفة رسمية ونهائية بتاريخ 22 يناير 1964 يناء على مقرر الغرفة الدستورية رقم 2 و 4 - يقرر في الفصل 58 ما يلي :

وحيث إن طلب رفع الحصانة ضد أحد أعضاء مجلس النواب أو مجلس المستشارين الذي لا يزال منتميا إلى أحد المجلسين، يعتبر إجراء طبيعيا مادامت الحصانة مقررة لجميع الأعضاء بهدف حمايتهم وعدم المساس بهم إلا بعد استطلاع رأي المجلس المعني بالأمر، فإن تساؤلا على درجة من الأهمية يطرح في هذا المضمار، من أجل معرفة وضعية العضو البرلماني المتسلم في ذات الوقت لمنصب وزارى. فهل يجوز تقديم طلب ضد الوزير الذي هو في ذات الوقت عضو برلماني؟

بالنسبة لفرنسا الإشكال غير قائم، نظرا لعدم جواز الجمع بين عضوية الحكومة ومباشرة أي وكالة برلمانية (المادة 23 من دستور فرنسا لسنة 1958)، في حين أن الدستور المغربي لا يمنع الجمع بين العضوية البرلمانية والمهمة الوزارية.

ولما كان الأمر على هذا النحو في المغرب، وفي حالة إقدام الوزير على ارتكاب جناية أو جنحة، فإنه يتابع جنائيا على أساس مغاير لما هو متبع بخصوص الأعضاء البرلمانيين العاديين. ذلك أن الدستور حدد لمتابعة الوزراء مسطرة خاصة مبينة في الباب الثامن منه المتعلق بالمحكمة العليا (الفصول من 88 إلى 92)، وأحال بشأن التفاصيل إلى قانون تنظيمي يتولى تحديد أعضاء المحكمة العليا وكيفية إنتخابهم وكذا المسطرة التي يتعين اتباعها.

ورغم ما يشكله إخضاع الوزراء لجهة غير قضائية من استثناء يرد على مبدأ الفصل بين السلطات، فإن هذا الاستثناء مبرر لاعتبارات سياسية مرتبطة بأفراد هم أعضاء في الحكومة والمجلس الوزاري. ولخصوصية عملهم وإطلاعهم على ملفات تتعلق بشؤون الدولة العليا والتي تحظى بأهمية قصوى فقد تقرر لهذا السبب - وكما هو الحال في عدد غير قليل من الدول - أن تكون محاكمتهم أمام محكمة خاصة "المحكمة العليا" التي تتألف من أعضاء ينتخب نصفهم من بين أعضاء مجلس النواب ونصفهم الآخر من بين أعضاء مجلس المستشارين ويعين رئيسها بظهير شريف (الفصل 91 من الدستور).

- 1 - الحصانة تشمل جميع الإجراءات الجنائية غير المرتبطة بالوظيفة البرلمانية.
  - 2 - الحصانة مقررة في الجنايات والجنح دون المخالفات.
  - 3 - الحصانة تحمي العضو البرلماني بصفة مؤقتة من غير إباحة للفعل الإجرامي ودون إعفاء من العقاب.
  - 4 - أثناء الدورات لا يمكن متابعة العضو أو إلقاء القبض عليه ما عدا حالة التلبس.
  - 5 - خارج الدورة المتابعة جائزة ويمتنع فقط إلقاء القبض ويستثنى من ذلك حالة التلبس والمتابعة المأنون فيها وصدور حكم نهائي بالعقاب.
  - 6 - يجوز للمجلسين استعمال الرخصة الدستورية المتعلقة بطلب إيقاف الاعتقال أو المتابعة، ما عدا إذا كان الأمر متعلقا بحالة التلبس أو متابعة مأنون فيها أو صدور حكم نهائي بالعقاب.
- 4 - ضد من ترفع الحصانة.

إن الحصانة البرلمانية تثبت للعضو البرلماني الفائز في الانتخابات التشريعية، يستوي في ذلك الفائزون بالاقتراع المباشر (مجلس النواب) والفائزون بالاقتراع الغير المباشر (مجلس المستشارين)، كما يستوي في ذلك الفائزون في الانتخابات التشريعية العامة وكذلك الذين فازوا في نطاق الانتخابات الجزئية. لأن الهدف من تمتيع جميع الأعضاء بالحصانة البرلمانية كما سبق القول، هو حماية المؤسسة البرلمانية لضمان استقلالها اتجاه السلطة التنفيذية، وكذلك حماية كل عضو وقت تمتعه بالصفة التمثيلية من كل ما من شأنه أن يؤثر في أداء مهامه البرلمانية، وخاصة تلك المتابعات التعسفية التي لا ترقى إلى ما يبرر رفع الحصانة بالرغم من اقرار العضو لواقعة يعاقب عليها القانون.

وتبعا للتلازم القائم بين الصفة التمثيلية والحصانة البرلمانية، فإن طلب رفع الحصانة يرفع ضد جميع البرلمانيين بمن فيهم رئيس المجلس وأعضاء المكتب ورؤساء اللجان ورؤساء الفرق البرلمانية.

### الوضعية الأولى :

هذه الوضعية تتعلق بالحالة التي تعذر فيها استكمال جميع الإجراءات الجنائية من جراء حلول الدورة الموالية للفترة الفاصلة بين الدورات. وحينما تقع مثل هذه الحالة فإن المجلس يحق له طلب إيقاف ما تبقى من إجراءات المتابعة.

### الوضعية الثانية :

هذه الوضعية الفرض فيها أن جميع إجراءات المتابعة قد اتخذت وتمخض عنها إدانة العضو بحكم سالب للحرية استحالة تنفيذه بسبب عدم توافر إذن من مكتب المجلس. ولما كان الأمر على هذا النحو، فإن المجلس يجد نفسه أمام حالة تجيز له الحق في طلب عدم تنفيذ الحكم الصادر بالإدانة الذي لم يحز بعد على حجية الأحكام النهائية.

ومن كل ما سبق يتبين أن مجلس النواب ومجلس المستشارين حينما يتدخلان من أجل استعمال الرخصة المقررة في الفقرة الرابعة من الفصل 39، فإن ذلك التدخل يكون جد محدود من جراء الموانع الدستورية (حالة التلبس - المتابعة المأذون فيها - صدور حكم نهائي بالعقاب) وبسبب ضيق مجال التدخل الذي ينحصر من الناحية الفعلية والواقعية في الحالة التي تحدث قبل اجتماع البرلمان لأول مرة، وفيما يتمخض عن انتهاء الفترة الفاصلة بين الدورات من نتائج.

واللافت للنظر في مجال تدخل البرلمان من أجل إيقاف الاعتقال أو المتابعة هو أن النظام الداخلي لكل مجلس تضمن ثلاث مواد (المادة 154 و 155 و 158 من نظام مجلس النواب والمادة 174 و 175 و 178 من نظام مجلس المستشارين) تفتقد إلى الترتيب المنطقي والتسلسل المنهجي، بالإضافة إلى إغفال لذكر الجهة صاحبة الحق في طلب إيقاف الاعتقال أو المتابعة.

وموجز القول بخصوص الحصانة الإجرائية في إطار مقتضيات الفصل 39 من الدستور هو التالي:

وما قلناه بخصوص انعقاد البرلمان لأول مرة يسري أيضا على المجلس الواحد الذي ينعقد لأول مرة من جراء استعمال الفصل 71 من الدستور.

الحالة الثانية : بعض الآثار المترتبة عن إنتهاء الفترة الفاصلة بين الدورات.

وضعية هذه الحالة نبينها على النحو الآتي:

إن الدستور أجاز بمقتضى الفقرة الثالثة من الفصل 39 متابعة العضو في الفترة الواقعة بين الدورات من غير اشتراط وجوب الحصول على إذن من مكتب المجلس المعني بالأمر.

فإذا تمت المتابعة وانتهت مرحلة ما بين الدورات بحلول دورة أبريل أو أكتوبر، فإن المجلس الذي ينتمي إليه العضو يبقى له الحق فقط في إيقاف المتابعة.

\* ذلك أن مكتب المجلس إذا أذن بإلقاء القبض، فإن جميع الإجراءات تأخذ سيرها الطبيعي، وقد ينتهي الأمر إلي توقيع العقوبة وتنفيذها في حق العضو المدان. وإذا حدث ذلك فإن المجلس بعد انعقاد دورته الموالية يمتنع عليه التدخل من أجل إيقاف عملية القبض التي تمت، وكذلك الاعتقال والحكم القاضي بسلب الحرية. والسبب في ذلك يعود إلي أن مكتب المجلس هو الذي يحل دستوريا محل المجلس في الفترة ما بين الدورات. ولما كان الأمر على هذا النحو فإن الإذن الصادر من مكتب المجلس يعتبر كأنه صادر من المجلس صاحب الاختصاص أثناء الدورات. وحيث إن وجود إذن سابق يعتبر دستوريا مانعا من استعمال الامتياز البرلماني المقرر في الفقرة الرابعة، فإن هذا الحظر يفيد عدم جواز استعمال حق التدخل من طرف المجلس لوجود إذن بالمتابعة صدر في الفترة الفاصلة بين الدورات.

\* والوضع يختلف حينما يرفض مكتب المجلس طلب الإذن بإلقاء القبض، حيث إن المترتب عن ذلك هو عدم المساس بحرية العضو، مع شرعية جميع الإجراءات المتخذة في حقه بما في ذلك الحكم الصادر بالإدانة. وبهذا يجد المجلس نفسه بعد انتهاء الفترة الفاصلة بين الدورات أمام وضعيتين في إطارهما فقط يستعمل حقه المقرر في الفقرة الرابعة وهما:

\* وفي الحالة العكسية، أي حالة قبول طلب رفع الحصانة، فإن العضو البرلماني يتابع جنائيا، وقد يصدر في حقه حكم بالإدانة. وبما أن المجلس قد وافق على رفع الحصانة فإنه لا يحق أن يتدخل لاحقا لحماية العضو من الإجراءات الجنائية التي اتخذت في حقه.

ومعنى ما سبق، هو أن المجلس بخصوص ما يرتكب أثناء الدورة لا يكون له أي مجال لاستعمال حقه في إيقاف الاعتقال أو المتابعة.

- حينما يكون البرلمان في الفترة الفاصلة بين الدورات.

خلال المرحلة الفاصلة بين الدورات ينعقد الاختصاص في مجال الحصانة البرلمانية لمكتب المجلس بمفرده، ومكتب المجلس بصريح الفقرة الرابعة لا يملك الحق في طلب إيقاف الاعتقال أو المتابعة، والذي ينتج عن الحظر المقرر دستوريا، هو أن مكتب المجلس يكون محروما من استعمال الامتياز الذي نحن بصدده، وهو ما يعني أن حق إيقاف الاعتقال أو المتابعة لا مجال لاستعماله حينما يكون البرلمان في الفترة الفاصلة بين الدورات.

- المجال الفعلي الذي تستعمل في إطاره مقتضيات الفقرة الرابعة.

يمارس مجلس النواب أو مجلس المستشارين حق التدخل من أجل إيقاف الاعتقال أو المتابعة في إحدى الحالتين التاليتين.

الحالة الأولى: الوضعية التي تحدث قبل اجتماع البرلمان لأول مرة.

تتحقق هذه الحالة في الأوضاع التالية :

بعد إعلان نتائج الانتخابات التشريعية العامة وقبل أن يجتمع البرلمان في أول دورة له، قد يحدث أن يتابع أحد الأفراد المعلن عن فوزه لجريمة ارتكبها من غير أن يكون في حالة تلبس.

ففي مثل هذه الحالة وفي غياب حكم نهائي بالعقاب يحق للمجلس المعني بالأمر أن يتدخل لإيقاف المتابعة أو الاعتقال، إذا رأى المجلس أن نواحي الحال تسمح بتمكين العضو من مزاولة وظيفته التمثيلية بالرغم من إدانته جنائيا.

ج - صدور حكم نهائي بالعقاب.

الحكم النهائي هو ذلك الحكم الصادر من المحكمة المختصة من غير أن يكون قابلا للتعقيب عليه بسبب عدم قابليته للإستئناف أو النقض أو من جراء إستنفاده لطرق الطعن من غير جدوى. والحكم حينما يكون نهائيا، فإنه يحوز قوة الشيء المحكوم فيه، ويصبح تبعا لذلك عنوان الحقيقة، وكل ذلك من أجل احترام قدسية العدالة ووضع حد للخصومات الجنائية بصفة نهائية.

وتبعا لنوعية الحكم الصادر بالإدانة تتوقف إمكانية تدخل مجلس النواب أو مجلس المستشارين من أجل إيقاف الاعتقال أو المتابعة. فإذا كان الحكم غير نهائي جاز للمجلس أن يتدخل، أما إذا كان نهائيا فإنه يمتنع عليه التدخل لمصلحة العضو المدان بحكم نهائي.

ومما سلف يتبين أن المجلس الذي ينتمي إليه العضو يفقد حقه في إيقاف الاعتقال أو المتابعة حينما تكون المحكمة المختصة قد أصدرت حكما نهائيا لا تعقيب عليه.

وبعد كل ما سبق بيانه، نتساءل الآن عن الأوضاع التي في إطارها يمكن للبرلمان أن يتدخل من أجل إيقاف الاعتقال أو المتابعة. وتبين ذلك سيكون على النحو التالي :

- حينما يكون البرلمان منعقدا في دورته العادية.

وقت انعقاد البرلمان في دورة أكتوبر أو أبريل، وبافتراض أن الجريمة قد اقترفت أثناء الدورة، وبسببها توصل المجلس بطلب رفع الحصانة، فإن المجلس في مثل هذه الوضعية إما أن يرفض الطلب أو يقبله.

\* فإذا رفض المجلس طلب رفع الحصانة فإن المتابعة تكون ممنوعة، ويظل العضو البرلماني بإرتكاب جنائية أو جنحة طيلة عضويته حرا طليقا، ومن ثم لا مجال لتدخل المجلس لاستعمال الامتياز المقرر له في الفقرة الرابعة.

ذلك أن الحصانة البرلمانية تكون منعدمة لكونها تسقط من تلقاء ذاتها بمجرد ضبط العضو متلبسا بإقتراف جناية أو جنحة، ومن ثم يحق للنيابة العامة تحريك الدعوى العمومية ومتابعتها والعمل على تنفيذ الحكم السالب للحرية في حق العضو المدان، وكل ذلك في نطاق الضوابط المحددة في قانون المسطرة الجنائية.

ومن جراء كون الحصانة تسقط عن العضو المتلبس بالجريمة بحكم الدستور، فإن المجلس المعني بالأمر لا يملك الحق في التدخل من أجل إيقاف الاعتقال أو المتابعة لصالح عضو لم يعد بمقتضى الفقرة الرابعة من النص الدستوري متمتعا بالحصانة بخصوص القضية التي تلبس بشأنها.

#### ب - المتابعة المأذون فيها.

الإذن بالمتابعة هو ذلك الإذن الصادر عن أحد المجلسين حينما يكون البرلمان منعقدا في دورته العادية.

فإذا قدم طلب برفع الحصانة أثناء دورات المجلس وصدر قرار برفع الحصانة، فإنه في هذه الحالة تتخذ الإجراءات الجنائية في حق العضو المتهم في حدود ما يتضمنه قرار الإذن بالمتابعة.

وعندما يكون المجلس قد وقف على جلية الأمر وأذن بالمتابعة، فإنه لا يحق له بمقتضى الفقرة الرابعة أن يتراجع فيما أذن به، حتى وإن أستجدت بعض الأمور التي تبرر من الناحية السياسية التدخل للمرة الثانية من أجل إيقاف الاعتقال أو المتابعة.

وبناء على ما سبق، فإن التدخل لمصلحة ممثل الأمة بعد إرتكابه الجريمة هو في واقع الأمر امتياز برلماني يتوقف أمر استعماله على عدم وجود إذن سابق صادر من المجلس الذي ينتمي إليه العضو. وبذلك يشكل وجود إذن سابق بخصوص ذات الواقعة الإجرامية ونفس العضو المتهم سببا مانعا للمجلس من استعمال الامتياز البرلماني المنصوص عليه في الفقرة الرابعة من الفصل 39 المنظم للحصانة البرلمانية.

### 3 - تدخل البرلمان من أجل إيقاف الاعتقال أو المتابعة

بمقتضى الفقرة الرابعة والأخيرة من الفصل 39 من الدستور يجوز للبرلمان (مجلس النواب أو مجلس المستشارين) أن يتدخل من أجل إيقاف اعتقال العضو البرلماني أو متابعته لأسباب يقدرها على ضوء طبيعة الأفعال الإجرامية المقترفة ومتطلبات ممارسة الوظيفة البرلمانية.

وهذا الطلب أو التدخل الذي يترتب عنه الإيقاف الوجوبي أو المتابعة لا يكون له محل في حالة توافر إحدى الحالات التالية :

أ - حالة التلبس.

ب - المتابعة المأذون فيها.

ج - صدور حكم نهائي بالعقاب.

وتفصيل هذه الحالات التي تقف حائلا دون إمكانية تدخل أحد المجلسين لطلب إيقاف الاعتقال أو المتابعة سيكون وفق البيان التالي:

أ - حالة التلبس.

بتوافر إحدى الحالات المنصوص عليها في الفصل 58 من قانون المسطرة الجنائية يكون العضو البرلماني في حالة تلبس باقتراف جريمة. والتلبس كما سبق القول يفيد ارتكاب الجريمة وقيام المسؤولية وذلك كأصل عام.

ونتيجة لهذه الوضعية الخاصة التي تنتفي معها شبهة المكيدة والتلفيق، فإن الجهة المختصة (الشرطة القضائية - النيابة العامة) تسترد جميع اختصاصاتها وصلاحياتها، وتكون بذلك مؤهلة للقيام بجميع الإجراءات الجنائية من غير حاجة إلى الحصول على إذن من المجلس دون اعتداد بلحظة اقتراف الجريمة، حيث يستوي في ذلك أن تكون الجريمة قد ارتكبت قبل اكتساب العضوية أم أثناء الدورة العادية أم في الفترة الفاصلة بين الدورات.

وفي نهاية تحليلنا للفقرة الثالثة المتعلقة بالحصانة الإجرائية في الفترة الفاصلة بين الدورات، نشير إلى أن بعض الفقه يستنكر هذا النمط من الحصانة، بحجة أن البرلمان أثناء هذه الفترة يكون في عطلة و بالتالي فإنه لا يعمل، بالإضافة إلى أن شبيهة الكيد أو الرغبة في إعاقة العضو عن عمله البرلماني تكون متفية.

ونحن نرى في إطار هذه المسألة أن المشرع الدستوري وإن فعل خيرا بتتصيصه على عدم جواز إلقاء القبض على العضو البرلماني خارج الدورات إلا بعد إذن من مكتب المجلس، فإنه كان من الأفضل لو أضيف الدستور ذات الحماية المقررة في الفقرة الثانية حتى تكون المتابعة في إطار الفقرة الثالثة غير جائزة إلا بعد استئذان مكتب المجلس، مع استثناء حالة التلبس والمتابعة المأذون فيها و صدور حكم نهائي بالعقاب بطبيعة الحال. ومرد ذلك من وجهة نظرنا هو أن الحكمة من تقرير الحصانة الإجرائية أثناء الدورات تظل قائمة حتى في الفترة الفاصلة بين الدورات. فمن جهة، إن توقف البرلمان عن العمل بإنهاء الدورة العادية لا يعني أن العضو البرلماني ينقطع عن كل عمل له علاقة بالصفة التمثيلية، فالأصل أن ممثل الأمة تظل علاقته قائمة ومتواصلة مع أهل دائرته الإنتخابية، بالإضافة إلى اهتمامه بالشؤون العامة. ومن جهة ثانية، إن اللجان البرلمانية الدائمة (الفصل 42 من الدستور) تظل مزاولة لمهامها على الوجه المنصوص عليه في الفصل 54 و 55 من الدستور. ومن جهة ثالثة فإن شبيهة الانتقام وتصفية الحسابات كما تتحقق أثناء الدورات، فإنها تتحقق أيضا فيما بين الدورات. ومادام الهدف هو حماية الصفة التمثيلية للعضو البرلماني، فإنه يستحسن إضفاء الحماية على العضو طيلة المدة التي يكون فيها منتسبا إلى البرلمان، بحيث لا يجوز متابعته إلا بعد إذن من المجلس أثناء الدورات، وبإذن من مكتب المجلس فيما بين الدورات، وخاصة أن هذه الحصانة التي يعارضها البعض، هي مجرد حصانة لا تعفي مرتكب النشاط الإجرامي من العقاب.

تختم بمرسوم. ومعنى هذا هو أن البرلمان بالرغم من وجوده في الفترة الفاصلة بين الدورات، فإنه لا يسترد جميع اختصاصاته ولا يمارس كافة صلاحياته الدستورية على النحو الذي يحدث عندما يكون منعقدا في دورته العادية.

ومن جراء خصوصية الدورة الاستثنائية يكون مكتب كل مجلس هو المختص في مجال الحصانة البرلمانية بالنظر إلى ما قرره الدستور بشأن الفترة الواقعة بين الدورات.

ب - إذا قدم طلب من أجل رفع الحصانة على عضو ينتمي إلى أحد المجلسين، فإنه لا يعقل أن يجتمع المجلسان معا في دورة استثنائية ليتولى أحدهما النظر في موضوع الحصانة ويبقى الآخر دون عمل. وعلى فرض أن الحصانة رفعت ضد عضوين، أحدهما ينتمي إلى مجلس النواب والآخر ينتسب إلى مجلس المستشارين، فإن النظر في الحصانة بمعرفة كل مجلس يخصه أمر غير جائز للسبب الذي سنوضحه في البند رقم ج.

ج - لا يجوز في إطار جدول أعمال الدورة الاستثنائية أن ينص فيه على مسألة تتعلق بالحصانة البرلمانية، بسبب وضوح الفقرة الثالثة من الفصل 39 من الدستور واتسامها بالإطلاق وذلك من حيث إن الاختصاص في مجال الحصانة ينعقد لكل من مكتب مجلس النواب ومجلس المستشارين.

وقولنا بأن مكتب كل مجلس هو صاحب الاختصاص في مجال الحصانة البرلمانية، تترتب عنه نتيجة على درجة من الأهمية تتجلى في شرعية اتخاذ إجراءات المتابعة دون حاجة إلى أي إذن. وحينما يكون الأمر متعلقا بإلقاء القبض على العضو البرلماني، فإن الإذن يطلب من مكتب المجلس بمفرده، مادامت الفترة الفاصلة بين الدورات لا تزال قائمة.

وما انتهينا إليه هو الذي يتفق مع خصوصية الدورة الاستثنائية، كما يتسق مع نص وروح الفقرة الثالثة من الفصل 39 التي تعالج وضعية الحصانة خارج مدة دورات البرلمان.

حالة التلبس أو متابعة مأذون فيها أو صدور حكم نهائي بالعقاب على الوجه الذي سنبينه وقت تحليلنا للفقرة الرابعة من الفصل 39 من الدستور.

ومؤدى ما سبق، هو أن العضو البرلماني المتهم باقتراف جناية أو جنحة خلال الفترة الواقعة ما بين الدورات، تتخذ في حقه جميع الإجراءات الجنائية بما في ذلك إصدار حكم الإدانة، بسبب أن المحظور فقط هو عدم جواز إلقاء القبض عليه إلا بعد إذن من مكتب المجلس المعني بالأمر. والدليل في هذا الخصوص هو أن المشرع الدستوري لو أراد حماية العضو البرلماني من فتح المتابعة الجنائية ضده لنص على ذلك صراحة كما فعل في الفقرة الأولى والثانية. وبإجراء المقارنة بين ما هو مقرر في الفقرة الأولى والثانية، وبين ما هو منصوص عليه في الفقرة الثالثة يتبين جليا أنه فيما بين الدورات يجوز اتخاذ جميع الإجراءات الجنائية ما عدا إلقاء القبض الذي يتعين لاتخاذ الحصول مسبقا على إذن من مكتب المجلس.

وترتبا على ما سبق، فإن العضو البرلماني، خلال الفترة الفاصلة بين الدورات يكون عرضة لجميع أنواع المتابعات الجنائية، بما في ذلك حق المحكمة في البت في القضية المعروضة عليها، لينحصر أثر الحصانة على عدم المساس بحرية العضو من ناحية عدم جواز إلقاء القبض عليه أو اعتقاله أو حبسه أو سجنه إلا بعد استئذان مكتب المجلس الذي ينتمي إليه العضو.

ومما يتعين لفت النظر إليه هو أن مجلس النواب ومجلس المستشارين وقت اجتماعهما في الفترة الفاصلة بين الدورات بناء على الفصل 41 من الدستور (الدورة الاستثنائية) يكونان فاقدين للاختصاص فيما يخص الحصانة البرلمانية وذلك للأسباب التالية:

أ - الدورة الاستثنائية كما هو واضح من الفقرة الثانية من الفصل 41 من الدستور تخصص لدراسة المسائل الواردة في جدول الأعمال على سبيل الحصر. وعندما تنتهي مناقشة تلك المسائل التي تضمنها جدول الأعمال، فإن الدورة الاستثنائية

كما أن الأصول المقررة في التفسير من أن العام يحمل على عمومه وأنه لا تخصيص بغير مخصص، وكذلك القاعدة التي تقر بأن لا مجال للاجتهاد في مورد النص، كل هذا يؤدي إلى القول بعدم جواز تفتيش المسكن. ذلك أنه من أجل القيام بالتفتيش يتطلب اعتراف جريمة حتى يتاح المجال بالسماح لاكتشاف الأدلة المرتبطة بها، واتخاذ إجراء من هذا القبيل يفترض أن العضو البرلماني متهم بارتكاب جريمة في غير حالة التلبس، والنص الدستوري واضح في هذا المجال من ناحية عدم جواز المتابعة إلا بإذن من المجلس الذي ينتمي إليه العضو.

وعلاوة على ما سبق هو أن القول بعدم جواز التفتيش هو الذي يتسق مع الحكمة من تقرير الحصانة الإجرائية. والقول بخلاف ذلك يؤدي إلى تقييد الحصانة بدون موجب كما يضعف من أهميتها. وخاصة أن استعمال هذا الإجراء بشكل تعسفي احتمال وقوعه أمر وارد وليس من السهل استبعاده بصورة قطعية.

وهذا الذي قلناه بخصوص عدم جواز تفتيش مسكن العضو البرلماني في غير حالة التلبس يقتصر على الحصانة المنظمة بمقتضى الفقرة الثانية، لأن تفتيش المسكن فيما بين الدورات هو إجراء غير محظور، بسبب أن الفقرة الثالثة من ذات النص الدستوري تمنع فحسب عملية إلقاء القبض دون المتابعة الجنائية.

## 2 - الحصانة البرلمانية فيما بين الدورات.

بانتهاؤ دورة أكتوبر أو أبريل يدخل البرلمان بمجلسيه في عطلة تنتهي بحلول الدورة العادية التالية على الوجه المحدد في الفصل الأربعين من الدستور.

والفقرة الثالثة من الفصل 39 من الدستور هي التي توضح وضعية الحصانة الإجرائية طيلة أمد العطلة البرلمانية أو ما يسمى بالفترة الفاصلة بين الدورات.

والإطار العام للحصانة الإجرائية في الفترة التي يكون فيها البرلمان خارج دورته العادية، هو أنه لا يجوز إلقاء القبض على عضو من أعضاء مجلسي البرلمان إلا بعد إذن من مكتب المجلس الذي ينتمي إليه العضو. ويستثنى من وجوب اتخاذ هذا الإجراء

صدور الحكم بالإدانة أو البراءة. وعليه فإنه إذا كانت المتابعة - في حالة التلبس - ممنوعة أصلا إلا بعد إذن من المجلس الذي ينتمي إليه العضو، فكيف يتسنى إلقاء القبض أو الاعتقال أو المحاكمة، وهي إجراءات لاحقة تنجر عن تحريك الدعوى العمومية. فمادام الإجراءات الأصلي (المتابعة) لا يمكن اتخاذه ابتداء، فإن الإجراءات التبعية (إلقاء القبض) يكون محظورا من باب أولى.

وفي نهاية تحليلنا للفقرة الثانية، تجدر الإشارة أيضا إلى مسألة على درجة من الأهمية تخص إمكانية جواز تفتيش مسكن العضو البرلماني في حالة التلبس، وخاصة أن البعض يرى أن الحصانة البرلمانية لا تحمي العضو من تفتيش مسكنه وإن لم يكن في حالة تلبس، تأسيسا على أن الحصانة الإجرائية هي حصانة شخصية وليست عينية، بمعنى أنها تسري على شخص العضو فقط دون غيره وإن كان من زويه وأقاربه ومن غير امتداد فيما يخص المسكن أو المكتب، بالإضافة إلى ما يمكن أن يقال من أن الحصانة في المجال الذي نحن بصدده ليس من شأنها أن تمس بشخص العضو ولا إعاقة عن أداء واجباته البرلمانية.

ونحن نرى أن مثل هذا القول وما يمكن ادعاؤه في هذا الخصوص أمر الرد عليه ميسور. وتبريرنا لعدم جواز تفتيش مسكن العضو البرلماني في غير حالة التلبس توضحه على النحو التالي:

إن الحصانة البرلمانية هي فعلا حصانة شخصية وليست عينية، ولكن في الحالات الحدية التي يتعذر فيها الفصل بين الجانب الشخصي والعيني للالتصاق الوثيق بينهما كما هو الحال بالنسبة للمسكن الخاص بالعضو البرلماني، فإنه يتعين في هذه الحالة تغليب الجانب الشخصي نظرا لكون المراد تفتيشه هو عضو له صفة تمثيلية عامة، ولهذا يتوجب حمايته من كل ما من شأنه أن يؤثر فيه من الناحية النفسية والاعتبارية.

والحصانة التي تحول دون اتخاذ الإجراءات الجنائية ضد العضو المتهم بارتكاب جناية أو جنحة إلا بعد موافقة المجلس المعني بالأمر (مجلس النواب أو مجلس المستشارين) تتعلق فقط بتلك التي تؤثر في العضو من حيث وضعيته كممثل للأمة، وما قد يترتب عن ذلك من سلب لحرية وتعطيل لوظيفته. وعلى هذا فإن الإجراءات التي لا تتعارض مع ما ورد في الفقرة الثانية من الفصل 39 (المتابعة - إلقاء القبض) يجوز للجهة المختصة اتخاذها مادامت لا تمس بشخص العضو، من ذلك: الاستدلال والتحري عن الأدلة - المعاينة - سماع الشهود - الاستعانة بالخبراء، وجميع الإجراءات التي تندرج في نطاق البحث التمهيدي على الوجه المبين في قانون المسطرة الجنائية. ذلك المحظور من تلك الإجراءات هي تلك التي تتخذ في مواجهة العضو البرلماني بإعتباره متهما بارتكاب جريمة، والتي يدخل في نطاقها مجرد إستدعاء العضو المتهم من أجل أخذ أقواله. وتبعاً لذلك أن الحظر المقرر دستورياً يمتنع فتح المتابعة ضد العضو وكذلك إلقاء القبض عليه إلا بعد إذن صريح من المجلس المعني بالأمر.

وفي حالة المتابعة أو إلقاء القبض من غير احترام لما ورد في الفقرة الثانية من النص الدستوري يكون متخذ الإجراءات واقعا تحت طائلة الفصل 299 من القانون الجنائي الذي ينص على التالي: "كل عضو في الهيئة القضائية، أو أحد ضباط الشرطة القضائية، في غير حالات التلبس، يثير متابعة أو يصدر أو يوقع أمراً من أوامر التحقيق أو حكماً، أو يعطي أمراً بإجراء احتياطي ضد شخص يتمتع بحصانة قضائية، وذلك قبل أن يحصل على رفع تلك الحصانة بالطرق القانونية، يعاقب بالتجريد من الحقوق الوطنية".

والجدير بالإشارة إليه هو أن عبارة "ولا إلقاء القبض عليه" الواردة في الفقرة الثانية هي في واقع الحال مجرد تزييد أريد به مطلق التدقيق وإزالة اللبس وقت إعمال مقتضيات الفقرة حتى تبقى الحماية أثناء الدورة شاملة لكل الإجراءات بما في ذلك القبض والاعتقال والمحاكمة. والدليل على ما نذهب إليه هو أن عدم جواز المتابعة يشمل ويجب جميع الإجراءات التي يمكن أن تتخذ من لحظة اقتراف الجريمة إلى حين

المجلس الذي ينتمي إليه. كما أن المحكمة يتعين عليها أن توقف إجراءات المحاكمة من تلقاء ذاتها لتوافر مانع منصوص عليه في الدستور.

ولما كانت المخالفات ليست على درجة من الخطورة، فقد قصر المشرع الدستوري الحصانة البرلمانية الإجرائية على الجنايات والجنح فقط، اعتقاداً منه من أنه لا حاجة لاستئذان البرلمان في المخالفات لبساطتها وعدم خطورة أمرها وتكرار وقوعها من الأفراد، بالإضافة إلى أن العقوبات المطبقة عليها في جل الحالات تنحصر من الناحية العملية في توقيع غرامات على مرتكبيها.

ورغم أن المخالفات قد أستهثت صراحة من وجوب الحصول على إذن من البرلمان (مجلس النواب أو مجلس المستشارين)، فإننا نرى أن المخالفات التي يتعرض فيها العضو لعقوبة الاعتقال، يتعين أن تكون مشمولة بالحماية ضد اتخاذ الإجراءات الجنائية، حتى لا تتخذ واقعة ارتكاب المخالفة كذريعة للكيد للعضو البرلماني والمساس بشخصه والتأثير على نفسيته وحرمانه من أداء وظيفته البرلمانية ولو لأمد غير طويل. فتقديداً بالحكمة من تقرير الحصانة الإجرائية، نرى إعادة النظر في النص الدستوري (الفقرة الثانية من الفصل 39) لتشمل الحصانة الجنايات والجنح والمخالفات الخاضعة لعقوبة الاعتقال حتى يتحرر العضو من أي ضغط قد يمارس عليه.

ولكن إلى أن يطرأ تعديل على النص الدستوري، فإن العضو المقترف لجريمة مخالفة تتخذ ضده الإجراءات بما في ذلك المحاكمة، وبالتالي يكون عرضة لفقدان حريته لفترة غير طويلة (الفصل 18 و 608 من القانون الجنائي). ومثل هذا الاستثناء في ميدان المخالفات يتعارض في رأينا مع الحكمة التي من أجلها تقررت الحصانة ضد اتخاذ الإجراءات الجنائية إلا بعد إذن من المجلس الذي ينتمي إليه العضو المتهم بارتكاب الجريمة. لأنه إذا كان طلب الإذن واجبا في الجنايات والجنح فإنه من باب أولى يتعين تقرير الحماية للعضو البرلماني في المخالفات التي هي بدهاء أقل خطورة من الجنايات والجنح.

والحوؤل دون انتهاك حرمة العدالة وتعطيل أعمال القضاء إن لم تتخذ الإجراءات فوراً ضد العضو المتلبس بالجريمة. بالإضافة إلى أمر جوهري يتجلى في كون حالة التلبس كقاعدة عامة تفترض ثبوت الجريمة وقيام المسؤولية بسبب تورط البرلماني بشكل جلي في اقرار نشاط إجرامي يعاقب عليه القانون الجنائي.

والفصل 58 من قانون المسطرة الجنائية يقرر في الإطار الذي نحن بصده ما يلي: "يعتبر التلبس بالجنائية أو الجنحة في إحدى الأحوال الآتية: أولاً - في حالة إنجاز الفعل الجنائي أو على إثر إنجازه - ثانياً - في حالة ما إذا كان الفاعل ما زال مطارداً بصياح الجمهور - ثالثاً - في حالة ما إذا وجد المجرم بعد مرور زمن قصير على ارتكاب فعلته حاملاً أسلحة أو أشياء يستدل منها على أنه شارك في الفعل الإجرامي أو وجدت عليه آثار أو أمارات تثبت مشاركته. - وتسم بصفة التلبس بالجنائية أو الجنحة كل جنائية أو جنحة تقع ولو في ظروف غير الظروف المنصوص عليها في الفقرات السابقة داخل منزل التمس صاحبه من وكيل الدولة (وكيل الملك والوكيل العام للملك حسب الاختصاص) أو أحد ضباط الشرطة القضائية التثبت منها".

والتعرف على الجريمة بأنها جنائية أو جنحة يتم بتبين العقوبة المقررة في النص الجنائي المنطبق على الواقعة الإجرامية في إطار الضوابط المحددة في الفصل 16 و17 من القانون الجنائي.

ونظراً لكون حالة التلبس تفيد اقرار الجريمة، فإنه لا يتخوف من ملاحقة غير مرتكزة على أساس. ذلك أن التلبس كأصل عام يقطع بقيام المسؤولية وينفي شبه المكيدة والتلفيق وسوء النية، فتزول بالتبعية الحكمة التي من أجلها وجدت الحصانة البرلمانية. الأمر الذي يسمح بتوقيف عضو المجلس وملاحقته ومحاكمته وتنفيذ الحكم في حقه، دون إذن المجلس الذي يتبع له العضو.

بيد أنه إذا ثبت أمام المحكمة أن حالة التلبس غير قائمة في حق العضو المتهم، فإن هذا الأخير يحق له أن يثير عدم جواز الاستمرار في محاكمته إلا بعد استئذان

- 1 - الحصانة البرلمانية أثناء دورات البرلمان.
- 2 - الحصانة البرلمانية فيما بين الدورات.
- 3 - تدخل البرلمان من أجل إيقاف الاعتقال أو المتابعة .
- 4 - ضد من ترفع الحصانة.
- 5 - بدء سريان الحصانة وزمن انتهائها .
- 6 - صلاحية البرلمان وقت النظر في طلب رفع الحصانة.
- 7 - أثر القرار الصادر بقبول أو رفض طلب رفع الحصانة.
- 8 - الوضعية القانونية للعضو الذي رفعت عنه الحصانة.

#### 1 - الحصانة البرلمانية أثناء دورات البرلمان.

إن الفقرة الثانية من الفصل 39 من الدستور هي التي تبين إطار الحصانة حينما يكون البرلمان (مجلس النواب ومجلس المستشارين) منعقدا في نوباته العادية.

فإذا نسبت إلى العضو البرلماني جريمة معينة: قتل - سرقة - إغتصاب - إعطاء شيك بدون رصيد - الجرح أو الضرب - النصب، وكل جريمة تشكل اعتداء على الأشخاص أو على الأموال أثناء دورات المجلس (دورة أكتوبر ودورة أبريل)، فإنه لا يمكن متابعة العضو ولا إلقاء القبض عليه إلا بعد الحصول على موافقة البرلمان في شكل إذن يرخص بمقتضاه متابعة العضو بخصوص ما نسب إليه من أفعال يعاقب عليها القانون الجنائي.

أما إذا كان العضو قد أُلقي القبض عليه وهو متلبس بجناية أو جنحة، فإنه في هذه الحالة لا يستفيد من الحصانة البرلمانية.

والعلة في سقوط الحصانة من تلقاء ذاتها وقت ضبط العضو البرلماني متلبسا بارتكاب جناية أو جنحة، فمرد ذلك هو الخوف من ضياع معالم الجريمة أو أدلتها

المادة 178: "ليتأتى للمجلس أن يبيت في العدول عن اعتقال أحد المستشارين وعن متابغته طبقا للفصل التاسع والثلاثين من الدستور، يجب أن تسجل الطلبات الرامية إلى ذلك من ندوة الرؤساء في آخر جدول أعمال أقرب جلسة تعقد خاصة لمناقشة أسئلة أعضاء المجلس وجواب الحكومة عليها طبقا للفصل السادس والخمسين من الدستور، وابتداء من تاريخ إيداع ذلك الطلب وتوزيع قرار لجنة العدل والتشريع وحقوق الإنسان في شأنه، فإذا مضت عشرون يوما دون أن يوزع قرار هذه اللجنة فإن المكتب يسجله تلقائيا".

المادة 179: "تدرس، في جلسة عمومية، كل مطالبة بعدم رفع الحصانة يتقدم بها فريق أو عضو من المجلس".

المادة 180: "يمكن تنظيم مشورة أو إجراء مناقشة للنظر في إحالة الطلب - من جديد على لجنة العدل والتشريع وحقوق الإنسان عملا بمقتضيات هذا النظام الداخلي. يعتبر الطلب مقبولا عند مصادقة المجلس على قرار اللجنة المذكورة بعدم رفع الحصانة البرلمانية".

المادة 181: "يصدر المجلس قراره في شأن ما ينص عليه هذا الباب المتعلق بالحصانة البرلمانية بعد مناقشة لا تعطى الكلمة خلالها إلا لمقرر لجنة العدل والتشريع وحقوق الإنسان وممثل الحكومة والمستشار المعني بالأمر أو عضو آخر ينوب عنه ثم خطيب مؤيد لرفع الحصانة البرلمانية وآخر معارض في ذلك".

المادة 182: "يصوت على اقتراح رفع الحصانة بأغلبية الأصوات المعبر عنها لأعضاء المجلس. ولا تحصل موافقة مكتب المجلس المنصوص عليها في الفصل التاسع والثلاثين من الدستور إلا بتصويت أغلبية أعضائه الحاضرين".

ومعالجتنا للحصانة البرلمانية الإجرائية في نطاق المقتضيات الخاصة بالدستور المغربي ولمسائل أخرى منظمة بمقتضى النظام الداخلي لكل من مجلس النواب ومجلس المستشارين، ستكون وفق الترتيب الذي اخترناه أن يكون على النحو التالي:

المادة 171: "لا يمكن متابعة أي عضو من أعضاء مجلس المستشارين ولا البحث عنه ولا إلقاء القبض عليه ولا اعتقاله ولا محاكمته إلا في نطاق مقتضيات الفصل التاسع والثلاثين".

المادة 172: "يدرس كل ما يتعلق برفع الحصانة البرلمانية من لدن لجنة العدل والتشريع وحقوق الإنسان المنصوص عليها في المادة 48 من هذا النظام الداخلي".

المادة 173: "يجب على اللجنة المذكورة في المادة السابقة، بعد التوصل بطلب رفع الحصانة البرلمانية في حق مستشار ما، أن تستمع إلى هذا الأخير الذي له الحق في أن ينيب عنه أحد المستشارين لإبداء وجهة نظره أمام اللجنة المذكورة".

المادة 174: "يجب على لجنة العدل والتشريع وحقوق الإنسان، إذا توصلت بطلب تأجيل اعتقال أحد المستشارين أو توقيف متابعته، أن تستمع إلى صاحب الاقتراح أو الموقع الأول عليه وكذلك المستشار المتابع أو زميل له من المجلس يتولى الكلام بدله".

المادة 175: "إذا عرض على المجلس طلب العدول عن متابعة مستشار معتقل لا يبيت إلا في اقتراح الإفراج عنه، وتجري المناقشة حول ذلك طبقا لمقتضيات هذا النظام الداخلي".

المادة 176: "إذا رفض المجلس طلب اعتقال مستشار أو متابعته، فلا يمكن تقديم نفس الطلب من جديد في نفس الدورة إذا كان الأمر يتعلق بنفس الأفعال التي كانت موضوع الطلب المرفوض".

المادة 177: "للحكومة الحق في اقتراح تسجيل طلبها برفع الحصانة البرلمانية في جدول أعمال المجلس طبقا لمقتضيات هذا النظام الداخلي".

وللمجلس الحق في اتخاذ نفس الإجراء باقتراح من ندوة الرؤساء حسب ما تقتضيه المادتان 111 و 112 من هذا النظام الداخلي".

على ذمة التحقيق إلا بعد موافقة البرلمان أو المجلس المعني بالأمر حينما يكون البرلمان مكونا من مجلسين.

وفي سياق الدساتير العالمية التي عملت على إضفاء الحصانة البرلمانية الإجرائية، للحوور، دون اتخاذ إجراءات جنائية ضد ممثلي الأمة، نص الدستور المغربي في الفصل 39 منه (الفقرة الثانية والثالثة والرابعة) على ما يلي:

"ولا يمكن أثناء دورات البرلمان متابعة أي عضو من أعضائه ولا إلقاء القبض عليه من أجل جنائية أو جنحة غير ما سبقت الإشارة إليه في الفقرة الأولى من هذا الفصل إلا بإذن من المجلس الذي ينتمي إليه ما لم يكن العضو في حالة تلبس بالجريمة (الفقرة الثانية).

ولا يمكن خارج مدة دورات البرلمان إلقاء القبض على أي عضو من أعضائه إلا بإذن من مكتب المجلس الذي هو عضو فيه ما عدا في حالة التلبس بالجريمة أو متابعة مأذون فيها أو صدور حكم نهائي بالعقاب (الفقرة الثالثة)

يوقف اعتقال عضو من أعضاء البرلمان أو متابعته إذا صدر طلب بذلك من المجلس الذي هو عضو فيه ما عدا في حالة التلبس بالجريمة أو متابعة مأذون فيها أو صدور حكم نهائي بالعقاب (الفقرة الرابعة).

وعملا بمقتضيات الفصل الرابع والأربعين من الدستور، فقد تم التنصيص في النظام الداخلي لكل من مجلس النواب (المواد 151 إلى 162) ومجلس المستشارين (المواد من 171 إلى 182) على الحصانة البرلمانية.

ولما كانت المواد المتعلقة بالحصانة متماثلة في النظامين معا باستثناء المادة 156 التي قضى المجلس الدستوري بعدم مطابقتها مع الدستور في إطار مقرره رقم 212-98، فإننا لهذا السبب فضلنا الاقتصار على إيراد مواد النظام الداخلي لمجلس المستشارين التي قضى المجلس الدستوري في مقرره رقم 213-98 بمطابقتها مع أحكام الدستور.

وفيما يلي بيان لمواد النظام الداخلي الخاص بمجلس المستشارين في الجانب المتعلق بالحصانة البرلمانية.

النظام الأساسي الحر الديمقراطي، فإنه يجرد من هذه الحقوق الأساسية بمقتضى حكم تصدره المحكمة الدستورية الاتحادية تحدد فيه مدى هذا التجريد".

#### دستور الهند :

المادة 105 (الفقرة الثالثة): "تحدد سلطات وامتيازات وحصانات كل من مجلسي البرلمان وأعضائهما ولجانها في الأحوال الأخرى طبقا لما يقرره البرلمان بقانون من وقت لآخر. وإلى أن يصدر هذا القانون تكون تلك السلطات والامتيازات والحصانات هي نفسها السلطات والامتيازات والحصانات المقررة لمجلس العموم في برلمان المملكة المتحدة ولأعضائه ولجانها عند بداية العمل بهذا الدستور".

#### دستور اسبانيا:

المادة 71 (الفقرة الثاني): "أثناء مدة إنتدابهم يتمتع النواب أو الشيوخ أيضا بالحصانة، ويجوز اعتقالهم فقط في حالة التلبس. ولا يمكن اتهامهم أو متابعتهم إلا بعد الإذن المسبق من المجلس الذي ينتمون إليه".

#### دستور فرنسا :

المادة 26 (القرة الثانية): "لايجوز متابعة أي عضو من أعضاء البرلمان أو القبض عليه في جناية أو جنحة أثناء دورات الانعقاد إلا بموافقة المجلس التابع له، وذلك فيما عدا حالة التلبس بالجريمة". (الفقرة الثالثة): "لا يجوز إلقاء القبض على أي عضو من أعضاء البرلمان في غير أوقات الانعقاد إلا بموافقة مكتب المجلس التابع له، وذلك فيما عدا حالة التلبس بالجريمة، أو متابعة مأذون بها أو حكم نهائي بالعقاب". (الفقرة الرابعة): "يوقف اعتقال عضو من أعضاء البرلمان أو متابعتة إذا طلب ذلك المجلس التابع له". وهذه الفقرات طرأ عليها تغيير بمقتضى التعديل الدستوري الذي تم بتاريخ 4 غشت 1995.

وهذه الحصانة المقررة في مختلف الدساتير، يراد بها عدم جواز إبعاد عضو البرلمان عن مجلسه وحرمانه من حضور جلساته. وذلك بإلقاء القبض عليه أو حبسه

المادة 111: (الفقرة الأولى): "في حالة تلبس أحد النواب أو أحد أعضاء مجلس الأمة بجنحة أو جناية، يمكن توقيفه، ويخطر بذلك مكتب المجلس الشعبي الوطني، أو مكتب مجلس الأمة، حسب الحالة، فوراً". (الفقرة الثانية): "يمكن للمكتب المختر أن يطلب إيقاف المتابعة وإطلاق سراح النائب أو عضو مجلس الأمة، على أن يعمل فيما بعد بأحكام المادة 110 أعلاه".

### دستور إيطاليا :

المادة 68 (الفقرة الثانية) "لا يجوز أن يتخذ إجراء جنائي ضد أي عضو من أعضاء البرلمان دون إذن من المجلس الذي ينتمي إليه، كما أنه لا يجوز أن يقبض عليه أو يحرم من حريته الشخصية أو أن يتعرض لتفتيش شخصه أو منزله إلا إذا ضبط في حالة تلبس بارتكاب جريمة وعندئذ يكون إثبات الحالة واستصدار أمر القبض واجبين". (الفقرة الثالثة): "كما أنه من الضروري الحصول على هذا الإذن للقبض على عضو في البرلمان أو الاستمرار في حبسه تنفيذ الحكم ولو كان هذا الحكم نهائياً".

### القانون الأساسي لجمهورية ألمانيا الفدرالية:

المادة 46 (الفقرة الثانية): "لا يجوز توجيه الاتهام إلى النائب أو القبض عليه بسبب فعل يعاقب عليه القانون إلا بموافقة المجلس مالم يكن قد قبض عليه في حالة تلبس أو في اليوم التالي لارتكابه هذا الفعل". (الفقرة الثالثة): "علاوة على ما تقدم يلزم الحصول على موافقة المجلس لفرض أية قيود على الحرية الشخصية للنائب أو لاتخاذ الإجراء المنصوص عليه في المادة 18 ضده". (الفقرة الرابعة): "كل إجراء جنائي وكل إجراء بالمعنى الوارد في المادة 18 يوجه ضد أحد النواب وكذلك كل اعتقال أو قيد آخر يرد على حرية النائب الشخصية يجب وقفه إذا طلب المجلس ذلك".

المادة 18: "كل من يسيء استعمال حرية التعبير وبصفة خاصة حرية النشر أو حرية التعليم أو حرية الاجتماع أو حرية تكوين الجمعيات أو سرية المراسلات أو البريد أو المواصلات التليفونية أو الملكية أو حق الالتجاء السياسي، وذلك بقصد محاربة

### دستور دولة الكويت :

المادة 111: "لا يجوز أثناء دورة الانعقاد في غير حالة الجرم المشهود أن تتخذ نحو العضو إجراءات التحقيق أوالتفتيش أو القبض أو الحبس أو أي إجراء جزائي آخر إلا بإذن المجلس، ويتعين إخطار المجلس بما قد يتخذ من إجراءات جزائية أثناء انعقاده على النحو السابق. كما يجب إخطاره دواما في أول اجتماع له بأي إجراء يتخذ في غيبته ضد أي عضو من أعضائه، وفي جميع الأحوال إذا لم يصدر المجلس قراره في طلب الإذن خلال شهر من تاريخ وصوله إليه اعتبر ذلك بمثابة إذن".

### دستور جمهورية مصر العربية :

المادة 99 : (الفقرة الأولى): "لايجوز في غير حالة التلبس بالجريمة اتخاذ أية إجراءات ضد عضو مجلس الشعب إلا بإذن سابق من المجلس". (الفقرة الثانية): "وفي غير دورة انعقاد المجلس يتعين أخذ إذن من رئيس المجلس. ويخطر المجلس عند أول انعقاد له بما اتخذ من إجراء".

### دستور الجمهورية الإسلامية الموريتانية :

المادة 50 (الفقرة الثانية): "كما لا يرخص في متابعة أو توقيف عضو من أعضاء البرلمان أثناء دوراته لأسباب جنائية أو جنحية ماعدا التلبس بالجريمة إلا بإذن من الغرفة التي ينتمي إليها". (الفقرة الثالثة): "لا يرخص في توقيف عضو من أعضاء البرلمان خارج دوراته إلا بإذن من مكتب الغرفة التي ينتمي إليها سوى في حالة التلبس بالجريمة والمتابعات المرخص فيها أو حكم نهائي بشأنه". (الفقرة الرابعة): "يعلق اعتقال عضو البرلمان أو متابعته إذا طلبت ذلك الغرفة التي ينتمي إليها".

### دستور الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية :

المادة 110: "لايجوز الشروع في متابعة أي نائب أو عضو مجلس الأمة بسبب جناية أو جنحة إلا بتنازل صريح منه، أو بإذن حسب الحالة، من المجلس الشعبي الوطني أو مجلس الأمة الذي يقرر رفع الحصانة عنه أغلبية أعضائه".

الحال مجرد حصانة إجرائية تستوجب تدخل البرلمان حتى يتسنى تحريك الدعوى العمومية، ترتيبا على أن وقوف البرلمان بنفسه على جلية الأمر يبعد بشكل مطلق شبهة الافتئات والافتراء على العضو البرلماني بغاية إبعاده عن مجلسه والحوول دون مزاولته مهامه.

وينجر عن ما سبق أن الحصانة الإجرائية لا يترتب عنها إزالة الصفة الإجرائية عن النشاط الإجرامي المقترف، كما لا ينتج عنها إعفاء العضو البرلماني من العقاب في حالة ثبوت ارتكابه للجريمة. نظرا لكون الحصانة الإجرائية ينحصر أثرها في تأخير اتخاذ الإجراءات إلى حين رفع الحصانة عن العضو البرلماني، مع بقاء ما اقترف خاضعا للتجريم والعقاب على النحو المحدد في القانون، وكل ذلك على خلاف الوضع فيما يخص الحصانة ضد المسؤولية التي تجعل الفعل الإجرامي غير معاقب عليه بالنسبة للعضو البرلماني في إطار الضوابط المحددة في الفقرة الأولى من الفصل 39 من الدستور.

وتفاديا لكل ما من شأنه أن يؤثر في الوظيفة البرلمانية لممثل الأمة، وحوولا دون السير في إجراءات قد لا تتغيا سوى التلخص مما قد يسببه حضور بعض الأعضاء من حرج أو مضايقة للحكومة أو لبعض مكونات البرلمان وما إلى ذلك من الجهات والأطراف التي لها مصلحة في إثارة المتابعة الجنائية، فإن مختلف الدساتير العالمية نصت على هذه الضمانة الجوهرية التي تجعل من البرلمان من الناحية السياسية رقبيا وحكما فيما يخص رفع الحصانة من عدمها وبالتبعية جواز أو عدم جواز اتخاذ الإجراءات الجنائية ضد العضو البرلماني المتهم بارتكاب جريمة وذلك كأصل عام،

ومن الدساتير التي نصت على الحصانة ضد اتخاذ الإجراءات الجنائية نذكر التالي:

#### دستور لبنان :

المادة 40 : "لا يجوز في أثناء دورة الانعقاد اتخاذ إجراءات جزائية نحو أي عضو من أعضاء المجلس أو إلقاء القبض عليه إذا اقرتاف جرما جزائيا إلا بإذن المجلس ما خلا حالة التلبس بالجريمة (الجرم المشهود)".

ثانياً<sup>(\*)</sup>:

## الحصانة البرلمانية الإجرائية

مصطفى قلوبش \*\*

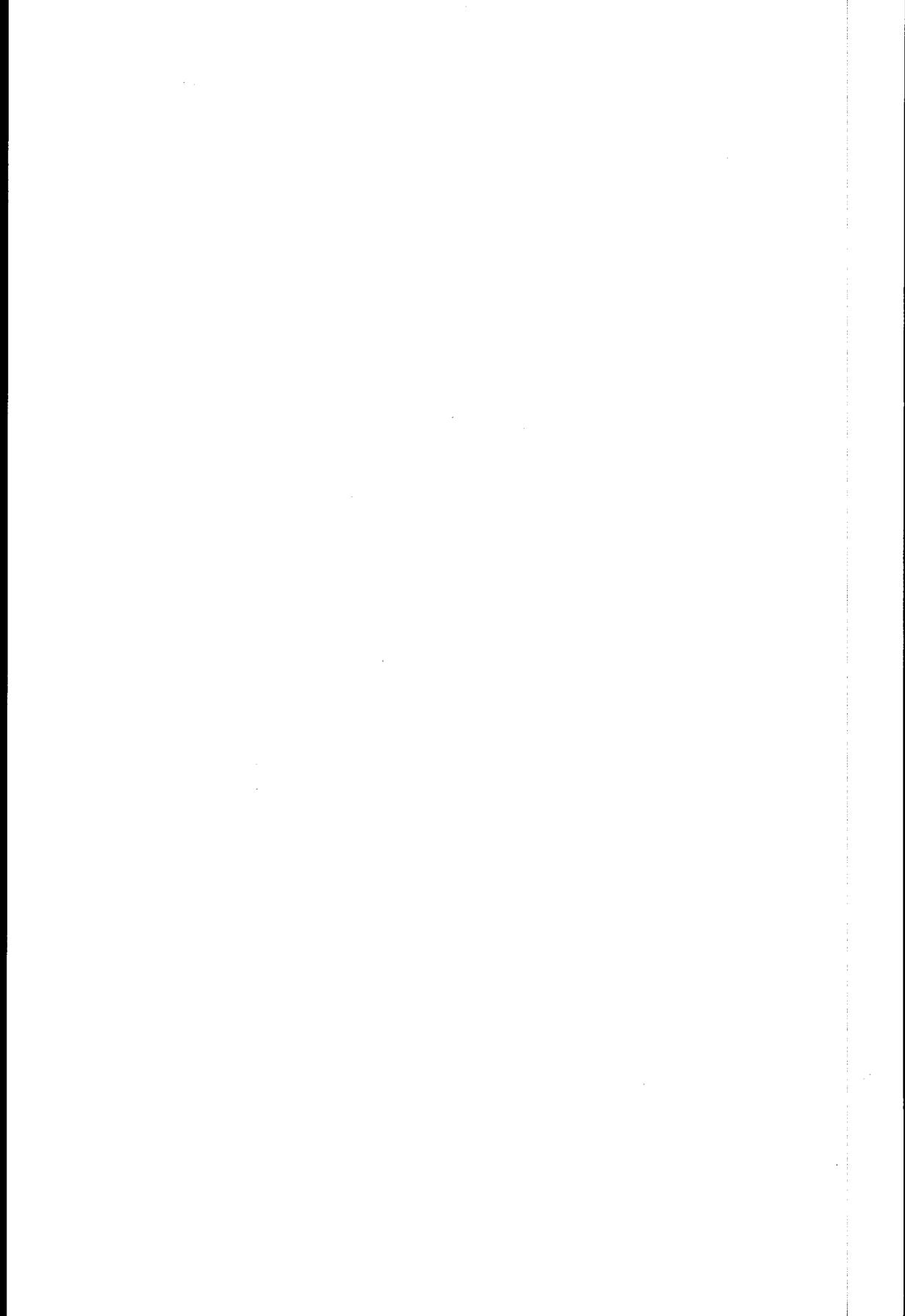
إن الهدف من الحصانة ضد اتخاذ الإجراءات الجنائية هو وضع ممثلي الأمة تحت حماية البرلمان، للحوؤل دون اتخاذ إجراءات كيدية أو تلفيق تهم لانتغياً سوى التأثير على العضو البرلماني من جراء ما يتمتع به من صفة تمثيلية على الصعيد الوطني.

فإذا كانت الحصانة ضد المسؤولية الجنائية والمدنية (الحصانة الموضوعية) قد تقرر من أجل حماية العضو البرلماني من أية ملاحقة من جراء ما قام به من نشاط (الرأي والتعبير) وقت مزاوله مهامه داخل قبة البرلمان، وذلك بهدف كفالة الطمأنينة لممثل الأمة ليتسنى له القيام بواجباته التي تمليها الوظيفة البرلمانية، فإن الحصانة ضد اتخاذ الإجراءات الجنائية تستهدف بدورها حماية ممثل الأمة من كل ما من شأنه أن يتخذ كذريعة للتأثير عليه لكي يتصرف على النحو الذي يناسب الجهة صاحبة المصلحة. ولذلك تقرر أنه لا يجوز تحريك الدعوى العمومية كأصل عام إلا بعد إذن من المجلس الذي ينتمي إليه العضو.

وتأسيساً على ما سلف، فإن المقصود من الحصانة الإجرائية ليس هو حماية الأعضاء من الجرائم المنسوبة إليهم، وإنما القصد هو الحوؤل دون متابعتهم جنائياً إلا بعد الحصول مسبقاً على إذن من البرلمان. بمعنى أن الحصانة ضد اتخاذ الإجراءات الجنائية في حق العضو البرلماني المتهم بارتكاب جريمة، هي في واقع الأمر وحقيقة

(\*) تابع للقسـم الأول : "الـحصانة البرلمانية في النظام الدستوري المغربي"، نشر في العدد السابق للمجلة، عدد 32/31.

(\*\*) أستاذ التعليم العالي كلية العلوم القانونية والإقتصادية والإجتماعية جامعة محمد الخامس - أكـدال - الرباط.



ولاغرو إذن أن للولايات المتحدة وفي داخلها إسرائيل فهم خاص للشرعية الدولية، وهي شرعية دولية تنبع من الواقع ومستجداته، شرعية الأقوى وليست الشرعية الدولية المنهارة التي كانت تناصر الضعفاء أو على الأقل تعبر عن توازن في التعامل مع الدول، وهذا الأمر هو الذي يفسر ما سبق ذكره، وهو تهرب الولايات المتحدة وداخلها إسرائيل من اعتبار قرارات الشرعية الدولية ملزمة والمرجع الوحيد والرئيسي للتسوية.

### خلاصة :

مع عدم إنكار الوضع الحرج الذي كان عليه المفاوض الفلسطيني عند انطلاق ما يسمى مسلسل السلام، إلا أننا نعتقد أن خلا خطيرا صاحب المفاوضات ولازم الاتفاقات الموقعة ما بين منظمة التحرير والكيان الصهيوني، وهو عدم تمسك الطرف الفلسطيني تمسكا قويا بالمرجعية الدولية كأساس لما يوقع من اتفاقات. لقد هيمن الهاجس السياسي الظرفي عند المفاوض الفلسطيني على الجانب القانوني وعلى ما هو مصري، ذلك أن تراجع الشرعية التاريخية والشرعية الثورية في هذه المرحلة، يتطلب التمسك بالشرعية الدولية دون أي مساومة عليها. وهذا الخلل لاحظناه من خلال غياب القانونيين الفلسطينيين عن طاولة المفاوضات، وغياب التنصيص الواضح في اتفاقية أوسلو على إحالة أي خلاف في التفسير إلى الأمم المتحدة ومحكمة العدل الدولية، بل نصت المادة الخامسة عشر من الاتفاقية على أن الخلافات تحل من خلال التفاوض بين الطرفين، وهذا يعني جعل المفاوض الفلسطيني كالغريق الذي يتشبث بأموج البحر، بالإضافة إلى ذلك اعتمد المفاوضون الفلسطينيون على الخبرة التفاوضية المصرية، وفرق كبير جدا ما بين الوضع الفلسطيني والوضع المصري، وكما هو معروف فإن اتفاقات كامب ديفيد لم تجر تحت إشراف الأمم المتحدة وفي إطار تطبيق قرارات الشرعية الدولية، وهذا يعني أن قرارات الأمم المتحدة حول فلسطين - وخصوصا قرار التقسيم 118 وقرار عودة اللاجئين - مازالت سارية المفعول ويمكن للشعب الفلسطيني والدول العربية المعنية أن تعيد تفعيل هذه القرارات، بل يمكنهم إن تصرفوا عقلانيا أن يمارسوا حقهم المشروع بمقاومة الاحتلال.

المتحدة وكان من الصعب والمخرج على مصر أن تصر على تطبيق قرارات الشرعية الدولية وتصر على مؤتمر دولي بينما هي لم تفعل ذلك بل اعتبرت أن المفاوضات الثنائية هي التي تحدد الحقوق والواجبات، أما الولايات المتحدة فموقفها واضح وهو نفس الموقف الإسرائيلي تقريبا.

نعقد أن هناك بعدا آخر قليلا ما يثير اهتمام الباحثين والسياسيين بالرغم من أهميته، ويتعلق بالتحول الذي طرأ على مفهوم الشرعية الدولية بفعل التحول في النظام الدولي، ذلك أن الولايات المتحدة - ومعها أو في داخلها إسرائيل - ترى أن شرعية النظام الدولي المنهار وما صدر عن هذه الشرعية من قرارات وتوصيات ومفاهيم، لم تعد صالحة كشرعية للنظام الدولي الجديد - وليس من المقبول في نظر أمريكا أن يُسير النظام الدولي الجديد وأن تُحكم قائدة هذا النظام، بقرارات الشرعية الدولية للنظام السابق حيث صدرت القرارات بفعل ثقل وتأثير القطب المنهار - الاتحاد السوفيتي وحلفائه -.

وبمعنى آخر أنه لا يمكن للمنتصرين الذين يؤسسون النظام الدولي الجديد أن يلزموا أنفسهم بقرارات وضعها المنهزمون أو كان لهم التأثير الكبير في صدورها، ويدخل ضمن هذه القرارات كل ما يتعلق بالقضية الفلسطينية، سواء تلك الصادرة عن مجلس الأمن قرار 242 أو الصادرة عن الجمعية العامة مثل قرار التقسيم والقرارات التي تتحدث عن الحقوق المشروعة للشعب الفلسطيني وحقه في الكفاح المسلح لاستعادة حقوقه المشروعة أو قرار مهاة الصهيونية بالعنصرية.

وهكذا فعندما يتحدث الفلسطينيون والعرب ومن والاهم، عن الشرعية الدولية، فإنهم يتحدثون عن شرعية سقطت في نظر الولايات المتحدة وإسرائيل، أو عن شرعية من حق المنتصر والمؤسسون للنظام الدولي الجديد أن يأخذوا منها ما يريدون ويتجاهلون أو يلغون ما يرونه غير متناسب مع مصالحهم، ومن هنا يمكن أن نفهم الحملة الشرسة التي قادتها إسرائيل والولايات المتحدة الأمريكية داخل أروقة المنتظم الدولي لإلغاء قرارات الشرعية الدولية السابقة حول فلسطين، ونجحت في إسقاط بعضها وهو القرار رقم 3379 الصادر عام 1975 والذي يعتبر الصهيونية شكلا من أشكال العنصرية والتمييز العنصري.

**خامسا :** هو ما سبقت الإشارة إليه من غياب تعامل عقلائي مع قرارات الشرعية الدولية سواء مع الأصدقاء أو مع الأعداء أو مع المحايدين داخل المنظمات الدولية، بل لم تخف أطراف عربية استعدادها للمساومة على هذه القرارات من أجل مصالح خاصة لها مع الولايات المتحدة، حتى منظمة التحرير لم يكن لديها رؤية واضحة حول ما تريد من الشرعية الدولية، وبدورها أبدت استعدادا للمساومة والتخلي عن بعض هذه القرارات<sup>(25)</sup>.

**سادسا :** المبالغة في المناورة وخصوصا الغموض بين ما هو استراتيجي وما هو تكتيكي، بحيث أن الأصدقاء والأعداء كانوا لا يعرفون ماذا تريد منظمة التحرير الفلسطينية وما هي سياستها الراهنة، أحيانا نقرأ قرارات مجلس وطني تبني على الميثاق الوطني وأخرى على قرارات الشرعية الدولية.

**سابعا :** وجدت المنظمة نفسها في وضع لا يخلو من مفارقة، فهي في الوقت الذي تطالب فيه بتطبيق قرارات الأمم المتحدة وبمؤتمر دولي للسلام، كانت تتعامل مع مبادرات من خارج الأمم المتحدة، فالأمم المتحدة المعنية أولا وأخرا بالأمر كانت مغيبة من مسرح الأحداث. كانت الدبلوماسية الفلسطينية نشطة خارج الأمم المتحدة وهامشية داخلها، وإن تبحث المنظمة عن وسطاء وتدخل في مفاوضات لتحقيق تسوية سياسية (على أساس) قرارات الأمم المتحدة معناه أن لديها استعدادا للمساومة على هذه القرارات.

**ثامنا :** اعتمدت المنظمة اعتمادا شبه كلي على مصر والولايات المتحدة الأمريكية في تفعيل عملية التسوية السلمية، وهاتان الدولتان ابعد ما يكونا استعدادا لتطبيق قرارات الأمم المتحدة، فمصر كانت أول من خرق وابطل قيمة قرار 242 عندما وقعت صلحا مع إسرائيل (كامب ديفيد) وتركت الفلسطينيين وشأنهم، وصلحها مع إسرائيل لم يكن في إطار الأمم المتحدة بل في إطار مفاوضات ثنائية تحت إشراف الولايات

(25) ذكرت وكالة الأنباء الفلسطينية (وفا) يوم الثاني من أكتوبر 1991 أن الرئيس الفلسطيني ياسر عرفات اعتبر أن الطلب بإلغاء قرار الجمعية العامة للأمم المتحدة المتعلقة بمساراة الصهيونية بالعنصرية يمكن أن يناقش شرط (إثبات المصادقية الإسرائيلية في تحقيق السلام). - جريدة القدس العربي، لندن، 91/10/3.

ثانيا : إنه جاء متأخرا، فالاعتراف جاء والوضع العربي والفلسطيني العام ضعيفا، فباستثناء الانتفاضة لم تشعر إسرائيل أنها مهددة بوجودها ولم تشعر الولايات المتحدة أن مصالحها مهددة، وكان العرب في حالة من التردّي في علاقاتهم مع بعضهم البعض كما كانت علاقة المنظمة سيئة مع أكثر من دولة عربية. إذن اعتراف المنظمة بإسرائيل وبقرارات الشرعية الدولية لم يأت من موقع القوة بل من موقع الضعف وكانت إسرائيل ومعها أمريكا تدركان أن ورقة القوة الوحيدة عند المنظمة هي الانتفاضة ومن هنا عملا على التسويف والمماطلة لحين إفقاد الانتفاضة زخمها.

ثالثا : جاء الاعتراف في ظل تحولات في النظام الدولي تؤشر على بداية انهيار المعسكر الاشتراكي وتفرد أمريكا بقيادة العالم مما يعني تعاملًا جديدًا مع مفهوم الشرعية الدولية بما يخدم استراتيجيتها، ذلك أن قرارات الشرعية الدولية لا تطبق من تلقاء نفسها بل تحتاج إلى آليات للتنفيذ وإلى حشد قوى داخل الأمم المتحدة سواء للاتفاق على تفسير القرارات أو على مستوى تطبيقها، وواقع الحال أن حلفاء الشعب الفلسطيني لم يكونوا بقوة حلفاء إسرائيل حتى يكسبوا المعركة الدبلوماسية.

رابعا : غياب إجماع فلسطيني حول السياسة الجديدة للمنظمة سواء ما تعلق بقرارات المجلس الوطني بالجزائر - إعلان الدولة الفلسطينية - أو مجمل ما سمي فيما بعد هجوم السلام الفلسطيني. ذلك أن قوى المعارضة كانت ضد الاعتراف بقرار 242 وضد الاعتراف بدولة إسرائيل، بل حتى قيادة المنظمة كانت حذرة ومتريفة من أن لا تحصل على شيء بعد هذه التنازلات وخصوصا أن الجانب الأمريكي كان أقرب في تفسيره للقرار 242 للتفسير الإسرائيلي القائل بانسحاب من (أرض محتلة) منه للتفسير الفلسطيني والعربي القائل بالانسحاب من (الأراضي المحتلة) بالإضافة إلى أن هذا القرار يتعامل مع القضية الفلسطينية كقضية لاجئين ولا يعترف لهم بأي حقوق سياسية.

الأطراف أصبحت هي المرجعية وهي التي تحدد الحقوق والواجبات لكل طرف. فمصر عندما وقعت اتفاقية كامب ديفيد التي أعادت لها سيناء دون قطاع غزة وأنهت بالتالي حالة الصراع مع إسرائيل فإنما هي تعترف بأن إسرائيل أوفت بالتزاماتها المنصوص عليها في قرار 242 بالنسبة للجبهة الجنوبية، وكأن مصر هنا تقر بأن قطاع غزة ليس أرض محتلة ينطبق عليه قرار 242. نفس الأمر بالنسبة للأردن فعندما وقع اتفاقية وادي عربة وأنهى صراعه مع إسرائيل فكأنه يعترف بأن إسرائيل أوفت بالتزاماتها تجاهه بالنسبة للقرار 242، أما الضفة الغربية فقد أصبحت أرضا بلا صاحب أو مطالب في مفهوم القانون الدولي وهذا ما جعل إسرائيل تتعامل مع الضفة وقطاع غزة كأرض متنازع عليها، وحتى بالنسبة لمنظمة التحرير فأنها قبلت بإشارة غامضة للقرارين المشار إليهما كأساس للتفاوض في مدريد ثم في أوسلو، بل إن اتفاقية أوسلو وفي المادة الخامسة عشر أكدت أن المرجعية في حالة حدوث أي خلافات في تفسير أو تطبيق الاتفاق هو التفاوض بين الطرفين وليس الأمم المتحدة أو أية هيئة دولية، وهذا ما يفسر لنا التأكيد الإسرائيلي المتواصل على رفض تدخل الأمم المتحدة بالمفاوضات بل توجيهها انتقادا شديدا للأمين العام للأمم المتحدة كوفي عنان يوم 99/9/12 عندما عين مسؤولا دوليا - السويدي تيري لارسن للشرق الأوسط، واعتبرت ذلك تدخلا في مسيرة السلام التي تقوم على أساس التفاوض المباشر بين الأطراف.

يبدو أن اعتراف المنظمة بقرارات الأمم المتحدة وخصوصا بالقرارين 242 و338 لم يدخل المنظمة كطرف مساو لبقية الأطراف في لعبة التسوية، بل لم تعبر أمريكا لاموقفا ولا ممارسة ما يدل على مكافأة الفلسطينيين على ما قدموا من تنازل، ويمكن أن نلخص أسباب عدم تثير الموقف الفلسطيني القابل بالشرعية الدولية بالأسباب التالية :

الأول : إن الإعتراف جاء في زخم الانتفاضة .. انتفاضة 1987 - حيث كان التأييد العالمي للفلسطينيين قويا وإسرائيل في موقف محرج، ومن هنا لم ترغب إسرائيل ومعها الولايات المتحدة تقديم تنازلات حتى لا يظهروا بمظهر الضعيف الذي خضع لشروط الفلسطينيين، ومن هنا كان الموقف الأمريكي يريد مساعدة الإسرائيليين لامتناس تنديد العالم بهم لا إحقاق الحقوق الفلسطينية المشروعة.

صحيح ونافذ بيننا كعرب ومفهوم حسب العقلية العربية ولكن لاقيمة له في القانون الدولي ولا يؤثر على منطوق القرار 242 أو تفسيره لأن منظمة التحرير ليست عضوا كاملا في الأمم المتحدة، وبالتالي مطالبة المنظمة لإسرائيل أو للأمم المتحدة بتطبيق قرار 242 هي مطالبة لاقيمة لها لأنها تأتي من طرف غير معني في نظر القانون الدولي، وهذا ما جعل اعتراف المنظمة بالقوانين المشار إليهما مكسبا إسرائيليا أكثر مما هو مكسبا فلسطينيا.

لا يعني قولنا هذا التخلي عن المطالبة بقرار 242 أو أن ننأى بأنفسنا عنه، بل يجب التمسك به لأنه قرار دولي يعترف بأن الضفة الغربية وقطاع غزة والجولان أراض محتلة وكونها كذلك فإن على إسرائيل أن تطبق اتفاقيات جنيف لعام 1949 حول أسلوب التعامل مع الأراضي المحتلة وسكانها، وهذا يعني أن كل ما قامت به إسرائيل في هذه الأراضي هي تصرفات غير قانونية، كما أن الاعتراف بصفة الاحتلال لهذه الأراضي يمنح الشعب الخاضع للاحتلال الحق باللجوء إلى كافة الوسائل بما في ذلك الكفاح المسلح لإنهاء الاحتلال وتقرير المصير. الخلل لا يكمن في القرار بحد ذاته لان القرار جاء بعد هزيمة عربية وليس بعد نصر حتى نحقق منه مكاسب، إن الخلل يكمن في أسلوب التعامل العربي والفلسطيني مع القرار وهو التصرف الذي اضعف القيمة القانونية للقرار واطرف من قوته الإلزامية، وقد لعبت اتفاقيات السلام التي وقعتها مصر والسلطة الفلسطينية والأردن مع إسرائيل دورا خطيرا في إفقاد هذا القرار لأهميته.

هذا التعامل العربي اللاعقلاني مع قرارات الشرعية الدولية هو الذي شجع رئيس وزراء إسرائيل يوم افتتاح مباحثات التفاوض على الوضع النهائي إلى الزعم أن قرار 242 لا ينطبق على الضفة الغربية وقطاع غزة، وهذا هو الموقف الإسرائيلي الرسمي الذي يزعم أنه نفذ قرار 242 وان هذا القرار لم يعد مرجعية مناسبة للتسوية مع منظمة التحرير وهو يبني موقفه ليس فقط من تفسيره للقرار بأنه انسحاب من (أرض محتلة) وليس (الأراضي المحتلة) بل انطلاقا مما وقع من اتفاقات مع مصر والأردن ومنظمة التحرير، فهو يرى أن الاتفاقات - كامب ديفيد ووادي عربة وأوسلو - التي وقعت مع هذه

كلمة فلسطين بتاتا في هذا القرار - كما أنها لم تُذكر في قرار 338 -، وحتى عندما تحدث القرار عن تسوية مشكلة اللاجئين لم يقل اللاجئين الفلسطينيين بل اللاجئين دون تحديد جنسيتهم<sup>(23)</sup>. وكما هو معروف تزعم إسرائيل وأمريكا أن القرار ينص على سحب القوات الإسرائيلية من (أرض احتلتها في النزاع الأخير) وليس (الأراضي التي احتلتها...) والمقصود من ذلك أن تدعي إسرائيل أنها طبقت القرار بمجرد انسحابها من أي جزء من الأراضي المحتلة، والأخطر من ذلك عدم وصف الأراضي/أراضي بأنها عربية بمعنى إسقاط هوية هذه الأرض وخصوصا الضفة الغربية وقطاع غزة، وهو الأمر الذي سمح لإسرائيل فيما بعد الادعاء بحقوق تاريخية وتوراتية في الضفة الغربية بل سمح لها بضم الجولان أيضا.

إذن القرار يخاطب إسرائيل وسوريا ومصر والأردن، والأرض المقصودة هي الجولان وسيناء وغزة والضفة الغربية، وعليه فإن الذين يجب عليهم المطالبة بتطبيق هذا القرار هي الدول الثلاثة المشار إليها وليس منظمة التحرير الفلسطينية المُغيبَة عن القرار بل التي لم يكن قد أُعترف بها كممثّل شرعي للشعب الفلسطيني آنذاك لارعبيا ولا دوليا. قد يقول قائل إن الاعتراف حدث عام 1974 وانه في 88/7/30 تم فك الارتباط ما بين الأردن والضفة الغربية<sup>(24)</sup> مما يجعل المنظمة مسؤولة عن الشعب الفلسطيني ومسؤولة عن الأرض الفلسطينية وبالتالي يمكنها أن تحل محل الأردن ومصر، هذا كلام

(23) وتوظف إسرائيل هذا التفسير اليوم ردا على مطالبة الفلسطينيين لها في مفاوضات الوضع النهائي بعودة اللاجئين الفلسطينيين، حيث طرح المفاوض الإسرائيلي قضية اليهود العرب الذين تزعم إسرائيل أن العرب طردوهم واستولوا على أملاكهم بمعنى أنها تريد أن تقايض اللاجئين الفلسطينيين بـ (اللاجئين اليهود).

(24) القرار الأردني تحدث عن فك الارتباط الإداري والقانوني ما بين المملكة الأردنية والضفة الغربية ولكنه لم يتحدث عن السيادة، كما لم تتم الموافقة على القرار من طرف البرلمان، ومن هنا فإن قرار فك الارتباط مازال محل أخذ ورد، ففي أعقاب إغلاق مكاتب حماس الأردن واعتقال قادتها - سبتمبر 1999 - بحجة عدم شرعية التنظيم وعدم شرعية ما يقوم به من أعمال ضد إسرائيل، رد قادة حماس وقادة جبهة العمل الإسلامي في الأردن بأن الضفة الغربية مازالت حسب الدستور الأردني أرض محتلة ومن حق الشعب مقاومة الاحتلال.

لا يعني ما سبق أن قراري مجلس الأمن 242 و 338 لاقية لهما ولا يخدمان القضية الفلسطينية والعربية، بل المقصود أن إسرائيل وأمريكا لديهم من أساليب المناورة والحجج القانونية ما يمكنهم من جعل هذين القرارين ليسا ذا قيمة للفلسطينيين، وهذا هو السبب في أن ضمن الشروط الأمريكية و الإسرائيلية للتجاوز والاعتراف بالمنظمة - ضمن شروط أخرى - اعتراف هذه الأخيرة بالقرارين المشار إليهما. فعلى اثر اعتراف المنظمة بقرارات الأمم المتحدة في دورة المجلس الوطني في الجزائر 1988 صرح الناطق الرسمي باسم البيت البيض مارلين فيتزويتر (إن تطورا إيجابيا طرأ أثناء هذا الاجتماع وعلى الأخص اقتراح على القرارين 242 و 338)، أما وزير الخارجية الإسرائيلي آنذاك شمعون بيرز فقد رد تعقيبا على إعلان الجزائر بتكرير شروط إسرائيل للاعتراف بالمنظمة وهي (القبول بقراري الأمم المتحدة 242 و 338 من دون إضافات أو تغيير، والاعتراف بحق إسرائيل بالعيش بسلام ووقف الإرهاب)، وهو يقصد بذلك أن اعتراف المنظمة السابق كان بكل قرارات الشرعية الدولية وكان مصحوبا بحق الشعب الفلسطيني بتقرير مصيره وهو ما لم ينص عليه قرار 242.

من المعلوم أن القرار 242 صدر بعد حرب 67 وقرار 338 بعد حرب 73، وهو يبين آليات تطبيق القرار الأول المهم، هو قرار 242. فهذا القرار يخاطب الدول المشاركة في الحرب ويدعو إلى :

1 - سحب القوات الإسرائيلية من أراض (الأراضي) التي احتلتها في النزاع - حرب 1967 ..

2 - إنهاء جميع ادعاءات أو حالات الحرب واحترام واعتراف سيادة ووحدة أراضي كل دولة في المنطقة واستقلالها السياسي وحققها في العيش بسلام ضمن حدود آمنة ومعترف بها وحررة من التهديد أو أعمال القوة.

بعد ذلك يؤكد القرار - ضمن أمور أخرى - على تحقيق تسوية عادلة لمشكلة اللاجئين...

من الواضح أن القرار يخاطب الدول المشاركة في الحرب ولا يشير من قريب أو بعيد للحقوق السياسية للشعب الفلسطيني ولا لمنظمة التحرير الفلسطينية، بل لم يذكر

للتسوية السلمية<sup>(22)</sup>، إن ما سنتطرق إليه هو قرار 242 الصادر يوم 67/11/22 وما تلاه من قرارات وتوصيات.

لانتجني على الحقيقة إن قلنا إن كل ما صدر عن المنتظم الدولي بخصوص ما سمي بالصراع في الشرق الأوسط بعد 1967 هي توصيات غير ملزمة أو قرارات تتباين التفسيرات حولها وخصوصا 242 و 338. صحيح أن العديد من توصيات الجمعية العامة وقرارات مجلس الأمن تعترف بحقوق للفلسطينيين وتعترف بهم كشعب بل وتعطيهم الحق بالمقاومة، إلا أنها مع ذلك لا ترقى إلى درجة الاعتراف الواضح بحق الفلسطينيين في إقامة دولتهم المستقلة. إن هذا الحق متضمن بطريقة غير مباشرة في هذه القرارات والتوصيات، أو بشكل آخر إن تطبيق هذه القرارات قد يؤدي إلى قيام دولة فلسطينية، ولكن للأسف التعتت الإسرائيلي والرفض الأمريكي بالإضافة إلى التعامل العربي والفلسطيني الخاطئ أفقد هذه القرارات قيمتها، وهذا ما يفسر لنا أن إسرائيل ومعها أمريكا لم يكونا منزعجين كثيرا من هذه القرارات والتوصيات بل كان على رأس الشروط الأمريكية للقبول بفتح حوار مع منظمة التحرير اعتراف هذه الأخيرة بقراري مجلس الأمن 242 و 338 تحديدا.

وفي اعتقادنا إن اخطر ما صدر عن الأمم المتحدة بعد 1967 وكان أكثرها إزعاجا لإسرائيل هو القرار رقم 3379 الصادر عن الجمعية العامة للأمم المتحدة في 1975/11/10 والذي اعتبر الصهيونية (شكلا من أشكال العنصرية والتمييز العنصري) فهذا القرار شكل ضربة موجعة لإسرائيل وللحركة الصهيونية لأنه ينسف الأساس التاريخي والديني والأخلاقي للكيان الصهيوني من حيث اعتبار العقيدة التي يقوم عليها هذا الكيان شكلا من أشكال العنصرية. وقد بقيت إسرائيل ومعها الولايات المتحدة يتحنانان الفرصة لإبطال هذا القرار وهو ما حدث بعد حرب الخليج وانهييار المعسكر الاشتراكي وبالتالي تبدل موازين القوى داخل الجمعية العامة للأمم المتحدة.

(22) قررت الأمانة العامة لجامعة الدول العربية لأول مرة إدراج قرار الجمعية العامة رقم 181 إلى جدول أعمال الدورة 112 لمجلس وزراء الخارجية العرب في 9/8 سبتمبر 99.

## عدم جدية وارتجالية الحكومات العربية في التعامل مع قرارات الشرعية الدولية شجع إسرائيل على التهرب من تطبيقها وشجع الأمم المتحدة على الانسحاب من مسلسل التسوية

بعيدا عن خطاب التحريض السياسي، يمكن القول إن اضطرابا شديدا شاب أسلوب تعامل العرب والفلسطينيين مع قرارات الشرعية الدولية حيث غابت الرؤية الواقعية المبنية على فهم عقلاني للقانون الدولي وللعلاقات الدولية ولميكانزمات صدور وتفسير وتطبيق القرارات الدولية. حيث لم يفصل البعض ما بين مخاطبة الجماهير الشعبية من جهة ومخاطبة المنتظم الدولي من جهة أخرى، وجرت عملية تسييس القرارات الدولية واستخدامها لأغراض السياسة الداخلية والتنظيمية الضيقة على حساب توظيفها دوليا، وتم تحميل القرارات الدولية أكثر من قيمتها وأكثر مما تتحمل، بل وصل الأمر بالبعض إلى حد التعامل مع مجلس الأمن أو الجمعية العامة وكأنهما دار ندوة عربية أو أحد دواوينها يدعونهما للاجتماع متى يريدون ويتجاهلونهما متى يريدون.

إذن بعيدا عن الغوغائية السياسية يمكن القول إنه وباستثناء قرار التقسيم رقم 181 بتاريخ 1947/11/29 الذي رفضه العرب ورفض فلسطينيا بنصوص الميثاق الوطني<sup>(21)</sup>، لا يوجد أي قرار صادر عن مجلس الأمن أو الجمعية العامة للأمم المتحدة يقول بدولة فلسطينية مستقلة وعاصمتها القدس أو يلزم إسرائيل بالانسحاب من الضفة الغربية وقطاع غزة وإعطائهما للفلسطينيين ليقرروا عليهما مصيرهم السياسي! ولن نعالج هنا قرار التقسيم ليس لأن الزمن تجاوزه كما تزعم إسرائيل، بل لأنه لم يعتمد مرجعية أو حتى يُشار إليه فيما وقع من اتفاقات سلام ما بين العرب وإسرائيل بما في ذلك اتفاقات أوسلو وما بعدها، مع التأكيد على أن أكبر خطأ ارتكبه القيادة في المنظمة أنها قبلت بالاختصار على قراري مجلس الأمن دون قرار التقسيم، كمرجعية

(21) نصت المادة التاسعة عشر من الميثاق على أن (تقسيم فلسطين الذي جرى عام 1947 وقيام إسرائيل باطل من أساسه مهما طال عليه الزمن لمغايرته لإرادة الشعب العربي الفلسطيني وحقه الطبيعي في وطنه، ومناقضته للمبادئ التي نص عليها ميثاق الأمم المتحدة وفي مقدمتها حق تقرير المصير).

بطاقة تموين ويقف في طابور ينتظر ما تجود به عليه وكالة الغوث من حبوب وزيت وملابس مستعملة، ولم تتحول نظرة العالم إلى الفلسطينيين إلا بعد أن حمل الفلسطينيون السلاح ومارسوا الكفاح المسلح، فالبنديقية جعلت العالم يتعامل معهم كشعب له قضية سياسية يناضل من أجل الاستقلال وتقرير المصير. بدأ العالم يكتشف وبفعل البنديقية الفلسطينية وتضحيات الشعب الفلسطيني أن هناك شعب له هوية وله قضية وطنية سياسية لا مجرد لاجئين، ومنذ ذلك الوقت بدأت الأمم المتحدة تتعامل مع القضية الفلسطينية بمنظور مختلف وبدأت تصدر قرارات سياسية تتعلق بالشعب الفلسطيني، قرارات وتوصيات تؤكد على حق الشعب الفلسطيني بالنضال لاسترداد حقوقه وعلى رأسها حقه في تقرير مصيره وتندد بالسياسة الاستعمارية الصهيونية في فلسطين.

كانت الفترة ما بين 1965 و 1982 والتي شهدت صدور أهم القرارات الدولية حول القضية الفلسطينية وتساعد التأييد العالمي له، ففيها - 1974 - تم الاعتراف بمنظمة التحرير ممثلاً شرعياً للشعب الفلسطيني وتم قبول المنظمة كعضو مراقب في الأمم المتحدة، وفيها - 1975 - صدر قرار الجمعية العامة الذي يساوي الصهيونية بالعنصرية... فما الذي نستنتج من ذلك؟.

نستنتج مما سبق أن الاهتمام العالمي بالقضية الفلسطينية وما صدر عن الأمم المتحدة من قرارات وتوصيات تعترف بحقوق الشعب الفلسطيني لم يأت كمنحة من أحد بل جاءت كتجاوب من المنتظم الدولي مع النضال الفلسطيني، فالبنديقية الفلسطينية والشهيد الفلسطيني والمعتقل الفلسطيني والمعاناة الفلسطينية هي التي أجبرت العالم على الاعتراف بالشعب الفلسطيني وبحقوقه السياسية. نعم إن هذه القرارات والتوصيات لا ترقى إلى طموحات الشعب الفلسطيني لأنها لا تنص على دولة فلسطينية ولا تعطيه حقاً قانونياً واضحاً بتأسيسها، إلا أنها تهيئ الظروف المناسبة لتأسيس دولته وتضع قدمه على طريق الدولة. وحتى ترقى هذه القرارات والتوصيات إلى مستوى الاعتراف الواضح والمباشر بالدولة الفلسطينية المستقلة كان الأمر يحتاج مزيداً من النضال المسلح والسياسي لا الاكتفاء بما صدر من قرارات والمساومة عليها وتحميلها أكثر مما تحتمل والتباكي على عدم جدية المنتظم الدولي في تطبيق قراراته أو عدم إلزام إسرائيل بتطبيقها.

لاريب إذن أن كل ما صدر عن الشرعية الدولية من قرارات وتوصيات بشأن القضية وإن كانت لا ترقى إلى طموحات الشعب أو تتطابق مع حقوقه التاريخية إلا أنها تعد مكسبا يجب التمسك به والعمل على مراكمته. قرار التقسيم 181 لعام 1947 وقرار عودة اللاجئين 194 لعام 1949 والقراران 242 و 338، والقراران 3089 و 3236 الصادران عن الجمعية العامة والمتعلقان بالحقوق الفلسطينية غير القابلة للتصرف، والقراران 2649 و 2672 الصادران عن الجمعية العامة عام 1970 واللذان يتحدثان عن حق الشعب الفلسطيني في تقرير مصيره، والقرارات 605 و 607 و 608 الصادرة وقت الانتفاضة، وكل القرارات والتوصيات الصادرة عن الجمعية العامة وغيرها بالإضافة إلى اتفاقات جنيف ولاهاي الخاصة بالأراضي المحتلة وكيفية التعامل معها<sup>(20)</sup>... كلها إنجازات تضيف طابعا دوليا على القضية الفلسطينية وتتعترف بوجود الشعب الفلسطيني كشعب خاضع للاحتلال، وتنتقل قضيته ومعاناته إلى العالم في وقت أصبح فيه للإعلام وللرأي العام العالمي تأثير في تطور الأحداث في مختلف بقاع العالم.

المشكلة لا تكمن في هذه القرارات في حد ذاتها بل في فهم ملابسات صدورها وفي كيفية التعامل معها فلسطينيا وعربيا وإسرائيليا وأمريكا :

### 1 - على مستوى أسباب صدورها :

إلى ما قبل انطلاقة الثورة الفلسطينية المسلحة - 1965 - وبالرغم من وجود قرار التقسيم الذي ينص على حق الفلسطينيين في إقامة دولتهم، كانت القضية تُطرح في المحافل الدولية كقضية لاجئين، كانت مجرد ملف تتكلف به وكالة غوث اللاجئين الفلسطينيين - اونروا - تقوم ومن منطلق إنساني بتقديم المساعدات الإنسانية. هذه كانت نظرة العالم إلى الفلسطينيين، فالفلسطيني هو لاجئ يعيش في مخيم ويحمل

(20) ما بين عام 1947 وعام 1990 صدر عن الأمم المتحدة وخصوصا الجمعية العامة، 37 قرارا تؤكد على حق تقرير المصير للشعب الفلسطيني، وما بين 1949 و 1999 صدر 42 قرارا تتعلق بحق الفلسطينيين بالعودة إلى وطنهم وممتلكاتهم.

## لماذا لم يتم تفعيل قرارات الشرعية الدولية حول الشرق الأوسط؟

الإجابة على هذا السؤال تفرضه حقيقة تراجع قرارات الشرعية الدولية كمرجعية للتسوية السلمية وإحلال محلها شرعية جديدة هي الشرعية التفاوضية، وحتى ندرك أسباب هذا التراجع، يستحسن أن نحدد ما هي قرارات الشرعية الدولية حول القضية؟ وما قيمتها القانونية؟ وما مدى إلزاميتها؟ وكيف تعامل معها العرب والفلسطينيون؟

### غياب تعامل عقلاني مع قرارات الشرعية الدولية

لن نقوم هنا بدراسة قانونية مجردة حول مفهوم الشرعية الدولية، أو حول الغموض المتعمد والازدواجية في التعامل الأمريكي والغربي مع قرارات الشرعية الدولية وخصوصا المتعلقة بالشرق الأوسط، ولكننا سنقوم أيضا برصد ملاحظات صدور القرارات الدولية المتعلقة بالقضية الفلسطينية وأسلوب التعامل الفلسطيني والعربي معها. ذلك أنه بالرغم من خطاب الشرعية الدولية الذي بدأت المنظمة تتبناه وتبني على أساسه التعامل مع القضية في مرحلة التسوية السياسية إلا أن الملاحظ أن المنظمة لم تكن تتوفر على استراتيجية واضحة للتسوية السلمية على أساس قرارات الشرعية الدولية أو على أي أساس آخر، فقد دخلت معترك التسوية السياسية والشرعية الدولية ولسان حالها يقول فلندخل ونرى ماذا سيحدث!. وكان لابد لهذه السياسة أن تؤدي إلى ما وصلت إليه الأمور اليوم، ولكن فلنبدأ قصة المراهنة على الشرعية الدولية من بدايتها.

من المفهوم جيدا أن شعبا يخضع نصفه للاحتلال ونصفه الآخر مشنت في بلاد الغربة ويناضل من أجل الاستقلال وتقوده حركة تحرر وطني، يحتاج هذا الشعب إلى خطاب سياسي ذي شحنة عاطفية وتعبوية وتحريضية زائدة حتى ترفع معنوياته وتحمسه وتخرجه من حالة الإحباط والتبئيس التي تمارس عليه أو يراد له الوقوع فيها. هذا ما يفسر اهتمام الخطاب السياسي الفلسطيني بكل موقف أو توصية أو قرار يصدر عن هيئة الأمم المتحدة أو إحدى هيئاتها يعترف ببعض الحقوق المشروعة للشعب الفلسطيني أو يندد بالاحتلال.

3- أن يجري الحوار تحت إشراف الأمم المتحدة والدول الخمسة دائمة العضوية في مجلس الأمن ومصر والسويد.

4- أن يكون هذا الحوار خطوة تمهيدية نحو عقد المؤتمر الدولي للسلام في الشرق الأوسط الذي يعقد تحت إشراف الأمم المتحدة وعلى أساس قرارات الشرعية الدولية، وتشارك فيه كافة أطراف الصراع في المنطقة وتحضره الدول دائمة العضوية في مجلس الأمن للوصول إلى الحل العادل والشامل في المنطقة).

وتأتي الرياح بما لا تشتهي السفن، حيث شهد عام 1990 أحداثا ضربت بالصميم كل مراهنة فلسطينية على تسوية مشرفة، تكون الانتفاضة وما تبقى من تضامن عربي أهم أوراق القوة التي تدعم المفاوضات الفلسطيني، أحداث بدأت بانتهاء الحكومة الائتلافية في إسرائيل 90/3/16 وتلاها توقف الحوار الأمريكي الفلسطيني في 90/6/20، ثم بداية انهيار الاتحاد السوفييتي والمنظومة الاشتراكية، إلا أن الزلزال الأكثر هولاً الذي زلزل المنطقة وأثر سلباً على القضية الفلسطينية وما يزال هو حرب الخليج الثانية التي اندلعت على أثر الغزو العراقي للكويت في الثاني من أغسطس 90، هذه الحرب التي أحييت مجدداً تفاعلات التسوية السلمية ولكن في عالم متغير، فالعالم بعد حرب الخليج ليس هو ما قبله.

إن المدقق في البيانات والوثائق المشار إليها أعلاه فيما يخص المرجعية الدولية، سيلاحظ التبدل الكبير بل التلاعب الخطير في مفهوم الشرعية الدولية ونجاح أمريكا في النهاية على قصر هذه الشرعية على تفسير غامض لقرار 242 دون غيره بل تمكنت أمريكا من أن تفرض على المفاوضين الفلسطينيين والعرب أن تكون المفاوضات المقبلة ليس في إطار دولي لتطبيق هذا القرار بل على أساسه مما أفسح المجال لتفسيره بما يخدم مصلحة الأقوى أي إسرائيل، كما استطاعت أن تلغي المطلب الفلسطيني والعربي بأن تكون المفاوضات في إطار مؤتمر دولي، وتم الاتفاق بدلاً من ذلك على تسمية مؤتمر السلام دون كلمة - دولي - هذا الأخير أدى إلى مؤتمر مدريد الهزيل والذي بدوره مهد الطريق للاتفاقات التي فرضتها أمريكا وإسرائيل على العرب بعيداً عن الشرعية الدولية بل ضد روح قرارات الشرعية الدولية.

الإسرائيلية، وان الولايات المتحدة تفهم أن الفلسطينيين سيأتون إلي الحوار ولديهم الاستعداد لمناقشة فكرة الانتخابات والعملية التفاوضية بما يتفق مع المبادرة الاسرائيلية<sup>(19)</sup> وهذا لم يمنع من أن تعطي المبادرة للفلسطينيين إمكانية (أن يقوم الجانب الفلسطيني بإثارة قضايا متعلقة بوجهات نظرهم حول كيفية نجاح الانتخابات والمفاوضات). ولأن المبادرة الأمريكية حضت بتأييد مصري ولأن الحكومة الإسرائيلية آنذاك كانت ائتلافية يشارك فيها حزب العمل الذي لم يكن يخفي تأييده للتسوية السلمية، فقد أعطت المنظمة موافقتها الأولية ولكنها طلبت توضيحات من الإدارة الأمريكية. ردت الولايات المتحدة على المطالب الفلسطينية بإرسال مذكرة توضيحية بواسطة مصر وذلك يوم 89/11/16، ومما جاء في المذكرة التوضيحية (قيام القوى السياسية النشطة في الساحة الفلسطينية بتسمية الممثلين الفلسطينيين المشاركين في الحوار، وان الوفد الفلسطيني سيضم عشرة أشخاص، ثمانية منهم من المناطق المحتلة واثنان من الخارج) ومع ذلك أعطت لإسرائيل حق النقض حيث استطردت تقول (إن أمريكا لا تستطيع ولن تحاول إرغام إسرائيل على الجلوس مع أناس لا تقبل بهم كشركاء في الحوار). وكنوع من الترضية للمنظمة، دون أن يكون ذلك ملزما لأمريكا أو لإسرائيل نصت المذكرة التوضيحية على (أن أمريكا لن تعارض قيام الفلسطينيين بالمطالبة بنقاش قراري مجلس الأمن 242 و 338 والحاجة لمؤتمر للسلام).

بالرغم من أن التوضيحات لم تقلل من التراجع الواضح للولايات المتحدة عن تصريحات سابقة، فقد أرسلت المنظمة في يوم 89/11/18 ردها إلى الإدارة الأمريكية وفيه تعلن قبولها بخطة بيكر مؤكدة على ما يلي :

- 1 - استعدادها لإجراء حوار بين وفد من المنظمة يمثل الشعب الفلسطيني في الداخل وخارج الأراضي الفلسطينية ووفد من الحكومة الإسرائيلية.
- 2 - أن يكون جدول هذا الحوار مفتوحا وبدون شروط، يطرح فيه كل وفد ما يشاء من موضوعات...

(19) نص المبادرة موجود في ملاحق كتاب، محمد عبد العزيز ربيع، مرجع سابق.

لمصلحة إسرائيل أولا ولخدمة المصالح الاستراتيجية الأمريكية في المنطقة ثانيا، مع تداخل الأمرين بطبيعة الحال، ولذا لم يكن مستغربا أن الحوار لم يكن يعني اعتراف الولايات المتحدة بالمنظمة كمثل شرعي ووحيد للشعب الفلسطيني، فهي بالنسبة لأمريكا ليس إلا محاور، يمكن من خلاله جر الموقف الفلسطيني للاقتراب من الموقف الإسرائيلي والتعرف على جوانب السياسة الفلسطينية، بل وصف أحد القياديين الفلسطينيين الحوار بأنه أخذ طابع التحقيق مع قيادات المنظمة، وتهربت الولايات المتحدة من طرح أي أمر جدي أو التطرق للقضايا الأساسية التي تشغل بال الفلسطينيين. فكانت أمريكا تفضل بحثها مع المصريين حيث أصبحت مصر هي عراب التسوية وكان دورها أكبر من مجرد دور الوسيط وغالبا ما كانت توظف ثقلها ومركزيتها بالنسبة لقيادة المنظمة لتجعل الفلسطينيين أكثر ليونة وأكثر استعدادا لتقديم التنازلات. وبينما كانت جولات الحوار تجري في تونس<sup>(18)</sup>، كانت الدبلوماسية الأمريكية تصيغ مبادرة جديدة مستفيدة من المبادرتين الإسرائيلية والمصرية ومن تفاعلات التسوية السلمية التي أطلقتها مبادرة السلام الفلسطينية، وهكذا طرحت الولايات المتحدة وعن طريق وزير خارجيتها جيمس بيكر مبادرة جديدة مكونة من خمس نقاط أعلن عنها يوم 89/12/6.

لم تكن المبادرة الأمريكية سوى توليفة من المبادرة المصرية والمبادرة الإسرائيلية ومبادرة شولتس، فهي لا تتطرق لمنظمة التحرير ولا تعترف بصفتها التمثيلية للشعب الفلسطيني، كما أنها تتجاهل قرارات الشرعية الدولية ولا تتطرق للمؤتمر الدولي للسلام. أهم ما جاء في هذه المبادرة فتح حوار ما بين إسرائيل ووفد من الفلسطينيين يتم تشكيله بعد استشارة مصر وإسرائيل وأمريكا، بمعنى أن إسرائيل الحق في تحديد من ستفاوض معهم، وفي النقطة الرابعة جاء: (إن الحكومة الأمريكية تفهم أن مشاركة إسرائيل في الحوار ستكون على أساس مبادرة الحكومة

(18) آخر جولة من جولات الحوار الأمريكي الفلسطيني كانت في أغسطس 89.

الجزائر حيث أعلنت الجبهتان الشعبية والديمقراطية معارضتهما للنهج الجديد للدبلوماسية الفلسطينية، وعقدت قيادتا الجبهتين اجتماعا مشتركا يوم 88/12/20 صدر على إثره بيانا وضع موقف الجبهتين وأسباب رفضهما لسياسة قيادة المنظمة.

ما بين بداية الحوار الأمريكي الفلسطيني وتوقفه يوم 90/6/20 شهدت المنطقة كثافة في الاتصالات وتعددا في المبادرات، فبالإضافة إلى مبادرة شولتس طرح الإسرائيليون مبادرة<sup>(16)</sup> والمصريون كانت لهم مبادرة<sup>(17)</sup> بالإضافة إلى مبادرة شيفاردنازه، ولم يكتب النجاح لأية من هذه المبادرات بسبب التحفظ الفلسطيني، ولأن الإدارة الأمريكية ومعها إسرائيل لم يكونا متعجلين التسوية وهما يشاهدان التهافت العربي، وعليه لم تكونا مستعدين لتقديم تنازلات، وكانتا تتلمسان أنه كلما سخنت دبلوماسية التسوية كلما خفت حدة الانتفاضة وابتعدت عنها الأنظار وهذا ما يجعل المنظمة أكثر استعداد لتقديم التنازلات. وقد استغلت الولايات المتحدة هذا التهافت العربي على التسوية من أجل إفقاد المرجعية الدولية قيمتها واستبدالها بمرجعية التفاوض، ولا بأس أن تكون مفاوضات في مؤتمر ولكنه ليس دوليا. كانت تريد أن لا تحضر المنظمة كطرف مساو لبقية الأطراف وأن لا تستمد الحقوق الفلسطينية من قرارات الأمم المتحدة بل مما يتم الاتفاق عليه على طاولة المفاوضات.

كان كل متعمق في السياسة الأمريكية وكل ملم بما بين أمريكا وإسرائيل من علاقات استراتيجية يدرك أن الهدف من فتح أمريكا لحوار مع المنظمة إنما كان

(16) طرحها رئيس الوزراء الإسرائيلي في أبريل 1989 وكانت محالة منه للالتفاف على المؤتمر الدولي والشرعية الدولية وهي تدعو إلى انتخابات مباشرة في الضفة والقطاع - باستثناء القدس - من أجل حكم ذاتي على أن يتم التفاوض فيما بعد بين إسرائيل والدول العربية - باستثناء المنظمة - على الوضع النهائي دون أن تؤدي هذه المفاوضات بأي شكل إلى دولة فلسطينية مستقلة.

(17) وهي مبادرة الرئيس مبارك وكانت تتكون من عشر نقاط وجاءت ردا أو تعديلا لمبادرة شامير، وأهم ما جاء في هذه المبادرة : (إشراك سكان القدس الشرقية في الانتخابات) و (التزام إسرائيل بمبدأ الأرض مقابل السلام) و (ضمان الحقوق السياسية للفلسطينيين)، و (أن تكون التسوية على أساس قراري 242 و 338 والأمن لجميع دول المنطقة).

للشعب الفلسطيني والسلام للفلسطينيين والإسرائيليين) وبعد ساعات بدأ الحوار الفلسطيني الأمريكي<sup>(15)</sup>.

وهكذا استطاع الأمريكيون وبمباركة ودعم عربي - خصوصا مصري وأردني وسعودي - أن يجرؤوا القيادة الفلسطينية إلى موافقتهم ويلزموها بشروطهم بحيث فقدت مبادرة السلام الفلسطينية روحها وما كانت تتيح من ضمانات للفلسطينيين بإمكانية تسوية عادلة لقضيتهم، وقد اتضح الموقف الأمريكي من خلال البيان الذي صدر في نفس اليوم عن شولتس معنا موافقة المنظمة على الشروط الأمريكية وبدء الحوار مع المنظمة، حيث جاء فيه : (إن منظمة التحرير الفلسطينية أصدرت بيانا اليوم قبلت بموجبه قرارى الأمم المتحدة 242 و 338 واعترفت بحق إسرائيل بالوجود بسلام وأمان ونبذت العنف، وكنتيجة لذلك تعلن الولايات المتحدة استعدادها لحوار جوهري مع ممثلي المنظمة...)، ويستطرد قائلا (لا يوجد هنا - يقصد بالبيان - ما يعني ضمنا قبولا أو اعترافا من قبل الولايات المتحدة بدولة فلسطينية مستقلة، إن موقف الولايات المتحدة هو أن مصير الضفة الغربية وقطاع غزة لا يمكن أن يتحدد بقرارات فردية من أي طرف بل من خلال عملية تفاوضية. إن الولايات المتحدة لا تعترف بإعلان الاستقلال الفلسطيني).

موافقة القيادة الفلسطينية على الشروط الأمريكية وجد استحسانا من طرف مصر والأردن والسعودية بالإضافة إلى الدول الأوروبية ولكنه وجد رفضا شديدا من سوريا وليبيا والعراق، وعبر الاتحاد السوفييتي عن عدم رضاه عن الاتفاق وعن الحوار وخصوصا من جهة محاولة أمريكا تغييب فكرة المؤتمر الدولي للسلام لتنفرد وحدها بالعملية. وجاءت المعارضة الأشد والأهم من التنظيمات التي مقرها دمشق. لقد أدى الموقف الجديد للقيادة الفلسطينية إلى انهيار الوحدة الوطنية التي تجلت في دورة

(15) بدء الحوار الأمريكي الفلسطيني في تونس ومثل المنظمة السادة : ياسر عبد ربه، عبد الله حوراني، حكم بلعابوي وعبد اللطيف أبو حجلة - أبو حفص - وكان الوفد الأمريكي برئاسة بيكترو السفير الأمريكي في تونس.

دولي يعقد تحت إشراف الأمم المتحدة وعلى أساس قرارى الأمم المتحدة 242 و 338 وحق الشعب الفلسطيني في تقرير مصيره. إلا أن المفاجأة الأكبر انه مساء السادس من ديسمبر اعلم أندرسون أبو عمار انه يحمل رسالة من شولتس وزير الخارجية الأمريكي يقترح فتح حوار مباشر مع منظمة التحرير على شرط أن تعترف المنظمة بحق إسرائيل بالوجود ونبذ الإرهاب والاعتراف دون لبس بالقرارين 242 و 338، وبالفعل وخلال جلسة الجمعية العامة في جنيف يوم الثالث عشر من نفس الشهر ألقى أبو عمار خطابا تضمن مبادرة فلسطينية للسلام اعتقدت القيادة الفلسطينية أنها مستوفية للشروط الأمريكية وهو ما سمي بهجوم السلام الفلسطيني<sup>(13)</sup>.

لم تقتنع الإدارة الأمريكية بما ورد في مشروع السلام الفلسطيني، معتبرة أن الخطاب كان عاما جدا ولم يلتزم بدقة بالشروط الأمريكية، ويبدو أن ما كان يزعج أمريكا هو التأكيد الفلسطيني على مجمل قرارات الشرعية الدولية والتأكيد على الصيغة الدولية والإشراف الدولي على مؤتمر السلام بينما الولايات المتحدة كانت تريد غطاء دوليا رمزيا وان تكون كل العملية السلمية تحت إشرافها، بالإضافة إلى أن أبوعمار تحدث عن إدانة الإرهاب بشكل عام وأمريكا أرادت منه أن يستعمل تعبيرا أكثر شدة وأكثر وضوحا، ولم يهدأ بال الأمريكيين إلا بعد أن قرأ أبوعمار بيان في المؤتمر الصحفي الذي عقده في اليوم الموالي 12/14 قدمه<sup>(14)</sup> له شولتس، يلبي الشروط الأمريكية، ومما جاء فيه (إن رغبتنا في السلام استراتيجية وليس تكتيكا، إننا مصممون على تحقيق السلام مهما كانت النتائج، إن تقرير المصير بالنسبة للفلسطينيين يعني البقاء، وإن البقاء الفلسطيني لا يهدد البقاء الإسرائيلي، إن إقامة الدولة تعني الخلاص

(13) لمزيد من التفاصيل الدقيقة حول هذه المرحلة يمكن الرجوع إلي : ممدوح نوفل الانقلاب، مرجع سابق ص 20 وما بعد.

(14) في رد أبوعمار على عدم القبول الأمريكي بما جاء في خطابه في جنيف بزعم عدم مطابقتها للشروط الأمريكية قال : (إنني استخدمت المعاني ذاتها، ومن دون شك لا نستطيع أن نضع في اللغة العربية ما نضعه في أي لغة أخرى...) وكان الرد الأمريكي هو مطالبة أبوعمار بإلقاء البيان المشار إليه باللغة الإنجليزية.

3 - تفجر صراع فلسطيني - أردني سواء كانت الدولة الفلسطينية مستقلة أم اتحادية مع الأردن -.

4 - تحول مثل هذه الدولة إلى جسر لتوسع المشروع الصهيوني اقتصاديا وثقافيا<sup>(11)</sup>.

في الوقت الذي كان فيه الفلسطينيون يعتقدون أنهم يقدمون تنازلات باعترافهم بقرارات الشرعية الدولية كانت الولايات المتحدة وإسرائيل تعتبران أن ما يجري هو اعتراف بالأمر الواقع واستسلاما لإرادة الأقوى وخصوصا وهما يراقبان الوضع العربي الرديء ويدركان حقيقة الوضع الفلسطيني. وعليه لم تُنقَع التنازلات الفلسطينية الولايات المتحدة تماما، وكان مطلوب من الدبلوماسية الأمريكية ممارسة أقصى درجات الابتزاز مع شيء من التهديد ضد الفلسطينيين ليقبلوا بوضوح وبدون تردد وبدون شروط بالقرار 242 كمرجعية لأي مفاوضات مستقبلية، وبدأت سبحة التنازلات الفلسطينية بمباركة إن لم يكن بدعم وضغط وإكراه عربي.

مباشرة بعد دورة الجزائر دشنت المنظمة حملة دبلوماسية توجت أساسا إلى أمريكا وأوروبا هدفها كسب تأييد دولي للمطلب الفلسطيني بإقامة دولة مستقلة وعقد مؤتمر دولي للسلام. الاستجابة الأولى للتوجه الفلسطيني لم تأت من القوى ذات العلاقة المباشرة بالصراع بل من السويد حيث وجه وبشكل مفاجئ وزير خارجية السويد اندرسون دعوة لابوعمار لزيارة السويد لحضور لقاء مع مجموعة من اليهود الأمريكيين، واستغل أبو عمار المناسبة لتحديد موقف المنظمة من العملية السلمية وهو ما سمي ببيان استكهولم 88/12/7<sup>(12)</sup>، وفي هذا البيان وضع أبو عمار النقاط على الحروف بالنسبة لكثير من النقاط التي وردت في إعلان الدولة والبيان السياسي، حيث اعترف بوضوح بدولة إسرائيل وأعلن رفضه وتنديده للإرهاب وتسوية الصراع في إطار مؤتمر

(11) ورد في : إبراهيم الشامي، مرجع سابق، ص 149.

(12) وهو وثيقة تم التوصل إليها بمساعدة السويديين وخصوصا وزير الخارجية اندرسون وقد قرئت في مؤتمر صحفي إثر لقاء أبو عمار مع وفد من اليهود الأمريكيين.

الوطنية الفلسطينية وفق قرارات الأمم المتحدة وإرادة المجتمع الدولي والبلدان العربية التي ارتضت قرارى مجلس الأمن 242 و 338 أساسا للمؤتمر الدولي...) ويستطرد قائلاً (لهذا السبب جاء قرار المجلس الوطنى ليؤكد أن هذين القرارين وحدهما لا يشكلان أساسا سياسيا لحل أزمة الشرق الأوسط، لأنهما يقومان على قاعدة الأرض مقابل السلام بين الدول العربية وإسرائيل ولا يتضمنان أية حلول لحقوق شعبنا الوطنية المستقلة والقائمة بذاتها، ولذا جاء قرار المجلس الوطنى حول المؤتمر الدولي رزمة تجمع بين حقوقنا الوطنية وإرادة المجتمع الدولي).

في مقابل هذه المواقف المؤيدة لاعتماد الشرعية الدولية ولو بتحفظ، كان موقف الرفض لهذا التوجه سواء من طرف المنظمات التي كانت تتخذ من دمشق مقرا لها، كالجبهة الشعبية - القيادة العامة - ومنظمة الصاعقة أو من طرف حركة المقاومة الإسلامية الوليدة، فقد اعتبرت منظمة الصاعقة : (أن كل هذه التنازلات التي قدمتها القيادة اليمينية في منظمة التحرير لن تسفر عن أية نتائج إيجابية، بل سوف تجعل الأعداء الصهاينة والأمريكان يدفعون المنظمة إلى المزيد من التنازلات كإلغاء ميثاق المنظمة والتنازل عن حق العودة أو تقرير المصير)<sup>(10)</sup>. وكانت حركة حماس داخل الوطن المحتل الأكثر معارضة لقرارات الجزائر لأن ميثاقها يعتبر (فلسطين وقف إسلامي على أجيال المسلمين يوم القيامة لا يجوز التفريط بها أو بجزء منها...)، ومن هنا فقد رفضت حماس قرارات الجزائر من منطلق أن هذه القرارات ستؤدي إلى :

1 - تحويل المعركة إلى الساحة الفلسطينية بدلا من أن تكون ضد العدو.

2 - التخلي عن باقي فلسطين وباقي الشعب الفلسطيني لأنها لن تكون قادرة على

أن تصبح دولة كل الفلسطينيين الموجودين منهم في فلسطين - فيما سمي بإسرائيل وفي الدولة الفلسطينية - أو الموجودين خارجها - لاجئي 1948 -.

(9) مقابلة مع نايف حواتمة، مجلة الحرية، نيقوسيا، عدد 88/11/27.

(10) مجلة الطلائع الناطقة باسم منظمة الصاعقة، عدد 889، تاريخ : 88/12/27.

استجابة لشعار انتفاضة شعبنا في الضفة والقطاع وجوابا على السؤال : لمن هذه الأرض؟ بعد إعلان الملك حسين فك الارتباط القانوني والإداري مع الضفة الغربية... فهو يوقف الهجمة الصهيونية الاستيطانية ويحد منها ويقدم لشعب فلسطين دولة هدفها حشد كافة الإمكانيات لمواصلة النضال كخطوة تكتيكية هدفها الوصول في نهاية الأمر إلى أهدافنا الاستراتيجية) !. ويواصل جورج حبش تحليله موضحا انه يمكن توظيف الشرعية الدولية لخدمة الشرعية التاريخية (إنه في الوقت الحاضر هناك شبه إجماع دولي على ضرورة أخذ الحق الفلسطيني بعين الاعتبار مع إدراكنا بان الحق الفلسطيني وفق الشرعية الدولية لا يتطابق مع حقنا التاريخي والطبيعي في أرضنا، لكنه يشكل خطوة في مصلحتنا ومن الضروري أن نستثمرها ونستفيد منها، بعد ذلك سيتضح أمام العالم وأمام الرأي العام الدولي الرسمي والشعبي أن العدو الصهيوني لا يمكن أن يعطينا حقنا الذي اعترفت به الشرعية الدولية، وهذا ما سيمكننا من متابعة معركتنا مستندين إلى الشرعية الدولية والرأي العام الدولي الرسمي والشعبي) . ومع ذلك لا يستبعد جورج حبش إمكانية قيام دولة فلسطينية على جزء من أرض فلسطين اعتمادا على الشرعية الدولية، دولة تخرج القضية الفلسطينية من المأزق الذي تعيش فيه، ويتساءل لماذا لا نستفيد من هذه الشرعية الدولية ومن الرأي العام الدولي والأممي لنحل ولو جزء من معضلات القضية الفلسطينية، وحتى نتمكن من متابعة النضال واستخلاص كامل حقوقنا الفلسطينية والعربية في أرضنا الفلسطينية والعربية<sup>(8)</sup>.

لم يختلف موقف الجبهة الديمقراطية كثيرا عن موقف الجبهة الشعبية، فقد صوتت الجبهة الديمقراطية لصالح البيان السياسي ويرى نايف حواتمة أن الضرورات العملية والضغوط العربية والدولية كانت وراء الاعتراف بقرارات الأمم المتحدة، وهو يؤكد أن الجبهة الديمقراطية وبقية الفصائل ترفض الاعتراف بالقرارين 242 و 338 كأساس وحيد لحل القضية، وان الاعتراف بهما جاء كضرورة لعقد المؤتمر الدولي : (إن القرار بكل عناصره لم يكن خيارا فلسطينيا محضا، بل وليد الجمع بين الحقوق

(8) انظر : ابراهيم يحيى الشهابي، من التشرذم إلى الدولة، منشورات اتحاد الكتاب العرب، دمشق : 1990، ص 149.

يشكل جوابا على سلسلة المشاكل التي يثيرها في وجهنا الأمريكيون والإسرائيليون، وتتخذها كذلك بعض الدول الأوروبية كذريعة لعدم التقدم أكثر إلى الأمام في علاقاتهم معنا...) وهو بعد أن يبين خطأ القادة السابقين للحركة الوطنية الفلسطينية لرفضهم الشرعية الدولية يدافع عن الموقف الجديد للمنظمة قائلا: (إن الشرعية الدولية توفر حقا يمكن استخدامه عندما تدعو الحاجة إليه، وهذا ما فعله المجلس الوطني في نوفمبر 1988 حيث تم اعتماد مقررات الأمم المتحدة بشأن القضية الفلسطينية منذ 1947 إلى يومنا). بل يعتبر أبو اياد أن مقررات الجزائر بمثابة آلية للبرنامج مرحلي للمنظمة الذي تم إقراره عام 1974: (إن مقررات المجلس الوطني في دورة الانتفاضة في مستوى معين جاءت تطويرا في الموقف الفلسطيني الذي اقره البرنامج مرحلي منذ أربعة عشر عاما، لقد بقي هذا البرنامج طيلة السنوات الماضية دون تطوير ودون آلية فجاءت هذه الدورة لتدفع به الحياة ولتنظم آلية التحرك، حيث اعترفت لأول مرة بالشرعية الدولية مجسدة بقرارات محددة، فاستندت في إعلان الاستقلال إلى الشرعية الدولية، وبالتحديد إلى القرار 181 كما استندت في البيان السياسي لكل ما يتطلبه المجتمع الدولي أساسا لانعقاد المؤتمر الدولي، وهما القراران 242 و 338<sup>(6)</sup>.

عكست تصريحات اليسار الفلسطيني - قوى الرفض - حالة الإرباك والإحراج لتبنيها قرارات الأمم المتحدة، حيث حاولت هذه القوى تبرير هذا التوجه كمنافرة تارة وكنوع من الواقعية السياسية تارة أخرى، كانت هذه القوى حائرة من جهة بين ما تدركه من أن تحولات عميقة دولية وعربية تجعل من استراتيجية التحرير الكامل مستحيلة على المدى المنظور، ومن جهة أخرى ارتهانها لخطابها الثوري التقليدي ولقواعدها الشعبية، وكان موقف الجبهة الشعبية خير معبر عن ذلك. فجورج حبش الأمين العام للجبهة الشعبية لتحرير فلسطين ومع موافقته على مقررات الجزائر يرفض<sup>(7)</sup> بأن ذلك يعني التخلي عن الهدف الاستراتيجي، إن إعلان الدولة جاء: (يشكل

(6) مقابلة مع أبو اياد، مجلة اليوم السابع، العدد 26/238-11-88.

(7) مع موافقة الجبهة الشعبية على مقررات الجزائر وإعلان الدولة إلا أنها رفضت الاعتراف صراحة بالقرارين 242 و 338.

مستقلة في الضفة والقطاع عاصمتها القدس، فقد وجد الفلسطينيون أنفسهم يخوضون معركة لا نقل تُرأسه عن المعارك العسكرية لتحديد مفهوم الشرعية الدولية وأي من قراراتها يُعتمد دون بقية القرارات، والأخطر من ذلك وجد الفلسطينيون ممانعة إسرائيلية مازالت إلى اليوم - حتى بعد سنوات من توقيع اتفاق أوسلو - في التعامل مع القضية الفلسطينية اعتمادا على قرارات الشرعية الدولية وعدم التعامل معها كقضية دولية بل التعامل معها كمشكلة إسرائيلية داخلية تُحل من خلال مفاوضات ثنائية بين الطرفين.

ولكن وقبل أن ننتقل لتحليل قرارات الشرعية الدولية بيت القصيد، لآأس من أن نجلى حقيقة مختلف المواقف الفلسطينية من الاعتراف بقرارات الشرعية الدولية، وكيف حدث الانزلاق إلى الوضع الراهن.

شكل قبول منظمة التحرير الفلسطينية بالاحتكام إلى قرارات الأمم المتحدة تحولا استراتيجيا في مسيرة الثورة الفلسطينية وتجاوزا واضحا للميثاق الوطني وللعديد من الثوابت الفلسطينية، بالرغم من الغموض الذي شاب قرارات دورة الجزائر وتصريحات قادة المقاومة حول علاقة الحقوق التاريخية بالحقوق المنصوص عليها في مقررات الشرعية الدولية. ويبدو أن التحولات الدولية التي كانت تلوح في الأفق والضغوط العربية والدولية المكثفة على المنظمة<sup>(5)</sup>، ومحاولة أمريكا وإسرائيل استخدام الرفض الفلسطيني لقرارات الشرعية الدولية للقول إن الفلسطينيين لا يريدون السلام وما زالوا يهدفون إلى القضاء على إسرائيل، كل ذلك كان من مسرعات هذا التوجه الفلسطيني الجديد، وفي هذا السياق يقول صلاح خلف - أبواياد - موضحا : - (إن التصريح السياسي الصادر عن المجلس الوطني في دورته التاسعة عشر في الجزائر

(5) قبيل افتتاح دورة الجزائر - دورة الانتفاضة - سلم وفد سوفيتي رفيع المستوى مذكرة للسيد ياسر عرفات تطلب فيها القيادة السوفيتية من القيادة الفلسطينية الاعتراف بالقرارين 242 و 338 باعتبارهما الأساس الوحيد للتسوية العادلة والشاملة في المنطقة، وبحق دول المنطقة بما فيها إسرائيل بالوجود..

أبوعمار النقاط على الحروف بما كان يعتقد أنه يرضي أمريكا، وإلى حين توقف الحوار يوم 90/6/20 بسبب ما زعمته أمريكا بعدم إدانة المنظمة إدانة كافية لعملية فدائية فاشلة على شواطئ يافا، لم تتمكن المفاوضات من إلزام أمريكا لا بالاعتراف بمنظمة التحرير الفلسطينية ممثلاً شرعياً للشعب الفلسطيني ولا أن تنتزع منها اعترافاً بالدولة الفلسطينية المعلنة بالجزائر ولا اعترافاً واضحاً بالحقوق السياسية للشعب الفلسطيني، والأدهى من ذلك أن الولايات المتحدة التي ألحت على أن تعترف المنظمة بقرار 242 و 338 رفضت إعطاء تعريف واضح لهذين القرارين وتركت لإسرائيل حرية تفسيرهما كما تريد.

لم يكن طريق الانتقال من الحقوق التاريخية إلى الحقوق المستمدة من قرارات الشرعية الدولية بالأمر الهين، وكان على المنظمة أن تخوض صراعاً قوياً سياسياً داخلياً ودبلوماسياً، حتى يتم قبولها في العملية السلمية التي تبحث عن حل للصراع في المنطقة من خلال مؤتمر دولي، وكانت صدمة المنظمة قوية عندما وجدت أن الذين كانوا يلحون عليها للاعتراف بالشرعية الدولية لم يكن هدفهم إنصاف الشعب الفلسطيني بل انتزاع اعتراف من المنظمة بشرعية وجود إسرائيل ثم بعد ذلك توظيف المنظمة كشاهد زور على عملية تصفية القضية الفلسطينية. هذا التخوف من التسوية السلمية التي أطلقت قمة فاس الثانية عقابها، كان وارداً عند العديد من القادة الفلسطينيين حتى من قادة المنظمة، ففي خضم النقاش حول المؤتمر الدولي للسلام عام 1987 قال أبو اياد : - (أن ليست هناك تسوية سياسية في المنطقة إلا على حسابنا كمنظمة وعلى حساب حقوقنا كشعب فلسطيني... وان ما يعد له هو مؤتمر لتصفية القضية الفلسطينية، لإقرار تسوية لن تكون عادلة ولا شاملة<sup>(4)</sup>).

لم يكن قبول قيادة منظمة التحرير بالشرعية الدولية كمرجعية لحل الصراع يعني إزالة كل الحواجز التي تحول ما بين الفلسطينيين وتحقيق أهدافهم في دولة فلسطينية

(4) جريدة المستقبل العدد 529 بتاريخ 87/4/11.

4- السعي إلى وضع الأراضي الفلسطينية المحتلة بما فيها القدس العربية تحت إشراف الأمم المتحدة لفترة محددة لحماية شعبنا وتوفير مناخ موثي لإنجاح أعمال المؤتمر الدولي والوصول إلى تسوية سياسية شاملة، برضى وقبول متبادلين ولتمكين الدولة الفلسطينية من ممارسة سلطتها الفعلية على هذه الأراضي.

هذا الاعتراف المشروط بقرارات الشرعية الدولية لم يكن كافيا بالنسبة للولايات المتحدة، وكان على المنظمة أن تكون أكثر تحديدا، وبالفعل عقد الرئيس الفلسطيني مؤتمرا صحفيا يوم 1988/12/14 في جنيف أعلن فيه القبول بالشروط الأمريكية، وبعد ساعات أعلنت الحكومة الأمريكية بدء حوار سياسي مع منظمة التحرير الفلسطينية.

كان التوجه الفلسطيني نحو التسوية السياسية على قاعدة الشرعية الدولية توجهها لا يخلو من مخاطرة، وإذ كانت انتفاضة 1987 من العناصر المستجدة الدافعة نحو هذا التوجه فإن قرار الأردن بفك الارتباط مع الضفة الغربية يوم 88/7/30 عزز هذا النهج حيث وجدت منظمة التحرير الفلسطينية نفسها المخاطب الوحيد بالشأن الفلسطيني. ومع ذلك لم تشعر إسرائيل بارتياح للقرار الأمريكي ببدء الحوار مع المنظمة حيث عملت على إفشال الحوار أو على الأقل ضمان ألا يؤدي إلى اعتراف أمريكي بدولة فلسطينية أو تحديد مفهوم الحقوق السياسية للفلسطينيين دون موافقتها. ويبدو أن الإدارة الأمريكية ذات الميول الصهيونية كانت متجاوبة مع الموقف الإسرائيلي حيث وظفت جولات الحوار لنزع مزيد من التنازلات من الفلسطينيين وللمساومة على الانتفاضة والعمل على وقفها بسبب ما كانت تمثله من إزعاج وإحراج لإسرائيل ولأمريكا وأصدقائها في المنطقة.

وهكذا استمر الحوار علنيا وسريا في أكثر من عاصمة، بدءا من تونس مرورا بالقاهرة والمغرب، وانتهاء باستكهولم، وعبر أكثر من وسيط وبمحاورين من مستويات متعددة بما في ذلك رجال أعمال وأساتذة جامعيين ورجال مخابرات<sup>(3)</sup>، حيث وضع

(3) لمزيد من التفاصيل يمكن الرجوع إلى محمد عبد العزيز ربيع، الحوار الفلسطيني - الأمريكي : الدبلوماسية السرية والاتصالات الفلسطينية - الإسرائيلية، عمان : دار الجليل للنشر 1995.

المتحدة التي بدأت اتصالات سرية وعلمية شاقة مع المنظمة وعبر وسطاء متعددين، كان الهدف منها أن تعترف المنظمة بوضوح بالشروط الأمريكية - الاعتراف بالقرارين 242 و338 تحديداً، ونبذ الإرهاب والاعتراف بإسرائيل.. حيث اعتبرت أمريكا أن إعلان الاستقلال في الجزائر كان مبهماً من حيث تحديد المرجعية القانونية الدولية وبالتالي على المنظمة توضيح كثير من الأمور.

ورد الاعتراف بقرارات الشرعية ضمن نص إعلان قيام الدولة الذي كان كما يلي: - (واستناداً إلى الحق الطبيعي والتاريخي والقانوني للشعب العربي الفلسطيني في وطنه وتضحيات أجياله المتعاقبة دفاعاً عن حرية وطنهم وانطلاقاً من قرارات القمم العربية ومن قوة الشرعية التي تجسدها قرارات الأمم المتحدة منذ عام 1947 وممارسة من الشعب الفلسطيني لحقه في تقرير المصير والاستقلال السياسي والسيادة فوق أرضه. فان المجلس الوطني يعلن، باسم الله وباسم الشعب العربي الفلسطيني قيام دولة فلسطين فوق أرضنا الفلسطينية، وعاصمتها القدس الشريف). إن المدقق أعلاه سيلمس بلا شك أن الاعتراف بالشرعية الدولية لم يقطع مع الشرعية التاريخية ولا الشرعية الثورية بل كان إضافة إليهما وحتى البيان السياسي وان اعترف بالقرارين 242 و 338 فإنه لم يسقط القرارات الأخرى للأمم المتحدة، كما كان اعترافاً مشروطاً إن صح القول حيث أكد البرنامج السياسي على :

1 - ضرورة انعقاد المؤتمر الدولي الفعال الخاص بقضية الشرق الأوسط وجوهرها القضية الفلسطينية تحت إشراف الأمم المتحدة وبمشاركة الدول دائمة العضوية في مجلس الأمن وجميع أطراف الصراع في المنطقة بما فيها منظمة التحرير الفلسطينية.

2 - انسحاب إسرائيل من جميع الأراضي الفلسطينية والعربية التي احتلتها منذ العام 1967 بما فيها القدس العربية.

3 - إلغاء قرارات الإلحاق والدمج وإزالة المستعمرات التي أقامت إسرائيل في الأراضي الفلسطينية والعربية منذ العام 1967.

البعض مجددا بعرض القضية على محكمة العدل الدولية للبحث ما إذا كانت غزوة والضفة  
أراض محتلة أم لا<sup>(1)</sup>؟.

المشكلة لا تكمن في القرارات الدولية بحد ذاتها، لأنها قرارات جاءت محصلة  
لتوازنات دولية دخل الأمم المتحدة في فترة محددة من تاريخ النظام الدولي، ولا يمكننا  
أن ننتظر من المنتظم الدولي الذي تحكمه الدول الخمسة الكبرى وعلى رأسها الولايات  
المتحدة الأمريكية، أن يقر بالحقوق المشروعة للفلسطينيين وللعرب كما يراها العرب،  
إن المشكلة كمننت وتكمن في أسلوب تعامل الدول العربية والسياسيين العرب مع  
الشرعية الدولية، بحيث لم يفصلوا بين ما هو سياسي داخلي وما هو قانوني دولي، ما  
يبين الخطاب الموجه للعالم والخطاب الموجه لجماهيرهم لتحسيسها والتغريب بها، بل إن  
البعض يتعامل مع الأمم المتحدة وكأنها دار ندوتنا أو أحد دواويننا، ندعوها متى نريد  
ونتجاهلها متى نريد !

فما هي قرارات الشرعية الدولية بيت القصيد؟ وما مدى الزاميتها؟ وكيف تعاملنا  
معاها؟

### إعلان قيام الدولة الفلسطينية في الجزائر وتدشين مسيرة المراهنة على الشرعية الدولية

الإعلان في الجزائر في اجتماع المجلس الوطني الفلسطيني 1988 عن قيام  
الدولة الفلسطينية وما تضمنه من اعتراف منظمة التحرير الفلسطينية بقرارات الأمم  
المتحدة وبالتالي الاعتراف بإسرائيل<sup>(2)</sup>، وجد استجابة حذرة ومشككة من الولايات

(1) هذا ما طالب به السيد نبيل الرملاوي، سفير فلسطين لدى الأمم المتحدة في جنيف - جريدة القدس  
العربي : العدد 3236 بتاريخ 1999/10/3-2.

(2) يمكن إرجاع القبول الفلسطيني بقرارات الشرعية الدولية إلى عهد أقدم من ذلك وتحديدا إلى عام 1982  
حين اعترفت المنظمة بما سمي بمشروع السلام العربي - قمة فاس الثانية - فاعترافها بهذا القرار  
يتضمن اعتراف بإسرائيل واعتراف بالقرارين 242 و 338، كما أن الاتفاق الأردني/الفلسطيني عام  
1984 يتضمن اعترافا بقرارات الشرعية الدولية، إلا أن دورة المجلس الوطني في الجزائر كانت أول  
وثيقة فلسطينية رسمية تعترف بقرارات الشرعية الدولية.

## لماذا لم يتم تفعيل قرارات الشرعية الدولية

### حول الشرق الأوسط؟

### (الشرعية الدولية ورهانات القوة)

ابراهيم أبراش\*

#### مقدمة :

بفعل المأزق الذي وصلت إليه منظمة التحرير الفلسطينية في نهجها النضالي السياسي والعسكري، لتحقيق الأهداف الوطنية الفلسطينية المشروعة والمنصوص عليها في الميثاق الوطني الفلسطيني، اضطرت المنظمة إلى إعادة النظر في المرجعية التي تستند إليها في المطالبة بالحقوق السياسية الفلسطينية، فمن الشرعية التاريخية والثورية، انتقلت إلى الشرعية الدولية، ومن الشرعية الدولية انتهى الأمر بها اليوم للغرق في متاهات الشرعية التفاوضية، وهي شرعية في ظل موازين القوى القائمة ما بين الشعب الفلسطيني الذي نصفه تحت الاحتلال ونصفه الآخر في المنافي من جهة وإسرائيل والحركة الصهيونية من جهة أخرى، هي أقرب إلى شريعة الغاب، يفرض فيها القوي شروطه.

واليوم وبعد تكرار المماطلات الإسرائيلية وتعدد اللاءات بخصوص الاستيطان واللاجئين والقدس، يتجدد الحديث عن دور الشرعية الدولية وضرورة أخذ الأمم المتحدة لدورها في عملية التسوية، وهذا ما نجده مثلاً في بيان السلطة الفلسطينية الصادر عن اجتماعها الوزاري ليوم الفاتح من أكتوبر 1999 وكل الاجتماعات اللاحقة، بل يطالب

(\*) أستاذ بكلية العلوم القانونية والإقتصادية والاجتماعية بجامعة محمد الخامس - أكادال - الرباط.

فالقضاء المغربي باستبعاده خدمات المنازل من الاستفادة من التشريع الاجتماعي، عبر إنكار صفتهم كأجيرات عوض الاعتراض بوجود علاقة تعاقدية شغلية بين مستخدمي المنزل والشخص المستفيد من خدماتهن.

وفي نظرنا فإن القضاء المغربي مطالب اليوم أكثر من أي وقت مضى باتخاذ المبادرة لجعل القانون الاجتماعي يسري على كل الذين ابعدوا قسرا من مجاله<sup>(38)</sup>.

### الخاتمة

استنادا إلى ما سبق، يمكن القول بأن الحماية القانونية للأحداث لا تتجسد في سن القوانين والمصادقة على الاتفاقيات الدولية، بل يجب أن تأخذ بعين الاعتبار وضعية هؤلاء وتمديدها لتشمل جميع الأنشطة التي يستخدم فيها الأطفال. كما أن الواقع العملي يكشف عن مخالفة المقتضيات الحمائية التي يوفرها المشرع لهذه الفئة بصورة تكاد تهدد إفراغها من مضمونها الحقيقي، لذلك لابد من اتخاذ التدابير اللازمة لتصحيح الأوضاع الناجمة عن المخالفات ومن ضمنها تقوية تفتيش العمل لتطبيق قوانين عمل الأطفال حتى يتسنى توفير قدر من الحماية لهم في ظل ظروف قد تسيء إلى نموهم البدني والعقلي - الطبيعي.

(38) راجع في تأييد هذا الرأي : محمد الكشور - عناصر عقد الشغل، المرجع السابق ص 158.

قابلة للنقد ومزرية فإنها أقصيت من مجموع التشريع الاجتماعي الحالي<sup>(32)</sup>، وبالتالي فهي بعيدة عن أية حماية قانونية تذكر<sup>(33)</sup>. وبدوره مشروع مدونة الشغل لسنة 1998 استبعدتها من نطاق تطبيق قانون الشغل وذلك بالنص في المادة الرابعة منه على ما يأتي: "يحدد قانون خاص شروط التشغيل والشغل المتعلقة بالمستخدمين في البيوت، ومن في حكمهم مثل السائق والمربية والطاهي والبستاني...".

ونفس الاتجاه كرسته المادة 4 من مشروع المدونة لسنة 1999<sup>(34)</sup>

وبدوره القضاء المغربي بدلا من سد الثغرات القانونية زكى الإقصاء التشريعي لفئة خادمت المنازل وأبقى عليهن وبباقى أنواع الخدم الآخرين خارج نطاق الحماية الاجتماعية<sup>(35)</sup>.

وهكذا صدرت عدة قرارات<sup>(36)</sup> اعتبرت خادمت المنازل غير خاضعات لمقتضيات قانون الشغل لأن مفهوم عقد الإجارة المنصوص عليه في الفصل 723 من قانون الالتزامات والعقود يتطلب أن يكون مؤجر الخدمة اختصاصيا أو فنيا أو مؤهلا للقيام بعمل معين، الشيء الذي لا تتوفر عليه المستخدمات في أشغال المنزل<sup>(37)</sup>.

(32) نذكر من النصوص القانونية التي لا تطبق على خدم المنازل ظهير حوادث الشغل والأمراض المهنية الصادر في 6 فبراير 1963 وظهير 9 يناير 1946 المتعلق بالعتلة السنوية المؤدى عنها... الخ.

(33) بدورها المادة 3 من قانون العمل المصري الجديد رقم 137 لسنة 1981 استبعدت خدم المنازل ومن في حكمهم من الخضوع لأحكام قانون العمل.

(34) تنص المادة الرابعة من مشروع مدونة الشغل لسنة 1999 على أن: "يحدد قانون خاص شروط التشغيل والشغل المتعلقة بخدم البيوت".

(35) هيرفي بارشومينال: عدم قابلية تطبيق التشريع الاجتماعي على خادمت المنازل - المجلة المغربية للقانون - العدد 12 طبعة 1978 ص 68.

(36) قرار المحكمة الابتدائية بالدار البيضاء عدد 648 بتاريخ 31 بتاريخ 1986 المنشور بالمجلة المغربية للقانون - العدد 12 لسنة 1987 ص 129 وما بعدها وقرار محكمة الاستئناف بوجدة رقم 937 بتاريخ 1991/5/21 غير منشور.

(37) قرار المجلس الأعلى رقم 34 بتاريخ 10 فبراير 1986 - المجلة المغربية للقانون - عدد 12 أبريل - ماي 1978 ص 102 وما بعدها.

التي تحدد بنص تنظيمي، بعد استشارة المنظمات المهنية للمشغلين والمنظمات النقابية للأجراء الأكثر تمثيلاً".

ونشير في الأخير إلى أن مشروع المدونة الجديد قد تخلى عن إمكانية الإنقاص من الحد الأدنى للأجور القانوني تحت ذريعة الظروف الاقتصادية أو مراعاة لطبيعة الشغل التي كانت تتضمنها الفقرة الثانية من المادة 356 من مشروع المدونة لسنة 1998 الأمر الذي يحول دون استغلال هذه الإمكانية من طرف أرباب العمل للإنقاص من الحد الأدنى القانوني بحجة الأسباب الاقتصادية أو مراعاة لطبيعة الشغل مثلما يستخدم السن مبرراً لذلك<sup>(28)</sup>.

## المطلب الثاني

### استبعاد خادمت المنازل من القانون الاجتماعي

تمثل فئة خدم المنازل أكثر الفئات العمالية المغربية بؤساً وشقاء في الوقت الحاضر<sup>(29)</sup>.

ويقصد بطائفة خدم المنازل : "الأشخاص الذين يقومون بأعمال مادية متصلة بشخص صاحب العمل بوصفه هذا أو بأشخاص نويه، وعادة تكون هذه الأعمال المادية أعمالاً متواضعة"<sup>(30)</sup>.

وباعتبار الخدمة المنزلية قاصرة على الأعمال المادية دون الأعمال الذهنية فإنه يخرج من طائفة خدم المنازل السكرتير الخاص وأمين المكتبة... الخ لكونهما يقومان بعمل ذهني لصاحب المنزل<sup>(31)</sup>. ورغم أن الوضعية الاقتصادية والاجتماعية لهذه الفئة

(28) عبد العزيز العتيقي : قانون الشغل المغربي - دراسات وأبحاث - طبعة 1997 ص 172.

(29) محمد الكشبور : عناصر عقد الشغل في التشريع الاجتماعي المغربي - طبعة 1989 ص 159؛ ولمزيد من التعمق راجع لنفس المؤلف - وضعية الطفل القاصر في القانون الاجتماعي - المرجع السابق ص 111 وما بعدها.

(30) حسن كيرة : اصول قانون العمل - عقد العمل - طبعة ثالثة 1977 ص 137.

(31) علي العريف : شرح قانون عقد العمل الفردي - الطبعة الأولى 1953 ص 20 هامش رقم 3.

- في المجال المعدني، وتطبيقا لمقتضيات ظهير 24 دجنبر 1960 فإن التخفيض يتم على الشكل الآتي :

من 14 سنة إلى 15 سنة تؤدي للعامل القاصر 60% من الحد الأدنى للأجر

من 15 سنة إلى 16 سنة تؤدي للعامل القاصر 72% من الحد الأدنى للأجر

من 16 سنة إلى 17 سنة تؤدي للعامل القاصر 80% من الحد الأدنى للأجر

من 17 سنة إلى 18 سنة تؤدي للعامل القاصر 90% من الحد الأدنى للأجر

- وبالنسبة للقطاع الفلاحي فإن تخفيض أجور العمال الصغار تطبيقا لقرار وزير

الشغل والشؤون الاجتماعية الصادر في 24 أبريل 1973 يأخذ المظهر الآتي :

من 12 سنة إلى 15 سنة يخفض الحد الأدنى للأجر بنسبة 50%.

من 15 سنة إلى 18 سنة يخفض الحد الأدنى للأجر بنسبة 30%.

فالتخفيض الذي طال أجر الحدث يجسد في الحقيقة سياسة التمييز بين الاجراء في مجال التشغيل، هذه السياسة التي لا نرى لها مبررا خاصة وأن المشرع سمح لهم بإبرام عقد الشغل في جميع المجالات تقريبا متى أتموا الثانية عشر في التشريع الحالي و 15 سنة في مشروع المدونة؛ بل الأكثر من ذلك أن الحدث قد يكون مؤهلا أكثر من الأجير الراشد ومتحملا أيضا لأعباء أسرية أو عائلية ويمارس التمييز في حقه لمجرد اعتباره حدثا. ولحسن الحظ أن مشروع المدونة لسنة 1998 ولأول مرة في تاريخ تشريع الشغل المغربي قرر تسوية أجر الحدث بأجر الراشد طالما يشتغلان لنفس المدة<sup>(27)</sup>، حيث جاءت المادة 356 خالية من الإشارة إلى اعتبار سن الأجير. ونفس الاتجاه كرسته المادة 356 من مشروع المدونة لسنة 1999 والتي جاء فيها : "لا يمكن أن يقل الحد الأدنى القانوني للأجر، في النشاطات الفلاحية وغير الفلاحية، عن المبالغ

(27) عبد العزيز العتيقي ومحمد الشرقاني ومحمد القري اليوسفي : المرجع السابق ص 142.

تبعاً للسن والجنس. غير أنه في التعديلات اللاحقة<sup>(24)</sup> التي أدخلت على هذا الظهير الغيت التفرقة من حيث الجنس أي بين أجور النساء والرجال<sup>(25)</sup> مع الإبقاء على التفرقة في الأجور فيما يتعلق بالأحداث.

وعلى الرغم من أن المشرع المغربي قد سمح للطفل الصغير بإبرام عقد الشغل في جميع المجالات تقريباً متى أتم الثانية عشرة من عمره فإنه وإلى حدود إتمامه للثامنة عشرة من عمره، فقد قدر تخفيض أجره في حدود معينة وذلك في كل القطاعات بما في ذلك القطاع الفلاحي<sup>(26)</sup> وذلك على النحو الآتي :

- بالنسبة للقطاعات الصناعية والتجارية والحرية ينظم التخفيض بمقتضى قرار 16 ماي 1945 بالكيفية الآتية :

من 12 سنة إلى 14 سنة يحدد الأجر بمطلق الحرية.

من 14 سنة إلى 15 سنة يخفض الحد الأدنى للأجر بنسبة 50%.

من 15 سنة إلى 16 سنة يخفض الحد الأدنى للأجر بنسبة 40%.

من 16 سنة إلى 17 سنة يخفض الحد الأدنى للأجر بنسبة 30%.

من 17 سنة إلى 18 سنة يخفض الحد الأدنى للأجر بنسبة 20%.

(24) راجع الفصل 16 من ظهير 24 دجنبر 1960 الخاص بالنظام الأساسي لمستخدمي المقاولات المنجمية، وظهير 30 غشت 1975 المغير للمقطع الأول من الفصل الأول من ظهير 18 يونيو 1936 المتعلق بالحد الأدنى للأجر، مرسوم 4 شتتبر 1975 المعدل للفصل الرابع من قرار وزير الشغل والشؤون الاجتماعية والشبيبة والرياضة الصادر في 24 أبريل 1973 والذي يوحد الحد الأدنى للأجور بين الرجال والنساء في القطاع الفلاحي؛ للزيادة في الإيضاح : راجع محمد سعيد بناني : قانون الشغل بالمغرب - علاقات الشغل الفردية - طبعة 1981 ص 289.

(25) لقد صادق المغرب بواسطة ظهير 9 نونبر 1979 على الاتفاقية الدولية رقم 100 الصادرة عن المؤتمر الدولي للشغل والتي تسوي أجر المرأة بأجر الرجل.

(26) جاء في ظهير 30 غشت 1975 المغير لظهير 18 يونيو 1936 ما يلي : إن الأجرة الدنيا للعملة والمستخدمين لا يمكن أن تقل فيما يخص الأعمال غير الفلاحية والأعمال الفلاحية عن المقادير المحددة حسب سن العامل بمرسوم يتخذ باقتراح من وزير الشغل والشؤون الاجتماعية.

ونشير أخيرا إلى المادة 327 من مشروع مدونة الشغل لسنة 1999 والتي أقرت إجبارية العرض على الفحص الطبي بالنسبة للمقاولات التي تشغل خمسين أجيورا فأكثر مرة في السنة على الأقل لمن بلغ 18 سنة أو تجاوزها، وكل ستة أشهر بالنسبة لمن قل سنه عن 18 سنة. وهو ما يعني غياب إلزامية هذا الإجراء بالنسبة للمقاولات التي تشغل أقل من العدد المذكور من الأجراء.

## المبحث الثاني

### بعض مظاهر النقص الحمائي

#### في تشغيل الأحداث

رغم أهمية المقتضيات الحمائية السابقة الذكر فما زالت حماية الأحداث لم ترق إلى المستوى المطلوب. ونلمس ذلك على مستوى التخفيض الذي طال أجور العمال الأحداث (المطلب الأول) وعلى مستوى إقصاء بعض الفئات من الاستفادة من مقتضيات التشريع الاجتماعي المغربي؛ وتعتبر خادمت المنازل من أبرز هذه الفئات (المطلب الثاني).

#### المطلب الأول

##### تحديد أجور العمال الأحداث

لاعتبارات اقتصادية واجتماعية، تدخل المشرع لوضع حد أدنى للأجر<sup>(23)</sup> بمقتضى ظهير 18 يونيو 1936 المتعلق بالحد الأدنى للأجور في الميادين الصناعية والتجارية والمهن الحرة. ولقد كرس الفصل الأول من هذا الظهير التفرقة في الأجور

(23) لأخذ فكرة عن هذا الموضوع وتطور الحد الأدنى للأجر في المغرب راجع د. الحاج الكوري : حماية الأجور على ضوء سياسة التشغيل في المغرب - رسالة لنيل دبلوم الدراسات العليا في القانون الخاص - الرباط 1986 ص 9. وراجع لنفس المؤلف : القانون الاجتماعي المغربي - الطبعة الأولى 1999 ص 141 وما بعدها.

كما اعتنى المشرع بالأحداث الذين تتراوح أعمارهم ما بين 12 و 16 سنة وأورد بعض الأحكام الخاصة باللياقة الصحية. فالفصل العاشر من ظهير 2 يوليوز 1947 المتعلق بسن ضابط للخدمة والعمل في القطاع الصناعي والتجاري والمهن الحرة يخول لمفتش الشغل المختص عرض الأطفال الذين تتراوح أعمارهم من الثانية عشرة إلى السادسة عشرة على طبيب معترف به لإجراء الكشف الطبي عليهم والتحقق من أن العمل المسند إليهم لا يتطلب جهدا يفوق طاقتهم. وإذا ما تبين له عدم لياقة أحدهم الطبية فإن لمفتش الشغل أن يأمر بتسريحه من عمله أو توجيهه إلى عمل آخر يناسبه بناء على طلب أبيه وبعد فحص الطبيب له.

ويتشابه الحكم السابق مع المقتضى الوارد في الفقرة الثانية من الفصل 13 من ظهير 24 أبريل 1973 والتي جاء فيها : "... ويمكن أن يطلب الأعوان المكفون بتفتيش الشغل في الفلاحة اجراء فحص من لدن طبيب مكلف بمصلحة عمومية على الأطفال البالغين من العمر أقل من ست عشرة سنة والعاملين بإحدى مؤسسات الاستغلال الفلاحية قصد إثبات ما إذا كان العمل المعهود به إليهم فوق طاقتهم...".

ويؤخذ على الأحكام الواردة في التشريع الحالي والمتعلقة باللياقة الصحية للأحداث أنها لم توفر الحماية القانونية الكافية لهم بحيث لم ترفض الكشف الطبي للأحداث قبل استخدامهم وبعده واقتصرت على إجرائه أثناء العمل وحتى بلوغهم سن 16 سنة فحسب، كما جعلت إجراءه متوقفا على إرادة مفتش الشغل.

أما بالنسبة لمشروع مدونة الشغل لسنة 1998 فقد منحت المادة 145 للعون المكلف بتفتيش الشغل بأن يعرض في أي وقت جميع الاجراء الذين تقل سنهم عن ثمانية عشرة سنة على طبيب بمستشفى تابع للوزارة المكلفة بالصحة العمومية قصد التحقق من أن الشغل المسند إليهم لا يفوق طاقتهم. بل وله الحق في أن يأمر باعفائهم من العمل دون إخطار إذا أبدى الطبيب رأيا مطابقا لرأيه، وأجري عليه فحص مضاد بطلب من نويه.

الخامسة في معامل الزرابي لقاء أجر ضئيل<sup>(18)</sup>. وقد يكون السبب في ذلك راجع إلى ظاهرة الفقر التي تدفع بعض الآباء إلى تشغيل أطفالهم قبل بلوغهم سن التشغيل للمساعدة في نفقات المعيشة العائلية، وإلى قلة أطر وموظفي مفتشية الشغل الشيء الذي يؤدي إلى ضعف المراقبة.

## المطلب الثاني

### حماية صحة الأحداث وسلامتهم

لا يكفي لتشغيل الحدث في الأعمال 'خاضعة لأحكام القانون بلوغه السن الأدنى للتشغيل، بل يشترط كذلك ثبوت لياقته الصحية لممارسة الأعمال المسندة إليه بناء على الكشف الطبي الذي يخضع له قبل استخدامه وأثناء العمل بصفة دورية<sup>(19)</sup>. ولقد اهتمت منظمة العمل الدولية بأمر تنظيم الفحوص الطبية للعمال الأحداث فصدرت عنها عدة اتفاقيات دولية<sup>(20)</sup> في هذا الشأن<sup>(21)</sup>.

وفي هذا الإطار نص الفصل 749 من قانون الالتزامات والعقود المغربي<sup>(22)</sup> على وجوب جعل أماكن العمل في مأمّن من مخاطر الشغل وجعل الآلات والأدوات كذلك في وضعية لا يخشى معها إحداث الضرر بصحتهم وتهديد حياتهم.

(18) د. أمال جلال : المرجع السابق ص 45.

(19) رأفت تركي : تنظيم عمل الأحداث في كل من القانونين المصري والمغربي للعمل - المرجع السابق ص 52.

(20) نذكر من الاتفاقيات الصادرة عن المنظمة في هذا المجال الاتفاقية رقم 124 الخاصة بالفحص الطبي للأحداث العاملين تحت سطح الأرض بالمناجم.

(21) رأفت تركي : حماية الأحداث في القانون السويسري والقانون الدولي للعمل، مطبعة الطب والصحة جنيف سويسرا 1972 - ص 67 وما بعدها.

(22) ينص الفصل 749 من ق ل ع على ما يلي : "المعلم أو المخدم، وعلى العموم كل رب عمل، يلتزم : أولاً : بأن يعمل على أن تكون الغرف، ومحللات الشغل، وعلى العموم كل الأماكن التي يقدمها لعماله وخدمه ومستخدميه مستوفية كل الشروط اللازمة لعدم إلحاق الضرر بصحتهم ولتأمينهم من كل خطر، كما انه يلتزم بصيانتها لتبقى على نفس هذه الحالة طوال مدة العقد. ثانياً : بأن يعمل على أن تكون الأجهزة والآلات والأدوات وعلى العموم كل الأشياء التي يقدمها والتي يلزم بواسطتها أداء الشغل في حالة من شأنها أن تقي من يستخدمهم من كل خطر يهدد حياتهم أو صحتهم..."

ونشاط الرأى القائل<sup>(17)</sup> بأن تخفيض سن التشغيل الذي يبدأ ببلوغ اثني عشر سنة يسمح لأرباب العمل بتشغيل من بلغ هذه السن مقابل مبالغ زهيدة بدعوى تعليمهم المهنة وإعطائهم تكوينا مهنيا. ولهذا كان لابد من بذل الجهود لرفع سن الالتحاق بالعمل والتوسع في مرحلة التعليم الإلزامي لجميع الأطفال وحضر تشغيلهم في جميع القطاعات الاقتصادية قبل انتهاء هذه المرحلة.

ومن أجل تعزيز وتطوير الوضع الحقوقي للطفل الحدث تمت المصادقة على الاتفاقية الدولية رقم 138 المتعلقة بالحد الأدنى لسن التشغيل والتي نصت المادة الأولى منها على ما يلي : "تلتزم كل دولة تصادق على الاتفاقية باتباع سياسة وطنية ترمي إلى القضاء فعليا على عمل الأطفال وإلى رفع الحد الأدنى لسن الاستخدام أو العمل بصورة تدريجية إلى مستوى ما يتفق مع النمو البدني والذهني للأحداث، وأنه لا يجوز أن يكون السن الأدنى للعمل أدنى من سن إنهاء الدراسة الإلزامية، ولا يجوز في أي حال أن يقل عن 15 سنة".

وتكريسا للحماية القانونية للأحداث رفع مشروع مدونة الشغل لسنة 1998 سن التشغيل إلى 15 سنة بعد أن كانت 14 سنة في مشروع 95 واثني عشر سنة في التشريع الحالي وذلك في المادة 144 التي جاء فيها : "لا يمكن تشغيل الأحداث، ولاقبولهم في المقاولات، أو لدى المشغلين، قبل بلوغهم خمسة عشرة سنة كاملة".

ونفس الاتجاه كرسه مشروع مدونة الشغل لسنة 1999 وذلك في المادة 143 والتي لا تختلف عن المادة السابقة لاشكلا ولا مضمونا.

ونستنتج مما سبق أنه رغم فرض حد أدنى لسن تشغيل الأحداث فإنه يبقى قاصرا على الخاضعين لأحكام قانون العمل أما غير الخاضعين لهذه الأحكام وخاصة خدم المنازل فلا يتوقف تشغيلهم على بلوغ هذه السن. بالإضافة إلى أن هناك أعدادا كبيرة من الفتيات التي تعمل ابتداء من السابعة من عمرهن أو أحيانا ابتداء من

(17) د. أمال جلال : المرجع السابق ص 44.

فسن التشغيل بالمغرب لا ينسجم مع احكام التشريع الفرنسي الذي رفع هذه السن إلى ستة عشر سنة<sup>(15)</sup> ولا مع الاتفاقية الدولية رقم 138 التي رفعته إلى 15 سنة. وإذا كان المشرع قد جعل الحد الأدنى لسن التشغيل في اثني عشر سنة، فإنه أورد على هذه القاعدة استثناءات لرفعها في بعض الأعمال الخطرة والشاقة والمضرة بصحة الأحداث، وكمثال على ذلك الفصل 21 من ظهير 24 دجنبر 1960 المتعلق بالنظام الأساسي لمستخدمي المؤسسات المنجمية، فهو يرفع السن إلى ثمانية عشر سنة إذا كان عمل الأحداث بالمناجم فوق سطح الأرض أو في باطنها يعرضهم للأمراض المهنية. وبدورها الفقرة الثانية من الفصل 23 من ظهير 2 يوليوز 1947 تمنع استخدام الأحداث في الألعاب البهلوانية والألعاب الشاقة قبل بلوغ سن 16 سنة.

كما تجدر الإشارة إلى أن المغرب قد صادق على الاتفاقية العربية الصادرة سنة 1966 والتي نصت في مادتها 58 على ما يلي : "لا يجوز تشغيل الأحداث قبل السابعة عشر في الصناعات الخطيرة أو الضارة بالصحة، التي تحددها التشريعات الخاصة بكل دولة".

وباستثناء الفصول القليلة في التشريع الإجماعي المغربي والتي تحمي الأحداث في الأعمال الشاقة والخطيرة فإن السن الأدنى لتشغيلهم يبقى محددًا باثني عشرة سنة ودون تفرقة بين الأعمال البسيطة والأعمال الشاقة<sup>(16)</sup>. وإذا كان الفصل 17 من ظهير 24 أبريل 1973 المتعلق بشروط تشغيل المأجورين الفلاحيين وأداء أجورهم قد خول الوزير المختص تحديد الأعمال الشاقة أو الخطيرة الممنوعة على الأحداث والنساء القيام بها فإنه للأسف لم يصدر لحد الآن أي قرار في هذا الشأن.

(15) لقد عرف سن التشغيل بفرنسا تطورًا ملحوظًا حيث حدد لأول مرة في ثمان سنوات بمقتضى قانون 22 مارس 1841 ثم رفع إلى 12 سنة بقانون 19 ماي 1874 ثم إلى 13 سنة بقانون 22 مارس 1882 ثم إلى 14 سنة بقانون 9 غشت 1936 وفي سنة 1967 أصبح سن التمدرس إجباريًا إلى حدود 16 سنة مما اضطر المشرع الفرنسي إلى التدخل للتسوية بين هذه السن و سن التشغيل بمقتضى المادة 4-4 L214-1 من قانون العمل.

(16) رأفت تركي : المرجع السابق ص 52.

أحكام يخصص بعضها للأحداث حتى سن الثامنة عشرة من العمر. ويتضح لنا من مقارنة هذه الظواهر بعضها ببعض وجود اختلافات في تحديد مدى تطبيقها على الأحداث الأمر الذي قد يثير صعوبات عملية في تطبيق أحكامها خاصة وأن المغرب يفتقر إلى مدونة للشغل تخصص أحد فصولها لتنظيم عمل الأحداث على النحو المألوف في الدول الأخرى كمصر وفرنسا<sup>(11)</sup>.

وكما سبقت الإشارة إلى ذلك فمظاهر حماية الأحداث في التشريع الاجتماعي المغربي متعددة ونقتصر فقط على تحديد سن قبول الأحداث في العمل (المطلب الأول) وحماية صحة الأحداث وسلامتهم (المطلب الثاني).

## المطلب الأول

### السن الأدنى للعمل

إن تشغيل الأطفال الصغار في سن جد مبكرة، قد يحرمهم من الدراسة وما يرتبط بها من تربية ومن تعليم، إضافة إلى أن هذا التشغيل يمثل تعطيلا للظهير الشريف الصادر في 13 نونبر 1963 والذي يجعل التمدريس إجباريا إلى غاية إتمام الطفل للثالثة عشر من العمر<sup>(12)</sup>.

ولقد حدد المشرع الاجتماعي سن القبول في العمل باثني عشر عاما بمقتضى الفصل 9 من ظهير 2 يوليوز 1947<sup>(13)</sup> والفصل 13 من ظهير 24 أبريل 1973<sup>(14)</sup>.

(11) أحمد رأفت تركي : تنظيم عمل الأحداث في كل من القانونين المصري والمغربي للعمل - مجلة الميادين - العدد الخامس السنة 1990 ص 44.

(12) د. محمد الكشور : وضعية الطفل القاصر في القانون الاجتماعي - مجلة الإشعاع - العدد 12 - ص 105.

(13) ينص الفصل 9 من ظهير 2 يوليوز 1947 المتعلق بسن ضابط للخدمة والعمل في القطاع الصناعي والتجاري والمهن الحرة على أنه : "لا يجوز استخدام ولا قبول الأطفال في المعامل أو عند المؤجرين المشار إليهم في الباب الأول من القسم الأول قبل أن يبلغوا السن الثانية عشرة من عمرهم كاملة".

(14) ينص الفصل 13 من ظهير 24 أبريل 1973 المتعلق بتحديد شروط تشغيل المؤجرين الفلاحين واداء أجورهم على أنه : "لا يمكن تشغيل الأطفال قبل بلوغهم اثني عشر سنة كاملة من العمر".

## المبحث الأول بعض مظاهر حماية الأحداث في التشريع الاجتماعي المغربي

تمهيد :

تعرف ظاهرة تشغيل الأحداث في المغرب ارتفاعا متزايدا بسبب السياسة التعليمية المتبعة في المغرب والتي لاتضمن مقعدا في المدرسة الابتدائية لكل تلميذ وصل سن السابعة<sup>(8)</sup> كما أنه لأسباب اجتماعية واقتصادية يغادر التلاميذ الصغار المدرسة فيخرجون إلى الشارع إما متشردين ومتعرضين للانحراف<sup>(9)</sup> أو ممارسين لأعمال غير لائقة بسنهم كمسح الأحذية وبيع السجارة بالتقسيط... الخ.

ونشير هنا إلى أن القانون المغربي لم يعرف المقصود بالحدث الذي ينصرف إليه خطاب القانون ويشمله بحمايته<sup>(10)</sup>، ولعل السبب في ذلك يعود إلى تعدد الظواهر المنظمة لمظاهر حماية العمال في مختلف القطاعات الصناعية والتجارية والزراعية. فظهير 2 يوليوز 1947 المتعلق بسن ضابط للخدمة والعمل يخصص بعض أحكامه للأحداث من الذكور والإناث من اثني عشر سنة حتى بلوغهم سن ستة عشر سنة في الصناعة والتجارة والمهن الحرة، كما أن ظهير 9 يناير 1946 المتعلق بالعطلة السنوية المؤدى عنها في جميع النشاطات الاقتصادية باستثناء العمل في الفلاحة، يتضمن عدة

(8) د. أمال جلال : بعض الجوانب القانونية لرعاية الطفل في المغرب، المجلة المغربية للقانون والسياسة والاقتصاد - العدد 5 سنة 1979 ص 44.

(9) إن الأحداث البالغين من العمر 14 سنة نسبتهم 34%، 15 سنة نسبتهم 25% و 16 سنة نسبتهم 15% و 12 سنة نسبتهم 12%، هم أكثر الأحداث انحرافا؛ للزيادة في الإيضاح راجع منشورات وزارة الشبيبة والرياضة - نيابة ولاية وجدة الخاصة باللقاء الجهوي الدراسي حول حماية الطفولة تحت "شعار التنسيق والتعاون من أجل الإدماج والتنمية" بوجدة أيام 25 و 26 نونبر 1999.

(10) تنص المادة 143 من قانون العمل المصري لسنة 1981 على أنه "يعتبر في تطبيق أحكام هذا الفصل الصبية من الإناث والذكور البالغين اثني عشرة سنة كاملة وحتى سبع عشرة سنة كاملة ويلتزم كل صاحب عمل يستخدم حدثا دون سن السادسة عشر بمنحه بطاقة تثبت أنه يعمل لديه وتلتصق عليها صورة الحدث وتعتمد من مكتب القوى العاملة المختص وتختتم بخاتمه".

لها لأنهم الفئة الأكثر ضعفا واستهدافا لاستغلال أرباب العمل. ولقد اتخذت الحماية القانونية مظاهر متعددة نذكر منها تحديد السن الأدنى للقبول في العمل وحظر العمل الليلي، وتشغيلهم في الأعمال الشاقة أو الخطرة، وتحديد ساعات عملهم وإجازاتهم وأوقات راحتهم... الخ.

ونشاط الرأي القائل<sup>(5)</sup> بأن ارتباط المقتضيات الحمائية لكل من الأجير الحدث والمرأة الأجيبة، سواء على مستوى الفقه أو على مستوى التشريع الاجتماعي<sup>(6)</sup>، يرجع إلى خصوصية الطبيعة الفيزيولوجية لأولئك الاجراء والتي تحتم تمتيعهم بضمانات حمائية أقوى مما يتمتع به زملاؤهم الاجراء وذلك اعتبارا لتلك الخصوصية. ولا يعني ذلك البتة قياس المرأة بالقاصر أو تقرير دونيتها بالنسبة للأجير الرجل.

ونشير في هذا التقديم إلى أن مشروع المدونة لسنة 1998 و 1999 رغم أنه فرض مقتضيات حمائية للأجير الحدث أفضل من تلك التي يتضمنها التشريع الاجتماعي الحالي، فإن الحماية القانونية لهذه الفئة تبقى مع ذلك ناقصة نظرا لأن هناك فئات كبيرة من الأحداث مازالت تعاني من الاستغلال الاقتصادي<sup>(7)</sup> في بعض القطاعات الإنتاجية.

وبناء على ما تقدم نتعرض في دراسة هذا الموضوع لبعض المقتضيات الحمائية للأحداث في التشريع الاجتماعي المغربي (المبحث الأول) ولبعض مظاهر النقص الحمائي في التشغيل (المبحث الثاني).

(5) عبد العزيز العتيقي ومحمد الشرقاوي ومحمد القري اليوسفي : دراسة تحليلية نقدية لمدونة الشغل المرتقبة (مشروع 1998) الطبعة الأولى 1999 ص 134.

(6) راجع القسم الثاني من الكتاب الثاني من مشروع المدونة لسنة 1998 و 1999 المخصص لحماية الحدث وحماية المرأة.

(7) راجع المادة 32 من اتفاقية حقوق الطفل الصادرة في 20 نوفمبر 1989 والتي صادق عليها المغرب بتاريخ 6 يونيو 1993.

# الحماية القانونية لتشغيل الأحداث في التشريع الاجتماعي المغربي

مباركة دنيا\*

## مقدمة :

يؤدي تشغيل الصغار في سن مبكرة وفي أعمال شاقة وفي ظروف عمل غير مواتية إلى الأضرار بصحتهم وبأخلاقهم وإعاقة نموهم الجسماني والحيلولة بينهم وبين أخذ قسط ملائم ومعقول من التعليم تنمو به مداركهم وملكاتهم<sup>(1)</sup>.

فشيوع تشغيل الأطفال<sup>(2)</sup> الذين لم يبلغوا بعد مرحلة القدرة على العمل، وفي ظل ظروف تضرر بسلامتهم البدنية والعقلية، دفع بالمشرع إلى التدخل في مختلف الدول ومنها المغرب<sup>(3)</sup> لتنظيم عمل الأحداث<sup>(4)</sup> وتحقيق حماية قانونية لهم هم في أمس الحاجة

- 
- (\*) أستاذة بكلية العلوم القانونية والإقتصادية والاجتماعية - جامعة محمد الأول - وجدة.
- (1) د. محمد احمد إسماعيل، تنظيم العمل للأحداث في تشريعات العمل - دار النهضة العربية - طبعة 1993 ص 1.
- (2) حسب تقدير مكتب العمل الدولي لسنة 1988 وصل عدد الأطفال الذين يعملون في مختلف انحاء العالم 100 مليون طفل - راجع في ذلك محمد احمد إسماعيل - المرجع السابق - هامش رقم 2 ص 36.
- (3) أصدر المشرع أول تنظيم للشغل بمقتضى ظهير 13 يوليوز 1926 والذي تضمن مقتضيات خاصة بتشغيل الأطفال حيث منع قبولهم في العمل قبل بلوغهم 12 سنة ولقد استمر العمل بهذا الظهير حتى ألغي وحل محله ظهير 2 يوليوز 1947 المتعلق بسن ضابط للخدمة والعمل في الصناعة والتجارة والمهن الحرة. ولقد خصص هذا الظهير بدوره بعض أحكامه لتنظيم تشغيل الأحداث في الأعمال التي يسري عليها، ويخضع عمل الأحداث في النشاط الفلاحي لمقتضيات ظهير 24 أبريل 1973 المتعلق بتنظيم العمل في المؤسسات الفلاحية والغابوية.
- للتوسع في الموضوع راجع : د. موسى عبود : دروس في القانون الاجتماعي - طبعة 1987 ص 26 وما بعدها.
- (4) انشغلت منظمة العمل الدولية منذ تأسيسها بتنظيم تشغيل الأحداث وتجسد ذلك في اعتماد مؤتمر العمل الدولي لسلسلة من الاتفاقيات والتوصيات الدولية لتحقيق هذه الأهداف بدأت بالاتفاقية رقم 5 التي اعتمدها المؤتمر في أول دورة سنة 1919. والتي تلتها عدة اتفاقيات وتوصيات تتعلق بتنظيم استخدام الأحداث. وفي سنة 1973 اعاد المؤتمر دراسة هذه المسائل بتعمق واعتمد معايير شاملة وضعت في الاتفاقية رقم 138 والتوصية رقم 146 المتعلقين بالحد الأدنى لسن القبول في العمل.

\* عدم الانسياق وراء الحلول الجاهزة، لكونها نتاج المجتمع الذي ولدت فيه، وليس حتميا أن تصلح لكافة المجتمعات بالنظر للتباين الثقافي العقائدي، وبالنظر لاختلاف الأوضاع الاجتماعية والاقتصادية.

\* الاستفادة في المجال التكنولوجي بالمقام الأول من تجربة دول الجنوب - شرق - آسيوية.

\* توجيه البحث العلمي نحو قطاعات الإنتاج التي تشكل موطن قوة في الاقتصاد الوطني، وإلى مجال إنتاج المعلومة.

\* وضع خطط وتشريعات لتشجيع الشراكة والاندماج بالتدرج بين الجامعات والقطاع الصناعي...

\* السعي لترسيخ فكرة المقابلة، وتحسين أدائها، عن طريق وضع نصوص قانونية محكمة وميسرة.

\* جعل الاستثمار في الطاقات البشرية (أكبر رأسمال الشعوب الإسلامية) أولى الأولويات، بتأهيلها وترويضها على المبادرة والإبداع...

من جهة أخرى فالمؤسسات الجامعية الإسلامية مطالبة بالتواصل مع مثيلاتها في الغرب، لكن ليس لاستقاء المعلومة، وإنما هذه المرة للتأثير في الثقافات الغربية... وفي مجال التشريع يلزم استثمار الفقه الإسلامي الزاخر بالنظريات وتحيينه وإغنائه ونشره، لإنقاذ الهوية الإسلامية، المهتدة بدورها بالطمس إذا لم تُخط استراتيجيّة جريئة.

### خاتمة :

يبين مما سلف أن الحكومات الإسلامية، إن أرادت فعلا إنجاح استراتيجياتها المستقبلية في أي مجال وتعلم بعد الرؤيا وصياغة برامج محكمة، فهي مطالبة :

\* بقبول التعاون مع الجامعات الوطنية، وهي الآن مرغمة على ذلك أكثر من أي وقت مضى، لكون الدول النامية تواجه تحديات وإكراهات العولمة المهولة. والحكومات لا تستطيع الصمود أمامها بمفردها، أيا كانت طاقاتها ومواردها. فمراكز البحث العلمي الجامعي تستطيع إعداد إسقاطات وتوقعات مبنية على الظواهر الآنية كما رصدتها وعلى نسب تطورها السنوي، وكلها تقنيات لاستشراف المستقبل تساعد على ارتقاب المشاكل المستقبلية قبل حصولها وإيجاد حلول مبتسرة لها.

\* استقاء النصوص التشريعية من الواقع الداخلي أو على الأقل ملاءمة النصوص المستوردة مع هذا الواقع. وهنا بالذات لاغنى عن الدراسات القانونية. وتدخلها ضروي قبل إصدار النص (لملاءمته مع الواقع) وبعده (لتحسيس المواطن ودعوته للتعاون والامتثال...).

\* التعود على التحدث بلغة الأرقام وتعلم الدقة والصدق في الإحصاء، مهما كانت الحقيقة محرجة.

\* الاحتياط من المساعدات الأجنبية (الغربية)، لأنها ليست دائما مجانية. بل كثيرا ما يكون الثمن مضاعفا. منه مثلا طمس الهوية، ونسف القيم الأخلاقية الوطنية.

والتنافسية والمقاولة الحرة. وهذا بطبيعة الحال يحتاج لدخول الحكومات صانعة الاستراتيجيات والتشريعات في شراكة والتحام فعليين مع مؤسسات البحث العلمي الجامعي.

8. دور الالتحام في مواجهة العولمة الثقافية : بات بديها أن العصر الراهن عصر المعلومة (DATA)، وأن أهم قطاع هو القطاع الرابع، أي قطاع إنتاج وتجميع المعلومة ومعالجتها تكنولوجيا، ثم تعميمها وخلق تواصل فكري حضاري...

وتبعاً لذلك فالدول النامية مهددة بطمس هويتها الثقافية العقائدية، وستجبر على الاستمرار في اقتناء الثقافة الغربية والنظم القانونية (غير المنسجمة مع واقعها) بمعية الآلات التكنولوجية المستوردة، إذا لم تبادر وباستعجال لخلق اندماج وشراكة بين القطاعات الاقتصادية والمراكز الجامعية (المنتجة للمعرفة). وتتصور الشراكة هنا على أكثر من مستوى...

وإذا ترسخت ثقافة الشراكة هذه، فإنها ستمهد الطريق حتماً للمقاولات، للدخول في اندماج وتعاون جهوي إقليمي فيما بينها، ويمكن بالتالي التطلع إلى إنشاء سوق جهوية، ومن شأنها أن تمهد بالتبعية لتكتل الدول على أي مستوى كان (جغرافي، جهوي، قومي، ديني...) لكن لإنجاح التكتل يلزم أن يسبقه التواصل الثقافي. فتجارب الدول ذات السبق في الاتحاد أثبتت أن أول خطوة يلزم القيام بها هي خلق تواصل معرفي ثقافي مبني على تبادل الخبرات ووجهات النظر في مختلف العلوم والمجالات<sup>(11)</sup>.

(11) فالتواصل الثقافي والالتحام بين المؤسسات الجامعية الإسلامية فيما بينها أولاً ثم فيما بينها وبين باقي المؤسسات والميادين يعتبر - إلى جانب الإرادة السياسية طبعاً - الطريق الأول نحو أي تكتل اقتصادي أو سياسي. ويجب الاعتبار هنا من تجربة مشروع السوق الإسلامية المشتركة، التي تعثرت للأسف رغم رفع الشعار منذ عدة عقود، ورغم اتحاد القومية ووحدة الموروث الثقافي، ورغم تقارب القادة السياسيين، وكون الدول الإسلامية تشكل تكاملاً مثالياً على المستوى الاقتصادي. ولعل السبب أنه لم يؤخذ في الاعتبار التباين الإيديولوجي، وكون جل الدول الإسلامية - بفعل رواسب الاستعمار أو التبعية - مازالت تدير وجهتها إما نحو أمريكا (دول الخليج)، أو أوروبا. وحتى حينما تحوم حول نفس القطب (أوروبا) فالدولة المستقطبة ليست واحدة، بل هي غالباً الدولة التي كانت مستعمرة إياها (إبريطانيا بالنسبة للشرق الأوسط، وفرنسا لشمالي إفريقيا...). وهذا دليل على فقدان التواصل الثقافي المعرفي افتقاداً بين الدول الإسلامية، وهو كاف لإفشال كل مشروع تعاون سياسي أو اقتصادي.

7. ومعلوم أن الدول الإسلامية تشكو من معدلات مقلقة للعطالة، وإن كان يتعذر الاستدلال بأرقام مضبوطة. ولعل أهم سبب لارتفاع نسبها هو الفخ الذي سقطت فيه الاستراتيجيات السياسية والتعليمية المنتهجة في جل الدول منذ عقود. ذلك أنها صيغت من طرف الإدارة، التي اعتمدت إما خبراتها الذاتية أو الخبرات الأجنبية، وتجاهلت بالتالي الطاقات الفكرية والعلمية المحلية. فكان من نتائج ذلك تكوين شرائح واسعة من الخريجين في تخصصات لا تتسجم البتة مع متطلبات سوق العمل.

من جهة أخرى، فعدم الإقبال على التكوين الفني، أو بالأحرى عدم مزج مناهج التعليم بالتكوين المهني، انعكس سلبا على الإنتاج والمردودية. حيث لا المتعلم بقي ابن فلاح أو ابن حرفي يأخذ عن والده تقنيات الفلاحة أو الصنعة، ولا هو استفاد من تكوين مهني فلاح أو غيره. وهكذا أصبحت البوادي والأحياء، الهامشية بالخصوص، تفيض بشباب متعلم (تعلما نظريا) عاطل لا يتقن أية حرفة. وفي هذا الخصوص ما فتئنا نطالب بوضع سياسات تعليمية تجمع بين النظرية والتطبيق منذ السنوات الأولى. على أساس أن يكون التطبيق نوعا من التدريب على الحرف والصنائع المختلفة. بهذه الطريقة فأيضا توقفت مسيرة المتعلم سيكون ملما برصيد من المعرفة الفنية تؤهله وتحفره لإتقانها أكثر وبالتالي تعلم شيء ينفعه.

ومؤخرا، بإيعاز من الباحثين والجامعيين، رُفِع الستار عن الأخطاء المتوالية التي ارتكبتها الاستراتيجيات التعليمية والاقتصادية المتوالية. ومذئذ لم تتوقف النداءات بالتفكير في نظام تعليمي يساعد الخريجين، من أي مستوى كانوا، على الاندماج في مجتمعاتهم.

وبرأينا فالتكوين المهني الموازي للتعليم النظري أمر غاية في الاستعجال، إلى جانب تثبيت روح المبادرة وفكرة المقابلة الحرة في سلوكات وتطلعات الأجيال القادمة. من ثم فالدول الإسلامية مطالبة بالاستثمار في أكبر ثرواتها : الثروة البشرية، بتأهيلها وإعدادها، وتقريب تكوينها من متطلبات عهد التكنولوجيا والسوق المفتوحة

5. ونذكر بأن الإقبال على الاستثمار في الدول النامية رهين بإحكام نظامها القانوني ووضوحه وتيسيره. وللوصول لهذه الغاية، يجب أن تتضافر جهود الجامعة والمشرع والحكومة<sup>(9)</sup>. فالقانونيون والاقتصاديون بالمغرب ما فتئوا يطالبون منذ سنوات بضرورة اعتماد نظام "الشباك الوحيد"، بهدف تشجيع الاستثمار وجلب رؤوس الأموال الأجنبية عوض إكراه حتى الرساميل الوطنية على الهجرة، كما هو الأمر حاصل في ظل النظم القانونية المعقدة.

6. وإن الهاجس الأمني طغى على كل الاختيارات والاستراتيجيات التي انتهجتها الدول النامية عموما. لكن المؤسف أن الحكومات لم تدرك بأن الأمن القومي الفعلي لا يمكن أن يتحقق إلا باندماج الجامعة في المحيط الاجتماعي والاقتصادي والسياسي. وإن الدراسات تثبت بالأرقام، أنه كلما زاد الإنفاق على التعليم والتكوين الفني ومحو الأمية والبحث العلمي والصحة وعموما على الجوانب الاجتماعية، كلما زاد الإنفاق على التعليم والتكوين الفني ومحو الأمية والبحث العلمي والصحة وعموما على الجوانب الاجتماعية، كلما قلت الحاجة للإنفاق على الأمن والتسلح<sup>(10)</sup>...

فسياسة القمع وإخماد الأصوات والاستمالة لم تعد تجدي لتحقيق الأمن. والحل هو فتح المجال للجامعات لتوجيه الرأي العام وتأطير المواطنين، وبالمقابل تنبيه المشرع إلى المواطن التي تشكل خطرا على الأمن من أجل تداركها وتنظيمها.

(9) مر زمن كان المستثمر يقبل على الاستثمار بالدول النامية بفعل الفرع القانوني والتسهيلات الإدارية التي كانت تحسن سد ذلك الفراغ. وهذا ما حصل مع الدول الشرق آسيوية، التي لم تنظم المجال التكنولوجي إلا منذ السبعينيات (تحت ضغوطات الولايات المتحدة). فهذا حل لم يعد يسعف في الظروف الراهنة الموسومة بتحكم الدول المسيطرة على التكنولوجيا، واستعدادها من أجل الاستمرار في احتكارها لممارسة كافة وسائل الضغط. ومعلوم أن الدول المتقدمة المسيطرة على التكنولوجيا ترغم البلدان النامية على صياغة قوانين داخلية مستقاة من الاتفاقيات الدولية، التي لا تتوقف عن إبرامها. وهي بطبيعة الحال اتفاقيات من وضع الدول المتقدمة وتخدم مصالحها الإمبريالية... بل إن الولايات المتحدة تتجاوز ذلك إلى التهديد واستعمال القوة وزعزعة الأمن الداخلي.

(10) فمثلا كل الدول تحتاج للتسلح، والعتاد العسكري أصبح يعتمد التكنولوجيا بالأساس. وإذا لم تدرب الطاقات الوطنية على المعدات المتطورة، فلا نفع يرجى من اقتنائها. بل ستظل التبعية جاثمة ولا انعتاق منها. وهذا وحده كاف لنسف الأمن، ويدهي أن المراكز الجامعية هي المؤهلة لإنتاج المعرفة التقنية (know How). فيهي وحدها تستطيع تفكيك الآلات من أي صنف كانت، سيما المتطورة ودراستها وإتقانها، ثم المرور بعد ذلك لفترة الإبداع والانتاج، وهذا ينطبق على باقي المجالات.

\* لتفكير في صياغة نصوص قانونية تحفز المقاولين على اعتماد علم المحاسبة والاستعانة بمحاسبين خبراء، وبتشغيل مسيرين حائزين على تكوين جيد في التسيير والتدبير (management).

\* فتح أبواب التكوين المستمر في وجه المقاولين والمسيرين الاقتصاديين، لتدريبهم أو تحيين معلوماتهم أو إعادة تأهيلهم.

\* إنشاء وحدات للتكوين المستمر بالنسبة لمهنيي بعض القطاعات الهامة، بهدف رفع قدراتهم ومعارفهم.

\* ومن المواد التي يجب برأينا جعلها مجالا للتكوين المستمر الموضوعه رهن إشارة المقاولين : العلوم القانونية. لأن عددا من المقاولات تتعثر أو تنهار فقط بسبب الجهل بالقوانين أو فهمها المغلوط، ومحاولة التملص منها تبعا لذلك.

\* تحسين العلاقة بين المؤاجر والأجير. وخلق التواصل بينهما. إذ غالبا ما تتعثر المقاوله بسبب ذهنيات سلبية تسيطر على العمال. وإن لمؤسسات البحث العلمي الجامعي دورا رياديا هنا أيضا. إذ يمكنها أن تصحح هذه الذهنيات على أكثر من مستوى كخلق شراكة بينها وبين مؤسسات التكوين المهني، وتصور برامج تحسينية وتوجيهية، بشكل يقرب بين المسيرين والأجراء ويخلق التواصل بينهما بناء على معارف وتقنيات علم التواصل. هذا إلى أن الجامعات، كما أسلفنا، تستطيع التأثير في الرأي العام عبر وسائل الإعلام، ونشر روح التعاون بين الفئات الاجتماعية المختلفة.

\* ومعلوم أن عددا من الدول الإسلامية تنتهج الآن سياسات اجتماعية طموحة، وتسعى من وراء ذلك لخلق توازن بين الفاعلين الاقتصاديين واليد العاملة. كما تسعى لصياغة وفاق اجتماعي بين الطرفين. وبديهي أنه لا يمكن تصور قوانين للشغل في معزل عن الباحثين القانونيين، الذين بإمكانهم التقريب بين وجهات النظر المختلفة، أو المتنافرة أحيانا، لهيات المؤاجرين ونقابات العمال، والتوفيق بين مصالحهم المتعارضة وإمدادهم بالصياغات القانونية الملائمة.

4. وضع تدابير قانونية لتقوية وحماية المقاولات الوطنية : وهناك عدة وسائل ومؤسسات قانونية تستطيع ذلك لا يسع المجال لذكرها، منها مثلا : إلغاء أو تقييد براءة الاستيراد؛ تنظيم عقود التراخيص بشكل محكم؛ تبني مبدأ التراخيص الإجباري مع وضع أجل للاستغلال؛ تدخل المشرع في عقود التراخيص لحماية الطرف الوطني من تعسف الشركات العملاقة؛ تنظيم البورصة بشكل محكم لتفعيل دورها الريادي في التنمية... تشجيع التكتلات ذات النفع الاقتصادي Holding...

\* وإن مبدأ تكتل الشركات هذا ما يزال الإقبال عليه ضعيفا، بل والفكرة من أساسها غير واردة في ثقافات المقاولات، وإذا كان يلاحظ تأخر المشرع في هذا الموضوع فغياب فكرة التكتل لدى المواطن ليس مجرد صدفة. وأعود وأعطي مثلا من بلدي. ففي الأشهر الأربعة الموالية لنشر قانون 5 فبراير 1999 بشأن المجموعات ذات النفع الاقتصادي، وما رافقه من دراسات وأبحاث وحوار مفتوح. أعلنت بعض الشركات بالمغرب (شركات التأمين...) عن الاندماج في شكل تكتلات. وهذا يبرز بوضوح دور التشريع في تفعيل التنمية الاقتصادية<sup>(8)</sup>.

\* من جهة أخرى فالجامعات تعتبر وسيلة فاعلة للتحكم في الرأي العام، فهي بفضل ما تملكه من إمكانيات علمية، وما تتميز به من موضوعية، تستطيع التأثير في الذهنيات ونشر ثقافة الاندماج والشراكة والتكتل، وخطاباتها مؤهلة أكثر لتقبلها من طرف المخاطب والاطمئنان إليها والاعتناء بمضمونها...

– والتسيير داخل المقولة يعاني من إكراهات بالجملة، يحكم أن عددا من المقاولين في الدول النامية إما أميون أو لا يليمون بتقنيات التسيير لذلك تجد بعضها متعترا، ليس بسبب أزمة اقتصادية ولكن بفعل سوء التدبير. من هذا المنطلق يمكن تصور دور هائل للمشرع، في تعاونه مع مؤسسات البحث العلمي الجامعي والحكومات وقطاعات الإنتاج، من ذلك مثلا :

وألمانيا بالذات حققت سبقا تكنولوجيا مثاليا وفي زمن قياسي، ورفعت تحديات اجتهد في تحقيقها كل الجهات الفاعلة بما فيها الجامعة والحكومة والقطاع الصناعي، في تنسيق وتعاون مثاليين مع المشرع... وهذا يقودنا للتأكيد على ضرورة رفع الميزانيات المرصودة للبحث العلمي وتوجيهها بالفعل للبحوث والدراسات<sup>(7)</sup>...

ويتجلى دور المشرع والحكومة أيضا في سن برامج أو تدابير تشجيعية تحت القطاع الخاص وحتى العام على فتح المجال لتدريب الطلبة (كمنح حوافز أو إعفاءات ضريبية للمقاولات التي تساهم في تكوين الخريجين...). كما يلزم دعوة القطاع الخاص لدعم البحث العلمي، ويمكن هنا تصور عديد من الحلول، بدءاً من عقد ندوات ولقاءات بين الجامعة والقطاع الاقتصادي، وإشراك بعض مسؤولي الشركات في مجالس الكليات... ووصولاً إلى تقديم القطاع الصناعي مشاريع بحث للجامعة، في أفق السيطرة على أسرار التكنولوجيا واستثمار الابتكارات المحلية...

معضلة أخرى تعرقل تحسين أداءات تكنولوجيا المعلومات، ويتعلق الأمر هنا بغياب قوانين تنظم التعامل فيها، وتحد من جوانبها السلبية. لذلك فتدخل المشرع غاية في الاستعجال من أجل وضع تدابير تمنع إفشاء الأسرار الشخصية وتحمي حريات وحقوق المواطن وتنظم كيفية التعامل مع المنتوجات المعلوماتية الذهنية والمادية (بطاقات مغناطيسية، برانم، معلومة...) وتحمي الإبداعات المعلوماتية المحلية... بهدف الحد من الفوضى العارمة التي هزت صورة بعض البلدان النامية في هذا الخصوص، وعرضتها لإكراهات دولية وصلت حد الخطر أو العقوبات الاقتصادية... التي تتخذها في حقها الدول المسيطرة على التكنولوجيا، تحت مزاعم وتهم وإدعاءات وهمية تموه بها دوافعها الحقيقية.

(7) ومعلوم أن القطاع الخاص، بالدول المتقدمة تكنولوجيا كان في البداية يقتني ما تنتجه الجامعات فيصنعه ويسوقه وبذلك تكسب الجامعة نصيبا من الربح كمقابل للملكية الأدبية أو الصناعية. أما الآن فالشركات تمول البحث العلمي مباشرة وتسهر على تطوير وابتكار ما تحتاجه ويحتاجه السوق الدولي. وهذا برهان على اندماج الجامعة ليس في محيطها فحسب وإنما في متطلبات السوق العالمي، واحتياجات المجتمع الدولي بكامله.

من الصناعات الخفيفة حتى الثقيلة والصناعات الصيدلانية والكيمياوية ووصولاً إلى تكنولوجيا المعلومات... وسرُّ الاستمرار في جلب الابتكارات الأجنبية بشروط تصل حد التعتن والابتزاز أحياناً. ومعلوم أن المصنَّع الوطني يضطر للبحث عن سبل لتحقيق توازناته المالية، (لاسترجاع ما تبتزه الشركات الأم) فلا يجد من حل سوى خفض التكلفة بإنقاص الجودة. مما ينعكس سلباً على القدرة التنافسية للبضائع الوطنية... وهكذا يدخل الاقتصاد الوطني في حلقة مفرغة.

وكان يكفي أن توجد شراكة بين المشرع والباحثين القانونيين، لينبه لهذا الفخ ويتدارك الأمر بإدخال صيغ تشجع روح المبادرة والإبداع لدى الوطنيين وتضمن تصنيع الابتكارات المحلية، وتضع تدابير تحد من تحكُّم الشركات العابرة للقارات في الفروع التي تتواجد على أرضه، وتحمي المصنَّع الوطني من الابتزاز والضغط، ويستأصل بالتالي أحد أسباب تعثر الاقتصاد الوطني.

وإن جل الدول النامية، الآن، بصدد تقنين أو تعديل التشريع المنظم للملكية الصناعية وبراءة الاختراع. لكنها، للأسف، مازالت تستقي أو تجبر على استقاء النصوص من القواعد الدولية التي وضعت خصيصاً لحماية مصالح البلدان المصنعة. لذلك مازالت التشريعات في هذا المجال بعيدة عن الانسجام مع الواقع الاجتماعي والاقتصادي ومع طموحات المواطن. بالتالي، فالمشرع مطالب وبإلحاح واستعجال لتفعيل الشراكة مع الجامعات من أجل صياغة نصوص - في تناغم مع الاستراتيجيات الإنمائية طبعاً - تضمن نوعاً من التحرر للاقتصاد الداخلي ولو على المدى البعيد، وتمهد لإقامة بنية صناعية وطنية لها قسط من الاستقلالية...

3. السبيل للتحكم في التكنولوجيا : من المفيد في هذا المجال بالدات الاستفادة من تجربة الدول النامية (الجنوب - شرق - آسيوية) التي تسيطر على تكنولوجيا المعلومات. فهذه الدول استوردت الحواسيب وفككتها وجعلتها مادة تدرس في المعاهد والجامعات، وبذلك وضع طلبة العلم أيديهم على أسرارها، وأثناء ذلك وضع المشرع وصانعو الاستراتيجيات تدابير وبرامج وخطط لتحقيق التقدم التكنولوجي. وهذا ينطبق على الدول النامية التي مثلنا لها، كما ينطبق على الدول الأوربية التي، حتى الثمانينيات، كانت ما تزال متخلفة في مجال المعلومات، ومنها ألمانيا وفرنسا...

ومضمون هذه الحماية أن كل اختراع أو إبداع أو تحسين يسجل في سجلات رسمية خاصة تمسكها مكاتب خاصة تتولى حمايتها من كل تقليد أو تزوير أو استغلال غير مرخص... وللتوفيق بين الحماية التي يحتاجها المبدع والمصلحة العامة، أي تحقيق التقدم والحث على استغلال الاختراعات الوطنية، أُرِفقت الحماية بأجال صارمة...

وموازاة مع تقدم العلوم القانونية، في انسجام مع الاختراعات العلمية التكنولوجية، وموازاة مع تنافس الدول المصنعة، أُعطي للفظلة الاستغلال معنى ضيق وهو : تصنيع البراءات المسجلة. أي أن المبدع يلزم بالبحث بمعرفته عن مُصنِع يستغل اختراعه، فإن لم يفلح، داخل الأجل المحدد، ولم تستغل براءته بكفاية، تولى المكتب المختص إبرام عقد بالتصنيع وإجبار المبدع على قبوله بكافة شروطه وتفصيله (وهو ما يسمى بالترخيص الاجباري)...

ومع موجة الاستعمار أُدخلت قوانين مماثلة للدول المستعمرة، مع حشوها بتعديلات. فأضحت غالبية الدول الإسلامية تتوفر على قوانين، لكن بما أنها وُضِعَت خصيصاً لحماية مصالح المعمر، فقد أضحت أحد أسباب عرقلة التقدم الصناعي.

من ذلك مثلاً أن لفظلة الاستغلال (exploitation) التي تعني في الدول المتقدمة **التصنيع**، أُعطيت في الدول النامية معنى أوسع يشمل : "التصنيع" والاستيراد (والاستيراد بالمقام الأول). وبما أن الدول المستعمرة لم تكن تتوفر - وما زالت - على بنية صناعية متينة فقد طبق الاستغلال في معنى الاستيراد فحسب.

وبعد جلاء المعمر كانت الوضعية الاقتصادية والاجتماعية والسياسية لجل الدول الإسلامية صعبة، فاستمرت في استيراد براءات الاختراع، ومع الأيام أضحي هذا تقليداً راسخاً، حتى بعدما تطور الوضع الاقتصادي لبعضها. لذلك تجد الصناعات الوطنية، سيما المتطورة، تكتفي باستيراد رخص التصنيع (Licence)، وتلتزم مسبقاً باحترام الملف بكافة تفاصيله التقنية. وقد تحتفظ الشركة الأم بأسرار كثيرة وتشتترط تشغيل الأجانب في القطاعات الحساسة، وتمنح نفسها حق التبعية والوصاية. وهذا سر تواجد فروع للشركات العملاقة في الدول النامية، واستمرار تحكمها في اقتصادها، بدءاً

الحلول المناسبة. فالدول المتقدمة لم تصل إلى ما هي فيه بكتف أصوات الحق ولا باستمالة المثقفين، وإنما عبر الشراكة مع الجامعة وتوفير المناخ الملائم للإبداع، وباستثمار نظريات وإبداعات الباحثين<sup>(6)</sup>..

ونعود لمثالنا عن براءات الاختراع المتميزة في الدول الإسلامية بالندرة وعدم استغلال إلا جزء ضئيل جدا مما هو مسجل منها... وليس صدفة أن يلاحظ في الوقت ذاته ندرة التشريعات واختلال الموجود منها وعدم تناغمه مع الواقع.

فمعلوم أن الثورة الصناعية رافقها، في الغرب، صدور مجموعات متوالية من القوانين، تعتبر الدعامة الحقيقية للتقدم. وهذه القوانين تضمنت نصوصا تحفيزية وصارمة في نفس الآن. بحيث شجعت الإبداع والاختراع، وضمنت الحماية للمخترعين ودعمتهم... وفي الوقت ذاته حثت الصناعيين على تصنيع الاختراعات الوطنية بالمقام الأول... كما ركزت على الصناعات التي تشكل موطن قوة في الاقتصاد الوطني... وذلك بهدف تسريع إيقاع التقدم. فكان هذا سبب إنشاء ما يسمى قانونا ببراءات الاختراع والملكية الصناعية. والترخيص باستغلال براءات الاختراع المسجلة... وأفضى التسابق بين الدول المصنعة إلى عقد اتفاقات دولية منذ وقت مبكر، لضمان تعاونها في مجال توفير الحماية للمخترعين وتوفير المناخ الملائم للإبداع والابتكار. ولعل أهم الاتفاقيات معاهدة باريس لسنة 1883 بشأن براءة الاختراع، المتبوعة باتفاقيات ومعاهدات معدلة ومكملة.

(6) بدليل أن الجامعات في الدول المتقدمة كانت - في البداية - الميدان أو بالأحرى المعترك الذي تجاذبت وتشابكت فيه التيارات المختلفة إلى حين أن تؤكد البقاء للأصلح، فكانت بداية التقدم... وبدليل أن السياسيين حاليا (رؤساء وأحزابا) أثناء حملاتهم الانتخابية وأثناء رسمهم لسياسة معينة، وأن معدي القوانين أثناء تحضيرهم أي مشروع... إلا ويستقربون أو يستشيرون ألمع المحاضرين في مجال معين للاستشارة بخبراتهم ونظرياتهم - وليس لاستمالتهم - بهدف التعرف من خلالها على توجهات الرأي العام وتحديد الاحتياجات والأولويات للاستجابة لها، ويهدف تحديد المحاذير لتجنبها. وبذلك حققت أمنها القومي... ومعلوم أن الدول المصنعة شعرت منذ وقت مبكر بهذه الحمية فوظفت لها أقصى ما تستطيع من إمكانيات، وهي تنفق لفائدة البحث العلمي ما يزيد عن 4% من ناتجها القومي. هذا إلى أن تمويله لا يعتمد على دعم الحكومة وحده، وإنما أيضا، وأساسا على إسهامات القطاع الخاص الذي دخل مبكرا في إلحام وشراكة عمليين مع الجامعات.

بالوصفات الملائمة للأدواء التي يشكو منها المجتمع. ويكمن سر القانون في كونه يجبر، المواطن والحكومة على حد سواء، على الامتثال لمقتضياته. ونحن أحوج ما نكون إلى قوانين قابلة للتطبيق وملزمة للجميع وتحترم وتطبق من طرف كافة.

ويكمن سره أيضا في كون الجيل الجديد من حقوق الإنسان يتضمن الحق في التنمية. بمعنى أن التنمية تتصور في معزل عن الأبحاث والدراسات القانونية، ومهمتها في هذا الخصوص كبيرة جدا. فهي التي تسهر على تنوير المشرع وتزويده بالمكثبات التي تضمن حق المواطن في التنمية.

فإذا أرادت الحكومات والجامعات الإسلامية تحقيق الاندماج والتفاعل فهي مطالبة بتغيير مناهجها. ويمكن تصور الشراكة والالتحام على أكثر من مستوى، نذكر بإيجاز النقاط التالية :

1. وضع استراتيجيات تنمية شمولية ومتناغمة. وهي لن ترقى لهذا المستوى إلا إذا صيغت بتعاون وتنسيق مع الجامعات واستدعي الباحثون لإعداد دراسات ميدانية. فيجب وبإلحاح أن تتوقف البلدان الإسلامية عن استيراد الوصفات الجاهزة. لأن من أخطر المعوقات، كما بينا، عدم تناغم الاستراتيجيات مع الواقع، والاعتماد على الخبراء الأجانب، الذين، مهما كان حذقهم ونبوغهم، لا يستطيعون معرفة خصوصيات المشاكل الداخلية لكل بلد. ويعول هنا على الدراسات القانونية والاقتصادية الوطنية لتقريب الطول والتشريعات من الواقع.

ومعلوم إن عددا هائلا من الطاقات العلمية الوطنية معطل للأسف، وأن عددا آخر أجبر على الهجرة. ومن المؤكد أنه لاسبيل لاستثمارها إلا بخلق التواصل بين الجامعات ومراكز صناعة القرار وقطاعات الإنتاج.

2. من جهة ثانية، فالاستراتيجيات التي تتبناها أية دولة لا تقوم لها قائمة إذا لم يصاحبها صدور تشريعات ملزمة ومتناغمة معها ومنسجمة مع الواقع. والجامعة هي المحفل الوحيد الذي يمكن أن يبرز بصدق توجهات الرأي إزاء أية مستجدات، وأن يقيس الظواهر والمشكلات، ومقدار تطورهما آنيا واستقبالا، وتحديد الاحتياجات وتصور

وما من شك في أنه إذا تخلفت هذه العناصر (الملاءمة مع الواقع وتوفير الهياكل والتمويل) فلا مزية ترجى من إستيراد زخم من النصوص لا يعيها المواطن ولا يحترمها في عمقه ولا يمتثل لها، وأنه إذا غاب التنسيق بين القطاعات المختلفة، فإن قدر الجهود المضنية التي تؤتى أن تبقى محدودة النتائج.

خلل هام آخر ما فتئت الجامعات تنبه السلطات إليه دون جدوى : وهو تعقيد مساطر الاستثمار. ذلك أن عددا هاما من رؤوس الأموال الوطنية تهاجر، وأن المستثمر الأجنبي لا يقبل على الاستثمار ببعض البلاد الإسلامية بسبب تعقيد المساطر وتعدد الإدارات التي يلزم المستثمر بالمرور عبرها، مما يضره ويثنيه.

فلن نبالغ إذا أرجعنا الأوضاع المعروضة أعلاه - وأخرى لم يسع المجال لاستعراضها - لسبب أساسي هو عدم اندماج الجامعة في محيطها، وعدم استثمار الأبحاث التي تنتجها الجامعة بقدر كافٍ. ومن المؤسف، أن الجامعات الإسلامية، وبعد أن تألقت (من مكة حتى، البصرة، وفاس... والأزهر واصفهان وقرطبة وغرناطة...)، وبعد أن كانت منارة استنار بها العالم الغربي الفارق في ظلمات الاستبداد آنذاك، وتراجع دورها، فأضحت مجرد محفل لاحتضان الدروس وفي أحسن الأحوال للنقاش وتبادل الأفكار. صحيح أن الأمر يتفاوت<sup>(5)</sup>، وأن الجامعات ببعض الدول الإسلامية تتطلع للقيام بدور مرموق (كما في جنوب شرق آسيا)، لكن مازال دورها لا يصل حد التفاعل مع صانعي القرارات وصانعي التشريعات...

ومع ذلك فهذا لا يثنينا عن التطلع إلى جامعة أكثر اندماجا وأكثر إيجابية :

### ثانيا : الأبحاث والدراسات القانونية في خدمة التنمية :

الجامعات إذن هي الروح التي تبعث الحياة والنشاط في الاقتصاد والنمو الاجتماعي. وإن الدراسات القانونية المبنية على تغطية الواقع كما هو، تزود المشرع

(5) ومن واجبا التنويه هنا ببرنامج أو بالأحرى سلسلة من البرامج تبنيتها وزارة التعليم العالي بالحكومة المغربية الحالية، ومنها البرنامج الموضوعاتي لدعم البحث العلمي (PROTARS) بهدف خلق تعاون بين الجامعات فيما بينها من جهة، وبينها وبين القطاع الخاص والحكومة من جهة ثانية.

المقاولات إما أحادية (ذات عضو وحيد uni-personnelle) وإما أسرية أو عائلية (تجمع أفراد الأسرة الواحدة)، صغيرة أو متوسطة، وعدد كبير منها تقليدي كي لا نقول بدائي. إلى جانب معضلة أخرى، هي في الواقع نتيجة حتمية للشكل الذي تتخذه المقولة (الفردانية التقليدية)، وهي أنها لا تعتمد المقاييس العلمية في التسيير والتأطير والتطوير. لذلك فهي تتخبط في مشاكل بالجملة. وضعف التكوين هذا يصيب المسيرين والعمال على حد سواء، مما ينعكس سلبا على عطاءات المقاول... ويعول على الجامعات كثيرا لتحسين شكل المقولة ونظم تسييرها ورفع إثمارها، كما سنبين.

5. أما في مجال تكنولوجيا المعلومات فالدول النامية، حتى الآن، لم تختط لنفسها أي برنامج، ولم تضع تدابير للسيطرة عليها ولو على مراحل. وهذا سر بقاء جُلها مجرد مستهلك للمعلومات. فإذا استثنينا دول جنوب شرق آسيا (الصين، الهند، أندونيسيا، ماليزيا، باكستان، كوريا الجنوبية، تايوان، إضافة للبرازيل والمكسيك) لانكاد نجد دولة نامية تتقن تكنولوجيا الحاسوب... صحيح أن الحواسيب اكتسحت العالم الاسلامي أجمع، لكن قليلة هي الدول التي خبرت أسرار المعلومات وتكنولوجيا تصنيعها وانتقلت لدرجة الإنتاج.

6. وإن بعض البلدان الإسلامية تعاني من عدم وضوح النظام القانوني الاقتصادي المنتهج وأحيانا اختلاله. بسبب عدم وجود تناسق ملموس بين الجهات المختلفة : أي السياسات الحكومية والنصوص التشريعية وتوجهات الجامعات وقطاعات الإنتاج الاقتصادي... فالدول الإسلامية تتوفر على ترسانة لا بأس بها من النصوص القانونية، والمؤسف أن بعضها غير قابل للتطبيق، بسبب استيطان عادة سيئة، وهي الولوج باستيراد النصوص الغربية من دون حتى ملامتهم مع الواقع... إلى جانب عامل أساسي آخر قليلا ما يلتفت له المشرع وهو مدى توفر الهياكل والتمويل الضروريين لتطبيق القوانين. ولعل أخطر سبب هنا هو عدم التنسيق بين الحكومة والمشرع والجامعات...

تتراوح ميزانياته ما بين 0,2% و 0,4% في أحسن الحالات<sup>(3)</sup>. وهي نسب على ضآلتها، لا تتجه بكاملها فعلا للبحث... مما يمنع الجامعات من تطوير مناهجها ويحد من تفاعلها مع محيطها. ويقدر الخبراء أن على الدول النامية أن تخصص على الأقل 1% من ناتجها الإجمالي للبحث العلمي إن أرادت فعلا تحقيق نسبة لا بأس بها من النمو، والاندماج في الاقتصاد العالمي.

من جهة أخرى فالدول النامية بقدر ما تشكو من ضعف مساهمات الدولة في تمويل البحث العلمي، بقدر ما تشكو من التباعد بين المؤسسات الجامعية والقطاع الخاص... صحيح أن البنيات التحتية الاقتصادية ما تزال غير قوية، لكنها مع ذلك حققت بعض التراكم، وهي قادرة على تمويل البحث العلمي ولو بقليل.

3. وإن واقع مناهج التعليم والبحث العلمي بالجامعات الإسلامية كما صورناه يفسر، ضعف الابتكارات، وعدم استغلال حتى القليل من براءات الاختراع المحلية. وتفضيل المصانع الوطنية استيراد براءات اختراع جاهزة أو بالأحرى ملفات تقنية جاهزة ومكتملة (Paquet Technologique) أو ما يسمى بعقود تسليم المفاتيح (contrat de clé en main)<sup>(4)</sup>. وحتى عندما أسست الدول النامية مكاتب للتنمية الصناعية، فهي عمليا لم تحقق أي تقدم، وذلك بسبب افتقاد حلقة ضرورية ولا غنى عنها هي "التحام الجامعة بالقطاع الصناعي".

4. عامل إضافي يحد من فعالية السياسات التنموية، ويتعلق الأمر بشكل المقابولة في البلدان النامية، بسبب سيطرة الفردانية في مجال الاستثمار. فجل

(3) وإن الميزانيات التي تصرف على الأمن والتسليح تفوق ذلك بكثير، وتمتص القسط الأوفر من ميزانيات الدول. وهذا بطبيعة الحال يتحكم في اختياراتها. وتثبت الدراسات، معززة بالأرقام، أنه كلما زاد الإنفاق على التعليم والبحث العلمي إلا وتقلصت تلقائيا الحاجة للإنفاق على الدفاع... يراجع في هذا الخصوص كتابنا "الأطفال المهمشون: قضاياهم وحقوقهم" ط 1 الإيسيسكو 1999، وهو موشى بأرقام وإحصائيات في الموضوع.

(4) يضاف لذلك امتناع المبدع عن تسجيل أسرار إبداعه كاملة ورفضه وضع ملف تقني عن كيفية تصنيع إبداعه، ربما لعدم ثقته بالحماية القانونية المتوفرة.

\* فآزمة التعليم الجامعي هي حصاد السياسات والممارسات الحكومية المتوالية إذن، وهذه الأزمة جزء من أزمات واختلالات وظيفية بنوية مردها خلل عام في علاقة الجامعة بصناع القرار من جانب، وعلاقتها بالمجتمع من جانب ثان<sup>(2)</sup>.

\* من جهة أخرى انعكس غياب الديمقراطية بشكل رهيب على الجامعات. فبعد أن مرت المجتمعات الإسلامية بفترة الاستعمار وما رافقها من قهر وتنكيل بالوطنيين بما يشمل الباحثين، حلت فترة لاتقل عنها قتامة من حيث غياب الديمقراطية وكتم الأصوات المعارضة وإخماد نشاط المجتمع المدني، الذي تعتبر الجامعة منبره الحر وقناته الأساسية ومزودته بالطاقات الفاعلة. بعد ذلك ومع تزايد أعداد الباحثين تبين عدم جدوى الاستمرار في كتم الأصوات، فاستبدلت هذه السياسة بأخرى أكثر فعالية في تحقيق خطط بعض الحكومات، ولكنها أخطر بكثير من حيث تقليص نشاط الجامعة ومقدار تفاعلها مع محيطها، البديل هو السعي لاستمالة المثقفين، والمحاضرين بشكل أساسي... أخطر من ذلك أن الهاجس الأمني الذي يسيطر على قرارات الحكومة أثر بشكل أو آخر على بعض الباحثين الذين كثيرا ما يمارسون رقابة ذاتية على نظرياتهم وأبحاثهم، لتفادي إزعاج السلطات أو التأذي من ذلك. ومن شأن هذا أن يقلص المرودية ويصادر الحقائق.

\* تهميش البحث العلمي : في خضم هذا الواقع، ومع أنه أضحي من البديهيات أن لا تقدم بدون تطوير البحث العلمي ودون اعتماد نتائجه أثناء رسم السياسات الحكومية وصياغة التشريعات، ظل البحث العلمي لا يحظى بالمكانة التي تليق به. بحيث

(2) وأعطى مثلا من بلدي، وأخاله يصدق بشكل أو بآخر على بعض الدول الإسلامية. ذلك أن الحكومات مع بداية استقلالها وجهت الشباب إلى توجيهات وتخصصات، ما فتى أن تبين عدم انسجامها مع ما يتطلبه سوق العمل، وهذا يفسر كون عدد من الكليات أو المعاهد أو التخصصات كالعلوم الفيزيائية والبيولوجية أو الآداب التي "عانت" من إقبال وتشجيع مرتفع مع بداية الاستقلال وأنفقت من أجلها ميزانيات ضخمة، تحولت إلى دور مهجورة. والآن حصل توجه "ماراتوني" نحو العلوم القانونية والاقتصادية والهندسة... على اعتبار أنه المجال الذي يوفر أملا في الحصول على عمل. ولن نفاجا مع الأيام إذا حصل عزوف عن هذا التخصص أو ذاك، بعد أن يفيض المجتمع بخريجين قانونيين أو اقتصاديين أو مهندسين عاطلين، وإن ما ينفق على هذه التخصصات حاليا قد يلقى نفس المصير.

1. تجزئ الاستراتيجية الإنمائية وعدم إجراء ربط بين مختلف القطاعات بالرغم من تشابكها وتداخلها. بسبب عدم اعتماد دراسات أكاديمية وميدانية تجري تغطيات فعلية للواقع ونضبطه كما هو، وتتصور بالتالي حلولاً شمولية للظواهر.

وإذا كانت البرامج والاستراتيجيات التي انتهجت، والتشريعات التي صيغت بجل الدول الإسلامية فنلت في تعميم التمدرس ومحو الأمية والقضاء على الفقر وإيجاد بنية صناعية متينة، والتحكم في التكنولوجيا... فليس لذلك من تفسير سوى عدم دقة البرامج وعدم اعتمادها دراسات تحدد احتياجات المجتمع أنيا ومستقبليا، وترتقب التحولات التي تحدث بفعل التأثيرات الداخلية والخارجية. والسبب غياب شراكة فعلية بين صانعي القرار، صائغي التشريعات والمنظرين.

ومن المضاعفات السلبية لذلك، أن جل النظريات والحلول المنبثقة عن الدراسات الجامعية (محاضرات، أبحاث، أطروحات...) تبقى حبيسة أسوار الجامعات<sup>(1)</sup>.

2. أنماط التعليم : لايسعنا المجال لاستعراض كافة نقائص التعليم، وأكد أن متدخلين آخرين سيعرضون لها، لذلك أتوقف عند بعض الجوانب التي تهمني كقانونية :

تكوين نظري لا يعتمد نهج التدريبات الميدانية التطبيقية واتباع مناهج تكتفي بالتلقين والسرد. وإذا أضيف لذلك ربط التعليم بهاجس كسب العيش، فما يجب أن نفاجأ إذا علمنا أن الحس الإبداعي ضعيف لدى الطلبة والمتكويين.

(1) ومما يثبط الباحث الخوف من أن تضيق جهوده البحثية وألا تلقى اهتماما. فيما أسمى حافظ يدفع للبحث ومزيد منه هو ترجمة الأبحاث والابداعات إلى واقع ملموس، وقد نقنا متعة أن يترجم البحث إلى قانون أو استراتيجية. فقد أنجزنا أطروحة لنيل دكتوراه الدولة في موضوع نقل وزرع الأعضاء. وبمجرد مناقشتها وما لقيته من تغطية إعلامية، اتصل بنا مسؤولو هيئة الأطباء من أجل تكثيف الجهود لإصدار نص قانوني في الموضوع فتوالى اللقاءات والندوات مع الحكومة وهيئة الأطباء والبرلمانيين، وتشرفنا بإخراج الموضوع من الصمت المطبق الذي كان يحاط به، وافتتح حوار اجتماعي حاولنا من خلاله الوصول إلى وفاق مجتمعي حول الموضوع... وتوجت هذه الجهود بصور قانون ينظم الميدان في شتنبر 1999. وحاليا وبعد إنجازنا لبحث في موضوع "الأطفال المهمشون : قضاياهم وحقوقهم" بتعاون مع الإيسيسكو، وبعد توزيع المؤلف على الحكومات، اتصلت بنا القطاعات المختصة في أفق الوصول إلى برنامج وطني يتصدى لظاهرة "أطفال الشوارع" التي باتت تكاد لا تخلو منها دولة إسلامية...

## دور الآليات القانونية في التقريب بين متطلبات الإنتاج وتوجهات البحث العلمي

رجاء ناجي\*

من المؤكد أن اقتصر الدراسات والأبحاث الجامعية على الجوانب النظرية البحتة يبعدها عن الواقع ويحد من نفعيتها ومقدار خدماتها. وبالتأكيد فالتحام الجامعة في محيطها أضحى السبيل الناجع لتفعيل دورها وبالتالي لتحقيق التنمية المنشودة.

وفي هذا السياق، لا يُعفى أي تخصص من واجب الالتحام مع الواقع الاجتماعي والاقتصادي والسياسي. وإذا حصرنا الحديث في الجانب القانوني، تبين لنا منذ البدء أنه يُعول كثيرا على الدراسات والأبحاث القانونية لتقريب النصوص من الواقع. وهي بقدر ما تقترب من الواقع بقدر ما تزداد قابليتها للتطبيق.

فالدراسات والأبحاث الجامعية تعتبر الميدان المثالي للتعرف على خصوصيات وجزئيات الحياة اليومية، وكيفية استقبال النصوص من طرف الأجهزة المكلفة بتطبيقها (القضاء، السلطات الإدارية، القطاع الخاص...) ومن المواطن. وبالتالي فهي المؤهلة أكثر لتصور نصوص قانونية منسجمة مع هذا الواقع.

**أولا : علاقة الجامعات الإسلامية بمحيطها : بيان حالة :**

قبل التعرف على كيفية الاندماج ووسائله، لابد من إجراء بيان حالة للتعرف على كنه العلاقة التي تجمع بين الدراسات القانونية ومحيطها ومقدار انعكاس ذلك على مخططات التنمية، مكتفين بالمؤشرات التالية :

(\* ) أستاذة بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بجامعة محمد الخامس - أكادال - الرباط .

التوظيف الجماعي للتسنييد، الشخصية المعنوية، وتمكينه من إجراء عمليات متعددة، وحتى إذا أصر المشرع على تقييده، فليكن تقييدا زمنيا، كأن يكون محدا لمدة خمس أو سبع سنوات مثلا، لضمان الاستمرارية والاستقرار المطلوبين في عالم الأعمال، وأيضا بالحد من السلطة المطلقة الممنوحة للمؤسسة المبادرة ومؤسسة التدبير والإيداع. أو ثانيا: من حيث الشكل بإعادة ترتيب مكوناته التي جاءت بعيدة عن التسلسل المنطقي الممنهج للعملية ككل، ولسوء الترجمة من اللغة الأجنبية إلى اللغة العربية، مما جعل مضمونه في الغالب مفككا وبالتالي غامضا.

وعلى كل، ونحن نأمل بإعادة النظر في قانون التسنييد شكلا ومضمونا، نعرف أن ذلك رهين بوجود رغبة أكيدة في إنجاح تقنية التسنييد وجعلها دافعا من دوافع التنمية الاقتصادية.

ومراقبة، لا يمكنها ممارسة عمليات التسديد، حتى ولو توفرت لها كل المقومات البشرية والمادية.

2 - حصر عمليات التسديد في قطاع السكن يقلص من استخدام التقنية بالنظر إلى عدد المؤسسات التي تمويل هذا القطاع، علما بأن بنك القرض العقاري والسياحي هو المستفيد الأكبر من هذا القانون ومن هذه التقنية ومن انشاء سوق رهني في المغرب بصفة عامة، لأن التنازل عن الديون بالنسبة له، يعد شكلا جديدا لإعادة التمويل<sup>(111)</sup> وبالتالي يجب تمديد عمليات التسديد لأنواع أخرى من الديون بل وفي قطاع السكن بالنسبة لديون من وضعيات مختلفة، لأن ذلك سيسمح حتى بتسديد الديون العقارية المشكوك فيها أو المتنازع عليها.

3 - اختيار القانون لطريقة تأسيس صندوق توظيف جماعي للتسديد لكل عملية تسديد مسألة غير عملية ومكلفة جدا من الناحية المادية والزمنية.

4 - حرمان صندوق التوظيف الجماعي للتسديد من الشخصية المعنوية، مسألة ستثير مشاكل قانونية، سواء على مستوى التعامل العادي أو في حالة حدوث نزاع. فمثلا اذا أراد متعامل مقاضاة هذا الصندوق لسبب من الأسباب فضد من سيرفع دعواه؟ خاصة وأن أحكام الملكية على الشياخ لا تسرى على الصندوق.

5 - نقل قانون التسديد عن نظيره الفرنسي، رغم اختلاف المعطيات الفكرية والمالية والاقتصادية عموما بين البلدين، جعله بعيدا عن الواقع المغربي الحقيقي، وليس واقع الأقلية التي تعمل في مجال المال والأعمال في هذا البلد.

ونقول أخيرا، إنه اذا كانت البداية دائما صعبة بالنسبة لأي شيء جديد فإنه لا بد للعمل بهذه التقنية وضمن استمرارها، من إعادة النظر في صياغة قانون التسديد سواء أولا: من حيث المضمون بتمديد التسديد إلى مختلف أنواع الديون، ومنح صندوق

(111) راجع: H.F م.س ص 20.

حصص وسندات قرض عند الاقتضاء ودفعة واحدة. ولعل اللجوء إلى هذه التقنية كان بدافع تجاوز الصعوبات القانونية التي تحول دون استخدامها لو خضعت للقواعد القانونية العامة. ذلك أن آليات التنازل عن الديون قبل أجل استحقاقها في قانون الالتزامات والعقود، تتطلب إجراءات متشعبة نوعا ما، تتمثل في خضوع التصرف لإجراءات بدونها لا يمكن الاحتجاج به، وأهمها ضرورة تبليغ المدين به تبليغا رسميا أو قبوله له في محضر ثابت التاريخ<sup>(108)</sup>. هذا من جهة، ومن جهة أخرى فإن اللجوء إلى تقنية الحلول (أي حلول من سيدفع الدين محل المدين الأصلي) لن تستوعب كل عمليات التسييد لاسيما في حالة تحويل ديون تكون قيمتها السوقية مختلفة نسبيا عن قيمتها الاسمية<sup>(109)</sup>. ولهذه الأسباب وغيرها، حاول قانون التسييد في المغرب، وعلى غرار التشريعات الأجنبية، تدليل تلك الصعوبات القانونية محاولا، لانقول تبسيط قواعد تحويل الديون العادية، وإنما تجاوزها، هي وما يتبعها من إجراءات تسجيل الرهون عليها، رغبة منه في إحداث ملامحة بين النصوص القانونية وواقع عملية التسييد<sup>(110)</sup> وأيضا في تمكين المتعاملين من الية جديدة تساعد على سرعة تداول الأموال وإمداد الدورة الاقتصادية بها باستمرار.

الإ أنه إذا كانت لتقنية التسييد في المجرّد آثار ايجابية على مجال الأعمال، لأنها تمكن مؤسسات الائتمان من التخلص من مشكل عدم تطابق الأجل بين الموارد والاستخدامات وتزيد من قدرتها على التمويل، فإنها ورغم محاولة القانون تأطيرها، تقف في وجهها صعوبات هائلة يمكن حصرها في الآتي:

1 - تعد عملية اقتناء الديون قبل حلول أجلها، عملية ائتمانية، تدخل ضمن اختصاص مؤسسات الائتمان وبالتالي لا يمكن أن تتم إلا بواسطتها، وهذا يعني أن المؤسسات غير الخاضعة لقانون 6 يوليوز 1993 المتعلق بمؤسسة الائتمان نشاطا

(108) انظر: قانون الإلتزامات والعقود المغربي المادة 195 والمادة 213 .

(109) راجع : C.I.H م.س ص 5

(110) راجع: Berrada م.س ص 132

طرق التنفيذ فيما يتعلق ببيع الرهن التي كانت تستفيد منها المؤسسة المبادرة قبل تفويت الدين المذكور»<sup>(104)</sup>.

والملاحظ أن تحويل الحق في تحصيل الديون لمؤسسة ائتمان معتمدة أو غيرها، مسألة ممكنة إذا كان العقد المنظم للدين يسمح بذلك. واختيار هذا الحل يأتي عندما تلاحظ مؤسسة التدبير والايدياع تدهورا في الوضعية المالية للمؤسسة المتنازلة بشكل يثير القلق، أو عندما يتبين لها أن المؤسسة المتنازلة تعوزها الكفاءة الضرورية للقيام بالعملية بالشكل الصحيح<sup>(105)</sup>.

ب - الطرف المستفيد من تحصيل الديون الرهنية: إن سداد أي مبلغ يمس أحد الديون الرهنية المتنازل عنها، ومهما كان الطرف الذي قام بالتحصيل، أي سواء كانت المؤسسة المبادرة أو أي طرف آخر، ومهما كان المسدد، أي سواء كان هو المدين نفسه أو طرف آخر بذلك، فإنه «يتم تحصيله لفائدة صندوق التوظيف الجماعي للتسديد المستفيد من التفويت، ويمكن لمؤسسة التدبير والايدياع في أي وقت المطالبة بهذا المبلغ لفائدة الصندوق المذكور»<sup>(106)</sup>.

والملاحظ أن لاستمرارية المؤسسة المتنازلة في تحصيل الديون مزايا، أهمها أنها تحقق لها مصلحة تتمثل في الاحتفاظ بعلاقاتها مع الزبناء، وتحقيق للمدينين مصلحة بقائهم خارج إطار عملية التنازل وتعقيدها، مادامت المؤسسة التي يتعاملون معها لم تتغير.

### تقدير تقنية تسديد الديون الرهنية:

جعل قانون تسديد الديون الرهنية، كل عملية خاضعة له، تدور حول صندوق توظيف جماعي للتسديد<sup>(107)</sup> هدفه الوحيد هو اقتناء الديون وتمويل اقتنائها بإصدار

(104) انظر: قانون التسديد المادة 39 .

(105) راجع: C.I.H م.س ص 7

(106) انظر: قانون التسديد المادة 41

(107) ورد هذا الصندوق في قانون التسديد المغربي طبقا للنموذج الفرنسي للصندوق الجماعي للديون.

راجع: C.I.H م.س ص 5

أ - الطرف المكلف بتحصيل الديون الرهنية: يستتج من مضمون المادة 38 من قانون التسييد، أن هناك قاعدة واستثناء عليها:

القاعدة: هي قيام المؤسسة المبادرة بتحصيل الديون التي تنازلت عنها للصندوق، وذلك لصالحه من جهة، وتحت رقابة مؤسسة التدبير والايدياع من جهة أخرى. وبطبيعة الحال، فإن تحصيلها للديون تتبعه كل العمليات المرتبطة به مثل «العمل بالعقود الرهنية أو الضمانات التابعة الأخرى ورفع اليد عنها وتنفيذها»<sup>(100)</sup> وذلك طبقا للشروط المتفق عليها في «اتفاقية التحصيل المبرمة بين المؤسستين»<sup>(101)</sup>.

الاستثناء: وهو قيام مؤسسة التدبير والايدياع بكل العمليات السابقة الذكر، اذا لم تستطع المؤسسة المبادرة الاستمرار في القيام بها، ومهما كان السبب. ولقد أجاز قانون التسييد لمؤسسة التدبير والايدياع أن تمارس عمليات التحصيل بنفسها أو تفوض مؤسسة ائتمان معتمدة أو صندوق الايدياع والتدبير لممارستها بناء على اتفاقية معينة<sup>(102)</sup>. كما أوجب عليها القانون في الحالة التي يتعذر فيها على المؤسسة المبادرة الاستمرار في تحصيل الديون المتنازل عنها، أن تخبر المدين الذي تنازلت المؤسسة المبادرة عن دينه، هو أو الطرف المكلف بأداء الدين، بالتغيير الذي حصل في الجهة التي ستتولى مهمة التحصيل، وذلك برسالة مضمونة. وهنا على المدين أو الطرف المكلف بأداء الدين، وبعد مرور 30 يوما من تاريخ تسلم الرسالة المضمونة «أداء المستحقات التي حل أجلها إلى المؤسسة المكلفة بتحصيل الدين»<sup>(103)</sup>. واذا واجهت أية مؤسسة مكلفة بتحصيل الديون طبقا لمقتضيات قانون التسييد، حالة عجز أحد المدينين عن الوفاء بدين من الديون الرهنية، فإنها تستفيد من «نفس الحقوق ونفس

(100) انظر قانون التسييد المادة 38 الفقرة 1

(101) انظر قانون التسييد المادة 38 الفقرة 2

(102) انظر قانون التسييد المادة 38 الفقرة 2

(103) انظر: قانون التسييد المادة 40 الفقرة 2

أ - الأثر الأول : يتمثل في خروج الديون المتنازل عنها من ذمة مؤسسة الائتمان المبادرة وسقوط تلك الديون نهائيا من أصوله<sup>(95)</sup> وتنتج عن هذا الأثر، آثار فرعية نوجزها في الآتي<sup>(96)</sup> :

1 - سريان التفويت قبل الأطراف .

2 - الاعتداد بالتفويت تجاه الدائن والغير وأصحاب الحقوق .

ويتم ذلك كله ابتداء من التايخ الوارد في "المستند" الذي تضعه مؤسسة التدبير والاياداع .

3 - حلول المتنازل له محل المتنازل، اي حلول الصندوق الذي تم التفويت لصالحه، وبقوة القانون، محل المؤسسة المبادرة المتنازلة، ابتداء من تاريخ "المستند" و«دونما حاجة إلى موافقة اي طرف آخر»<sup>(97)</sup> .

ب - الأثر الثاني: يتمثل في انتقال الرهون التي تضمن الديون المتنازل عنها للصندوق المذكور، وأيضا «جميع الحقوق التابعة الأخرى المتصلة بالديون المذكورة، مثل الضمانات والرهن الحيازية والكفالات والاستفادة من جميع عقود التأمين المكتتبة في إطار القروض الرهنية»<sup>(98)</sup> .

والملاحظ أن قانون التسديد، استثنى من الآثار المترتبة على تفويت الديون الرهنية، مسألة واحدة هي أن التفويت «لايشمل ضمان ملاءة المدينين إلا اذا كان المدين، في التاريخ الذي يحمله المستند، قد فقد ملاءته»<sup>(99)</sup> .

#### 4 - تحصيل الديون الرهنية :

يتطلب الحديث هنا معرفة الطرف المكلف بالتحصيل والطرف المستفيد من التحصيل .

(95) انظر: قانون التسديد المادة 31 الفقرة 1

(96) انظر: قانون التسديد المادة 31 الفقرة 1 و 2

(97) انظر: قانون التسديد المادة 31 الفقرة 2

(98) انظر قانون التسديد المادة 32

(99) انظر قانون التسديد المادة 33

1) من حيث الشكل : يجب أن يحمل "المستند" توقيع المؤسسة المبادرة، ويعد أن تتسلمه مؤسسة التدبير والايدياع، تؤرخه وتوقعه أيضا ولكن بالعطف<sup>(91)</sup>.

2) من حيث المضمون : أوردت المادة 22 من قانون التسييد حدا أدنى من البيانات التي لا بد من توفرها في "المستند" المذكور بشكل الزامي<sup>(92)</sup>.

د - بالنسبة لبقية الاجراءات: يمكن تقسيم الاجراءات الأخرى المطلوبة للتنازل عن الديون الرهنية في عملية التسييد إلى نوعين: الأول يخص اتفاقية التنازل التي تضاف إلى المستند، والثاني يخص القيد الاحتياطي على الرسوم العقارية.

- النوع الأول : حسب المادة 23 من قانون التسييد، تضاف "اتفاقية تفويت" إلى "المستند" الأول شرط تطابق بنودهما، وجاءت المادة بنماذج لما يمكن أن تتضمنه "الاتفاقية"، وتمثلت في النص على «تسليم الوثائق والسندات الممثلة للديون المفوتة أو المؤسسة لها والمتعلقة بتوابعها من ضمانات وكفالات ورهون حيازية إلى مؤسسة التدبير والايدياع» وأعطت المادة إمكانية النص «على ترتيب دين لفائدة المؤسسة المبادرة على كل أو جزء من علاوة تصفية صندوق التوظيف الجماعي للتسييد في حالة تصفيته»<sup>(93)</sup>.

- النوع الثاني : وهو الخاص بالقيد الاحتياطي على الرسوم العقارية المثقلة بالرهون، لنية المؤسسة المبادرة وعزمها على تفويت كل دين رهني وارد في «المستند» المذكور<sup>(94)</sup>.

### 3 - آثار التنازل عن الديون الرهنية:

عندما تفوت المؤسسة المبادرة الديون الرهنية لصندوق التوظيف الجماعي للتسييد، تترتب عن ذلك، وبقوة القانون، اثار يمكن حصرها في أثرين أساسيين:

(91) انظر قانون التسييد المادة 22.

(92) هذه البيانات لا يتسع لنا هنا مجال طرحها. يرجع فيها إلى المادة 22 من قانون التسييد.

(93) انظر: قانون التسييد المادة 23

(94) نظم قانون التسييد هذا الإجراء في المواد من 24 إلى 30

التنازل في إطار عملية تسديد واحدة<sup>(87)</sup> وثانياً: بأن تحدث صندوق توظيف جماعي للتسديد، لكل عملية تسديد على حدة<sup>(88)</sup> وهذا يعني أنه إذا أرادت المؤسسة المبادرة القيام بعشر عمليات في السنة، فإن عليها أن تؤسس عشر صناديق توظيف جماعية للتسديد، ويعد هذا الموقف من أبرز سلبيات هذا القانون، تصل بنا إلى القول بأن هذا هو العبث بعينه بالنظر إلى كل ما يحيط بإحداث مثل تلك الصناديق من إجراءات وما يتطلبه من وقت وجهد.

## 2 - اجراءات التنازل عن الديون الرهنية:

يمكن تصنيف الاجراءات المطلوبة قانونا للتنازل عن الديون الرهنية من أجل تسديدها كالاتي:

أ - بالنسبة للأطراف في العملية: يتمثل الأطراف في كل من المؤسسة المبادرة، ومؤسسة التدبير والاياداع وصندوق التوظيف الجماعي للتسديد<sup>(89)</sup>.

ب - بالنسبة لكيفية الشروع في العملية: تقوم «المؤسسة المبادرة» بالتنازل عن ديون رهنية لفائدة الصندوق، ويعتبر التفويت تاما بمجرد أن تتلقى مؤسسة التدبير والاياداع «مستند» التفويت<sup>(90)</sup>.

ج - بالنسبة لمستند التفويت: يمكن تصنيف ما يتعلق بهذا "المستند" إلى قواعد خاصة بالشكل وأخرى بالمضمون:

(87) انظر: قانون التسديد المادة 17.

(88) قانون التسديد المادة 16 الفقرة 1.

(89) قانون التسديد المادة 16 الفقرة 2. وهي فقرة تفتقر صياغتها إلى المنطق والتجانس، فهي بعد أن تحسم في قضية إنشاء صندوق لكل عملية، تستطرد بإمكانية المؤسسة المبادرة إلى إنجاز أكثر من عملية، دون توضيح أو تخصيص. علما بأن هذه الأمكانية مفروغ منها أساسا ونتيجة منطقية لهذا القانون ككل..

(90) انظر: قانون التسديد المادة 21.

(90) انظر: قانون التسديد المادة 21.

## II - كيفية التنازل عن الديون الرهنية<sup>(83)</sup>.

يتم التنازل عن الديون الرهنية من «المؤسسة المبادرة» إلى صندوق التوظيف الجماعي للتسديد، بتسليم "مستند" يعد بمثابة عقد إلى مؤسسة التدبير والإيداع<sup>(84)</sup> التي تقوم بتحويل الملكية الكاملة للديون المتنازل عنها والضمانات المرتبطة بها إلى الصندوق. وإذا كان تسديد الديون الرهنية في الدول الغربية يهتم كل أنواعها، فإن الأمر في المغرب يختلف عن ذلك، إذ سيخصص التسديد لديون القطاع العقاري الرهنية فقط، لأنه هو الذي يتوفر على رهون من الرتبة الأولى، إلا أنه ليس هناك ما يمنع من تمديده لديون قطاعات أخرى<sup>(85)</sup> في مرحلة مقبلة. وعموما يتم التنازل عن الديون الرهنية ضمن عدد من الشروط والاجراءات حددها القانون نظرحها كالآتي:

### 1 - شروط التنازل عن الديون الرهنية:

تتور الشروط العامة للتنازل عن الديون الرهنية، المنظمة في قانون التسديد في المواد من 16 إلى 20 حول الآتي :

- أ - طبيعة تلك الديون، والتي يجب أن تكون ديونا رهنية غير مشكوك في تحصيلها عند حلول أجالها وغير متنازع عليها ومضمونة بضمانات من «الرتبة الأولى»<sup>(86)</sup>.
- ب - ما أوجبه القانون عن المؤسسة المبادرة، حيث ألزمها؛ أولا: بالأفتوت الا مجموعة واحدة من الديون الرهنية، اي أن تكون هذه الأخيرة ذات طبيعة واحدة وان يتم

(83) راجع: C.I.H م.س ص 4.

(84) ملاحظة: مبدئيا إن الحديث عن التنازل عن الديون الرهنية، مكانه هو الجزء المخصص للمؤسسة المبادرة كطرف في عملية التسديد باعتبارها هي صاحبة الديون وهي المتنازلة عنها، ولكننا، نظرا للتقاطع الحاصل في هذه العملية بين الأطراف الثلاثة الأساسيين، وأيضا للتعقيد الذي تتصف به العملية ككل، فضلنا تأجيل الحديث عن هذا الجانب إلى القسم الثاني من المقال، حتى يكون القارئ قد أخذ فكرة عن مكونات كل طرف في العملية تمكنه من قراءة هذا الجزء بسهولة ويسر.

(85) انظر: قانون التسديد المادة 21.

(86) ذلك أن الإختيار وقع على طريقة تدريجية لاستخدام تقنية التسديد «ويفسر المسؤولون في وزارة السكنى هذا الإختيار بضرورة التعرف عن تقنية التسديد والتمرن على استخدامها أولا».

انظر: H.F. "Titrisation: les décrets d'application pour bientôt"  
J. l'économiste 21 - 9 - 1999, p. 20

غير أنه وأمام هذه الايجابيات التي يستفيد منها المستثمر الذي يدخل في عملية تسنيديا، هناك سلبيات يمكن حصرها كالآتي<sup>(81)</sup>:

أ - التعقيديات التي تحاصر صندوق التوظيف الجماعي للتسنيدي، والتي تفرض على المستثمرين تخصيص وقت أطول وجهدا أكبر لإستيعاب وتنفيذ الترتيبات اللازمة.

ب - أليات الصندوق في العمل، لاتسمح بمعرفة المبالغ التي تدور عليها العمليات وأجال الوفاء بها بدقة نهائية. فعند إصدار السندات، تتم دراسة مخططات مختلفة للسداد المسبق أي قبل حلول آجال الاستحقاق. الا أن المسار الحقيقي الذي يمكن أن تؤول الديون إليه لا يمكن التكهّن به.

ج - تبقى في الأخير المخاطر المرتبطة بأسعار الفوائد المطبقة على الديون، وتتجلى في أن عملية السداد المسبق للديون قد تؤدي إلى حصول فائض في السيولة لدى المستثمر الذي لايمكن توظيفه، (أي الفائض) وإلزاميا بنفس الشروط التي يتعامل بها صندوق التوظيف الجماعي للتسنيدي.

يستنتج مما تقدم، أننا أمام معادلة، طرفها الأول هو المرودية، وطرفها الثاني هي المخاطر المرتبطة بالحصر وسندات القرض التي يصدرها صندوق التوظيف الجماعي للتسنيدي. ولكي تكون المعادلة في صالح المستثمرين يجب أن يتوافق طرفاها مع شروط السوق. وذلك أن الديون الأصلية قد لا تلبّي شروط السوق بالضرورة. فمثلا، قد تكون أسعار الفائدة التي قدمت بها في تاريخ معين، لم تعد لها أية علاقة بالأسعار الجاري العمل بها وقت التنازل عنها، أو قد تكون قد قدمت بأسعار تفضيلية لأسباب معينة، وبالتالي فإن إعادة التوازن بين شروطها وشروط السوق الآتية، لابد لها من التأثير على مخاطر التدفقات التي وعدّ المستثمرون بها وكذلك أسعار ديونها الأصلية<sup>(82)</sup>.

(81) يطلق على هذه العملية في المجال المالي بالإنجليزية مصطلح: Market makers والمقصود به: «التجار في القيم المنقولة، المكلفون بالإستعلام ويشكل دائم عن أسعار عدد معين من السندات التي هم على استعداد للشراء أو للبيع بها، سواء كانت السندات بحوزتهم أو كانوا سيحصلون عليها من بعد»

راجع: «lexique de gestion» م.س ص 281.

(82) راجع Elafdil مقال 2000 - 4 - 7 ص 46.

### الطرف الرابع : المستثمرون:

المستثمرون هم الأشخاص الذي يكتتبون في الحصص أو في سندات القرض التي يصدرها صندوق التوظيف الجماعي للتسديد. وتتمثل المرودية المتوقعة لهم من العملية في السيولة المرتقب تحصيلها عند الوفاء بالديون المتنازل عنها. فإذا جاءت تسويات تلك الديون بتدفقات مالية كافية بالنظر إلى المخاطر التي كانت تحيط بها، فإن التوظيف الذي قام به المستثمرون تكون له جدوى مالية مهمة<sup>(78)</sup>، فضلا عن أن المستثمر عندما يدخل في عملية تسنيدها، يحقق لنفسه استفادة ذات أوجه متنوعة أهمها<sup>(79)</sup>:

أ - تجاوز القيود المفروضة على المستثمر فيما يخص التوظيف في السندات، كما لو كان «شركة استثمار ذات رأس مال قابل للتغيير SICAV» مثلا، حيث، يستطيع بواسطة تقنية التسديد من التوظيف في سندات جيدة، لأن الديون التي يصدر صندوق التسديد السندات في مقابلها تخضع لعملية «التقدير والتأشير La notation» وكلما كان التقدير ممتازا كلما كانت السندات جيدة.

ب - الاستفادة من الهامش الربحي الذي يقترحه الصندوق والذي يكون في الغالب أعلى من الهامش المقترح من طرف مؤسسات أخرى على سندات حاصلة على نفس التقدير.

ج - الاستفادة من سهولة تسييل السندات، نظرا للالتزام الذي يتحمل بها القائمون على عملية التسديد، والذي يدور حول متابعة أسعار السندات وإخبار المستثمرين به بشكل مستمر، سواء السندات التي يريدون شراؤها أو التي يريدون بيعها<sup>(80)</sup>.

(78) انظر قانون التسديد المادة 18 الفقرة 2.

(79) راجع : C.I.H م.س ص 3 و 4.

(80) راجع: Elafdil مقال 2000 - 4 - 7 ص 46.

وبصفة عامة، فإن أفضل حماية لحاملي الحصص وسندات القرض، هي قبل كل شيء الجودة التي يجب أن تتوفر في نوعية الديون المقتناة من طرف الصندوق وقوة الضمانات التي تؤمنه<sup>(73)</sup>.

2- الحماية من مخاطر سوء التسيير والتدبير: تتمثل الحماية القانونية في هذه الحالة في التدابير الآتية :

أ - منع الصندوق من الاقتراض : منع القانون صندوق التوظيف الجماعي للتسديد من الاقتراض بعد أن يقوم بإصدار سندات مهمة كان نوعها<sup>(74)</sup> وهذا يعني أنه لا يمكنه تغطية الديون الرهنية التي يقتنيها إلا من مردودية السندات التي يصدرها أو بتوظيف مردودية ديون سبق اقتنائها.

ب - منع الصندوق من التنازل عن الديون المقتناة أو رهنها: إذا كان القانون قد منع على الصندوق رهن الديون المقتناة رهنا حيازيا منعا مطلقا<sup>(75)</sup> فإنه فيما يخص التنازل عنها أتى بقاعدة واستثناء عليها:

القاعدة : يمنع على الصندوق تفويت الديون الرهنية المقتناة<sup>(76)</sup>.

الاستثناء : يمكن للصندوق التنازل عن كل الديون الرهنية المقتناة دفعة واحدة، إذا سمح له نظام تسييره بذلك، ولكن على أساس أن تكون الديون التي مازالت مسجلة في أصوله تقل عن 10% من المبلغ الأصلي للحصص المصدرة، وذلك طبقا لما هو وارد في قانون التسديد<sup>(77)</sup>.

(73) انظر: قانون التسديد المادة 20 الفقرة 1.

(74) راجع: C.I.H م.س ص 8.

(75) انظر: المادة 49 الفقرة 2.

(76) انظر قانون التسديد المادة 18 الفقرة 3.

(77) انظر قانون التسديد المادة 18 الفقرة 1.

5- استرداد الحصر أو استرجاع مبالغ سندات القرض: منع القانون الحاملين لحصر الصندوق وسندات القرض التي يصدرها، من مطالبته باستردادها أو استرجاع مبالغها منه<sup>(68)</sup>. ولعل ذلك راجع إلى رغبته في ضمان الاستقرار لمختلف عناصر العملية حتى تنتهي بالطريقة التي رسمها لها.

### ثالثا : حماية حاملي السندات :

يجد نظام الحماية الذي يتمتع به كل حامل للسندات التي يصدرها صندوق التوظيف الجماعي للتسديد مبرره في عدم توفر الصندوق على الشخصية المعنوية. فهذه الوضعية التي اختارها القانون المغربي للتسديد دون مبرر ظاهر، تحرم الحاملين من معامل له كيان قانوني معين متعارف عليه، قادر على حمايتهم من مخاطر عجز المدينين عن الأداء عند حلول أجل الاستحقاق أو من مخاطر سوء التسيير والتدبير<sup>(69)</sup>.

1- الحماية من مخاطر عجز المدينين عن الأداء : وضع المشرع آليات متنوعة لحماية حاملي الحصر من هذا النوع من المخاطر، يمكن حصرها كالآتي:

أ- الحصول على ضمان خارجي مقدم من طرف مؤسسة ائتمان أو شركة تأمين<sup>(70)</sup>. ويتمثل هذا الضمان أصلا في كل الشروط المصاحبة لأي عملية تسديد وهدفها هو حماية المكتتبين ضد هذا النوع من المخاطر مهما كان السبب فيها.

ب- إصدار حصر وسندات قرض خاصة تتحمل بالأولوية هذا النوع من المخاطر، علما بأن القانون منع على «الهيئات المكلفة بالتوظيف الجماعي للقيم المنقولة»<sup>(71)</sup> من الاكتتاب في هذا الصنف من الحصر وسندات القرض.

ج- تقنية زيادة الضمانة<sup>(72)</sup>، أي تنازل الصندوق عن مبالغ الديون الزائدة على مبالغ الحصر وسندات القرض التي أصدرها.

(68) انظر قانون التسديد المادة 14 الفقرة 1.

(69) انظر قانون التسديد المادة 15.

(70) راجع: C.I.H م.س ص 8.

(71) انظر: قانون التسديد المادة 20 الفقرة 3.

(72) انظر: قانون التسديد المادة 20 الفقرة 2.

3- شكليات الاككتاب : يتم الاككتاب بناء على اتفاقية «يعد ابرامها بمثابة قبول لنظام تسيير الصندوق»<sup>(62)</sup>. ويخضع الاككتاب لتدابير نظام التسيير واتفاقية الاككتاب. ويمكن لهذا الأخير أن يأتي إما «في شكل اسمي أو شامل أو انفرادي»<sup>(63)</sup>، شرط أن يتم قيد السندات في حساب مفتوح لدى شركة التدبير والايدياع، مع قابلية السندات المقيدة للتحويل من حساب إلى آخر. كما تخضع كل عملية متعلقة بها لما ينص عليه نظام التسيير من اجراءات<sup>(65)</sup>.

4- أنواع الحصص: يحق لصندوق التوظيف الجماعي للتسنيدي، إصدار حصص متنوعة الفئات سواء أصلية أو فرعية. وإذا كانت الحصص بمختلف فئاتها تمثل «حقوقا مختلفة على مجموع أو بعض أصول الصندوق وفق الشروط المنصوص عليها في نظام تسيير الصندوق المذكور»<sup>(65)</sup>، فإن هذا التمثيل لا يكون إلا عند «الاقضاء»، حسب ما ورد في المادة 12 من قانون التسنيدي، التي لم تعط ولو نموذجا واحدا لحالات الاقضاء هاته يمكن أن يقاس عليه. مما جعل محتواها غامضا ومحلا لتأويلات وتساؤلات متعددة أهمها: أن حالات الاقضاء اذا لم تتوفر إحداها فهل لن تمثل الحصص حقوقا لأصحابها؟.

والملاحظ أن قانون التسنيدي، اذا كان قد ترك مسألة تصنيف الحصص وسندات القرض إلى فئات أصلية وفئات فرعية لنظام التسيير، فإنه نص على أن جميع الفئات مهما كان نوعها تكون «متساوية في الحقوق»<sup>(66)</sup>، كما أتاح إمكانية تخصيص بعض الفئات سواء الأصلية أو الفرعية « لتحمل عجز المدينين المحتمل»<sup>(67)</sup>.

(62) انظر قانون التسنيدي المادة 8.

(63) انظر قانون التسنيدي المادة 10.

(64) انظر قانون التسنيدي المادة 11 الفقرة 1.

(65) انظر قانون التسنيدي المادة 11 الفقرة 2 و 3.

(66) انظر قانون التسنيدي المادة 12.

(67) انظر قانون التسنيدي المادة 14 الفقرة الأخيرة.

التي تخضع للخصم وليس النوع الأول. بينما ترك كل ما يتعلق بها من فئات وحقوق ومربودية وأولية لنظام التسيير<sup>(56)</sup>، أي لإدارة كل من المؤسسة المبادرة ومؤسسة التدبير والاياداع.

2- الإكتتاب في السندات : بما أن السندات التي يصدرها صندوق التوظيف الجماعي للتسيير سواء كانت حصصا أو سندات قرض، تعتبر في حكم القيم المنقولة، فإنها تكون اسمية أو لحاملها. كما أنها تكون قابلة للتداول بكل حرية. إلا أنه وبخلاف صناديق التوظيف الجماعية في القيم المنقولة العادية، لا يمكن لصندوق التسيير إعادة شراء الحصص التي أصدرها وبيعها من طرفه ولنفسه<sup>(57)</sup>. كما أنه إذا كان المبدأ هو حرية الإكتتاب في الحصص التي يصدرها الصندوق واقتناؤها، فإن القانون وضع قاعدة لمن لهم الحق في هذا الإكتتاب والاقتناء، أردفه باستثناء عليها:

القاعدة : حدد القانون الهيئات التي لها حق الإكتتاب في حصص الصندوق واقتنائها<sup>(58)</sup>، واشترط عليها الالتزام «بالأحكام التشريعية والتنظيمية أو النظامية وكذلك قواعد الحيطة في شأن التوظيف الجارية عليها»<sup>(59)</sup>.

الاستثناء : ترك تحديد الهيئات التي لها حق الإكتتاب في حصص الصندوق واقتنائها الواردة في المادة 7 من قانون التسيير، منفذا أمام مؤسسات أخرى للإكتتاب في الحصص المذكورة وضمن نفس الشروط، على أساس أنه سترد بها «قائمة تحدد بنص تنظيمي»<sup>(60)</sup>. كما سمح القانون لكل من المؤسسة المبادرة ومؤسسة التدبير والإيداع، باقتناء حصص وسندات قرض صندوق التوظيف الجماعي للتسيير المؤسس من طرفهما، ولكن شرط أن يكون ذلك واردا في نظام تسيير الصندوق، والا فإنه لا يحق لهما ذلك<sup>(61)</sup>.

(56) انظر قانون التسيير المادة 13 الفقرة 2.

(57) انظر قانون التسيير المادة 13 الفقرة 3.

(58) انظر قانون التسيير المادة 13 الفقرة 3.

(59) انظر قانون التسيير المادة 7 الفقرة 1 إلى 7.

(60) انظر قانون التسيير المادة 7 الفقرة 1.

(61) انظر قانون التسيير المادة 7 الفقرة الأخيرة.

ولعل تأكيد القانون على هذه الضمانات ودعمها، راجع إلى رغبته في تأمين ما يصدره الصندوق من حصص وسندات قرض بشكل قوي يشجع المستثمرين على شرائها، لأن المستثمرين لا يقبلون على التعامل أصلا إلا فيما هو مضمون.

### ثانيا : إصدار السندات :

يصدر صندوق التوظيف الجماعي للتسنيـد حصصا وسندات قرض تمثل الديون الوارد بيانها في أصوله. واعتبر قانون التسنيـد تلك الحصص والسندات في حكم القيم المنقولة كما هو محدد في ظهير 21 شتنبر 1993 المتعلق ببورصة القيم. ووضع لها قواعد أخرى تنظم ما يتعلق بها ويحاملها.

1 - تحديد السبب في إصدار الحصص وسندات القرض: بما أن القانون جعل الغرض من تأسيس صندوق التوظيف الجماعي للتسنيـد، هو اقتناء ديون رهينة من مؤسسة مبادرة ما، فإن ذلك يفرض عليه تسديد ثمن الاقتناء، وللحصول على هذا الأخير، فإنه يقوم بإصدار حصص يبيعها للمستثمرين، ويسدد من مدخول البيع ثمن اقتناء الديون. وإذا لم تف حصيلة بيع الحصص للوفاء بثمن الاقتناء، فإن الصندوق يصدر سندات قرض «معتمدة على تلك الديون»<sup>(53)</sup>، علما بأن الحصص التي يصدرها الصندوق يمكن أن تكون من فئات متنوعة أو من فئة واحدة<sup>(54)</sup>.

إلى جانب الحصص أعطى القانون للصندوق إمكانية إصدار سندات قرض، وهذا يعني أنه غير ملزم بإصدارها. إلا أن النص لم يبين الحالات التي يكون الصندوق فيها مضطرا إلى إصدار تلك السندات ولو على سبيل المثال، وإن كان قد بين شكلية إصدارها، إذ جعله يتم «بواسطة قسيمات أو بدونها»<sup>(55)</sup> كما قرر إخضاعها - أي السندات - لعملية الخصم. والملاحظ أن القانون في هذه النقطة بالذات، خلط بين هذه السندات كقيم منقولة وبين الأوراق التجارية، لأن المتعارف عليه أن هذه الأخيرة هي

(53) انظر: قانون التسنيـد المادة 20.

(54) انظر: قانون التسنيـد المادة 2.

(55) راجع: C.I.H م.س.8.

سيولة «في انتظار توزيعها او دفعها إلى حامل الحصص وسندات القرض»<sup>(48)</sup>. وذلك حسب ما يسمح به نظام التسيير وطبقا لشروطه. ولقد حدد القانون الإطار العام لتلك الشروط وجعله يدور حول نقطتين أساسيتين هما:

- أ - أن تكون الديون المقتناة بهذا الشكل مماثلة للديون التي تملكها الصندوق في البداية «من حيث طبيعتها ومردوديتها والضمانات التي تشتمل عليها»<sup>(49)</sup>.
- ب - أن يخضع اقتناء الصندوق لتلك الديون وكل الحقوق المرتبطة بها لأحكام هذا القانون<sup>(50)</sup>.

### 3- ضمانات الاقتناء:

المبدأ: يجب على الصندوق أن يؤمن نفسه ضد المخاطر المرتبطة بالديون التي سبققتها، لاسيما احتمال عجز المدينين بها عن السداد أو تأخرهم فيه<sup>(51)</sup>.

الوسائل: ذكر قانون التسيير بعض وسائل التأمين ضد المخاطر على سبيل المثال لا الحصر، نوجزها في الآتي<sup>(52)</sup>:

#### أ - تقنية زيادة الضمانة.

ب - إصدار حصص وسندات قرض خاصة، أي الغرض منها مواجهة أي عجز في الأداء. والملاحظ أن القانون منع هيآت التوظيف الجماعي للقيم المنقولة (O.P.C.V.M) من الاكتتاب في الحصص وسندات القرض المصدرة في هذه الحالة.

#### ج - الضمانات والكفالات والتأمين.

د - كل وسيلة واردة في نظام التسيير تهدف إلى تأمين أصول الصندوق.

(48) انظر: قانون التسيير المادة 19 الفقرة 1.

(49) انظر: قانون التسيير المادة 19 الفقرة 1.

(50) انظر: قانون التسيير المادة 19 الفقرة 2.

(51) انظر: قانون التسيير المادة 19 الفقرة 2.

(52) راجع أشكال وتفصيل هذه الضمانات عند: Berrada م.س.ص. 133 - 134 - 135.

ويستخلص من هذا التعداد أن الأمر يدور على الديون والسندات التي تمثلها. وقد نظم قانون التسنيدي من جهة، طبيعة الديون التي يمكن للصندوق اقتناؤها وشروط الاقتناء وضمائنها. ومن جهة أخرى، طريقة إصدار السندات وحيازاتها وتوظيفها وتداولها وحماية حاملها.

### أولاً : اقتناء الديون:

وضع القانون سلسلة من الشروط لابد للصندوق من مراعاتها في الديون التي سيقتنيها. ويمكن حصرها كالآتي :

1 - من حيث طبيعة الديون : يجب على الا يقتني غير ديون رهينة خاصة بالقطاع العقاري<sup>(46)</sup>، والا تكون الديون محل نزاع أو مشكوك في تحصيلها عند حلول أجلها، وأن تكون الرهون التي تضمنها من «الرتبة الأولى»<sup>(47)</sup>.

2 - اقتناء ديون أخرى بعد إصدار السندات المقابلة للديون المقتناة في البداية:

القاعدة : يمنع على الصندوق اقتناء ديون بعد أن يكون قد أصدر حصصاً أو سندات قرض في مقابل ديون أولى.

الاستثناء : يمكن للصندوق اقتناء ديون بعد أن يكون قد أصدر حصصاً أو سندات قرض في مقابل ديون أولى إذا كانت الديون الجديدة التي سيمتلکها ديونا رهينة بطبيعة الحال، وتكون العملية بهدف التوظيف المؤقت لما يوجد تحت يده من

(46) ذلك أنه إذا كانت الفقرة الأولى من المادة الثانية من قانون التسنيدي، قد جاءت عامة، حيث نصت على أن عملية التسنيدي تهم الديون الرهنية دون تخصيص، فإن نفس المادة في الفقرة الثانية، عندما تحدثت عن أصول صندوق التوظيف الجماعي للتسنيدي وفصلت محتوى الأصول في الفقرة الثالثة، حصرت عمليات التسنيدي في الديون الرهنية الخاصة بالقطاع العقاري، وذلك بهدف دعم سياسة الدولة في هذا القطاع وعلى أساس أن عملية التسنيدي ستشجع مؤسسات الائتمان على الرفع من تمويلها له.

انظر : قانون قانون التسنيدي المادة 2 وراجع: Berrada م.س.ص 135.

وراجع : C.I.H م.س.ص 4.

(47) انظر: قانون التسنيدي المادة 17 الفقرة 1 و 2 .

بعد أن أكد القانون على مبدأ الاستقلالية، نظم أغلب الجوانب المتعلقة بتسيير صندوق التوظيف الجماعي للتسديد، سواء ما يخص المسيرين في مؤسسة التدبير والإيداع أو المؤسسة المبادرة، أو الحلول في حالة عدم التزام مؤسسة التدبير والإيداع بالتزاماتها تجاه الصندوق، أو في حالة عزلها أو توقفها عن مزاولة أعمالها وما يترتب عن ذلك، أو تغييرها، أو ما يخص موقف حاملي الحصص أو سندات القرض من توزيع أصول الصندوق فيما بينهم أو مدى التزامهم بديونه، وأيضا ما يتعلق بموقف الصندوق من ديون المؤسسة المبادرة ومؤسسة التدبير والإيداع إلى غير ذلك من الأمور الضرورية لضمان حسن سير العمل بالصندوق وحمايته وحماية المتعاملين معه<sup>(42)</sup>. كما نظم القانون التزامات الصندوق، خاصة ما يتعلق بالمعلومات التي يجب أن تبلغ لبنك المغرب أو للمكتتبين ومن المسؤول عن صحتها، والتقارير المالية السنوية التي تقدم لحاملي الحصص أو سندات القرض، والاجراءات التي تخضع لها وكيفية توزيعها<sup>(43)</sup>.

علاوة على ذلك، وضع القانون الخطوط العريضة للجانب المحاسبي في حياة الصندوق وترك تفاصيله لنظام تسييره و«للإدارة المنصوص عليها في نص تنظيمي باقتراح من المجلس الوطني للمحاسبة»<sup>(44)</sup>. أما الرقابة على تسيير الصندوق فيمارسها مراقبو الحسابات طبقا للشروط الواردة في نفس القانون<sup>(45)</sup>.

### 3 - مهام صندوق التوظيف الجماعي للتسديد:

يمارس الصندوق ثلاث مهام رئيسية ضمن شروط معينة وهي: اقتناء الديون الرهنية التي تتنازل له عنها المؤسسات المبادرة وإصدار سندات في مقابل تلك الديون، وهذا يعني أن هذه الأخيرة لا يتم تبادلها وإنما يقع إصدار سندات في مقابلها. وأخيرا بيع السندات التي يصدرها للمستثمرين.

(42) انظر: قانون التسديد المواد من 50 إلى 63

(34) انظر: قانون التسديد المواد من 64 إلى 69

(44) انظر: قانون التسديد المواد 70 و 71

(45) انظر: قانون التسديد المواد من 72 إلى 75

أصول الصندوق تضم كلا من الديون الرهنية<sup>(36)</sup> وزيادة الضمانة والسيولة<sup>(37)</sup> وناتج بيع رهون الخاصة بالديون، وناتج «تعويضات التأمين ومبلغ الكفالات وغرامات التأخير» وأيضا كل ناتج آخر مرصود لصندوق التوظيف الجماعي للتسنيـد في نطاق الغرض الذي أسس من أجله.

ب- الجانب الإداري : حمل القانون مؤسسة التدبير والإيداع، مهمة تسيير الصندوق، واشترط لها الاستقلالية عن المؤسسة المبادرة. ونظرا لضرورة اشتراك المؤسستين في إنشاء الصندوق، مما يفرض وجودهما معا في أصوله، فإن القانون اشترط على المؤسسة المبادرة الا تزيد مساهمتها في رأس مال مؤسسة التدبير والايـداع عن الثلث. حتى يضمن الاستقلالية لهذه الأخيرة<sup>(39)</sup>. كما فرض على المؤسستين أن تبينا في نظام التسيير وفي مذكرة المعلومات<sup>(40)</sup> «كل نفوذ يمكن أن تمارسه المؤسسة المبادرة على تدبير مؤسسة التدبير والايـداع»، بفعل مساهمتها عن طريق هيئة أو عدة هيئات في رأسمال مؤسسة التدبير والايـداع<sup>(41)</sup>.

(36) الديون الرهنية التي يفتنيها الصندوق هي الديون التي لمؤسسة ائتمان ما على الغير. والتي قدمت لهم في مقابلها قروضا أخذت عنها ضمانات متمثلة في «رهون الرتبة الأولى» ويكون الغرض من القروض هو استخدامها في مجال السكن سواء للاقتناء أو للبناء أو الإصلاح أو التوسيع، وسواء كانت مخصصة للسكن الخاص أو للإيجار.

أنظر: قانون التسنيـد المادة 2 الفقرة 3.

(37) زيادة الضمانة : هي ما يحصل عليه صندوق التوظيف الجماعي للتسنيـد من تفويت ديون رهنية له، يكون مبلغها أعلى من مبلغ السندات التي أصدرها هو في مقابلها «وذلك من أجل تغطية احتمالات عجز المدينين». أنظر: قانون التسنيـد المادة 2 الفقرة الأخيرة.

(38) تضم السيولة نتاج توظيف المتوفر منها مؤقتا لدى الصندوق وأيضا : «المداخيل المالية المترتبة عن الديون التي تم تملكها في إطار عملية التسنيـد» أنظر : قانون التسنيـد المادة 2 الفقرة 7.

(39) أنظر: قانون التسنيـد المادة 48 الفقرة 2.

(40) أنظر: قانون التسنيـد المادة 66 الفقرة 1. وهي مذكرة تسلم لكل مكتتب قبل إصدار الصندوق للحصص أو سندات القرض وتتضمن وصفا موجزا وجذاذة وصفية لجميع العناصر الأساسية لعملية التسنيـد المزمع إجراؤها»

(41) انظر: قانون التسنيـد المادة 48 الفقرة 3.

التناقض الغريب الناتج عنها والمتمثل في كون القانون المغربي للتسديد، من جهة، جرد الصندوق من الشخصية المعنوية، ومن جهة أخرى خوله الحق والقدرة على إصدار سندات تعد قيما منقولة<sup>(31)</sup>، رغم عدم توفره على تلك الشخصية المعنوية، خارجا بذلك عما هو مألوف ومتعارف عليه قانونا في هذا المجال<sup>(32)</sup> وبالتالي فإن صندوق التوظيف الجماعي للتسديد من حيث طبيعته القانونية ما هو إلا «كيان أو وحدة» هدفها الوحيد والذي أسست من أجله<sup>(33)</sup> هو اقتناء ديون معينة من ديون مؤسسات الائتمان التي ترغب هذه الأخيرة في بيعها وإصدار سندات تمثلها. وإذا لم تستطع «الوحدة» تغطية مقابل شرائها للديون بهذه الطريقة (أي إصدار السندات) مكنها القانون من وسيلة أخرى، وهي تغطية ذلك المقابل من «حصيلة إصدار اقتراض سندي معتمد على تلك الديون»<sup>(34)</sup>.

## 2 - تسيير صندوق التوظيف الجماعي للتسديد:

يتطلب الحديث عن تسيير هذا الصندوق الوقوف عند نقطتين أساسيتين : هما الجانب المالي والجانب الإداري.

أ - الجانب المالي: تنقسم مالية الصندوق مبدئيا إلى أصول وخصوم، تتكون الأولى من الديون الأصلية المقتناة طبقا للإطار القانوني، والثانية من الحصص التي يصدرها كمقابل للديون ويقوم المستثمرون باقتنائها<sup>(35)</sup>. إلا أن قانون التسديد جعل

(31) انظر: قانون التسديد المادة 6.

(32) راجع : C.I.H م.س ص 6.

(33) وهو ما يعبر عنه باللغة الأجنبية «Entité ad-hoc»، ومصطلح ad hoc : هو تعبير يدل على «خاص بالشيء المعني»

انظر : 12<sup>ème</sup> édition Dalloz 1999.p.12 «Lexique des termes juridiques»

(34) انظر قانون التسديد المادة 3 الفقرة 1.

(35) راجع : C.I.H م.س ص 5.

أنها تفرض على المؤسستين في البداية، وضع مشروع لنظام تسيير الصندوق مع احترام حد أدنى من البيانات التي يجب أن ترد فيه (أي في المشروع) وهي تدور حول التسمية والمدة ونوعية العمليات وفئاتها، وكل ما يخص الحصص وحاملها<sup>(24)</sup>. وبعد اعداد مشروع نظام تسيير الصندوق، يوقع عليه من طرف «الممثلين القانونيين» لمؤسسيه. ومن هنا يعتبر الصندوق مؤسساً ويعلن عن تأسيسه «في الحال في صحيفة الاعلانات القانونية المدرجة في لائحة تحدها الادارة المنصوص عليها في نص تنظيمي»<sup>(25)</sup>.

عندما يصبح الصندوق مؤسساً، فإنه يعد من حيث طبيعته القانونية وفي تصور القانون المغربي «ملكية مشتركة»<sup>(26)</sup> منشأة لغرض محدد ومعين. وهو ممارسة عملية التسديد. إلا أن هذه الملكية المشتركة ليست على الشياخ ولا تخضع لأحكامه بنص القانون الصريح<sup>(27)</sup>. كما أن الصندوق لا يعد شركة لا مدنية ولا تجارية<sup>(28)</sup>. ولا يتمتع بالشخصية المعنوية<sup>(29)</sup>. وهنا نتساءل، ماذا أراد المشرع بهذه الاستثناءات؟ هل أراد خلق كيان قانوني جديد، خارجاً به عن المفاهيم القارة في مجال المشاركات؛ أم اختلط عليه الأمر، عندما نقل محتوى هذا القانون عن نظيره الفرنسي دون احترام للخطوط القانونية الرئيسية في هذا المجال. وإذا كان هناك من يرى<sup>(30)</sup> بأن إسقاط الشخصية المعنوية عن الصندوق، هي بالذات خاصية قانونية له، فإننا نتفق مع هذا الرأي، اذا كان المقصود به خاصية سلبية، لأنها توقع الباحث والممارس في حيرة بالنظر إلى

(24) انظر: قانون التسديد المادة 42.

(25) انظر: قانون التسديد المادة 43.

(26) انظر: قانون التسديد المادة 3 الفقرة 1

(27) انظر: قانون التسديد المادة 3 الفقرة الأخيرة.

(28) انظر: قانون التسديد المادة 3 الفقرة الأخيرة.

(29) انظر: قانون التسديد المادة 3 الفقرة 4.

(30) راجع C.I.H م.س.ص 6.

للمبالغ المخصصة لهم، وتقدم التعليمات الضرورية للمؤسسات المودعة لديها أموال الصندوق من أجل أداء المستحقات لأصحابها، فضلا عن أنها ملزمة سنويا، بنشر حساباتها وكل المعلومات الخاصة بحياة الصندوق بشكل مفصل، خاصة ما يتعلق بعجز المدينين عن السداد، وتأثير ذلك على الوسائل المتوفرة لدى الصندوق لتغطية العجز المذكور<sup>(22)</sup>.

والملاحظ أنه رغم اختصاصات مؤسسة التدبير والاياداع الواسعة، والتي تتطلب كفاءات مهنية عالية ومتخصصة ووسائل تقنية جد متطورة، فإن القانون منعها من ممارسة «أي نشاط آخر أو التعاقد في شأن التزامات أو ديون أو نفقات تدبير غير تلك المطابقة لغرض الصندوق والمنصوص عليها صراحة في نظام تسييره وفي أحكام هذا القانون»<sup>(23)</sup>.

### الطرف الثالث : صندوق التوظيف الجماعي للتسنيد:

يتأسس هذا الصندوق بين المؤسسة المبادرة ومؤسسة التدبير والاياداع، بهدف اقتناء الديون الرهينة وإصدار سندات تمثلها. وتحدد المؤسساتان معا، هيكل الصندوق ونظامه الأساسي طبقا للمادة 42 من قانون التسنيد التي أحالت عليها المادة 4 من نفس القانون.

يثير التنظيم القانوني لصندوق التوظيف الجماعي للتسنيد عدة ملاحظات يمكن طرحها ومناقشتها من خلال التعرض لطبيعته القانونية وإدارته وطريقته في العمل إلى غير ذلك من الأمور المتعلقة به.

### 1 - الطبيعة القانونية لصندوق التوظيف الجماعي للتسنيد:

سبق أن أشرنا إلى أن الصندوق يتأسس من طرف المؤسسة المبادرة مشاركة مع مؤسسة التدبير والاياداع. وإذا استقرأنا نص المادة 42 من قانون التسنيد، وجدنا

(22) انظر : قانون التسنيد المادة 68.

وراجع : C.I.H م.س.ص 11.

(23) انظر قانون التسنيد المادة 45.

والمؤسسات التي تمارس «عمليات الائتمان أو الايداع أو الضمان أو تدبير الأموال أو عمليات التأمين وإعادة التأمين والواردة في قائمة تحدد بنص تنظيمي»، مما يعني أن هذا النوع من المؤسسات لا يمكنه ممارسة عمليات التسديد، مالم يصدر النص التنظيمي المحدد لقائمتها.

ويستنتج من هذا التحديد، أن المؤسسات التي يمكنها مرحليا ممارسة التسديد، بصفتها مؤسسة تدبير وايداع، هي البنوك المعتمدة وصندوق الايداع والتدبير. وهي تلعب دورا أساسيا في العملية سواء من أجل إنشاء الصندوق أو بعده. إذ تقوم في مرحلة أولى بتهيئ الملف القانوني والمالي، وتبحث عن الديون وتقدرها، وتنجز بقية الإجراءات لاسيما طلب الرخصة. وتستمر أهمية دورها في العملية، في المرحلة الثانية، أي بعد تأسيس الصندوق، فهي المكلفة باقتناء الديون الرهنية لحساب الصندوق وباسمه، علما بأن الاقتناء عملية منظمة قانونا سواء من حيث طبيعة الديون القابلة للتسديد أو مسطرة التنازل أو الآثار المترتبة عن ذلك<sup>(15)</sup>، كما تقوم بحياسة كل «السندات أو الوثائق الممثلة أو المؤسسة للديون المذكورة أو التابعة لها»<sup>(16)</sup>، وتحفظ الديون التي يكتنئها الصندوق<sup>(17)</sup>، وتصدر الحصص لحسابه وأيضا سندات القرض إذا دعت الضرورة لذلك. وتسدد مقابل اقتناء الديون إلى المؤسسة المبادرة<sup>(18)</sup>، وتعمل على تسيير أصول الصندوق وتدبيره «حصرا لفائدة حاملي الحصص وسندات القرض»<sup>(19)</sup>، والوكالة عنه<sup>(20)</sup>. وتسهر على حسن سيره، عن طريق إنجاز مختلف العمليات التي تضمن ذلك سواء كانت إدارية أو مالية<sup>(21)</sup>، وتمثل حاملي الحصص، وتقوم بالمحاسبة الدورية

(15) وهو ما ستعرض له بالبحث في القسم الثاني من هذا المقال.

(16) انظر : قانون التسديد المادة 46.

(17) انظر : قانون التسديد المادة 2 و المادة 5.

(18) انظر : قانون التسديد المادة 46.

(19) انظر : قانون التسديد المادة 47.

(20) انظر : قانون التسديد المادة 47.

(21) انظر : قانون التسديد المادة 47.

إلا أن المزايا التي تتمتع بها المؤسسة المبادرة من تقنية التسديد، تقابلها سلبيات، تتمثل في ارتفاع تكلفة العملية وقصور الأنظمة الخاصة بجمع المعلومات في مجال التدبير.

فبالنسبة للحالة الأولى، نجد أن عمليات التسديد تتصف عموما بتكلفة أعلى من إصدار سندات القروض العادية، لأن التركيبة القانونية وألياتها وسير المفاوضات مع الوكالة بتقدير الديون المتنازل عنها والتأشير عليها<sup>(12)</sup>، تتطلب كلها موارد بشرية ذات مستوى عال، وهي مسألة مكلفة جدا، ولا يخفف من هذه السلبية، أي ارتفاع تكاليف العملية، سوى القيام بإصدارات تدور على مبالغ مرتفعة جدا<sup>(13)</sup>.

أما بالنسبة للحالة الثانية، فنجد أن العملية تهدف إلى الحصول على أفضل تأشيرة ممكنة وتبحث عنها. وهي مسألة تتطلب تقديم احصائيات مفصلة، ومعلومات دقيقة ومنتظمة للمؤسسة التي تدير صندوق التوظيف الجماعي للتسديد. كما يجب أن تمكن المعلومات المحاسبية من حذف الديون المتنازل عنها من ميزانية المؤسسة المبادرة، حتى ولو ظلت هذه الأخيرة مستمرة في تدبيرها. إلا أن أنظمة جمع المعلومات وتقديمها بالشكل المطلوب مازالت قاصرة عن ذلك<sup>(14)</sup>.

#### الطرف الثاني : مؤسسة التدبير والايدياع :

وهي المؤسسة التي تبرم معها المؤسسة المبادرة، اتفاقا من أجل إنشاء صندوق التوظيف الجماعي، وهي في مفهوم القانون المغربي للتسديد، كل الأشخاص المعنوية الواردة في المادة الخامسة منه، أي البنوك المرخص لها وصندوق الايداع والتدبير

(12) التقدير والتأشير عملية تمارسها هيئة معتمدة تجاه المؤسسة التي تصدر سندات القروض القابلة للتداول والسندات التي تصدرها شركات الاستثمار ذات رأس المال القابل للتغيير، وتسمح هذه العملية بإطلاع المكتبيين على قدرة المصدر على التحمل بالتزاماته.

راجع : Lexique de gestion م.س ص 298.

(13) راجع : Elafdil مقال 7-4-2000 ص 46.

(14) راجع : Elafdil مقال 7-4-2000 ص 46.

طريق البيع المباشر أو عن طريق وسيط مالي. ويمكنها استخدام الأموال التي تجمعها من بيع محفظة ديونها الرهنية، إما في تسديد مديونيتها إذا كانت مدينة، أو في تمويل استثمارات جديدة<sup>(9)</sup>.

والملاحظ أن التقنية التسديد مزايا متعددة بالنسبة للمؤسسة المبادرة نحصر أهمها في الآتي:

أ - تساعدها التقنية على التخفيف من الإكراهات المفروضة على أموالها الذاتية، ولا سيما ضرورة احترامها لحد أدنى من تلك الأموال متناسب مع التزاماتها. فعندما ما تتنازل عن محفظة الديون، فإنها تخفض من هذا القيد عن طريق حذف الديون المتنازل عنها من ميزانيتها<sup>(10)</sup>.

ب - تسمح لها بالتحويل الجزئي لنوعين من المخاطر على الأقل، وهما: مخاطر عدم سداد المدينين لديونهم لأي سبب كان، ومخاطر سداد بعض المدينين لديونهم قبل أجل الاستحقاق.

ج - تمكنها من تنويع موارد التمويل لديها، لأن الحصص التي يصدرها صندوق التوظيف الجماعي للتسديد، تجتذب اهتمام المستثمرين، حتى المتشددین منهم، نظرا لطبيعتها والضمانات التي تؤطرها والتي يشترط لها القانون أن تكون من الدرجة الأولى<sup>(11)</sup>.

(9) راجع C.I.H1 م.س.ص.1.

(10) راجع: Berrada م.س. ص 131.

وراجع: Elafdil مقال 20-10-2000 ص 62 ومقال 4-7-2000 ص 46.

(11) ذلك أنه يجب على صندوق التوظيف الجماعي للتسديد الحصول على تأشيرة تقدير جيد من طرف وكالة مالية مختصة في التقدير Notation. وهي خطوة ضرورية من العملية، لأنها تسمح بتقدير المخاطر المرتبطة بمحفظة الصندوق نفسه.

وراجع: Elafdil مقال 20-10-2000 ص 62.

## I : إنجاز عملية تسنيد الديون الرهنية :

حدد القانون المغربي للتسديد، مفهوم عملية تسنيد الديون الرهينة، في الفقرة الأولى من المادة الثانية، بناء على تسلسل إنجازها في الواقع العملي؛ فاعتبرها عملية يمارسها صندوق يسمى «صندوق التوظيف الجماعي للتسديد» عن طريق شرائه للديون الرهنية العائدة للمؤسسات المالية التي ترغب في بيعها ويمول الصندوق عملية الشراء بواسطة المداخل التي يحصلها من بيعه للحصص التي يصدرها. علما بأن القانون سمح للصندوق وفي نفس المادة بإمكانية تمويل أخرى، تتمثل في «حصيلة إصدار اقتراض سندي معتمد على تلك الديون». ويتطلب الحديث عن كيفية إنجاز هذه العملية طبقا لهذا المفهوم، ومعرفة أطرافها ودور كل طرف فيه تنفيذها بين مختلف الأطراف.

### 1 - الأطراف في عملية تسنيد الديون الرهنية:

تحتاج عملية تسنيد الديون الرهنية إلى أربعة متدخلين هم: مؤسسة الائتمان صاحبة المبادرة ومؤسسة التدبير الأيداع وصندوق التوظيف الجماعي للتسديد والمستثمرون.

#### الطرف الأول : المؤسسة المبادرة :

وهي مؤسسة الائتمان التي ترغب في إعادة تمويل نفسها عن طريق التنازل عن ديونها الرهنية كلاً أو جزءاً<sup>(8)</sup> لصندوق توظيف جماعي للتسديد، بعد أن يتم تأسيسه بالمشاركة مع مؤسسة التدبير والأيداع. وتتطلب عملية التسنيد في هذه المرحلة، قيام المؤسسة المبادرة، بتصنيف الديون التي لها على الغير والتي تريد التنازل عنها، وتجمع كل صنف على حدة، ثم تباع ما تريده إلى صندوق التوظيف الجماعي للتسديد، الذي يؤسس لهذا الغرض. علما بأن تنازل المؤسسة المبادرة عن ديونها يتم إما عن

(8) انظر: قانون التسديد المغربي المادة 2 الفقرة 7.

وراجع: Elafdil مقال 2000-4-7 ص 46.

وراجع : Elafdil مقال 20-10-2000 ص 62.

عن استخدام معامل كوك «Ratio Cooke»<sup>(7)</sup>، وما ينتج عنه من أعباء على الأموال الذاتية لمؤسسات الائتمان، مما دفع بهذه الى البحث عن أداة انتقائية تصل بها إلى التوافق المطلوب، وذلك بتحويل جزء من ديونها على الغير إلى سندات قابلة للتداول، وهو ما أطلق عليه عملية «تسنييد الديون الرهنية»، فإن الأسباب التي حدت بالمشرع المغربي إلى اختيار هذه التقنية أيضا، لا تخرج عن سابقتها، ويضاف إليها سبب آخر هام، هو افتقار المغرب إلى الموارد المالية على المدى الطويل، الشيء الذي يجعلنا نفهم ولو نسبيا هذا الاختيار، وتخصيص قانون له، علما بأن هذا الموقف يضعنا أمام إشكال يتمثل في وجودنا أمام حالة أخرى يسبق فيها الجانب التشريعي الجانب العملي، مما يجعل تطبيق الأول على الثاني مسألة صعبة. ومع ذلك وبالنظر للأهمية التي تتمتع بها تقنية التسنييد في أسواق رؤوس الأموال الدولية، وبما أنها عملية جديدة على الساحة المالية المغربية تشريعا وتطبيقا، ارتأينا تناولها في هذا المقال محاولين جهد الإمكان ضبط وتبسيط مكوناتها.

(7) الملاحظ أن معامل "كوك" هو نسبة يجب على البنوك احترامها بين أموالها الذاتية والتزاماتها، ويجب أن تمثل الأموال الذاتية 8% على الأقل من الإلتزامات.

انظر : "Lexique de gestion" 5<sup>ème</sup> édition dalloz. 2000. p. 360

وانظر : "Lexique d'économie" 6<sup>ème</sup> édition. dalloz. 1999. p.169

حلل Elafdil في مقال 20-10-2000 هذه الوضعية في الولايات المتحدة الأمريكية قائلا: «بما أن معامل "كوك" يمنع على البنوك التجارية تقديم مكافآت على الودائع تحت الطلب، فإن صناديق التوفير الأمريكية احتكرت جمع الادخار المتوفر وبشروط تفضيلية. ويعد ذلك، كانت تحول ذلك الادخار إلى قروض عقارية. ومع ظاهرة المنافسة التي عرفتها الولايات المتحدة الأمريكية في بداية السبعينات من القرن العشرين، والارتفاع المهول لأسعار الفائدة، خلال تلك الفترة، أصيبت صناديق التوفير بخسائر هامة، كما تضاعفت مخاطر القروض، وهنا تدخلت السلطات العمومية الأمريكية لمعالجة الوضعية، بإنشاء وكالات لتمويل الديون الرهنية، على أن تقدم تلك الوكالات ضمانات معينة لكل محفظة ديون تحترم معايير محددة. وبذلك استطاعت صناديق التوفير، تقليص مخاطر أسعار الفوائد إلى حد كبير والتقليل من لجوئها إلى أموالها الذاتية والزيادة في عرض القروض».

ساعدت هذه التقنية التي عرفت نجاحا كبيرا وسريعا على تطوير أسواق رؤوس الأموال، وعلى تمويل قطاع السكن بصفة خاصة<sup>(3)</sup>، وذلك بعد أن ظهرت أول مرة، في الولايات المتحدة الأمريكية في العقد السابع من القرن الماضي. وكانت في البداية مقتصرة على سوق القروض الرهنية المضمونة من طرف الوكالات الفيدرالية الأمريكية، لأن الغرض منها كان هو تمويل قطاع معين من العقارات، أي قطاع «الإقامات Les résidences» بسبب الصعوبات التي كانت تقف أمام تمويله من جراء ارتفاع أسعار الفائدة من جهة، والمخاطر المرتبطة به من جهة أخرى. وامتدت تقنية التسنيدي في بداية الثمانينات إلى قروض القطاع الخاص الرهنية الأمريكية، وإلى أنواع أخرى من القروض أكثر تعقيدا، كديون بطاقات الائتمان، وسلفات اقتناء السيارات، وعقود الائتمان الإيجاري على المنقولات وعلى الطائرات بصفة خاصة، والديون المترتبة على القروض التي تقدم للجماعات المحلية، والقروض الممنوحة للمهنيين المختصين في المجال العقاري والصناعي وغيرها<sup>(4)</sup>.

أدخلت تقنية التسنيدي إلى المغرب، بالقانون رقم 10 - 98 الصادر بتنفيذه الظهير رقم 1-99-193 بتاريخ غشت 1999<sup>(5)</sup>، الذي حاول تنظيم هذه العملية الجديدة عن طريق تحديد مفهومها ونطاقها وآليات إنجازها. وإذا كانت الأسباب التي أدت إلى ظهور تقنية التسنيدي عالميا، تتلخص في الصعوبات التي تواجه مؤسسات الائتمان عند ما تريد التوفيق بين القروض التي تقدمها على المدى الطويل، كالقروض العقارية مثلا، وبين حصولها على موارد على نفس المدى وبأسعار جيدة<sup>(6)</sup>، وأيضا في الصعوبات الناتجة

(3) راجع: C.I.H م. س ص 1.

Berrada م. س ص 1.

و Hamid ben Elafdil مقال 20-10-2000 ص 62.

(4) راجع: Berrada م. س ص 129 و 130 وأيضا Elafdil مقال 20-10-2000 ص 62.

(5) انظر: الجريدة الرسمية عدد 4726 في 5 جمادى الآخرة 1420-16 شتنبر 1999.

(6) راجع: Berrada م. س ص 129 وأيضا Elafdil مقال 20-10-2000 ص 62.

## تسنييد الديون الرهنية "قراءة في قانون التسنييد المغربي"

ذ. عائشة الشرفاوي المالقي\*

### تقديم :

يعتبر تسنييد الديون الرهنية، تقنية مالية، تمكن مؤسسات الائتمان من إعادة تمويل نفسها، عن طريق تحويل جزء من أصولها إلى سندات قابلة للتداول، عبر سوق رهني وبواسطة هيئة لإعادة التمويل<sup>(1)</sup>. وبتعبير آخر، التسنييد هو تحويل ديون مؤسسة ائتمان ما إلى سندات مالية مرورا بهيئة مستقلة تؤسس لهذا الغرض.

يأتي مصطلح "التسنييد" من أن الديون التي تفتيتها الهيئة المؤسسة لهذه الغاية تتحول إلى سندات قابلة للتداول وبكل حرية<sup>(2)</sup>. ويطلق على تلك الهيئة «صندوق التوظيف الجماعي للتسنييد».

---

(\*) أستاذة التعليم العالي، رئيسة شعبة القانون الخاص بكلية العلوم القانونية الاقتصادية والاجتماعية. جامعة محمد الخامس - اكدال - الرباط.

(1) انظر: Berrada Mohamed Azzedine «les techniques de banque, du crédit et de commerce extérieur au Maroc» 4<sup>ème</sup> édition S.E.C.E.A 2000. p.131,

C.I.H. "Projet de création de Maghreb titrisation" 8 - 10 - 1999. p.3,

Chronique juridique "loi n° 10-98, relative à la titrisation des créances hypothécaires"

Flash - Infos. Mensuel d'information du Ministère de l'économie et des finances.

Janvier 2000. N°25 p. 15,

Hamid Ben Elafdil "A quand la première opération de titrisation" J. la vie économique .7 - 4 - 2000. p. 46,

Hamid Ben Elafdil "la titrisation" J. la vie économique 20 - 10 - 2000, p.62

(2) تقرير لجنة المالية والتنمية الاقتصادية حول مشروع قانون 10-98 يتعلق بتسنييد الديون الرهنية،

الولاية التشريعية 1997-2002 - السنة 99-98 - دورة ابريل، 1991 - منشورات مجلس النواب، ص 1 -

الاستثنائي والمشروط للوسائل المذكورة تبيحه صراحة مجموعة القواعد الدولية الدنيا لمعاملة السجناء (القاعدتين 33 و 34).

ب - يمكن القول أن هذا القانون يشكل طفرة نوعية في مجال احترام وصيانة حقوق الإنسان السجين ليس فقط مقارنة مع المقتضيات والأنظمة السالفة التي نسخها بل أيضا على ضوء القواعد الدولية المتعلقة بحقوق السجناء. والجدير بالإشارة أن هذا القانون هو من بين القوانين القليلة التي تمت المصادقة عليها بالإجماع في كل من مجلس النواب ومجلس المستشارين. ويبقى أن تطبيقه السليم يرتبط بشروط واعتبارات أساسية، منها :

\* إن مجموعة من المقتضيات تتطلب التحديد أو التفصيل من خلال قرار أو مذكرات وزارية علما أن هذا التدقيق مهم ويرتبط بشكل وطيد بحق السجين في معاملة تحترم إنسانيته وكرامته (مثلا : المساحة الدنيا المخصصة لكل سجين في محلات الاعتقال، نوعية ومواصفات الملابس والأفرشة، طبيعة الأعمال التي يمكن إسنادها للمعتقلين، نوعية الطعام المقدم للسجناء...).

\* إن الإرادة الحسنة لا تكفي إذ لا بد أيضا من توفير الوسائل المادية والبشرية الضرورية (مثلا : توفير طعام ذي قيمة غذائية كافية مرتبط بالميزانية المرصدة للمؤسسة، تخصيص بالمؤسسات أو الأحياء الخاصة بالإناث، محل للامهات المرفقات بأطفال صغار السن ودور الحضانة وكذا إحداث مصحة بكل مؤسسة بأطرها ووسائلها الضرورية يتطلب إمكانات مادية وبشرية مهمة...)

\* إن تحسين ظروف الاعتقال يرتبط كذلك بمقتضيات وشروط لا تدخل في نطاق هذا القانون أهمها ضرورة تفعيل دور اللجان الإقليمية لمراقبة السجون، الأخذ بنظام العقوبات البديلة للعقوبة السجنية، تفعيل مؤسسة الإفراج المشروط وإعادة النظر في شروط ومقاييس الاعتقال الاحتياطي.

ج - نشير في النهاية إلى أن القانون لا يتضمن فقط نصوص تتعلق بتسيير وتنظيم المؤسسات السجنية كما يمكن أن يفهم من تسميته، بل أيضا مقتضيات عديدة حول حقوق وواجبات السجناء وقواعد معاملته، وبالتالي كان ربما بالأحرى، نظرا لمضمونه وكذا لإعطائه وقعا أكبر على مستوى المنظمات الحقوقية الدولية، تسميته ب : "القانون المتعلق بتنظيم وتسيير المؤسسات السجنية ومعاملة السجناء".

### 3 - إمكانية الاستفادة من رخص استثنائية للخروج المؤقت من السجن

تجسد هذه الإمكانية تطورا مهما في معاملة السجناء يستند إلى المدارس الحديثة في السياسة الجنائية وينسجم مع النصوص الدولية التي تحث على توفير كافة الشروط والحوافز الممكنة لتسهيل الاندماج الاجتماعي للسجناء. فقد نص القانون على إمكانية الاستفادة بعض المدانين الذين ثبت حسن سلوكهم بعد قضائهم نصف العقوبة، من رخصة للخروج لا تتعدى عشرة أيام خاصة بمناسبة الأعياد الوطنية والدينية أو بهدف الحفاظ على الأواصر العائلية أو تسهيل اندماجهم الاجتماعي. هذه الرخصة تمنح من طرف وزير العدل إما تلقائيا أو بناء على اقتراح من مدير إدارة السجن (م 46)<sup>(8)</sup>.

### ملاحظات ختامية

أ- يلاحظ أن الدراسة ركزت على الحقوق التي يخولها القانون الجديد للسجناء مقارنة مع ما تنص عليه القواعد الدولية. وإن نكتفي بالإشارة إلى أن واجبات السجناء والمسطرة والتدابير التأديبية وضوابط الحفاظ على الأمن والنظام داخل المؤسسات السجنية هي بدورها تتوافق في مجملها مع القواعد الدولية، فإننا نرى من المفيد التوقف ولو لبرهة عند إجراء تعتبره بعض المنظمات الحقوقية نقطة سوداء في القانون ويتعلق بإمكانية استعمال وسائل الضغط كالأصفاد والقيود وقميص القوة من أجل المعاقبة أو عند نقل المعتقلين أو إخراجهم من المؤسسة. فبهذا الصدد لا بد من التوضيح بأن اللجوء إلى هذه الوسائل هو مبدئيا ممنوع ولا يسمح به إلا بصفة استثنائية وبشروط معينة (بأمر من مدير المؤسسة وإذا لم تكن هناك وسائل أخرى تمكن من التحكم في المعتقل أو منعه من إحداث خسائر أو أضرار، استشارة الطبيب، عدم تجاوز المدة الضرورية لاستعمالها، إشعار مدير إدارة السجن، أو لأسباب أمنية وضرورة تأمين حراسة كافية) (م 62 و 69). وتجدر الإشارة إلى أن هذا الاستعمال

(8) بالإضافة إلى رخص الخروج الاستثنائية نص المرسوم التطبيقي على تدابير تشجيعية أخرى يمكن أن تترتب عن حسن سيرة المعتقلين وهي اقتراحهم لتغيير نظام اعتقالهم أو ترحيلهم أو ترشيحهم للاستفادة من العفو أو الإفراج بشروط، كما نص على إمكانية منح امتيازات إضافية للمعتقلين المستحقين في نطاق الحدود المقبولة تتعلق خاصة بالزيارة والمراسلة والتوصل بمؤن إضافية وبمساعدة الموظفين في بعض المهام (م 32 إلى 34).

الدراسة أو التكوين أو إذا ثبت بناء على شهادة طبية عجزهم عن العمل (م 35 و 38). وقد حدد القانون الاعتبارات والشروط التي يتعين مراعاتها عند إسناد هذا "الحق - الواجب" وتتعلق على الخصوص بضرورة أخذ بعين الاعتبار إمكانيات المؤسسة والمناهج المعمول بها ونظام الاعتقال الذي يخضع له السجين وقدرات هذا الأخير البدنية والفكرية ومؤهلاته المهنية والتزاماته العائلية وإمكانية إعادة إدماجه، وتحديد ساعات العمل والاستفادة من الراحة والعطل والحماية الاجتماعية المعمول بها في حالة التعرض لحادثة شغل أو إصابة بمرض مهني، ومنح تعويض منصف للمعتقلين الذين يزاولون نشاطا منتجا (يحدد مبلغه بمقتضى قرار مشترك لوزير العدل والمالية) (م 41 إلى 45).

## 2 - الحق في متابعة التعليم أو التكوين المهني

هذا الحق الذي تقره كل النصوص الدولية الخاصة بحماية السجناء، نص عليه القانون الذي نحن بصدده مع إخضاعه لاعتبارات تتعلق بنظام المؤسسة السجنية والانضباط داخلها وحدود إمكانياتها. فقد نص القانون على إمكانية مواصلة المدانين داخل السجن لنشاطهم المهني "الذي كانوا يمارسونه قبل اعتقالهم، وذلك في الحدود التي يكون فيها هذا النشاط متلائما مع نظام المؤسسة وأمنها" (م 37). كما نص على إعفاء المدانين الذين يتابعون دراستهم أو تكوينهم من مزاولة أي عمل داخل السجن ووجوب "أن تقدم لهم كل التسهيلات المتلائمة مع تسيير المؤسسة ومع الانضباط داخلها" مع تكليف مدير المؤسسة بالسهر "في حدود الامكان على تأمين مواصلة الأحداث والأشخاص الذين لا تتجاوز أعمارهم 20 سنة دراستهم أو تكوينهم المهني". (م 38)<sup>(7)</sup>.

(7) حدد المرسوم المذكور أهداف وشروط ومجالات استفادة السجناء من التربية والتعليم والتكوين (م 105 و 110 إلى 124).

ويخصوص الجانحين الأحداث والمدانين الذين لا تتجاوز أعمارهم عشرين سنة نص المرسوم على إخضاعهم إلى نظام خاص يولي اهتماما مكثفا للتربية وملئ أوقات الفراغ (م 146 إلى 153).

في التوصل بالصحف والمجلات والكتب على نفقتهم، وذلك انسجاما مع القواعد 21، 40، 41، 42، 77 و 78 من مجموعة القواعد الدولية الدنيا لمعاملة السجناء<sup>(6)</sup>.

## II - الحق في معاملة تستهدف إصلاح السجنين وإعادة تأهيله اجتماعيا

هذا الحق الذي كما سبقت الإشارة، تنص عليه أساسا المادة 10 من العهد الدولي المتعلق بالحقوق المدنية والسياسية، أقره القانون موضوع الدراسة حين نص في المادة 8 على أن المؤسسات السجنية "تتوفر على تنظيم إداري ونظام أمني داخلي يهدفان إلى تأمين وتطوير سبل إعادة إدماج المدانين في المجتمع".

وتبعاً لذلك أفرد القانون مجموعة من المقتضيات تخول للسجين حقوقا وحوافز تسعى إلى تأهيله وإعادة إدماجه اجتماعيا. هذه الحقوق والحوافز التي تنسجم مع النظريات الجنائية الحديثة والقواعد الدولية لمعاملة السجناء، سنقتصر على إبرازها دون بسطها نظرا لضيق المجال.

### 1 - الحق في عمل مناسب وذي طبيعة غير مؤلمة

وفق ما تنص عليه القاعدة 71 وما تليها من مجموعة القواعد الدولية الدنيا لمعاملة السجناء، جعل القانون الجديد من العمل في السجن، شرط أن يكون ذا طبيعة غير مؤلمة، ليس حقا فقط بل واجبا على السجناء المدانين تحت طائلة تعرضهم - في حالة عدم القيام به - لتدابير تأديبية، ولا يعفون منه إلا اعتبارا لسنهم أو لمتابعتهم

(6) حدد المرسوم مظاهر الاستفادة من هذا الحق حيث من جهة أكد على وجوب إعطاء المعتقلين كافة التسهيلات للقيام بواجباتهم الدينية ومنها إعداد محل لأداء الشعائر والاستفادة من التعليم الديني واحتواء خزانات المؤسسات السجنية على مصاحف قرآنية وكتب في التربية الإسلامية واستفادة المعتقلين المنتمين لديانات أخرى من زيارة ممثلين عن ديانتهم مرخص لهم من طرف إدارة السجن (م 106 إلى 109)، ومن جهة أخرى أبرز المرسوم مجالات وبعض شروط الاستفادة من النشاط الترفيهي والثقافي سواء بالنسبة لاستعمال خزانة المؤسسة أو استعمال جهازي الراديو والتلفزة أو عرض أفلام أو تنظيم عروض تربوية وترفيهية أو تكوين فرق للألعاب أو للرياضة أو إجراء منافسات رياضية أو ممارسة أنشطة أخرى من اختيار المعتقلين (م 125 إلى 131).

\* من جهة أخرى، تماشيا مع ما تنص عليه القواعد 22 إلى 26 من مجموعة القواعد الدنيا المذكورة، فقد أقر القانون الجديد حق المعتقلين في الاستفادة من الخدمات الصحية وذلك من خلال مقتضيات مختلفة تتعلق بتوفير كل مؤسسة سجنية على الأطر الطبية والتجهيزات والوسائل الضرورية وبخضوعها للمراقبة وكذا بالمهام المنوطة بالأطباء وبشروط الاستشفاء والتدابير المصاحبة. وفي خضم هذه المقتضيات نص هذا القانون على وجوب قيام طبيب المؤسسة، المكلف بالسهر على صحة النزلاء بفحص المعتقلين الجدد (داخل أجل 3 أيام على الأكثر من اعتقالهم) والمعتقلين المرضى والمعتقلين الموضوعين بزناينة التأديب أو في العزلة أو المقبلين على الترحيل والمعتقلين الموجودين بالمصحة وكذا المعتقلين الذين طلبوا لأسباب صحية بتغيير المؤسسة أو بإعفائهم من الأنشطة المهنية أو الرياضية (م 52 و 129)<sup>(5)</sup>.

وفي سياق العناية بالتوازن الصحي للنزلاء فقد أقر القانون حق هؤلاء في الاستفادة من فسحة يومية، لاتقل عن ساعة، في الهواء الطلق أو في الساحة أو في فناء السجن (م 116).

#### 4 - الحق في مزاوله أنشطة رياضية وروحية وفكرية

تنص المواد 117 و 120 إلى 122 على حق السجناء في الاستفادة من حصص للتربية البدنية والرياضية وفي ممارسة الشعائر الدينية وفي الإبداع الفني والفكري وكذا

(5) خصص المرسوم بابا من 16 مادة للخدمات الصحية. فبالإضافة إلى مقتضيات عامة تنص على إحداث مصحة بكل مؤسسة سجنية مع محلات للاستشارة الطبية ومقر لمستودع المواد الصيدلانية وتعيين إلى جانب طبيب المؤسسة مساعد صحة أو أكثر حسب أهميتها وعند الاقتضاء أعوان مؤهلين تابعين للإدارة (م 89 و 90)، يضم المرسوم مقتضيات تتعلق بمهام أطباء المؤسسات السجنية (م 91 و 92) وبلاستفادة من الاستشفاء والعلاجات المتنوعة (م 93 إلى 102) مع التأكيد في هذا الصدد، بالنسبة لجميع المعتقلين المرضى، على "مجانية الفحوص الطبية ومختلف الإسعافات والأدوية الضرورية وكذا الاستشفاء..." (م 96)، وكذا مقتضيات تخص الولادة بما في ذلك استفادة النساء الحوامل ومن هن برفقة أطفالهن من نظام ملائم لوضعيتهن، وشروط فصل الطفل عن أمه لوضعه بجهة تعنتي بتربيته (م 103 و 104).

متوازنة<sup>(3)</sup>. أما المادة 114 فهي تشترط أن تستجيب محلات الاعتقال لمتطلبات الصحة والنظافة فيما يتعلق بالحيز الهوائي والمساحة الدنيا المخصصة لكل معتقل والتدفئة والإنارة والتهوية<sup>(4)</sup>.

(3) في هذا الإطار يتضمن المرسوم المذكور مقتضيات مهمة تخص تغذية وملابس المعتقلين. فبالنسبة للتغذية وعلاوة على وجوب "أن يتوفر كل سجين على الماء الصالح للشرب بصفة دائمة" (م 80)، : "تتكفل إدارة المؤسسة بتغذية المعتقلين وفق نظام غذائي متوازن يستجيب لضرورة الحفاظ على صحتهم. (و) يشمل نظام التغذية على ثلاث وجبات يومية تحدد كميتها ونوعيتها من طرف مدير إدارة السجون وإعادة الإدماج بعد استشارة المصالح المختصة بوزارة الصحة. (كما) تحدد أنظمة خاصة بالمعتقلين المرضى والنساء الحوامل والمرضعات والرضع والأطفال صغار السن وذلك باستشارة طبيب المؤسسة" (م 76). هذا وباستثناء "لائحة المواد الغذائية غير المرخص بإدخالها اعتبارا لما يقتضيه الأمن الغذائي للنزلاء" والمحددة من طرف مدير المؤسسة السجنية" يمكن للمعتقلين التوصل بالمؤونة من طرف نوابهم" مع خضوعها "للتفتيش الجاري به العمل" (م 78). كما "تحول لكل نزيل بواسطة إدارة المؤسسة السجنية إمكانية اقتناء ما قد يحتاج إليه من مواد مسموح بها، ما لم يكن خاضعا لعقوبة تأديبية تمنعه من ذلك، ويقتطع ثمن هذه المواد من حسابه الخاص" (م 79).

وبخصوص الملابس "توفر إدارة المؤسسة السجنية للمعتقلين بدلا خاصة مناسبة تتلائم وفصول السنة. (و) يمكن للمعتقلين الاحتفاظ بملابسهم الشخصية إذا كانت نظيفة ما لم تأمر الإدارة بغير ذلك لأسباب أمنية أو صحية..." (م 81) و "يحدد وزير العدل مكونات ومواصفات ألبسة المعتقلين ولوازم الفراش الخاص بهم وشروط الحفاظ على نظافتها وجودتها وعلى تجديدها الدوري..." (م 82).

(4) هذه المتطلبات خصها المرسوم المذكور ببعض المقتضيات التفصيلية يجدر هنا أن نذكر أهمها بالنسبة لمحلات الإقامة وظروف النوم : "... يتعين... أن تكون النوافذ كبيرة بما فيه الكفاية ليتمكن المعتقلون من القراءة والعمل في إنارة طبيعية. (و) يجب أن تكون الإنارة الاصطناعية كافية لتمكين المعتقلين من القراءة والعمل دون أن يؤثر ذلك على بصرهم. كما ينبغي أن تكون النوافذ معدة بشكل يسمح بالتهوية. (و) يجب أن تكون الموافق الصحية نظيفة كما يجب أن تكون موزعة بشكل ملائم وأن يتناسب عددها وعدد المعتقلين" (م 84).

وبخصوص ظروف النوم "يوفر لكل معتقل سرير وفراش ملائم، وإذا كان عدد المعتقلين يفوق عدد الأسرة، فتعطى الأسبقية حسب الترتيب للمرضى ثم للأشخاص المسنين فالنساء فالأحداث ومن هم دون العشرين سنة". (م 83).

في نفس السياق يتضمن المرسوم مقتضيات تتعلق بنظافة فراش النوم وبالاعتناء بالزنزانة وقاعات الطعام والممرات ومحلات العمل ومختلف المرافق وكذا بالتعقيم الدوري للمحلات والمرافق الصحية، كما يتضمن مقتضيات تتناول النظافة الشخصية للمعتقلين بما في ذلك حلاقتهم واستحمامهم دوريا وضرورة توفرهم على أدوات النظافة والماء اللازم. (المواد 85 إلى 88).

## 2 - الحق في الإخبار وفي التظلم

إنسجاماً مع ما تنص عليه القاعدة 35 من مجموع القواعد الدولية الدنيا لمعاملة السجناء، ينص القانون الجديد في المادة 26 على وجوب "إشعار كل معتقل عند إيداعه بمؤسسة سجنية، بالمقتضيات الأساسية الواردة في هذا القانون وفي النصوص والضوابط الصادرة تطبيقاً له، و... على الخصوص إخباره بحقوقه وواجباته"، هذا الإشعار يتضمن كذلك البيانات المتعلقة بنظام الاعتقال وشروط ومسطرة العفو والإفراج المقيد وترحيل المعتقلين وكذا طرق تقديم التظلمات والشكايات. وتوضح نفس المادة بأن هذه المعلومات تبلغ "عن طريق دليل يسلم للمعتقل بطلب منه وعن طريق ملصقات داخل المؤسسة، وإذا كان المعتقل أمياً، وجب إخباره شفويًا من طرف المكلف بالعمل الاجتماعي، وفي هذه الحالة يشار إليه ذلك الإخبار بملفه".

ومراعاة للقاعدة 36 من مجموعة القواعد الدولية المذكورة، حوّل القانون الجديد للسجناء الحق في التشكي إما كتابياً أو شفويًا إلى مدير المؤسسة أو مدير إدارة السجون والسلطات القضائية واللجنة الإقليمية لمراقبة السجون، مؤكداً على وجوب دراسة الشكايات واتخاذ الإجراءات اللازمة (م 98).

## 3 - الحق في ظروف سجنية ملائمة للصحة والسلامة وفي الاستفادة من

### الخدمات الصحية

من خلال مقارنة إجمالية، يمكن القول أن المادتين 113 و 114 من القانون الجديد تُقرّ المبادئ التي تحددها القواعد 9 إلى 20 من مجموع القواعد الدولية الدنيا لمعاملة السجناء والمتعلقة بأماكن الاحتجاز والنظافة الشخصية والطعام. فقد ورد في المادة 113 أن الاعتقال "يجب أن يتم في ظروف ملائمة للصحة والسلامة، سواء فيما يتعلق بتهيئة البنايات وصيانتها أو بسير المصالح الاقتصادية أو بتنظيم العمل وكذا بتطبيق قواعد النظافة الشخصية وبممارسة تمارين الرياضة البدنية مع تغذية

1 - الحق في وضعية سجنية مناسبة وفق معايير تصنيفية :

يتجلى إقرار هذا الحق من خلال تصنيف المؤسسات السجنية والفصل بين فئات النزلاء داخل كل مؤسسة بشكل يتوخى تفعيل أكثر ما يمكن مبدأ تفريد العقوبة السالبة للحرية وذلك وفق القاعدتين 8 و 67 من مجموع القواعد النموذجية الدنيا لمعاملة السجناء.

بالنسبة للمؤسسات السجنية، فهي تتوزع بين سجون مركزية تخصص لإيواء المدانين المحكوم عليهم بعقوبات طويلة الأمد (المادة 9)، وسجون فلاحية على مستوى كل جهة يطبق فيها نظام شبه مفتوح لتنفيذ العقوبات وتختص بالتكوين المهني في الميدان الفلاحي وبتهييء بعض المدانين الذين اقترب الإفراج عنهم للعودة إلى الحياة العادية (م 10)، وسجون محلية أنيطت بها مهمة تلقين المدانين تكوينا مهنيا يؤهلهم للإندماج في الحياة العملية بعد الإفراج عنهم (م 11)، ومراكز للإصلاح والتهذيب خاصة بالجانحين الأحداث والمدانين الذين لا تتجاوز أعمارهم عشرين سنة (م 12)<sup>(2)</sup>.

أما فيما يخص الفصل بين فئات النزلاء، ففضلا عن عزل الأحياء الخاصة بالنساء وتخصيص أحياء أو محلات منفصلة للمعتقلين الذين لا تتجاوز أعمارهم 20 سنة وأماكن للنزلاء المرضى، فقد تم التنصيص على الفصل بين مختلف أصناف المعتقلين (المدانون، المعتقلون الاحتياطيون، المكروهون بدنيا لأسباب مدنية).

(2) كما تنص على ذلك المادة 29 من القانون، يراعى بصفة خاصة عند توزيع المدانين على المؤسسات السجنية، "جنس المعتقل، وسكنى عائلته وسنه وحالته الجنائية وسوابقه وحالته الصحية البدنية والعقلية، ومؤهلاته، وبصفة أعم شخصيته وكذا النظام السجني الذي يخضع له، قصد إعادة إدماجه الاجتماعي".

هذا وقد أناط المرسوم التطبيقي (المشار إلى مراجعه في الهامش أعلاه) بمدير إدارة السجون وإعادة الإدماج صلاحية تعيين "أعضاء لجنة التصنيف التي تقوم بتصنيف وتوجيه وتوزيع المدانين على المؤسسات السجنية..." (المادة 21).

\* المبادئ الأساسية المتعلقة بمعاملة السجناء التي اعتمدها الجمعية العامة للأمم المتحدة سنة 1990 (قرار رقم 45/111).

ب - إن ضيق المجال لا يسمح بالقيام بمقارنة تحليلية مفصلة بين ما جاء به القانون الجديد وما تنص عليه القواعد الدولية المتعلقة بحقوق السجناء. وعليه فستقتصر الدراسة على إبراز أهم ما يتضمنه القانون من مقتضيات وما ينص عليه من حقوق لفائدة السجناء على ضوء النصوص الدولية الأساسية المتعلقة بالموضوع.

ج - يمكن أن نجمل مجموع ما تنص عليه المواثيق والقواعد العرفية الدولية المتعلقة بمعاملة السجناء في قاعدتين جوهريتين :

الأولى تتعلق بالحق في أن "يعامل جميع الأشخاص المحرومين من حريتهم بمعاملة إنسانية مع احترام الكرامة المتأصلة في الإنسان" (I). هذه القاعدة منصوص عليها في المادة 10 من العهد الدولي المتعلق بالحقوق المدنية والسياسية وفي المبدأ الأول من مجموعة المبادئ من أجل حماية كل الأشخاص الخاضعين لأي شكل من أشكال الاعتقال والسجن، والمبدأ 10 من المبادئ الأساسية المتعلقة بمعاملة السجناء، وتستخلص أيضا من مجموعة القواعد الدولية الدنيا لمعاملة السجناء.

أما القاعدة الثانية فهي تتعلق بحق السجناء في معاملة "تستهدف أساسا إصلاحهم وإعادة تأهيلهم اجتماعيا" (II). هذه القاعدة منصوص عليها أيضا في المادة 10 من العهد الدولي المذكور وفي المبدأ 10 من المبادئ الأساسية المتعلقة بمعاملة السجناء، وتستنتج كذلك من النصوص الأخرى المشار إليها أعلاه وخاصة القواعد الدنيا لمعاملة السجناء.

### I - الحق في معاملة إنسانية تحترم كرامة السجين :

يتضمن القانون الجديد مقتضيات عديدة ومختلفة ويفرد مجموعة من الحقوق لفائدة السجناء تدرج كلها في إطار احترام حق السجين في أن يُعامل بكيفية إنسانية تصون كرامته. فبالتركيز على الأهم، يمكن إجمال هذه الحقوق فيما يلي :

## القانون الجديد للسجون والمواثيق الدولية<sup>(1)</sup>

ذ. عبد العزيز الحيلة \*

### ملاحظات أولية :

لعله من المفيد في مستهل هذه المساهمة المتواضعة إبداء الملاحظات التالية :  
أ- إن المقصود هنا بالمواثيق الدولية، النصوص والقواعد العرفية الدولية المتعلقة بمعاملة الأشخاص المحرومين من الحرية وهي :

\* المادة 10 من العهد الدولي المتعلق بالحقوق المدنية والسياسية الذي، كما هو معلوم، صادق عليه المغرب سنة 1979 ونشر في الجريدة الرسمية (عدد : 3525 بتاريخ 21-5-1981).

\* مجموعة القواعد الدولية الدنيا لمعاملة السجناء التي اعتمدها مؤتمر الأمم المتحدة سنة 1955 وصادق عليها المجلس الاقتصادي والاجتماعي بتاريخ 31 يوليوز 1957.

\* مجموعة المبادئ من أجل حماية كل الأشخاص الخاضعين لأي شكل من أشكال الاعتقال والسجن التي اعتمدها الجمعية العامة للأمم المتحدة سنة 1988 (قرار رقم 43/173).

---

(\*) أستاذ بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بجامعة محمد الخامس - أكادال - الرباط .  
(1) هذه الدراسة هي في الأصل مساهمة في اليوم الدراسي حول "القانون الجديد للسجون" (القانون رقم 98 - 23 بتاريخ 1999/8/25، المتعلق بتنظيم وتسيير المؤسسات السجنية - ج. ر. عدد : 4726 بتاريخ 1999/9/16 ص 2283) الذي تم تنظيمه من طرف المركز المغربي للدراسات القانونية بتعاون مع وزارة العدل بتاريخ 1999/11/12 بالمعهد الوطني للدراسات القضائية. وقد تطلبت الدراسة بعض التنقيح بعد صدور المرسوم التطبيقي عدد : 485 - 00 - 2 بتاريخ 2000/11/3 ج. ر. عدد : 4848 بتاريخ 2000/11/16

معنى ذلك أن المجموعة ذات النفع الاقتصادي ذات الطبيعة المدنية مطالبة بمسك محاسبة، في حين أنه كان من الضروري التمييز بين المجموعة ذات النفع الاقتصادي التي لها طابع تجاري وتلك التي لها طابع مدني، وهو الاتجاه الذي سار فيه المشرع الفرنسي<sup>(46)</sup> حين أخضع فقط تلك المجموعات ذات النفع الاقتصادي التي تتوفر على المعايير المحددة في قانون 24 يوليوز 1966 المتعلق بالشركات التجارية.

### خاتمة :

إن صدور القانون المنظم للمجموعات ذات النفع الاقتصادي سيفتح المجال أمام العديد من المقاولات من أجل التكتل والتعاون للقيام بالعديد من الأنشطة المرتبطة بنشاطاتها الأصلية والتي يصعب عليها تحقيقها على انفراد، لذلك فإننا نأمل أن تحقق ذلك النجاح الذي حققته في الدول الأوربية.

لكن مع ذلك فإن التجربة المغربية ستضل ناقصة طالما أن المشرع المغربي أقصى فئة عريضة كان بإمكانها انشاء مجموعات ذات نفع اقتصادي للقيام بالعديد من الأنشطة الاقتصادية سواء في المجال الفلاحي أو التجاري أو في مجال المهن الحرة، مادام أن المشرع المغربي جعل انشاء هذه المجموعات ذات النفع الاقتصادي حكرا على الاشخاص المعنوية، ونأمل في المستقبل القريب أن يتوسع ذلك ليشمل حتى الاشخاص الذاتيين على غرار القوانين الاوربية، وعلى غرار ما كان قد نهجه مشروع مدونة الشركات المغربي لسنة 1989.

كما أن هذه التجربة ستعزز بصور قانون جديد حول المجموعات ذات النفع العام<sup>(47)</sup> وهو مشروع تدارسه مجلس الحكومة مؤخرا، والذي سيفتح آفاق التعاون بين المؤسسات العامة خاصة في المجال العلمي والتكنولوجي وكذا بعض المجالات الرياضية والثقافية.

لكن صدور أي قانون وضمن نجاحه يبقى رهينا بالارادة السياسية للحكومة في سبيل الدفع بعجلة النمو الاقتصادي والاجتماعي لهذا البلد.

(46) المادة 10.

(47) لقد صدر بفرنسا قانون ينظم المجموعات ذات النفع العام (G.I.P) groupement d'Interêt public بموجب قانون 15 يوليوز 1982 والمرسوم التطبيقي الصادر بتاريخ 15 مارس 1983. حول هذا الموضوع راجع : F. LEMEUNIER: OP. CIT. PP: 32 ET 55.

مدونة التجارة يقع عليه التزامين هامين هما الالتزام بالتسجيل في السجل التجاري والالتزام بمسك المحاسبة التجارية<sup>(43)</sup>.

#### 1 - ضرورة تسجيل المجموعة في السجل التجاري

هكذا فقد أخضع المشرع الغربي (اسوة بنظيره الفرنسي)<sup>(44)</sup> المجموعات ذات النفع الاقتصادي للتسجيل في السجل التجاري بغض النظر عن غرضها سواء كان تجاريا أو مدنيا (المادة 4 - 5 من الظهير)<sup>(45)</sup>، معنى هذا أن المجموعات ذات النفع الاقتصادي ذات الطبيعة المدنية هي ملزمة بالتسجيل في السجل التجاري، الذي هو وفق قواعد مدونة التجارة مخصص فقط لتسجيل التجار.

لذلك كان من الضروري الزام المجموعات ذات النفع الاقتصادي ذات الغرض التجاري بهذا التسجيل تماشيا مع ما تقضي به قواعد مدونة التجارة والقواعد العامة، وهذا هو الاتجاه الذي كان قد سار فيه مشروع مدونة الشركات لسنة 1989 حيث كانت المادة 361 تلزم المجموعة بالتسجيل واجراءات الشهر فقط إذا كان غرضها تجاريا.

كما أن المادة 58 ق. ت تضع قرينة تجارية كل من سجل بالسجل التجاري ما لم يثبت العكس، في حين أن المادة 4 من ظهير 5 فبراير 1999 يضع قرينة مفادها أن تسجيل المجموعة لا يترتب عنه افتراض الصفة التجارية.

#### 2 - ضرورة مسك محاسبة

لقد نصت المادة 35 من ظهير 5 فبراير 1999 على ما يلي :

«يجب على كل مجموعة ذات نفع اقتصادي أن تمسك محاسبة منتظمة لعملياتها بحسب طبيعة نشاطها». في حين أنه بالرجوع إلى المادة 19 ق. ت، تضع هذا الالتزام فقط على عاتق التجار.

(43) المواد 18 الى 78 ق. ت.

(44) المادة 3 من قانون 1967.

(45) وكذا المادة 48.

(المادة 10)، أو تنشأ لمدة غير محددة، وهو الأمر الذي يجيزه كذلك القانون الأوربي (قانون 25 يوليوز 1985)<sup>(39)</sup>، في حين أن القانون الفرنسي (قانون 23 شتنبر 1967) ينص على انشاء المجموعة ذات النفع الاقتصادي لمدة محددة<sup>(40)</sup>، وهو ما كانت تنص عليه المادة 357 من مشروع مدونة الشركات المغربي لسنة 1989.

#### \* تعيين مراقبي الحسابات :

بالنسبة للقانون الأوربي فقد ترك للقوانين الداخلية صلاحية طرق تعيين اجهزة المجموعة<sup>(41)</sup>، أما بالنسبة للقانون الفرنسي فقد جعل تعيين مراقب أو عدة مراقبين للحسابات أمرا الزاميا في حالين :

- إذا كانت المجموعة تصدر سندات قرض obligations :

- أو إذا كانت تشغل 100 أجير أو أكثر<sup>(42)</sup>.

أما بالنسبة للمشرع المغربي فان تعيين مراقب أو عدة مراقبين للحسابات يتم بقرار جماعي يتخذه الأعضاء حسب الشروط المحددة في العقد (الفقرة الأولى من المادة 39)، ولكن لا يكون التعيين إلزاميا إلا في حالة واحدة وهي إذا كانت المجموعة تصدر سندات القرض (الفقرة الثانية في المادة 39).

وفي حالة عدم التعيين سواء كان اختياريا أو اجباريا فانه يتم بأمر من رئيس المحكمة بطلب من أي عضو (الفقرة 3 من المادة 39).

#### رابعا : خرق لبعض القواعد العامة

لقد عمد ظهير 5 فبراير 1999 المنظم للمجموعات ذات النفع الاقتصادي على خرق قاعدتين أساسيتين وهما يتعلقان بالتزامات التاجر، بحيث أن التاجر وفق قواعد

(39) المادة 5

(40) المادة الأولى

(41) المادة 6.

(42) المادة 10.

**\* جعل العضوية حكرا على الشخص المعنوي :**

لقد أجاز المشرع الفرنسي (المادة 1) وكذا المشرع الأوربي (المادة 4) انشاء المجموعات ذات النفع الاقتصادي من طرف اشخاص معنويين أو ذاتيين، بحيث أجازا للشخص الطبيعي أن يكون عضوا في المجموعة، لكن مع الأسف وبالرجوع إلى المادة الأولى من ظهير 5 فبراير 1999 فإنها جعلت ذلك حكرا على الاشخاص المعنوية : «يجوز لاثنتين أو أكثر من الاشخاص المعنوية أن يؤسسوا فيما بينهم مجموعة ذات نفع اقتصادي...» وهو أمر لم نجد له أي مبرر لهذا الاقصاء مع العلم أن مشروع مدونة الشركات لسنة 1989<sup>(37)</sup> كان يقضي في مادته الأولى على امكانية انشاء المجموعة من طرف اشخاص ذاتيين أو معنويين.

ونعتقد أن هذا الاقصاء من شأنه أن يحد من نجاح التجربة ببلادنا، في حين لو ترك المجال للأشخاص الذاتيين فإن ذلك سيفسح المجال أمام العديد من الفئات لولوج هذه التجربة، خاصة بعض الفئات التي عرفت اقبالا كبيرا بفرنسا أو بأوروبا كأصحاب المهن الحرة، التجار الصغار، الفلاحين...، وعلى ذكر اصحاب المهن الحرة، فإن قانون 10/94 المتعلق بمزاولة مهنة الطب بالمغرب يمنع على هؤلاء مزاولة نشاطهم من خلال شركات تجارية، مع العلم أن الواقع يؤكد على أن العديد من المصحات بالمغرب تمارس نشاطها في شكل شركات ذات مسؤولية محدود<sup>(38)</sup>، أي شركات تجارية بشكلها ولكن لو أن المشرع سمح لهؤلاء الأطباء كأشخاص ذاتيين أن يؤسسوا مجموعات ذات نفع اقتصادي مرتبطة بنشاطهم في عياداتهم فإن من شأنه أن يحل مشكل هذه الممارسة غير القانونية بحيث يتعين عليهم تحويل هذه الشركات إلى مجموعات ذات نفع اقتصادي.

**\* جواز تأسيس المجموعة لمدة محددة أو غير محددة :**

إن المجموعة ذات النفع الاقتصادي وفق التشريع المغربي (المادة 1) يمكن أن تؤسس إما لمدة محددة، وفي هذه الحالة يجب تحديد هذه المدة في عقد المجموعة

(37) لقد كان هذا المشروع قد نظم المجموعات ذات النفع الاقتصادي ضمن مشروع مدونة الشركات في المواد من 357 إلى 378.

(38) راجع محمد الحجوجي: الشركة بين الاطباء في التشريع المغربي، مطبعة ووراقة الاندلس القنيطرة، 1999، ص: 104.

(كذلك المادة 1 قانون فرنسي والمادة 3 قانون أوروبي). بل أكثر من ذلك فقد نصت المادة 21 من القانون الأوربي على ما يلي : «ان الأرباح الناتجة عن أنشطة المجموعة تعتبر بمثابة أرباح الاعضاء وتوزع عليهم...».

**\* تنشأ برأس مال أو بدونه :**

«يجوز تكوين المجموعة ذات النفع الاقتصادي بدون رأس مال» (المادة 3 من ظهير 5 فبراير 1999)، وعليه يمكن أن تنشأ المجموعة بدون رأس مال خاص بها كشخص معنوي وفي هذه الحالة فإن تمويل المجموعة للقيام بنشاطها يتم عن طريق تسبيقات Avances أو اشتراكات Cotisations الاعضاء<sup>(32)</sup>، ولكن إذا كانت برأس مال، فإنه يمكن أن يتشكل من مقدمات نقدية أو عينية أو عمل Apports en industrie<sup>(33)</sup>. ولكن إذا كانت كل المقدمات هي عمل فإن المجموعة تعتبر بدون رأس مال على أساس أن هذه المقدمات لا يمكن أن تشكل رأس المال بمفهومه المحاسبي<sup>(34)</sup>، وفي هذا السياق فإن التجربة الفرنسية تعرف اقبالا كبيرا على انشاء مجموعات ذات نفع اقتصادي بدون رأس مال بحيث توضح الاحصائيات انه من بين 4 مجموعات 3 منها تنشأ بدون رأس مال<sup>(35)</sup>. وهذا المعطى من شأنه كذلك أن يشجع الاقبال على هذه التجربة بالمغرب، خاصة إذا علمنا ان عدم وجود رأس المال قد لا يضعف من الضمانات مادام ان الاعضاء في المجموعة هم مسؤولون مسؤولية غير محدودة وتضامنية عن ديون المجموعة، فوضعيتهم تشبه وضعية الشركاء في شركة التضامن<sup>(36)</sup>.

**2 - بعض أوجه الاختلاف**

بالرغم من أن ظهير 5 فبراير 1999 قد استقى أحكامه من القانون الفرنسي (وكذا القانون الأوربي) إلا أنه مع ذلك احتفظ ببعض الخصوصيات التي جعلته يختلف مع هذه القوانين في العديد من الجوانب المهمة.

(32) المادة 13 من ظهير 5 فبراير 1999.

F.GUIRAMAND et A. HERAUD : op. cit. 368.

(33)

PH. ANDRIEUX et T. RAVEL: op.cit. p. 616

(34)

(35) عز الدين بنستي مرجع سابق. ص. 243.

(36) المادة 16 من ظهير 5 فبراير 1999

المادة 24 من القانون الأوربي.

المادة 4 من القانون الفرنسي.

**\* ممارسة نشاط اقتصادي :**

إن الغاية من إنشاء المجموعات ذات النفع الاقتصادي هو هدف اقتصادي، وهو ما أكدته المادة الأولى من ظهير 5 فبراير 1999: «... بهدف تسخير كل الوسائل التي من شأنها تسهيل أو تنمية النشاط الاقتصادي لأعضائها وتحسين أو إنماء نتائج هذا النشاط...» (وهو ما تقضي به كذلك المادة الأولى من قانون 23 شتنبر 1967 الفرنسي، والمادة 3 من القانون الأوربي).

وهكذا فإن نشاط المجموعات ذات النفع الاقتصادي يجب أن يكون نشاطا اقتصاديا بغض النظر سواء كان ذا طبيعة مدنية أو تجارية (تجارة، صناعة، فلاحية...) ولكن لا يمكن ان يشكل نشاط المجموعة ذات النفع الاقتصادي أعمالا ثقافية، دينية، خيرية أو سياسية والتي هي مجال أنشطة الجمعيات<sup>(30)</sup>.

**\* الصفة التبعية للنشاط :**

بحيث أن نشاط المجموعة ذات النفع الاقتصادي يجب ألا يكون مستقلا، بل «يجب أن يكون نشاط المجموعة مرتبطا بالنشاط الاقتصادي لأعضائها وأن لا يكتسي سوى طابع ثانوي بالنسبة لهذا النشاط...» (المادة 1 من ظهير 5 فبراير 1999).

وهو ما أكدته القوانين الفرنسية والأوربية (المادة الأولى قانون فرنسي، والفقرة الأولى من المادة 33 أوربي).

**\* انتفاء قصد الربح :**

بالرغم من أن المجموعات ذات النفع الاقتصادي تتمتع بالشخصية المعنوية، وأنها تنشأ لممارسة نشاط اقتصادي، إلا أنها لا تهدف إلى تحقيق الربح لذاتها، بل تقوم بذلك لفائدة أعضائها، ذلك أنه في حالة تحقيق ربح من طرف المجموعة فإنه يوزع على هؤلاء الاعضاء، ولا يمكنها الاحتفاظ به لنفسها في شكل احتياطي مثلا<sup>(31)</sup> وهذا ما نصت عليه الفقرة الأخيرة من المادة 1 من ظهير 5 فبراير 1999 : «لا يتمثل هدف المجموعة في تحقيق أرباح لفائدتها».

Ibid. p. 523, N° 1644..

(30)

M. COZIAN et A. VIANDIER : op. cit. p. 522. N° 1643.

(31)

- مجموعة ARTE، وهي محطة تلفزيونية انشئت بين مجموعة من المحطات التلفزيونية الاوربية<sup>(26)</sup>.

- مجموعة Vision 1250 وهي تعمل في مجال تشجيع القواعد الاوربية بشأن الصناعة التلفزية ذات التعريف العالي (TVHD)<sup>(27)</sup>.

### ثالثا : مدى مسايرة التشريع المغربي للتشريعات الاوربية

من خلال قراءتنا لظهير 5 فبراير 1999 المحدث للمجموعات ذات النفع الاقتصادي نلاحظ أن هناك اقتباس للعديد من الاحكام المنصوص عليها سواء في القانون الفرنسي (قانون 23 شتنبر 1967 المعدل بقانون 13 يوليو 1989) أو القانون الاوربي (قانون 25 يوليوز 1985) معنى ذلك أن هناك العديد من نقاط الالتقاء، لكن هناك كذلك العديد من الاختلافات بحيث ان المشرع المغربي انفرد ببعض الخصوصيات.

#### 1 - نقط التشابه :

إن أهم هذه النقط ترتبط أساسا بالخصائص المميزة للمجموعات ذات النفع الاقتصادي :

\* اكتساب الشخصية المعنوية<sup>(28)</sup> : بحيث أن المجموعة تكسب هذه الشخصية المعنوية بمجرد تسجيلها في السجل التجاري وهو ما أكدته المادة الرابعة من ظهير 5 فبراير 1999 (المادة 3 من القانون الفرنسي، والفقرة 2 من المادة الأولى من القانون الأوربي).

فهي في ذلك كالشركات والجمعيات، ولكنها أبسط من الشركة وأكثر فعالية بالمقارنة مع الجمعية<sup>(29)</sup>.

Ibid (26)

Ibid (27)

J.J. BURST: Une personnalité morale ambiguë, la personnalité morale des G.I.E. (28)

J.C.P.1976.I.2783.

M. COZIAN et VIANDIER : op. cit. p. 522. N° 1641. (29)

2 - بالانحد الاوربي : G.E. I. E

إن النجاح الذي عرفته التجربة الفرنسية هو الذي حدا بالمشرع الاوربي إلى وضع قانون 25 يوليوز 1985، خاصة ان الرغبة تزايدت على انشاء مجموعات ذات نفع اقتصادي بين مقاولات من جنسيات مختلفة تنتمي إلى دول الاتحاد الاوربي.

وهكذا فقد دخل هذا القانون حيز التطبيق كما رأينا سابقا في فاتح يوليوز 1989، وخلال اربع سنوات من تطبيقه بلغ عدد هذه المجموعات (G.E.I.E) التي انشئت حوالي 227 مجموعة، وهو رقم مشجع في ذلك الوقت<sup>(22)</sup>، وما بين سنتي 1994 و 1995 سيصل هذا العدد إلى حوالي 500 مجموعة بمعنى حوالي 250 مجموعة كل سنة، وهذا العدد موزع على مختلف دول الاتحاد الاوربي، وتختلف النسبة من دولة لأخرى<sup>(23)</sup>.

وأهم هذه المجموعات الاوربية ذات النفع الاقتصادي نجد مثلا :

- مجموعة Airbus المختصة في صناعة الطائرات، وقد انشئت بين مجموعة من الشركات الاقتصادية الاوربيين وهي :

- شركة Aérospatiale الفرنسية

- شركة British Aerospace الانجليزية

- شركة Deutch Airbus الألمانية

- شركة C.A.S.A الإسبانية<sup>(24)</sup>.

- مجموعة IVECO وقد انشئت بين Fiat الايطالية و Renault الفرنسية وذلك

قصد تطوير صناعة مستلزمات مقصورات الشاحنات الخفيفة، وقد تم انشاء مجموعتين: الأولى سجلت بفرنسا والثانية سجلت بايطاليا<sup>(25)</sup>.

(22) F. GUIRAMAND et A. HERAUD : op.cit. p. 366.

(23) للمزيد من التفاصيل حول هذه الاحصائيات راجع : F. LEMEUNIER: op. cit. p: 279

(24) عز الدين بنستي : الشركات في التشريع المغربي والمقارن. الجزء II . في القانون الخاص للشركات، مطبعة النجاح الجديدة، البيضاء 1999، ص 288، 299.

(25) M. COZIAN et VIANDIER : op. cit. p. 529. N° 1662.

وفي سنة 1998 سيصل هذا العدد إلى 9500<sup>(15)</sup> تتوزع على مختلف القطاعات وينسب متفاوتة : التجارة، الاشغال العمومية، الفلاحة، النقل، الصناعة الغذائية، الصناعة التقليدية<sup>(16)</sup>،... لكن هذا العدد رغم ارتفاعه (9500) فهو لا يمثل الا نسبة 1% من مجموع المقاولات المنشأة بفرنسا، كذلك إذا قارنا هذا الرقم بعدد الجمعيات الذي يصل إلى 700000 جمعية<sup>(17)</sup>. كما أن هذه النسب تختلف حسب السنوات، ففي بعض السنوات يتم الاقبال بشكل كبير على انشاء المجموعات ذات النفع الاقتصادي، فمثلا سنة 1972 تم تسجيل 1173 مجموعة<sup>(18)</sup> كما أن عدد المقاولات المتجمعة داخل المجموعات ذات النفع الاقتصادي يتفاوت عددها بحيث نجد أقلها هي اثنين أو ثلاثة وأقصاها يصل إلى حوالي 260 مقاول، إلا أن المعدل هو اربع مقاولات في كل مجموعة<sup>(19)</sup>

ولعل أهم المجموعات ذات النفع الاقتصادي التي انشئت بفرنسا وحققت نجاحا كبيرا نذكر على سبيل المثال :

- CERIC وقد انشئت من طرف 68 تاجراً مستقلاً لاستغلال متجر ممتاز grande surface وذلك سنة 1971 بمدينة Thianville<sup>(20)</sup>

- P.M.U وهي مجموعة انشئت سنة 1983 من طرف جمعيات السباق، وهي ذات صبغة مدنية.

- كم أن هناك العديد من هذه المجموعات ذات النفع الاقتصادي والتي تزدهر بفرنسا مثل : الفرنسية للاعب la française des jeux البطاقة الزرقاء la carte bleue...<sup>(21)</sup>.

F. GUIRMAND et A. HERAUD : Droit des sociétés (manuel et applications), 6<sup>e</sup> (15) édition, Dunod, Paris, 1999, p: 336.

Voir tableau in: F. LEMEUNIER: op. cit. p. 31 (16)

GUIRAMAND et A. HERAUD: op. cit. p: 336 (17)

F. LEMEUNIER: op. cit. p. 30. (18)

Ibid. p: 29 (19)

M. COZAN et A. VIANDIER: Droit des sociétés, 8<sup>e</sup> édition Litec, Paris, p: 529, N° (20) 1663.

Cf. F. GUIRAMAND et A. HERAUD: op. cit. p: 336 (21)

- بين شركتين على الأقل أو وحدات قانونية أخرى والتي توجد ادارتها المركزية بدول أعضاء مختلفة؛
- أو بين اشخاص طبيعة (شخصين على الأقل) تمارس نشاطها بشكل رئيسي بدول أعضاء مختلفة؛
- أو بين شركة أو وحدة قانونية وشخص طبيعي حسب المفهوم أعلاه.
- لا يمكن لمجموعة أوربية ذات نفع اقتصادي أن تكون عضوا في مجموعة أوربية ذات نفع اقتصادي<sup>(13)</sup>.
- ولقد كانت الغاية من خلق هذه المجموعات الأوربية ذات النفع الاقتصادي هو تنمية التعاون بين المقاولات inter-entreprise داخل نول الاتحاد.

### ثانيا : إحصائيات ونماذج

إن المتتبع للتجربة الأوربية في هذا المجال يلاحظ مدى النجاح الذي حققته سواء من حيث العدد أو من حيث النماذج أو نوعية هذه المجموعات، ذلك ان نجاح التجربة بفرنسا هو الذي كان وراء إصدار القانون الأوربي.

#### 1 - بفرنسا : G.I.E

لقد عرفت المجموعات ذات النفع الاقتصادي نجاحا كبيرا بفرنسا، نظرا لانها تستجيب لطموحات العديد من المقاولات الفردية أو الجماعية (أشخاص ذاتيين أو أشخاص معنويين)، خاصة وأنها كذلك شملت جميع المجالات، التجارة الصناعة، الحرف، المهن الحرة...

وهكذا وبعد سنة من صدور القانون أي سنة 1968 تم تأسيس حوالي 365 مجموعة ذات نفع اقتصادي، وفي سنة 1969 سيرتفع هذا العدد إلى 1012 مجموعة<sup>(14)</sup>،

(13) المادة 3.

F. LEMEUNIER: op. cit. p: 22

(14)

وحاليا فان كل دول الاتحاد الاوربي قد صادقت على هذا القانون وعملت على ادخال مقتضياته في قوانينها الوطنية مثلا :

-فرنسا: قانون 13 يونيو 1989، وقرار 20 يونيو 1989 المشار إليهما أعلاه :

-بلجيكا : قانون 12 يوليوز 1989 .

-إسبانيا : مرسوم ملكي بتاريخ 29 دجنبر 1989، وكذا قانون 29 أبريل 1991؛

-ألمانيا : قانون 14 أبريل 1988؛

-إيطاليا : قانون 23 يوليوز 1991<sup>(10)</sup>....

ووفقا للمادة 189 من اتفاقية روما (المنشئة للسوق الاوربية المشتركة فإن قانون (réglement) 25 يوليوز 1985 المتعلق بالمجموعات الاوربية ذات النفع الاقتصادي هو إلزامي بالنسبة لكل الدول الاعضاء في كل عناصره، كما أن مقتضياته تصبح جزءا من القانون الوطني منذ تاريخ تطبيقه (فاتح يوليوز 1989)<sup>(11)</sup>، لكن يحيل إلى القانون الوطني للدول الاعضاء بالنسبة لبعض المقتضيات التي وردت في ديباجة هذا القانون، وتطبيقا لذلك فقد نصت المادة 7 مثلا من القانون الفرنسي (قانون 13 يوليوز 1989) على ما يلي: «ان المقتضيات التشريعية المطبقة بشأن المجموعات ذات النفع الاقتصادي الخاصة بالالتزامات المحاسبية، ومراقبة الحسابات، والتصفية القضائية تطبق كذلك بالنسبة للمجموعات الاوربية ذات النفع الاقتصادي».

وحتى تعتبر مجموعة أوربية ذات نفع اقتصادي في مفهوم قانون 25 يوليوز 1985

فلا بد من توفر الشروط التالية<sup>(12)</sup> :

(10) Pour plus de détail, voir :F. LEMEUNIER: op.cit.pp: 285 - 286

(11) كما نصت على ذلك المادة 43، باستثناء المواد 39، 41 و 42 والتي تطبق ابتداء من اليوم الثالث من نشر هذا القانون بالجريدة الرسمية للمجموعة الأوربية.

(12) راجع المادة 4.

2 - بفرنسا :

يعتبر التشريع الفرنسي أول التشريعات التي أرست دعائم المجموعات ذات النفع الاقتصادي<sup>(5)</sup> كشكل من أشكال التعاون والتكامل الاقتصاديين، حيث بادر منذ سنة 1967 إلى اصدار قانون (ordonance) 23 شتنبر 1967 لتنظيمها من خلال 22 مادة.

كما أنه بتاريخ 13 يونيو 1989 سيصدر قانون يغير قانون 23 شتنبر 1967 (13 مادة) والذي عمل على ادخال العمل بفرنسا بقانون (réglement) 25 يوليوز 1985 للاتحاد الاوربي والمتعلق بالمجموعات الاوربية ذات النفع الاقتصادي<sup>(6)</sup> وسيلية قرار Arrêté 20 يونيو 1989 والخاص بتسجيل المجموعات الاوربية ذات النفع الاقتصادي بالسجل الخاص بالتجار والشركات.

3 - بالاتحاد الاوربي :

إن فكرة انشاء المجموعات الاوربية ذات النفع الاقتصادي (G.E.I.E) تعود إلى سنة 1971 حيث قامت لجنة المجموعة الاوربية آنذاك (هذه المجموعة التي كانت تسمى آنذاك السوق الاوربية المشتركة (C.E.E) بوضع مشروع أولي، وذلك بعد النجاح الكبير الذي عرفته هذه التجربة بفرنسا<sup>(7)</sup>.

وهكذا، بتاريخ 25 يوليوز 1985 سيتم تبني هذا القانون من طرف مجلس المجموعة<sup>(8)</sup>؛ وهو مقتبس من القانون الفرنسي لسنة 1967<sup>(9)</sup> وقد دخل هذا القانون الاوربي حيز التطبيق في فاتح يوليوز 1989.

Les groupements d'intérêt économique (G.I.E.). (5)

Les groupements européens d'intérêt économique (G.E.I.E) (6)

F. LEMEUNIER : Groupement d'intérêt économique (G.I.E.). (7)

Groupement européen (G.E.I.E);

Delmas, 9è édition, 1994, p. 260.

Réglement C.E.E. N° 2137 du conseil du 25 Juillet 1985, J.O.C.E N° L- 199 du 31 (8)

Juillet 1985. Cf. F. LEMEUNIER : op. cit. p. 260, renvoi N° 5.

Ph. ANDRIEUX et J. RAVEL: code annoté des sociétés commerciales, la villeguerin (9) éditions, 1995, p: 624.

## أولاً : الاطار التشريعي

ما هو الاطار التشريعي للمجموعات ذات النفع الاقتصادي في كل من المغرب، فرنسا والاتحاد الاوربي :

### 1 - بالمغرب :

لأول مرة سيتم التطرق إلى هذا الموضوع بالمغرب وذلك ضمن مشروع قانون الشركات لسنة 1989 حيث تم تنظيم المجموعات ذات النفع الاقتصادي.

لكن هذا المشروع لم يكتب له أن يرى النور وسيتم تعويضه بقانونين : قانون رقم 95 - 17 الصادر بموجب ظهير 30 غشت 1996<sup>(1)</sup> المتعلق بشركات المساهمة، وقانون رقم 96 - 5 الصادر بموجب ظهير 13 فبراير 1997<sup>(2)</sup> المتعلق بشركة التضامن وشركة التوصية البسيطة وشركة التوصية بالاسهم والشركة ذات المسؤولية المحدودة وشركة المحاصة، إلا أنه تم اغفال المجموعات ذات النفع الاقتصادي.

ومع صدور مدونة التجارة لسنة 1996 (ظهير فاتح غشت 1996)<sup>(3)</sup> ستتم الإشارة إلى المجموعات ذات النفع الاقتصادي حيث ألزمها بضرورة التسجيل في السجل التجاري (المادة 37 ق.ت) وحدد اجراءات هذا التسجيل (المادة 48 ق.ت).

لكن رغم ذلك كان يجب انتظار سنة 1999 لصور قانون رقم 97 - 13 والذي صدر بموجب ظهير 5 فبراير 1999<sup>(4)</sup> والمتعلق بالمجموعات ذات النفع الاقتصادي، والذي عالج الموضوع من مختلف جوانبه ضمن 71 مادة، هذا بالاضافة إلى خضوع المجموعات ذات النفع الاقتصادي لاحكام شركة التضامن وقواعد قانون الالتزامات والعقد وكما نصت على ذلك صراحة المادة الاخيرة (المادة 71) من ظهير 5 فبراير 1999

(1) ج.ر. عدد 4422 بتاريخ 17 أكتوبر 1996.

(2) ج.ر. عدد 4478 بتاريخ 1 ماي 1997.

(3) ج.ر. عدد 4418 بتاريخ 3 أكتوبر 1996.

(4) ج.ر. عدد 4678 بتاريخ فاتح ابريل 1999.

## قانونُ المجموعات ذات النفع الإقتصادي بالمغرب والتجربة الأوروبية

المختار بكور\*

إن اختيارنا لدراسة القانون الجديد المنظم للمجموعات ذات النفع الاقتصادي بالمغرب على ضوء التجربة الأوروبية خاصة فرنسا ومجموعة الاتحاد الأوربي جاء لاعتبارات ثلاث أساسية :

1 - الارتباط تاريخيا وتشريعيا بفرنسا؛

2 - الارتباط حاضرا ومستقبلا بالاتحاد الأوربي (خاصة في أفق سنة 2010)؛

3 - الرغبة الحكومية والتشريعية في جعل قوانيننا مسايرة للقوانين الدولية والقوانين الأوربية على وجه الخصوص، وهي الرغبة التي تم التأكيد عليها في العديد من التصريحات (التصريحات الحكومية المتوالية) والمذكرات التقديمية للعديد من النصوص القانونية (المذكرة التقديمية لمشروع مدونة التجارة لسنة 1988، المذكرة التقديمية لمدونة التجارة لسنة 1996...).

ترى ما هي خصوصيات هذا المولود الجديد، وما وصلت اليه التجربة الأوربية في هذا المجال، ثم إلى أي حد استنطاع القانون المغربي للمجموعات ذات النفع الاقتصادي ترجمة سياسة التقارب بين التشريعات rapprochement législatif، وبالتالي التأهيل القانوني la mise à niveau juridique لانه بدون تأهيل قانوني لا يمكن الحديث عن تأهيل اقتصادي mise à niveau économique بعض المعطيات التشريعية والاحصائية، وكذا أهم خصائص المجموعات ذات النفع الاقتصادي.

---

(\*) أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية والإقتصادية والإجتماعية - جامعة محمد الخامس - أكادال - الرباط .

## باللغة الفرنسية :

### دراسات وأبحاث

- امحمد الحاتمي : مصادر القانون المغربي المستمدة و غير المستمدة  
من الدولة ..... 7
- محمد أوزكان : الحماية القانونية لبرامج الحاسوب وقواعد البيانات  
عبر حقوق المؤلف بالمغرب ..... 19
- إبراهيم بن إبراهيم : حرب الإعلام في عصر الشبكات الفضائية ..... 31  
عمر مداني : الوكالة الوطنية لتقنين المواصلات : جهاز لتنظيم  
قطاع المواصلات ..... 45
- أمنية عوشار : الأزمة الفرنسية المغربية وحلولها : موقف الملك  
محمد الخامس ..... 71
- عبد المجيد بن جلون : الحركة الوطنية المغربية بالمغرب الخليفي ورفضها  
للاستعمار في حدود الإحراية ..... 101
- ليلى شقوف : حماية الطفل بإفريقيا ..... 113
- احمادو لوگي : بروز التوازن العام وأسس ..... 127  
فؤاد الشجعي : الدولار والأورو : رهانات وتوقعات العشر سنوات  
الآتية ..... 165
- فريد لخضر غزال :المدىونية العامة : المحور الأساسي لانشغالات  
المالية العامة ..... 173
- العربي حنان :المقاولة المتعلمة وتقبلها للإبداع ..... 185

# الفهرس

باللغة العربية :

دراسات وأبحاث

المختار بـكور : قانون المجموعات ذات النفع الاقتصادي

7 ..... بالمغرب والتجربة الأوربية

عبد العزيز الحيلة : القانون الجديد للسجون والمواثيق الدولية

21 ..... عائشة الشرقاوي المالقي : تسنيد الديون الرهنية "قراءة في قانون التسنيد

31 ..... المغربي"

رجاء ناجي مكاوي : دور الآليات القانونية في التقريب بين متطلبات

61 ..... الإنتاج وتوجهات البحث العلمي

مباركة دينا : الحماية القانونية لتشغيل الأحداث في التشريع

79 ..... الاجتماعي المغربي

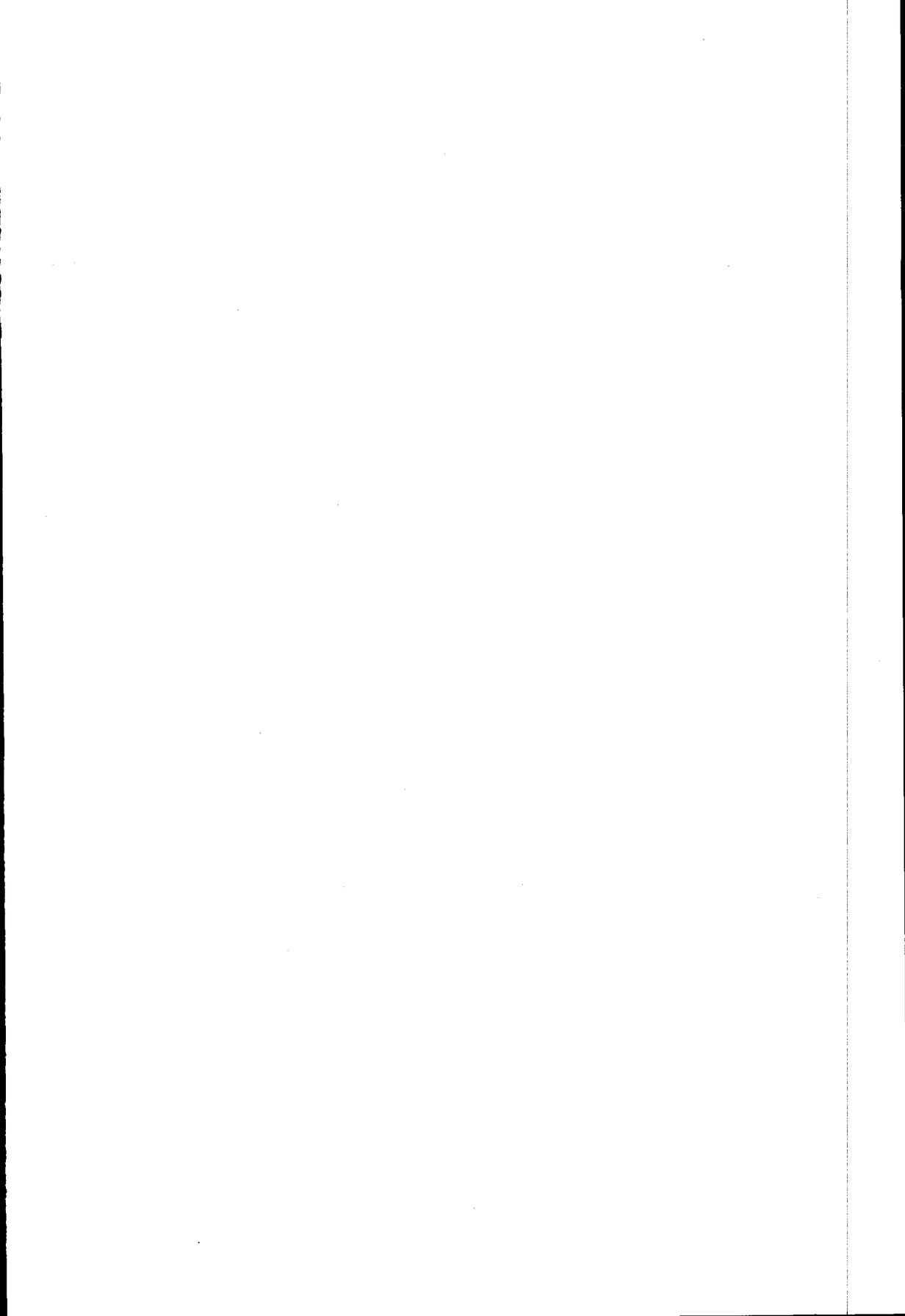
إبراهيم أبراش : لماذا لم يتم تفعيل قرارات الشرعية الدولية حول

الشرقة الأوسط؟ - الشرعية الدولية ورهانات

93 ..... القوة

مصطفى قلووش : الحصانة البرلمانية الإجرائية

123 .....



المجلة المغربية للقانون والسياسة والاقتصاد  
تصدرها كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية  
بالرباط

المدير : عبد الغني قديميري

اللجنة العلمية :

مولاي إدريس العلوي، سعيد بلبشير، محمد بناني، محمد بنونة،  
عبد العزيز بن جلون، أحمد شكري، محمد الإدريسي العلمي،  
محمد جلال السعيد، أمال جلال، فتح الله ولعلو.

لجنة التحرير :

الهادي مقداد، عائشة الشرقاوي المالقي، رجاء ناجي، محمد مومن،  
الطاهر البجوجي، محمد البردوزي، أحمد بنعثمان الودغيري، لحسن أولحاج،  
نور الدين العوفي.

كتابة التحرير :

خديجة وزاني شاهدي، حرية السليمانى.

الإدارة والتحرير :

صندوق البريد 721، شارع الأمم المتحدة - أكادال - الرباط.

الإشتراك :

المغرب : 40 درهما.

الخارج : 60 درهما.

اشتراك خاص بالطلبة : 24 درهما.

كيفية الأداء :

تدفع قيمة الاشتراك في الحساب البريدي رقم 45634C - كلية العلوم القانونية  
والاقتصادية والاجتماعية - صندوق البريد رقم 721 - أكادال - الرباط.

إن الآراء المعبر عنها في هذه المجلة هي آراء شخصية لكتابها

رقم الإيداع القانوني

776

شركة بابل للطباعة والنشر والتوزيع

☎ 037 70 03 51

عدد مزدوج  
2000 - 34/33

المجلة المغربية  
للقانون  
والسياسة  
والاقتصاد

المجلة المغربية للقانون  
والسياسة والاقتصاد

مجلة تصدرها مرتين في السنة كلية العلوم القانونية والاقتصادية  
والاجتماعية بالرباط